

# LA NOUVELLE CRITIQUE

Politique, marxisme, culture.

91

mensuel  
numéro 91 (272)  
nouvelle série  
février 1976  
18 francs



Matériaux pour le XXII<sup>e</sup> Congrès / Culture / parti ouvrier /  
socialisme / AUFORT / CHAMBAZ / GOUX / GUILLEVIC  
HALBEHER / MAITRE / MALGRANGE / PRÉVOST / VITTEZ /

# LA NOUVELLE CRITIQUE

Directeur : Francis Cohen

Rédacteur en chef : Antoine Casanova

Rédacteurs en chef adjoints : Emile Breton, Serge Goffard

Secrétaires de rédaction : Jacques Poulet, Odette Hollander

Maquette : Claude Fillion

Comité de rédaction : Michel Apel-Muller, Gérard Belloin, Colette Bernas, Guy Biolat, Lucien Bonnafé, Emile Breton, Pierre Bruno, Christine Buci-Glucksmann, Antoine Casanova, Philippe Cazelle, Catherine Clément, Francis Cohen, Jacques Coru, Jacques De Bonis, Jean Deroche, Bernard di Crescenzo, Jean-André Fieschi, André Gisselbrecht, Serge Goffard, Maurice Goldring, Jean Goldzink, Aimé Guedj, Guy Hermier, François Hincker, Jacques Leclerc, Paul Mazliak, Roland Ménard, Elie Mignot, Jacques Milhau, Maurice Moissonnier, Jean-Louis Moynot, Jacques Pesenti, Roland Pierre, Claude Prévost, Jean Rony, Jacques Roux, Laurent Salini, Lucien Sève, Michel Simon, Michel Strulovici, Jean Thibaudeau, France Vernier, Roland Weyl.

Secrétaire général : Arnaud Spire

Gestion : Francine Ecosse

Ventes : Jean-Claude Mulleman

Rédaction :  
2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris Cedex 19  
Tél. : 202-70-10 ; 203-20-74

Administration et  
service de vente :  
168, rue du Temple, 75003 Paris  
Tél. : 277-35-22

Régie publicitaire :  
A. C. P.  
187, quai Valmy, 75010 Paris  
Tél. : 203-96-58

## Prix de vente au numéro

France	Marché Commun	Autres Pays
18 F	Afrique du Nord	22 F
	20 F	

AUX ABONNES : en cas de changement d'adresse, les P. T. T. ne font pas suivre les publications. Si vous désirez recevoir votre revue sans retard vous avez donc intérêt à nous communiquer avant le 15 du mois votre nouvelle adresse sans oublier de nous joindre également l'ancienne et 2,40 F en timbres-poste.

Commission paritaire : n° 21357

Imprimé par Corbière et Jugain, Alençon.

Diffusé par les N. M. P. P.

Directeur de la publication : Francis Cohen

## Emile Bottigelli

Emile Bottigelli vient de mourir à l'âge de soixante-cinq ans, laissant une contribution considérable et décisive à la diffusion des œuvres de Marx et Engels en France. Il a traduit, présenté, commenté plusieurs ouvrages essentiels ; il a créé et dirigé aux Editions sociales une véritable rédaction scientifique des classiques du marxisme.

Notre camarade a été un des premiers collaborateurs de *La Nouvelle Critique*. Longtemps membre du comité de rédaction, il a été de ceux qui ont fait de la revue un centre de réflexion et de recherche collectives apte à prendre sa place propre dans les combats idéologiques et politiques de la période contemporaine. Il n'avait pas cessé de faire profiter nos lecteurs des découvertes importantes qu'il faisait au cours de ses travaux.

Nous voudrions dire ici à sa femme Marcelle combien cruellement nous ressentons cette disparition d'un des nôtres, enlevé trop tôt à notre affection et au travail commun.

## Envoyez-nous les adresses...

... de tous ceux qui, autour de vous, sont susceptibles de s'abonner à « La N. C. ».

Nous leur enverrons, dans les dix jours, un spécimen gratuit accompagné d'une lettre argumentée vous permettant ensuite plus aisément de proposer l'abonnement.

Des milliers d'adresses, c'est pour « La N. C. » des centaines d'abonnés virtuels. C'est pour vous la possibilité de réaliser des points supplémentaires au



### Concours d'abonnements

dont nous rappelons l'enjeu :

- 1<sup>er</sup> prix : un séjour de trois semaines à Cuba pour deux personnes.
- 2<sup>e</sup> prix : un séjour de trois semaines en Bulgarie pour deux personnes.
- 3<sup>e</sup> prix : un séjour de deux semaines en Bulgarie pour deux personnes.
- 4<sup>e</sup> prix : un séjour de deux semaines en Tunisie pour deux personnes.
- 5<sup>e</sup> prix : un séjour de deux semaines à Montalivet pour deux personnes.
- 6<sup>e</sup> prix : *Le Rayon ininterrompu* et *Les Dames de Mougins* (Picasso, Cercle d'Art).
- 7<sup>e</sup> prix : *Céramiques de Picasso* et *Le Peintre et son modèle*.
- 8<sup>e</sup> prix : *Picasso en Avignon* et *Les Ménines*.
- 9<sup>e</sup> prix : *Picasso à Barcelone*.
- 10<sup>e</sup> prix : *La Guerre et la Paix*.
- 11<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> prix : *La Commune en images*.

Indépendamment du classement final, dès que vous avez réalisé 5 points (équivalant à 5 abonnements d'un an) vous pouvez nous commander un livre que vous choisirez sur la liste parue en janvier.

pour faire  
connaître

LA  
NOUVELLE  
CRITIQUE

Envoyez-lui des adresses de personnes susceptibles de s'abonner.  
Nous leur adresserons un spécimen gratuit.

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Retournez cette liste à

La N. C., 168, rue du Temple, 75003 Paris. Merci.

pour faire  
connaître

LA  
NOUVELLE  
CRITIQUE

Envoyez-lui des adresses de personnes susceptibles de s'abonner.  
Nous leur adresserons un spécimen gratuit.

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Retournez cette liste à

La N. C., 168, rue du Temple, 75003 Paris. Merci.



<b>Matériaux pour le XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste français</b> _____	4
Francis Cohen	
<b>Au XXII<sup>e</sup> congrès</b> _____	6
Bernard Vargaftig	
<b>La culture a besoin de liberté</b> _____	7
Jacques Chambaz	
<b>Questions à des intellectuels communistes</b> _____	11
Enquête auprès de Claude Aufort, Jean-Michel Goux, Guillevic, Jacques Maître, Bernard Malgrange et Antoine Vitez.	
<b>Changer le travail, travailler autrement...</b> _____	23
Entretien de Marc Argillet et Monique Geistdoerfer avec Aimé Halbeher	
<b>Les communistes sur le campus de la halle aux Vins</b> _____	31
François Hincker	
<b>Télévision : le roi Profit</b> _____	33
Serge Goffard	
<b>Direction Argentineuil : quelques jalons sur un chemin</b> _____	36
Claude Prévost	
<b>N. C. internationale</b> _____	49
<b>Italie : Une saison de profondes contradictions</b> _____	50
Luca Pavolini	
<b>Impérialisme : de la famine comme moyen stratégique</b> _____	57
Jacques Barrau	
<b>Désarmement : rêve généreux au projet politique ?</b> _____	58
Roger Mayer	
<b>Cinéma soviétique : compléments à une semaine en Avignon</b> _____	66
Emile Breton, Marianne Chaternikova, Vitali Jdan, Marlen Khoutseev, Lev Koulidjanov, Rezo Tchkhéidzé	
<b>N. C. Actuelles</b> _____	83
(Voir sommaire page 83.)	
<b>Les échecs</b> _____	93
F. Molnar	

*Iconographie : p. 1 de couverture : Grapus ; pp. 6, 13, 14, 25 et 29 : dessins de Fernand Léger ; pp. 7, 9, 10, 21, 23 et 26 : dessins de Picasso ; pp. 8 et 19 : dessins de Marc Chagall ; pp. 15, 16, 17, 18, 24, 27 et 28 : dessins de Henri Matisse ; p. 33 : gravure de Paul Renouard ; pp. 37, 39, 44, 45, 46 et 47 : Henri Cartier-Bresson ; pp. 38, 39, 40 et 43 : Roger-Viollet ; pp. 41 et 42 : Martine Franck (Viva) et droits réservés ; p. 45 : Hervé Gloaguen (Viva) ; p. 47 : Inge Morath (Magnum) ; pp. 49 et 51 : Monique Duriez (Fotolib) ; p. 50 : J.-P. Paireault (Magnum) ; p. 52 : Giovanni Zampieri, Roland Allard (Fotolib) ; p. 53 : Roberto Schezen (Gamma) ; p. 54 : Jean Lattès (Gamma), Team (Gamma) ; p. 55 : Aldo V. Bonasia (Fotolib) ; p. 56 : Gérard Aimé, Horace ; pp. 58 et suivantes : dessin de Lacroux ; pp. 66 et suivantes : droits réservés et Claude Bricage.*

# Matériaux pour le XXII<sup>e</sup> congrès

Ce numéro de *La Nouvelle Critique* est consacré pour une bonne part à des « matériaux » pour le XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste français. Quelles sont les raisons de cette démarche exceptionnelle ?

Il nous est apparu qu'un nombre croissant d'organisations du parti renouveau dans leur activité quotidienne le problème de l'alliance entre la classe ouvrière et les différentes catégories socio-professionnelles que l'on désigne habituellement sous le nom d'intellectuels.

C'est le cas des fédérations des départements à grandes concentrations universitaires. C'est le cas des sections qui rayonnent sur de grands centres d'enseignement ou sur des entreprises où les ingénieurs, les cadres, les techniciens d'études ou de production augmentent en nombre et en importance avec l'évolution des techniques. Il existe maintenant des sections d'université, de centre de recherche scientifique, etc., et non plus seulement des cellules d'enseignants ou de chercheurs.

De plus, il devient courant que des sections « ordinaires » aient à mener le travail du parti auprès du personnel des établissements d'enseignement, de centres de culture, d'hôpitaux, de secteurs techniques d'entreprises industrielles. Si l'influence du parti a longtemps été sensible principalement chez les enseignants et les étudiants, il n'est pas de secteur du travail intellectuel où elle n'existe maintenant et où elle ne demande à se développer.

Enfin, plus le parti prend de place dans la vie nationale, plus il prend en compte une politique globale, plus ses responsabilités grandissent au niveau de la gestion municipale et de l'action dans tous les domaines, et plus il a l'occasion et le besoin de se concerter avec des intellectuels de toutes les spécialités, de connaître leurs problèmes et de les intégrer à sa réflexion et à son action politiques.

L'évolution des forces productives conduit à une intrication croissante du travail manuel et du travail intellectuel. La division entre les deux a depuis longtemps cessé de se confondre avec la division de classe exploités-exploités. Ces deux types de tra-

vail se mêlent dans un même processus de production, et même, de plus en plus, chez un même individu. Parmi les salariés, la proportion des intellectuels grandit très vite et cette catégorie subit directement l'exploitation capitaliste. Il y a donc là des alliés naturels du combat de la classe ouvrière. De part et d'autre, on en prend conscience, et le parti a à accélérer cette prise de conscience à travers la bataille des idées et à travers l'expérience des luttes concrètes qui se multiplient. Que l'on songe à ce sujet à l'extrême nouveauté de l'entrée en lutte organisée contre le pouvoir, à l'instar des travailleurs manuels ou de salariés déjà entraînés à ce combat comme les enseignants, de catégories comme les architectes, les artistes, les avocats, voire les magistrats.

Mais cette évolution des forces productives est contrariée par la grande bourgeoisie au pouvoir. En effet si, d'une part, elle est nécessaire au maintien de ses profits, d'autre part, et contradictoirement, elle menace sa domination parce qu'elle la rend objectivement nuisible. C'est là une des formes de la crise. Pour essayer de garder le contrôle du phénomène, la bourgeoisie cherche à fragmenter, limiter, canaliser, spécialiser les activités intellectuelles et, en général, la culture. Plus il y a de besoins de connaissance et de culture, plus ces limitations sont douloureusement ressenties et plus s'approfondit la crise. Une bataille idéologique intense est menée pour convaincre les intellectuels qu'ils sont eux-mêmes coupables de leur malheur et les retenir sur le chemin de l'alliance avec les forces de progrès. Toutes les défaites subies par la bourgeoisie dans cette bataille sont autant de pas vers l'union du peuple de France, telle que la préconise notre parti pour parvenir aux changements décisifs.

Le parti communiste se trouve donc devant des tâches complexes et difficiles, qui prennent leur place parmi ses préoccupations les plus importantes. Un témoignage de cela est la constitution ou le renforcement au cours des derniers mois de commissions fédérales aux intellectuels et à la culture dans une vingtaine de fédérations, parfois avec un

responsable permanent, et la désignation de responsables à ce travail dans un bon nombre de sections. (Pour certains lecteurs, faut-il préciser que ces commissions et responsables ne sont pas une façon d'enterrer ou de marginaliser le problème, mais tout au contraire d'aider les directions politiques responsables à s'en préoccuper efficacement et en bonne connaissance de cause ?)

Les documents du P. C. F. (en particulier les thèses du XIX<sup>e</sup> congrès) considèrent comme d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement révolutionnaire l'alliance des intellectuels avec la classe ouvrière. En même temps, la discussion de ces dernières semaines a montré que certains camarades se demandaient si, dans la pratique, l'accent mis sur la nécessité de veiller au caractère ouvrier du parti n'entraînait pas quelques difficultés pour travailler concrètement au développement de cette alliance. En clair, est-ce qu'il n'y a pas le risque qu'une attention moindre soit portée aux intellectuels et à la culture ? Le rappel de la nécessité d'une grande proportion de cadres ouvriers dans le parti ne conduit-il pas à un amoindrissement du rôle des intellectuels dans le parti ?

Le risque est mince. Devant la surcharge de travail politique, une fausse interprétation de ces rappels peut conduire à relâcher un peu l'attention portée au travail politique dans le domaine des intellectuels et de la culture. Quelques intellectuels communistes eux-mêmes, sous la pression de la campagne de culpabilisation, ou en vertu d'une conception automutilante du « ralliement » à la classe ouvrière, peuvent être tentés de renoncer au difficile travail dans leur milieu ou de l'affaiblir. Mais le courant va dans un tout autre sens. L'invitation à renforcer le caractère ouvrier des directions du parti est en même temps une invitation aux militants intellectuels à se consacrer davantage au travail propre dans leur milieu, tout en gardant la place qui leur revient dans les responsabilités générales du parti. Et surtout, bien loin de signifier quelque pratique du balancier, l'accent mis sur le caractère ouvrier du parti implique, contient, englobe l'impor-

# du parti communiste français

tance précisément pour la classe ouvrière de la culture et des intellectuels.

S'il fallait un argument contre l'« ouvriérisme », le pouvoir nous le fournirait avec sa démagogie sur la revalorisation du travail manuel, qui est en réalité une entreprise de désintellectualisation du travail, d'abaissement de la qualification, de dévalorisation d'ensemble de la force de travail globale du pays. Ne s'agit-il pas de confiner la classe ouvrière dans un travail purement manuel, de couper le travail manuel du travail intellectuel et d'organiser la déculture, alors que les besoins sociaux ressentis par le peuple demandent au contraire l'extension de la culture ? Notre politique est à l'inverse.

Les intellectuels du parti ne sont pas des ornements, si sensible que le parti soit à leur nombre et au prestige de beaucoup d'entre eux. Ils ne sont pas seulement des experts, si indispensable que soit leur participation à l'étude des questions relevant de leur spécialité et à l'élaboration des décisions politiques correspondantes. Ils viennent de plus en plus au parti pour leurs raisons propres d'intellectuels ; et ils sont intégrés à la substance du parti ouvrier pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire pour leur activité propre, et pour ce que sont la culture et le travail intellectuel dans l'action et les perspectives des communistes.

Parmi les moyens spécifiques dont dispose le parti pour s'adresser aux diverses catégories d'intellectuels, *La Nouvelle Critique* s'efforce de tenir sa place. Créée en 1948 pour mener la bataille idéologique, elle a acquis une audience importante.

Son public ? Pour moitié, des étudiants, ce qui témoigne du grand intérêt de la jeunesse intellectuelle pour les idées et l'action des communistes, ainsi que de la richesse et de l'actualité des idées, des informations, des débats que des centaines de collaborateurs permettent à *La N. C.* d'apporter. L'autre moitié de nos lecteurs est composée d'enseignants, de chercheurs, d'artistes, médecins, avocats, architectes, d'animateurs culturels, d'ingénieurs, techniciens, cadres, de journalistes, de militants désireux de se tenir au fait du mouvement des idées, etc.

La qualité du contenu de la revue, son effort pour donner le point de vue communiste sur les grandes questions d'actualité sous une forme qui convienne à ce public, pour se saisir des problèmes nouveaux, donner la parole aux intéressés eux-mêmes et répondre de façon argumentée aux idées répandues par la classe dominante en font un instrument précieux de la bataille idéologique et politique. Cela explique que la diffusion de *La Nouvelle Critique* serve fréquemment de moyen de contact, d'introduction au débat politique et à la discussion idéologique et d'aide aux luttes concrètes, entre les mains des organisations du parti. C'est le cas dans les universités, dans les lycées et collèges de même que dans les multiples concentrations d'intellectuels, et il est clair que ce sera de plus en plus vrai dans les entreprises où ces catégories sont importantes, ainsi que dans les localités où il devient nécessaire de s'adresser à elles.

Ce numéro, pas plus d'ailleurs que la revue d'une façon générale, ne prétend être complet. Ce serait une caricature absurde de notre politique que de vouloir la donner en comprimé. Nous avons voulu plus simplement apporter quelques matériaux à la réflexion sur les raisons, la nature, et les perspectives de l'alliance entre intellectuels et classe ouvrière et sur quelques-unes des questions qu'elle pose. Nous le faisons aujourd'hui à l'occasion et à l'intention du congrès. Nous le faisons au fil des numéros en fonction des suggestions ou interrogations de l'actualité telles que nous les formulons nos propres réflexions, les demandes de nos lecteurs, les besoins du combat du parti ou l'activité elle-même des hommes de culture.

On trouvera donc ci-après plusieurs contributions allant dans ce sens.

Jacques Chambaz, membre du bureau politique du parti et responsable de la section de travail qui s'occupe des intellectuels et de la culture, définit la conception qui préside à ce travail et en montre la signification pour les intellectuels eux-mêmes et pour le parti de la classe ouvrière.

Claude Prévost retrace le cheminement qui a conduit au comité central d'Argenteuil, consacré à ces

questions, et dont le dixième anniversaire approche.

Plusieurs intellectuels communistes de très haute compétence font part de leurs réflexions sur l'alliance, à partir de leur expérience propre, de leur sensibilité également. Nous attachons un grand prix à ces contributions, qui soulèvent d'importantes questions, chacune à leur façon, chacune d'un point de vue particulier ; les entendre, les comprendre, les prendre en compte fait partie des rapports mutuels nécessaires qui s'établissent entre le parti et les intellectuels qui en sont membres. Bien entendu, ces voix, si nous avions plus de place, pourraient être beaucoup plus nombreuses et diverses.

Une conversation utile s'est déroulée entre la revue et le responsable des communistes de la région Renault, Aimé Halbeher. Elle a porté sur le détail concret des rapports entre ouvriers et cadres techniques dans le combat politique et la difficulté qu'il y a à résoudre les nouveaux problèmes que cela pose. Il s'agit d'une question relativement nouvelle pour les organisations du parti : comment s'adresser aux cadres, techniciens, ingénieurs qui, avec les enseignants, forment la grande masse des intellectuels, mais qui, eux, sont le plus souvent dans les mêmes entreprises que les ouvriers. *La N. C.* (qui a consacré à ces questions un ensemble d'articles de son numéro de décembre 1975) s'efforcera d'aider aux progrès dans la solution de ces problèmes.

A titre d'exemples, deux articles sont consacrés à des problèmes actuels, liés à la télévision et à l'activité des communistes dans une université.

Outre ces « matériaux pour un congrès », les lecteurs pourront trouver dans ce numéro des études comme en comporte chaque numéro de *La Nouvelle Critique*, sur plusieurs problèmes internationaux d'importance (le désarmement, la situation socio-politique en Italie, la famine comme moyen de l'impérialisme), sur un phénomène culturel de notre temps : la jeunesse et l'humanité du cinéma soviétique contemporain et quelques films récemment présentés en France, et sur l'actualité idéologique et culturelle.

**Francis Cohen.**



REMBLAI DE CIEL

FORETS

SOUS LES PINS ET LES MOUETTES

LE MONDE

DEBOUT

TOUT CE DONT NOUS GRANDISSONS

HOUX QUI FEU OH

CAMARADES

PORTANT PYLONES MURIERS LES TRAINS

(POUR LE XXII<sup>e</sup> CONGRES)

BERNARD VARGAFTIG

Da  
tio  
san  
gn  
étr  
cer  
cer  
pa  
bes

C  
et l  
mic  
à la  
cult  
poir  
E  
ture  
pas  
cris  
cult  
son  
dra  
le  
mon  
aux  
pro  
le r  
du  
A  
éch  
teus



# La culture a besoin de liberté



Jacques Chambaz

Dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la recherche scientifique ou de la création artistique, de l'enseignement ou de la formation, de l'urbanisme ou de la santé, s'affirment des recherches exigeantes et variées, des expériences qui témoignent de la volonté de porter réponse aux questions nouvelles. Aussi faudrait-il être bien étranger au mouvement de la société et de la culture pour ne pas discerner les possibilités qu'il offre pour le développement de la culture, pour l'avancement de la connaissance, pour la mise en œuvre rationnelle des ressources du pays, pour l'allègement de la peine des hommes, pour la satisfaction de leurs besoins matériels et intellectuels, dans leur diversité.

CETTE réalité est d'autant plus remarquable qu'elle se manifeste malgré tous les obstacles que lui opposent le système de l'argent et le pouvoir. Il y a quelques années, nous affirmions que ce système et ce pouvoir conduisaient à la mise en cause du mouvement même de la culture. Aujourd'hui, la crise s'approfondit au point de devenir intolérable.

Et comment en serait-il autrement ? La culture, dans la diversité de ses composantes, n'est pas isolée du mouvement social. A société en crise, crise de la culture. Et la société comme la culture, la classe ouvrière comme les intellectuels sont aujourd'hui confrontés aux conséquences dramatiques d'une crise qui est celle d'un système, le système capitaliste, en France et dans le monde. Loin d'y porter remède, les adaptations auxquelles le pouvoir giscardien est contraint de procéder en accentuent tous les traits négatifs : le malthusianisme, l'autoritarisme, les idéologies du désespoir et de la démission.

Aucun domaine de l'activité intellectuelle n'y échappe. L'école devient de plus en plus coûteuse pour les familles, et d'abord pour les familles

populaires, au moment où le chômage total et partiel et la hausse des prix amputent leur pouvoir d'achat et où le pouvoir procède à des transferts de charges de plus en plus lourds aux dépens des collectivités locales. Les jeunes, victimes de la sélection sociale, quotidiennement confrontés à l'inadaptation des structures et du contenu de l'enseignement, en butte à un autoritarisme croissant, vivent une contradiction de plus en plus aiguë entre leur situation et leurs aspirations. Les enseignants et les personnels de l'éducation nationale sont confrontés en permanence aux gaspillages engendrés par une politique qui mutile leur formation, leur activité et leurs recherches.

Le même système soumet à l'arbitrage des grandes féodalités financières des secteurs entiers de la recherche et de l'économie, sacrifiant délibérément des secteurs décisifs. Il met en cause les fonctions d'enseignement, de formation, de recherche des universités comme il limite le nombre et les possibilités des foyers de création. Il contraint chercheurs et universitaires, créateurs et artistes à se transformer en quémandeurs de crédits et démarcheurs de contrats. Dans tous les



secteurs, grandes orientations, moyens, procédures de décision et de contrôle, conditions de travail et devenir des équipes, statut des enseignants, fonctions des ingénieurs et des techniciens sont de plus en plus décidés de manière autoritaire.

Au-delà des particularités d'hommes et de style, c'est la même politique que les différents ministres mettent en œuvre. Toutes les décisions qui concernent la vie artistique, scientifique, universitaire et scolaire, comme celles qui intéressent l'ensemble de la vie nationale, sont imposées aux intéressés.

Et quelle concertation pourrait-il y avoir entre les artistes et les grands intérêts qui étendent leur pénétration à l'ensemble des activités artistiques et littéraires ? Entre les animateurs et un pouvoir pour lequel l'animation s'oppose à la création et, selon les orientations du VII<sup>e</sup> Plan, devrait être un moyen peu coûteux d'« intégration au système » ?

Quelle concertation entre les universitaires et les chercheurs et un régime qui conçoit l'« autonomie » des universités comme le moyen de les mettre en concurrence afin de mieux les régenter et de plier la recherche à l'arbitrage des grandes sociétés ? Quelle concertation entre les architectes et les responsables de la spéculation immobilière ? Entre le corps médical et les représentants du grand patronat qui contrôle les caisses de la Sécurité sociale et qui impose une politique de santé favorable aux trusts de l'industrie chimique ?

Aux questions nouvelles nées des progrès scientifiques et techniques ; à l'exigence de liens nouveaux entre recherche fondamentale, recherche de développement et production, entre enseignement et recherche ; à la revendication d'une ouverture de la culture sur la vie et de la reconnaissance de son rôle dans la formation, le pouvoir répond par une subordination de plus en plus étroite des activités intellectuelles aux néces-

sités du profit. Il s'oppose à la satisfaction des besoins, dans leur diversité. Il craint le progrès des connaissances. Il multiplie les obstacles à l'innovation. Il enserrme les capacités créatrices de la société et des individus dans les mailles d'un système social dépassé. Il hypothèque, gravement, l'avenir de la France.

Les atteintes aux libertés, la prétention de régenter la vie intellectuelle comme l'ensemble de la vie sociale ne sont ni accidents ni bavures. La même nécessité écarte la classe ouvrière et les intellectuels de toute responsabilité. La première, sous prétexte de technicité ; les seconds, d'irresponsabilité. Le système et le pouvoir ne peuvent supporter ni qu'ils donnent libre cours à leurs capacités ni qu'ils participent à la discussion des choix au niveau le plus élevé. Des ouvriers et des intellectuels consentants ou résignés, tel est leur vœu.

Aujourd'hui, les blocages et les mutilations que nourrit le grand capital sont tels que la nécessité du socialisme surgit du mouvement même de la société. Les espoirs de libération dont la classe ouvrière est porteuse prennent une dimension nationale. Le document préparatoire au XXII<sup>e</sup> congrès en porte témoignage. Notre conception de la culture et du rôle des intellectuels y est à l'œuvre, non comme un élément surajouté, mais comme partie d'une démarche d'ensemble, enrichie au cours des dernières années.

En finir avec l'exploitation capitaliste, c'est en finir avec l'inhumanité d'une société où tous les rapports humains sont soumis à l'aune du profit. C'est surmonter progressivement les oppositions que la société bourgeoise considère comme « naturelles » : l'opposition entre le travail et le développement de la personnalité, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre l'individu et la société, entre la connaissance et l'imagination, entre les libertés individuelles et les libertés collectives, entre l'épanouissement personnel et la contribution au développement social. C'est libérer les capacités créatrices des individus et de la société. C'est donc donner vie à la révolution culturelle que permet le socialisme, une révolution culturelle qui ne saurait passer par la sous-estimation, sino la négation, du travail intellectuel et de ses particularités, par la négation du rôle et de l'activité des intellectuels eux-mêmes.

L'essor de la culture ne concerne ni la seule politique culturelle, ni les seuls intellectuels, mais elle les concerne aussi.

Faire reculer la ségrégation sociale, élever le niveau culturel de tous et de chacun, élargir le recrutement des intellectuels à toute la société, établir de nouveaux rapports entre les intellectuels et les masses populaires, cela implique un développement nouveau des activités intellectuelles et de leurs rapports avec la société. Le mot d'ordre ne sera plus, comme aujourd'hui, moins éduquer, moins soigner, moins construire, limiter les possibilités de la recherche et de la création, entraver leurs rapports avec la masse de la population.

Dès maintenant, les aspirations des intellectuels à exercer leur activité recourent les revendications de la classe ouvrière en matière d'éducation et de formation, de logement et d'urbanisme, de santé et de culture, de liberté. Cette convergence prendra plus d'importance encore dans la lutte pour les changements capables de mettre une

croissance économique nouvelle au service des besoins, dans leur diversité. A toutes les étapes de la voie démocratique que nous proposons et sous le socialisme même, le progrès de la société exigera la prise en compte des « rapports réels entre l'activité intellectuelle et l'ensemble du mouvement social, entre le mouvement révolutionnaire et le mouvement de la culture ».

L'aspiration à ces changements se manifeste depuis plusieurs années au travers de cheminement complexes, aux langages divers, parfois chargés de l'illusion que tout serait possible, dès aujourd'hui. Elle est à l'œuvre dans la vie de chaque discipline, en dépit des obstacles, au prix d'un travail considérable. Son plein développement exige l'établissement de rapports nouveaux entre la société et la culture, des rapports excluant la subordination étroite de l'une à l'autre que la bourgeoisie n'a cessé de renforcer.

C'est dans cette démarche que réside la portée libératrice, pour la culture, du socialisme pour lequel nous luttons. Il permettra d'engager la société dans la voie de la libération des rapports sociaux de la division entre travail manuel et travail intellectuel de manière profonde et réaliste, de manière révolutionnaire. Une telle transformation ne saurait emprunter de raccourci miraculeux. Elle s'étend nécessairement sur une longue période historique.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le chercheur et l'artiste, l'enseignant et le technicien ont dû lutter contre les tentatives de régenter leur activité. Le ministre de l'Instruction de l'époque mettait déjà Pasteur en garde « contre l'entraînement de son amour pour la science ». Mais la volonté d'intimider et de discréditer les intellectuels est aujourd'hui orientation d'Etat. La grande bourgeoisie multiplie les efforts pour les isoler et les diviser, pour les culpabiliser et les conduire à renoncer à leurs ambitions légitimes. Il est de bon ton, en particulier, d'opposer aux aspirations des intellectuels la situation de la classe ouvrière et des masses populaires et la ségrégation qui les frappe. Le pouvoir est habile à ce jeu, que des hommes ou des organes qui se veulent d'opposition reprennent à leur compte. Disons-le tout net, de la part de ceux qui s'en prennent à la fois et à la classe ouvrière et aux intellectuels, une telle démarche, outre son cynisme, est dangereuse.

En mettant en accusation la « culture cultivée » au moment où sa domination accentue la ségrégation sociale et met en cause le mouvement de la culture, la grande bourgeoisie s'efforce de retarder l'heure des changements. Elle essaie, en même temps, de dévoyer les aspirations vraies, seraient-elles teintées d'utopisme, à surmonter les conséquences négatives de la division du travail. Dans tous les cas, elle s'efforce d'entretenir une image caricaturale et périmée de la classe ouvrière et de l'intellectuel. La première, rivée au travail manuel, sans horizon ni perspective. Le second, contestataire éternel ou fou du roi, dans tous les cas en marge de la société.

Mais cette image contredit les réalités d'aujourd'hui.

La classe ouvrière n'est pas seulement la classe la plus farouchement exploitée, en butte à la sélection sociale devant l'enseignement, la formation, la culture. Intimement liée aux forces productives modernes, elle est porteuse d'une conception du monde, apte à participer pleine-

ment à la direction des affaires, riche d'une combativité et d'une expérience qui en font l'animatrice des luttes pour une société nouvelle, d'une société capable de permettre à chacun, selon le mot de Marx, d'être un individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diverses du travail et ne donne dans des fonctions alternées qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises. Son influence et son action sont donc une garantie, un point d'appui pour les intellectuels eux-mêmes, car son combat libérateur exige le plein développement de la culture.

Quant aux intellectuels, tout démontre leur rôle irremplaçable, leur contribution nécessaire à l'avancement des connaissances et à leur mise en œuvre.

Oui, notre parti le dit clairement, les hommes de culture ont raison de refuser de faire les frais d'une crise et d'une politique dont ils ne sont pas responsables. Ils ont raison d'exiger la reconnaissance de leur rôle et les moyens de leur activité. Leurs aspirations appellent les changements profonds, les changements durables capables de mettre en cause le régime de l'argent qui les frappe comme il frappe la classe ouvrière et les masses populaires.

Cette démarche libératrice est à l'œuvre dans le document préparatoire au XXII<sup>e</sup> congrès.

Libératrice, parce que le socialisme pour la France permettra le dégagement des moyens sans lesquels aucune politique culturelle novatrice n'est possible. Libératrice, parce qu'elle repose et sur l'extension des libertés individuelles et collectives et sur la mise en œuvre des procédures démocratiques auxquelles les intellectuels seront associés, comme citoyens, comme spécialistes. Le socialisme ne demandera à personne ni serment d'allégeance ni certificat de loyauté. En France, c'est le régime de Vichy qui les exigea des enseignants, des médecins, des magistrats ; c'est le pouvoir actuel qui rappelle à l'ordre les intellectuels ; c'est le patronat qui pratique à l'encontre des cadres une politique de discrimination, des interdictions professionnelles de fait. Libératrice, enfin, parce qu'elle inclut et la pleine reconnaissance du travail intellectuel et de la culture, dans la diversité de ses composantes, et un effort général et permanent pour faire reculer la ségrégation sociale.

C'est donc à tous les moments de la voie démocratique au socialisme que nous proposons, et dans le socialisme même que s'affirme, comme une exigence profonde, l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels, une alliance qui est partie intégrante de l'union de notre peuple pour ouvrir à la France le chemin de l'avenir, partie intégrante du combat et des objectifs révolutionnaires de la classe ouvrière, partie intégrante de notre stratégie. L'oublier serait amputer ce combat et ces objectifs d'une dimension capitale.

La ligne de partage ne passe ni entre les intellectuels eux-mêmes ni entre la classe ouvrière et les intellectuels. Elle passe entre les travailleurs manuels et intellectuels, d'une part, et les privilégiés qui dominent l'économie et l'Etat, de l'autre. Elle précise la convergence de leurs aspirations — une convergence qui ne signifie pas identité —, la possibilité et la nécessité de leur alliance





— une alliance entre partenaires différents, mais égaux : l'union inclut la différence.

La grande bourgeoisie entend soumettre la science aux nécessités du profit et interdire à l'art l'exploration du réel, dans toutes ses dimensions, comme elle cherche à faire de la politique son privilège. Le socialisme pour lequel nous luttons ouvrira d'autres perspectives. En émancipant l'économie de la domination du profit, il permettra de prendre en compte la nécessité des liens entre science et production sans soumettre pour autant la première à la seconde. Il ne cherchera pas à « divertir la France à gauche », sous prétexte que M. Giscard d'Estaing voudrait, selon la presse, la « divertir au centre ». Il ne fera pas de la politique le privilège de la classe ouvrière et de son parti, mais il en appellera à la participation réelle de chacun à la gestion des affaires.

Cette conception, cette politique ne sont ni nouvelles ni circonstancielles. Elles tiennent à ce que nous sommes, communistes. Elles sont partie de l'analyse que nous faisons de la France, et du monde, aujourd'hui. Elles se fondent sur une expérience qui nous a appris, quelquefois rudement, à enrichir notre réflexion d'une complexité croissante avec le mouvement même de la culture et ses nécessités.

Dans leurs termes les plus généraux, les questions des rapports entre la culture et la société, entre la science, l'art, la politique et l'idéologie, entre la classe ouvrière et les intellectuels ne sont pas nouvelles. Elles prennent désormais une importance et une complexité nouvelles. Les luttes sociales sont elles-mêmes plus complexes et les problèmes de la culture deviennent le terrain d'une lutte politique et idéologique de plus en plus aiguë. Les rapports de l'art et de la science avec la société, donc avec la politique et l'idéologie, deviennent plus étroits et plus diversifiés. Le champ de la recherche et de la création s'élargit à des domaines nouveaux. Tout cela exige une

réflexion créatrice qui intéresse l'ensemble des communistes et à laquelle les intellectuels apportent une contribution irremplaçable.

Il y aura bientôt dix ans, le comité central du parti communiste français, réuni à Argenteuil, en débattait au fond. Depuis, cette démarche a été vérifiée par le développement des luttes politiques et sociales, par celui de la culture, par l'activité du parti, attentive au mouvement de la connaissance, de la création, des recherches auxquelles participent les intellectuels communistes. Elle a été enrichie dans la vie, car, selon une idée familière, la session d'Argenteuil n'était ni un commencement absolu ni une fin.

Aujourd'hui, tout appelle à développer et à faire vivre pleinement la conception de la culture qui est la nôtre, dans toutes ses dimensions. Cette conception est un point d'appui essentiel dans la lutte nécessaire contre la politique du grand capital. Elle fonde notre politique d'alliance. Elle inclut, comme une des libertés essentielles, la confrontation idéologique et politique, au travers d'un effort créateur pour gagner de nombreux intellectuels à notre parti. La liberté de la recherche et de la création, la confrontation des écoles et des tendances pour lesquelles nous nous prononçons n'ont rien à voir avec un éclectisme confortable ou une manœuvre de circonstance.

C'est bien pourquoi la grande bourgeoisie confond sciemment l'alliance des intellectuels avec la classe ouvrière et l'adhésion d'intellectuels au parti communiste. Les deux démarches, si elles ne s'opposent pas, n'en sont pas moins distinctes.

« Les intellectuels ont leur place naturelle dans le parti qui a besoin de leurs capacités. Ils y trouvent en retour les moyens de participer à la transformation de la société et y partagent l'expérience de la classe ouvrière », déclarait le comité central, à Argenteuil. L'indication prend encore plus de portée. Communistes à part entière, à égalité de droits et de devoirs, les intellectuels communistes sont seuls à pouvoir accomplir dans leur milieu un travail politiquement indispensable à l'avenir démocratique et révolutionnaire de notre pays. Intellectuels, ils prennent toute leur part au mouvement de leur discipline, attentifs aux recherches et aux expériences novatrices auxquelles ils participent.

Personne, mieux qu'ils ne sauraient le faire eux-mêmes, ne pourrait répondre aux questions des intellectuels qui s'interrogent sur la nature réelle de la crise, sur les moyens d'en sortir le pays, sur l'avenir de leur discipline en faisant vivre les solutions que propose notre parti. Leur rôle est irremplaçable pour donner à l'alliance de la classe ouvrière avec les intellectuels une vie toujours plus forte et plus consciente, pour démontrer, à leurs collègues, jour après jour, que l'existence d'une cellule communiste dans un groupe scolaire, un collège ou lycée, une entreprise ou un bureau d'études, un centre universitaire ou de recherche est un point d'appui pour leur propre lutte, pour leur propre activité.

Les intellectuels, pour eux-mêmes, ont intérêt aux changements dont le document soumis au congrès précise le contenu, les moyens et les conditions et dont la mise en œuvre du Programme commun peut ouvrir la voie. Ils ont toute leur place dans les luttes démocratiques capables d'y conduire.

# Questions à des intellectuels communistes

Dix ans après le comité central d'Argenteuil, et à la veille du XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste français, une question essentielle est posée, dans la problématique de l'union du peuple de France : comment se développe l'alliance entre les intellectuels et la classe ouvrière, sur quel terrain peut-elle encore mieux s'enraciner, de quelles promesses d'avenir est-elle porteuse ? « La Nouvelle Critique » a cherché à apporter des éléments de réflexion en demandant à des intellectuels confirmés dans leur pratique quelles réflexions théoriques et politiques ils tiraient de cette pratique, quels problèmes ils rencontraient, quelles avancées leur paraissaient possibles et souhaitables. Nous avons interrogé des intellectuels communistes, qui avaient de bonnes chances de pousser jusqu'au bout les conséquences de cette activité scientifique, artistique et de ce choix politique. Nous nous sommes longuement entretenus avec eux, nous leur avons communiqué le scripte, qu'ils ont revu, et parfois retravaillé. Ils ont répondu aux questions suivantes, posées sous diverses formes : comment conçois-tu, ensemble, ton activité d'intellectuel, hautement spécialisée, et ton activité de communiste ? Comment apprécies-tu ta situation et la situation, le rôle des intellectuels aujourd'hui dans le parti et dans la perspective de l'union du peuple de France ? Comment apprécies-tu la politique d'alliance du parti, telle qu'elle se développe depuis dix ans, dans ses déterminations théoriques et politiques, dans sa réalisation pratique ? Point de modèle, mais des exemples dont nos lecteurs sauront tirer réflexion, et d'autres questions peut-être que celles posées par nos interlocuteurs... C'est ce que nous souhaitons, avec Claude Aufort, ingénieur au C. E. A. (Saclay), Jean-Michel Goux, généticien, Guillevic, poète, Bernard Malgrange, mathématicien, Jacques Maître, sociologue, Antoine Vitez, metteur en scène, puisqu'il s'agit, comme nous y invitait déjà ce comité central d'Argenteuil, d'« aborder avec audace et indépendance de jugement les problèmes ouverts dans le domaine de la science, de la philosophie et de l'art », et que, ces dernières années, la prise en compte, dans des couches sans cesse élargies de la population, d'exigences nouvelles pour « changer la vie » nous commande d'être attentifs à ces espoirs naissants de rapports autres « où chaque homme, chaque femme pourra intervenir activement dans toutes les questions qui concernent sa vie, son travail, la gestion de l'entreprise où il exerce son activité, le sort du pays », qu'évoque le document préparatoire du XXII<sup>e</sup> congrès.

# Claude Aufort

## L'atome entre théorie et pratique

Je travaille dans une société d'ingénierie chargée de réaliser un réacteur nucléaire de 1 200 mégawatts électrique Super-Phénix (du même type que Phénix, réacteur réalisé à Marcoule par le Commissariat à l'énergie atomique).

On peut dire que la fonction d'ingénieur, dans ce cas, est la recherche perpétuelle de compromis entre des solutions techniques avancées, pas encore réalisées, et des solutions connues ayant déjà fait leurs preuves. C'est le même genre de problème qu'ont dû résoudre les ingénieurs qui ont conçu Concorde. Je dirais, pour tous les secteurs de pointe de l'activité scientifique, technique et industrielle, que la fonction de l'ingénieur est la recherche du compromis qui permettra au projet d'être un progrès sans risque.

Les composantes de ce compromis ne se limitent d'ailleurs pas aux deux seuls aspects évoqués ci-dessus. L'ingénieur doit prendre en compte la possibilité qu'a le potentiel industriel de réaliser ou de ne pas pouvoir réaliser le compromis. Il est donc amené à porter des jugements de valeur sur cette capacité industrielle et bien plus sur la structure de cette industrie. Si l'on songe que les financements des projets (Concorde ou Super-Phénix) sont énormes, et que leur réalisation est d'importance nationale, on peut concevoir facilement que la politique intervient dans les décisions. On voit mal d'ailleurs comment il serait possible de faire autrement. La question est de savoir : quelle politique ?

Un grand nombre d'ingénieurs aujourd'hui dans de nombreux domaines se posent la question suivante : « Devant l'orientation industrielle actuelle suivie par le pouvoir, la France va-t-elle maintenir une certaine indépendance technologique ? » Tout montre que la réponse est négative.

De plus, de par l'absence totale de démocratie dans l'entreprise, de débats politiques qui ne sont pas officiels (et quand ils ont lieu, c'est grâce à l'activité du parti communiste) et d'une idéologie patronale qui prône le « moi je ne fais pas de politique », les décisions semblent incohérentes aux ingénieurs. C'est une des formes de l'aliénation qu'ils subissent. Ils ont souvent le sentiment que leur travail ne sert à rien, ce qui, dans le cas de Super-Phénix, est justifié, car le pouvoir est en train de créer les conditions pour un abandon pur et simple des

réacteurs sous licence C.E.A. (dans le cadre de la soumission à la stratégie américaine, le pouvoir prépare l'abandon de la filière rapide française).

Les grandes restructurations monopolistes actuelles ont de nombreuses conséquences sur la vie des ingénieurs.

Ils sont tout d'abord manipulés comme des pions par les différents groupes monopolistes. En ce moment, Creusot-Loire négocie au plus bas prix le transfert de cent vingt ingénieurs de la société G. A. A. qui voit ses activités baisser dans le nucléaire. Une autre partie des ingénieurs de cette société seront licenciés.

Ces restructurations ont aussi des conséquences négatives sur leur niveau de vie, sur leur déroulement de carrière, sur leur responsabilité, sur leur temps de transport.

La pratique militante acquise dans un centre comme Saclay m'amène à penser que nous devrions réfléchir à deux aspects de notre travail parmi les ingénieurs, techniciens et cadres (I. T. C.).

Le premier de ces aspects est que nous n'avons pas affaire à une catégorie homogène. Sans me livrer à une analyse théorique, je voudrais préciser quelques différences essentielles qui existent, par exemple, entre chercheurs et ingénieurs présents dans un centre comme Saclay.

Le travail du chercheur consiste principalement dans la recherche d'une meilleure connaissance des lois de la nature. Son travail n'est pas directement productif, ce qui est différent de l'ingénieur qui construit et transforme la nature.

Professionnellement, le travail du chercheur et de l'ingénieur exige une confrontation permanente théorie-pratique, mais qui ne se définit pas de la même manière. Le chercheur a besoin de cette confrontation pour étudier les lois auxquelles répond la nature, c'est-à-dire pour élaborer une connaissance abstraite. Par contre, l'ingénieur utilise cette confrontation pour réaliser, construire un objet concret, compromis, comme je l'ai précisé précédemment, entre une théorie en mouvement qui ne dépend pas de lui et une pratique dont les composantes sont matérielles, humaines, économiques et politiques.

Ces différences entraînent un certain nombre de conséquences en ce qui concerne l'organisation du travail

collectif. La réalisation d'un projet par une équipe d'ingénieurs et de techniciens qui peut dépasser plusieurs centaines exige du point de vue technique un type d'organisation qui s'apparente au centralisme démocratique que nous connaissons dans notre parti. La principale qualité à obtenir est la cohérence. La recherche a d'abord, elle, besoin de liberté, surtout quand il s'agit de recherche fondamentale.

Sans pouvoir affirmer que la nature du travail engendre mécaniquement des conséquences idéologiques, si les ingénieurs et chercheurs sont sensibles aux thèmes des libertés et de l'indépendance nationale, le poids respectif qu'ils mettent sur ces deux thèmes n'est pas équivalent. Les chercheurs sont très sensibles à toutes les atteintes aux libertés dans le monde, les ingénieurs sont attachés à l'indépendance technologique, à l'indépendance nationale.

Je pense donc qu'il ne faut pas s'adresser à ces catégories de travailleurs, ingénieurs, techniciens et cadres globalement, comme il me semble qu'on le fait. La revue *ITC-Actualité* avait d'ailleurs été un effort positif, dans le passé, et cela d'autant plus que les techniciens, les ingénieurs et cadres auxquelles elle s'adressait sont de loin les plus nombreux, et que notre influence est encore relativement faible dans ces catégories.

J'ai aussi parfois le sentiment que notre attitude traduit une sorte de hiérarchie des valeurs entre chercheurs et ingénieurs qui ne me semble pas correspondre à la réalité. Le chercheur et l'ingénieur participent, pour leur part respective, au développement de la connaissance, et je dirais, pour bien préciser mon opinion, qu'Eiffel ou l'ingénieur Bertin me semblent être des hommes tout aussi importants qu'un prix Nobel de physique.

Enfin, dernière remarque concernant notre attitude, j'ai l'impression que notre pratique n'a pas une orientation de masse suffisamment marquée. Par exemple, notre presse en général publie souvent des informations dans lesquelles les grands noms de la science et de la technique sont cités, alors que des actions de masses des I. T. C., encore timides, certes, mais prometteuses pour l'avenir quant à leur développement pour permettre l'alliance, ne sont pas assez mises en valeur.

Le rôle et l'influence de notre parti sont déterminants dans ces couches pour vaincre un certain nombre d'obstacles. N'oublions pas que leur protestation dans l'action contre la politique du pouvoir et du patronat est récente. Il n'y a que

depuis quelques années qu'ils ont cessé d'être les collaborateurs privilégiés du patronat. Au travers des revues techniques qui leur sont indispensables pour travailler, en raison de leur origine sociale, entre autres raisons, leur tendance fondamentale va vers l'aménagement de la « société libérale » actuelle, c'est-à-dire vers le réformisme. Au C. E. A., ces tendances contradictoires concernant les I. T. C. sont d'autant plus importantes que, durant une longue période, la réalisation de la force de frappe a donné aux agents du C. E. A. des droits et des acquis qui sont remis en cause aujourd'hui par le démantèlement du C. E. A. organisé par le pouvoir.

Le transfert à l'industrie nucléaire de la responsabilité des orientations mènera notre pays, donc le C. E. A., à exécuter un travail à façon pour Westinghouse. Pour ne donner qu'un seul exemple, Westinghouse interdit aux ingénieurs français d'analyser le contenu des calculs que réalisent les codes de calcul : cela revient à ne pas comprendre le fond de ces calculs.

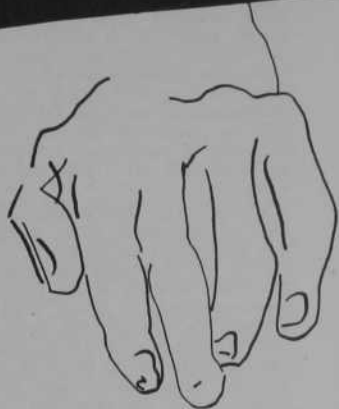
Un des grands avantages du C. E. A. est en train de disparaître avec le démantèlement : c'est l'unité de l'enseignement, de la recherche et de l'industrie. Pour ma part, je suis passé de la recherche appliquée dans l'électro-nucléaire à l'ingénierie sans conséquences matérielles négatives, ce qui me permet d'avoir une vue plus vaste des problèmes posés. C'est une chose souhaitable de pouvoir changer d'activité, si on veut accélérer le processus du progrès, dont le dynamisme dépend de l'ou-

verture d'esprit des hommes. Cela permet l'osmose entre différentes méthodes de pensée en accélérant le passage de la découverte à la réalisation industrielle.

La pratique du capitalisme monopoliste d'Etat s'oppose à cette mobilité, si ce n'est sous la contrainte : aucun travailleur ayant fait des études supérieures ne peut entrer au C. E. A. maintenant s'il a plus de trente-cinq ans ; le passage de la recherche à l'ingénierie suppose une adaptation à laquelle le patronat refuse de donner les moyens, alors que l'adaptation à l'évolution du progrès est une exigence pour ces couches de travailleurs. Au bout de cinq ans, faute de recyclage, on est dépassé !

Sorti des Arts et Métiers, j'ai fait une thèse de troisième cycle. Je pensais que le summum était la connaissance théorique. D'un autre côté, ceux qui, ayant fait des études supérieures, s'orientent vers la recherche croient qu'ils vont échapper au pouvoir du capital. Dans un premier temps, c'est vrai. Mais les moyens de la recherche subissent aussi des restrictions budgétaires.

C'est ma pratique de militant communiste qui m'a déterminé à retourner à l'ingénierie, car les problèmes les plus importants de la société capitaliste française ne sont pas tant dans la recherche que dans la structure industrielle et les questions liées aux monopoles qui contrôlent les structures de l'économie. C'est aussi une manière d'être sur le front du combat contre le démantèlement du C. E. A.



de la part d'activité à consacrer au militantisme politique direct. Mais le travail militant impose aussi d'écrire des livres. Il faut pouvoir alterner les périodes de militantisme direct et les périodes d'activité théorique.

Dans le domaine de la biologie théorique, on prend de plus en plus conscience des besoins philosophiques. Pour ma part, intellectuel sorti de la petite bourgeoisie, le parti m'a appris le marxisme, il m'a beaucoup apporté. Il y a un gros travail à faire sur le traitement philosophique des concepts de la biologie.

Je suis un peu inquiet et défavorablement impressionné par le mode de développement de l'activité philosophique dans le parti ces dernières années. Dans quelle mesure le point de vue d'Argenteuil ne nous conduit-il pas à l'éclectisme ? La formation philosophique de la jeune génération m'inquiète. J'ai peur qu'elle ne sache plus très bien s'y reconnaître. Les problèmes scientifiques ne sont pas seulement des problèmes de scientifiques. Un effort plus théorique (à partir de notre pratique) ne serait-il pas un moyen de nous faire avancer à côté d'une activité politique ? Les débats de philosophie scientifique sont aussi un moyen d'aborder des problèmes politiques.

On ne demande pas assez aux scientifiques communistes du point de vue philosophique. Le C. E. R. M. n'a qu'une activité marginale. L'affaire Lyssenko n'est pas encore réglée dans la conscience des scientifiques. Nous sommes soupçonnés de ne pas avoir liquidé totalement le dogmatisme. Les résidus dogmatiques dans les pays socialistes sont montés en épingle. Les relations entre l'Etat soviétique et les intellectuels ont une résonance particulière (cf. l'affaire Pliouchtch).

## Jean-Michel Goux

### Le travail militant impose aussi d'écrire des livres sur l'évolution

**C'**EST l'affaire Lyssenko qui m'a poussé à faire de la génétique.

J'ai été étudiant communiste avant d'être scientifique, et j'ai vécu la crise des rapports entre le parti et les milieux scientifiques alors que j'étais élève d'Agro. Les rapports classe ouvrière-intellectuels, c'est toute ma vie politique. La théorie de l'évolution est, à première vue, sans aucun intérêt pratique. Elle n'augmentera jamais la rentabilité d'aucune industrie.

Mais les questions de l'évolution ont une énorme importance sociale et philosophique. Il y a là un lieu de combat philosophique ancien et mouvementé. Une conscience juste

des origines de l'humanité est indispensable — pour combattre l'idéologie des dons, le racisme. On ne peut abandonner les recherches en théorie de l'évolution sous prétexte de non-rentabilité. En tant que communistes, nous sommes un parti ouvrier héritier d'une civilisation, d'un mouvement historique de connaissances que seul le marxisme peut prendre en compte correctement.

Sur un plan plus personnel, il faut un effort énorme de culture et de documentation pour se tenir au courant. Nous manquons de moyens, nous avons des responsabilités administratives, et les conditions de travail en pâtissent. Il y a le problème

En biologie, la fausse alternative entre caractères innés et caractères acquis, entre rôle du milieu et rôle de l'hérédité renaît sans cesse. Le biologie philosophique règne absolument, y compris chez ceux qui sont progressistes en politique. Tel spécialiste de physiologie animale considère que la psychologie fait partie de la biologie... et il n'est pas une exception !

L'idéologie des dons est très ancrée chez les enseignants. Si un scientifique communiste en aborde la critique, il est soupçonné de coucher la réalité dans un lit de Procuste (marxiste-léniniste *a priori*). D'où la nécessité de produire des ouvrages assez importants pour être lus, beaucoup de travail et du temps de préparation. Ecrire des ouvrages scientifiques ayant des retombées dans l'ordre de la défense du rationalisme, c'est une tâche d'importance politique. Dans ce domaine, nous sommes irremplaçables. Il y a là une tendance ouvriériste à combattre. Des membres du parti ne comprennent pas toujours la haute spécificité de l'activité des intellectuels. Mais il faut connaître la classe ouvrière autrement que par les livres. Une activité politique pratique est donc nécessaire. Des camarades ressentent la réclamation des scientifiques comme l'exercice d'un privilège. C'est un privilège de caractère historique qu'on ne peut changer de façon volontariste, un aspect de la division du travail.

Il faudrait peut-être inciter davantage les intellectuels à produire, non seulement du travail scientifique, mais des travaux à implication philosophique. Le marxisme, même la philosophie classique ont toujours été liés au développement de la science. Nous ne sommes peut-être pas à la hauteur du mouvement scientifique dans le développement philosophique. Il y a en France une coupure absurde entre lettres et sciences, que le parti peut dans une certaine mesure corriger. L'étude des œuvres de Gramsci compte, mais les concepts de la science vivante aussi ! Le terrain est déjà largement occupé par l'adversaire. On fait beaucoup de mauvaise philosophie à partir des sciences (Rémy Chauvin et son livre sur les surdoués, par exemple).

Exemple de problème de génétique à implication philosophique : le phénomène des redondances. Si dans une molécule d'ADN un gène  $A_1$  est modifié en  $A_2$ , il est presque à tout coup éliminé, car inadapté. La redondance consiste en ce qu'il y a souvent deux fois le même gène. Le gène  $A_2$  qui apparaît peut donc subsister, se modifier, s'adapter. Ainsi, la répétition de l'identique devient source de nou-

veau. Dans la vie sociale, répéter une activité finit par la transformation. Le concept est-il généralisable ? Qu'en est-il des redondances dans la langue ? En physique également ? Le retard à envisager la signification philosophique des concepts scientifiques est peut-être un frein au développement du travail scientifique.

Le fait qu'il n'y ait qu'une école scientifique est mauvais, comme il peut être mauvais dans l'industrie de n'avoir qu'une seule énorme usine.

Les erreurs elles-mêmes ont une part positive. Le courant vitaliste a été justement combattu à un moment de l'histoire des sciences. Mais il a été positif en insistant sur la différence entre vivant et non-vivant. Cuvier, fixiste, se trompait, mais il insistait sur un aspect de la bipolarité des formes vivantes, leur stabilité, qui doit être conçue en même temps que leur évolution. Permanence et chan-

Elles sont aléatoires ; elles produisent des protéines modifiées, qui sont aussi aléatoires. Et il n'y a pas de retour de l'information de la protéine jusqu'à l'ADN. C'est-à-dire qu'une protéine modifiée ne peut modifier l'ADN ; dans les modifications déterminées par les conditions générales, ce n'est pas l'avantage apporté qui induit les modifications. Du coup, l'évolution paraît impossible. Jacques Monod en déduit que l'évolution est fondée sur un paradoxe, puisque les modifications de l'ADN ne seraient soumises qu'au hasard. Ce qui paraît exact si on se concentre sur l'aspect individuel du phénomène génétique. Mais si l'on étudie les populations, c'est-à-dire plusieurs formes différentes dans le milieu, on sort du nécessaire moment analytique qui empêche de voir le choc en retour du milieu sur l'ensemble des formes.

L'unification entre culture scientifique et culture littéraire ne peut se faire qu'au niveau du marxisme, produit le plus élaboré du développement intellectuel de la société. L'unité de la connaissance implique une certaine unité entre sciences de la nature et sciences de la société. Il y a développement de la connaissance de la réalité dans son ensemble, et le marxisme produit des principes qui sont valables dans la mesure où ils sont généraux. Les scientifiques sont obligés d'utiliser des concepts, et bien des « paradoxes » en sciences naissent d'un manque de connaissance dans l'art d'utiliser les concepts. Leur « fluidité » n'est pas une évidence pour les scientifiques.

La question de l'alliance est une question historique. La couche intellectuelle a beaucoup augmenté. L'époque de l'intellectuel-sur-les-positions-de-la-classe-ouvrière est derrière nous. On adhère à la cause du socialisme pour des raisons d'intellectuel. L'époque de la mauvaise conscience — que j'ai vécue — est révolue aussi. Il est nécessaire que la société (et le parti d'avant-garde *a fortiori*) prenne mieux conscience de la spécificité du travail intellectuel, et par exemple des énormes investissements en temps qu'il nécessite.

Il n'y a pas de science appliquée, il n'y a que des applications de la science. Le lien est difficile à établir, car la pratique est aux mains des capitalistes. Le scientifique doit garder son indépendance, sans rester isolé. Il faut savoir ne pas se désintéresser des problèmes de la vie pratique. Ne serait-ce que parce qu'il serait mauvais de passer au socialisme sans expérience de l'activité pratique. Et que les problèmes théoriques réapparaissent, parfois sous des formes nouvelles, dans la réalité de la production.



gement ne doivent pas être opposés. En sciences, le changement est marqué par des discussions violentes jusqu'au stade d'unification.

Il y a une unité du monde vivant, on a démontré aujourd'hui que le code génétique est universel. Vers les années 1830, le même Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire s'opposaient. L'un affirmait la diversité de plan des êtres vivants, l'autre leur unité. Sur le fond du débat, Geoffroy Saint-Hilaire avait raison, mais son intuition était alors infondable.

Les savants communistes sont toujours soupçonnés de vouloir surestimer l'influence du milieu. Il faut pourtant répondre au développement des besoins philosophiques. La biologie moléculaire a progressé parce qu'on s'est concentré sur un aspect. Un autre exemple : les modifications de l'ADN sont des ratées de copie (explicables par les lois de la chimie).



# Guillevic

## On engage sa vie, pas son écriture seule

Ce terme de « créateur », je le trouve bien idéaliste... Je ne suis pas théoricien, pas philosophe (Marx est le premier philosophe qui m'ait agrippé !). Je parlerai donc en praticien.

Mes rapports avec le parti sont actuellement sans problèmes, en tout cas sans conflits... Je suis devenu marxiste vers 1936, après avoir lu les pages choisies de Marx publiées chez Gallimard par Henri Lefebvre. Je suis devenu communiste, c'est-à-dire membre du parti, contre le nazisme, en 1942, pour la paix, pour un avenir socialiste. Les positions du parti en matière de littérature n'ont pas eu une influence déterminante sur ma production. Heureusement d'ailleurs, à une époque où il a fallu avaler pas mal de couleuvres (vers 1950 par exemple). Mais mon écriture est déterminée par des nécessités internes.

Si être marxiste c'est contribuer à l'élaboration d'une théorie, je ne suis pas marxiste, mais j'adhère au marxisme... Economiste de formation, j'ai étudié de ce point de vue le marxisme (pendant un an, en particulier avec Jean Baby).

Je ne me préoccupe pas de théorie de la littérature ; j'écris ce que je ne peux pas ne pas écrire, je ne sais jamais d'avance quoi, j'écris surtout pour me délivrer d'obsessions. Dans la mesure où je suis marxiste et communiste, ce que j'écris le sera. On ne dirige pas Pégase, même vers l'abattoir ! Parfois je me suis efforcé, j'ai écrit contre la guerre, pour les Rosenberg, j'ai dédié un poème à Staline. (Mon poème à Staline traitait de sa bonté, sentiment fort honorable. Il y avait des choses qu'on ignorait...) En général, ces poèmes, plus voulus que jaillis, n'étaient pas bons. Tant pis !

La poésie, c'est quelque chose qui vient de très loin, un jaillissement qu'on peut aider, avec du doigté et des nuances. Quand j'ai écrit un poème sur le Viêt-nam, j'étais obsédé certes à cette époque par le Viêt-nam. Mais je l'ai écrit après avoir vu le cadavre d'un ami hongrois suicidé la nuit précédente. (Le poème a été tiré à huit millions d'exemplaires.)

Je ne crois pas à l'« engagement » littéraire. On engage sa vie, pas son écriture seule. Le poème ne peut résulter que de l'expression d'une émotion profonde. Ecrire, c'est faire un objet verbal à partir de cette émotion qui met le poète en relation avec l'« autre » comme disait Rimbaud, c'est-à-dire avec le monde,

Moi, j'ai besoin pour cela de prosodie. Au fait, « expression » n'est pas un terme juste. Quest-ce qu'exprimer ? Le poète fabrique un autre langage : au lieu de ficelle (la prose), il fait du fil de fer. Il lui faut le faire avec quelque chose qui vient de loin. Les vrais poèmes viennent d'au-delà de leur auteur. Quand j'ai écrit *Carnac*, on a dit que j'avais parlé au nom de lignées de Bretons muets. Dans la mesure où je vis mon idéologie communiste comme militant, observateur du monde, le poème doit s'en ressentir, sans qu'on le force.

J'ai été chrétien jusque vers la trentaine. C'est ma révolte politique qui m'a fait renier ma foi. Je ne suis pas un « poète communiste », mais un poète qui est communiste, ou un communiste qui est poète (s'il l'est !...). Je me crois profondément marxiste dans la mesure où j'ai une profonde conviction matérialiste. Je crois aussi que ma poésie suppose une dialectique. Je me rebiffe quand on me traite de poète mystique. Si Lucrèce est un poète mystique, je veux bien l'être aussi.

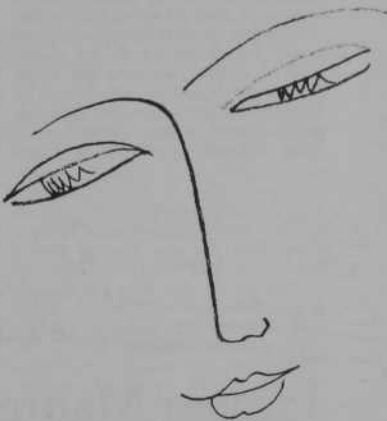
Pour en revenir à l'« engagement », Sartre lui-même en avait d'ailleurs exclu la poésie. On a toujours considéré que le poète était *en fait* « engagé ». Il y a la notion, toute moderne, elle, de désengagement. Elle date du XX<sup>e</sup> siècle, c'est une mutilation volontaire que le poète se fait subir sous la contrainte des classes dominantes.

Le rôle du poète, c'est de travailler la langue : la langue nationale est en grande partie le fruit du travail du poète. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la langue française était sclérosée. Robespierre, Saint-Just parlent une langue sclérosée. Ce sont des poètes comme Rousseau, Chateaubriand et Victor Hugo plus que tous qui ont remuclé la langue française, renouveau la syntaxe. C'est par les romantiques que le français est redevenu une langue charnelle. Remarquons qu'il a été revigoré à partir, entre autres, de poésies étrangères : Goethe, Shakespeare, par exemple. Même dans la langue politique, tout le style des quarante-huitards est lié à ce langage rénové.

Il s'agit de donner un sens plus riche à la langue. Le poète se trouve être un travailleur qui a une sensibilité particulière au langage. C'est cette sensibilité particulière à la langue nationale qui fonde son droit d'exprimer les mouvements profonds du peuple, lequel vit sa vie dans sa

langue. Le poète est le porte-parole naturel du peuple. C'est vrai depuis les prophètes. C'est dans la mesure où ils étaient sensibles au langage qu'ils étaient prophètes. En vivant la vie de son peuple, on peut dire ce dont il rêve, ce dont il a besoin. C'est Baudelaire qui a inventé l'amour de la ville. Ressentir, c'est pour le poète sentir dans sa langue. Les poètes ont enrichi l'amour en le disant (en palpant les mots !). J'ai déjà dit « la langue est le confessionnal du peuple ». Le poète y a accès ; le peuple s'y raconte dans sa langue. Le poète parle pour plus grand que toi.

Je crois aussi, pour cela, qu'en général l'évolution de l'art à travers l'histoire fait que les poètes sont à l'avant-garde des mouvements. Le poète est un révélateur. J'écoute beaucoup parler les gens, leurs façons de parler. Le français parlé recule



à cause de l'audio-visuel. Toutes sortes de mots, d'expressions disparaissent. Le hiatus parlé-écrit se réduit, et c'est un appauvrissement.

Dans le même temps, les cultures régionales redressent leur tête malmenée. Je trouve révoltante la situation faite à mon peuple breton, victime d'un colonialisme intérieur. La Bretagne est traitée comme l'était l'Algérie. Par exemple, la culture bretonne est écrasée, le breton interdit, même dans la famille. Je n'ai pas eu accès au breton, que je n'ai découvert que tardivement. Le mouvement actuel est important : il s'agit de retrouver ses sources contre l'uniformisation imposée par le capitalisme centralisateur décadent. J'ai pu dire que « ma langue maternelle n'était pas la langue de ma mère ».

Ce n'est pas l'expression qui est mon besoin. *Poëin* signifie « faire ». J'écris, je fais ; si je n'ai rien à trans-

mettre, je fais des traductions. Pour « faire », il faut des matériaux. Le langage est chargé de quelque chose : « maison », « cheval », « fleur » ne sont rien en eux-mêmes. Il faut prendre en compte et enrichir leur charge de potentiel humain. En dernière analyse, le poète « fait » et se délivre d'obsessions. La réussite en poésie, c'est la rencontre de ces deux besoins.

D'avoir été fonctionnaire m'a appris à peser mes mots, à voir ce qu'est le « monde réel ». Je suis devenu communiste parce que j'ai vu fonctionner la société réelle. Je suis un peu perplexé de voir, dans les pays socialistes, des poètes qui, après avoir fait des études, exercent la « profession » de poètes sans presque rien connaître de la vie dans leur pays...

Je rêve d'une grande époque pareille à celle des présocratiques. Les poètes étaient aussi philosophes et savants. Il faudrait revenir à un état comparable, trouver des hommes qui soient des diffuseurs de ce qu'apporte la science, des gens qui soient au courant de tout et qui sachent en faire profiter les autres. Beaucoup de poètes vivent encore comme si le Soleil tournait autour de la Terre.

La poésie du moi est morte. Répétons-le : « je » doit être un « autre » ! Être un intellectuel, cela ne se limite pas à être un « cérébral », comme on dit. Faisant une tournée aux U. S. A., j'ai été effaré qu'un poème ne soit, dans certains milieux universitaires, que matière à commentaire et pas à plaisir.

Après 1945, il y avait une bonne quarantaine d'écrivains communistes. Leurs noms surprennent, aujourd'hui : Marguerite Duras, Duvinet, Morin, Seghers, Claude Roy... Les raisons de leur départ ont été soit notre politique sectaire, soit le fait que certains n'étaient nullement des militants. Nous n'avons pas retrouvé cette assise. Il faut une certaine modestie pour être membre du parti. Aragon, curieusement, est modeste quand il s'agit du parti. En 1945, Picasso s'étonnait qu'on ne lui demandât pas son avis quand le parti parlait peinture. Mais il est toujours demeuré modeste à l'égard du parti.

J'ai donc trente-trois ans de parti. Je continue. Pour moi, être communiste, c'est simple, naturel, évident. (Le fleuve a des méandres ?...)

Je suis libre de l'être. Et, l'étant, je suis tout à fait libre et heureux de l'être.

comme on le croyait, sur les difficultés qui étaient inapparentes, dont la population avait simplement une conscience confuse. Si on s'engage dans cette direction, l'appareil même de l'Etat fait nécessairement partie du champ d'investigation ; par exemple, une enquête de sociologie urbaine montrerait des besoins non satisfaits, un dispositif dont on n'a pas vu les conséquences à longue échéance ; là, c'est le rôle du sociologue d'analyser les questions et même, d'un point de vue théorique, de dégager les processus qui ne sont pas nécessairement au niveau de l'application immédiate.

Prenez un problème concret actuel : la très grande difficulté à mobiliser les usagers pour les faire participer à l'élaboration des décisions concernant un service public, disons les hôpitaux : on propose des réformes, mais quand, comment a-t-on consulté les usagers, les malades de ces hôpitaux ? Ils s'expriment à travers les partis politiques, les syndicats, etc., mais pas directement dans des organisations d'usagers, alors que les personnels de l'Assistance publique s'expriment à travers leurs organisations syndicales. Il n'y a pas d'organisations d'usagers sauf pour certaines catégories très particulières de malades chroniques et handicapés. Cela rejoint un problème plus général, celui de l'organisation démocratique. On voit la très grande difficulté qu'ont par exemple les municipalités du parti qui ont fait pourtant un très grand effort pour associer la population en tant qu'usagers des services publics créés au niveau de la municipalité. Voilà donc un problème qui a des applications pratiques, mais qui est d'abord un problème théorique : est-ce qu'il est réellement possible, et dans quelles conditions, d'organiser des usagers ? Pourquoi est-ce si difficile ? Quels sont les processus sociaux à l'œuvre derrière ces difficultés ? Or, dans le type de socialisme que nous voulons faire, il serait absolument essentiel que les usagers trouvent des formes institutionnelles pour intervenir dans les décisions.

Evidemment, dans le régime actuel, c'est quasiment impossible, on peut faire des expériences très limitées, mais comme ça va à l'encontre du fonctionnement de tout le système social dirigé par la bourgeoisie, on ne peut pas aller très loin. En revanche, dans un système socialiste, il me semble que le rôle des sociologues sur cette question serait d'étudier les expériences qui se font, celles qui seraient possibles, de faire de la recherche théorique, etc. A mon avis, inévitablement, nous aboutirons à des conclusions qui montreront que les différents rouages de l'Etat, les col-

*la bouche, la levée supérieure basse la levée  
supérieure - ce bas - cont. à l'aller de l'expérience parfaite*

## Jacques Maître

### Dynamiser nos recherches

Il arrive dans notre milieu que certains collègues nous disent : « Si nous étions dans un régime socialiste, est-ce que vous ne trouveriez pas naturel qu'il y ait une politique scientifique de l'Etat à laquelle vous seriez soumis pour la détermination des orientations de recherches, des conditions de publication, des applications, etc. Je crois qu'il y a là un problème absolument fondamental, parce que le parti, en ce moment, met l'accent sur l'approche de ce que serait le fonctionnement d'un régime socialiste tel que nous le souhaitons, et donc nous sommes bien obligés de répondre à cette question. Dans les sciences sociales, les applications sont très largement au niveau de l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire des décisions prises pour aménager la vie sociale et les collectivités. On est de

toute façon sur un terrain où la politique intervient immédiatement. Quelle est alors la conception saine, celle en tout cas qui est dans la logique de la position du parti dans l'hypothèse d'un régime socialiste en France ? Bien sûr, il n'y aurait plus de monopoles, mais ce n'est même pas au service de l'appareil d'Etat que nous serions, mais beaucoup plus directement au service des masses. Il ne s'agirait évidemment pas de faire des enquêtes destinées à justifier la ligne politique suivie par l'Etat ou par les collectivités locales, mais au contraire d'une mise en question nécessairement critique parce que ça fait partie de la nature de la science et notamment des sciences sociales. Cette mise en question mettrait l'accent sur les choses qui ne marchent pas comme on l'aurait voulu ou

lectivités locales, etc. se sont engagés sur une politique qui est tout à fait contestable, au regard d'une étude scientifique des problèmes, par méconnaissance des réalités sur tel ou tel point. Je crois que c'est le genre de problèmes auxquels seront confrontés les sociologues.

Actuellement, au départ d'une enquête sociologique, il y a très souvent un commanditaire. Or ce commanditaire, dans presque tous les cas, est un détenteur de pouvoir et il veut qu'on étudie le champ sur lequel s'exerce son emprise, pour trouver les moyens de renforcer cette emprise. Ainsi des sociologues font des études de marché pour fournir à une firme les arguments de vente qui influenceront les acheteurs éventuels d'un produit, ou bien un chef d'entreprise fait exécuter une enquête sur les travailleurs de son entreprise pour pouvoir mieux organiser le personnel dans un sens favorable aux objectifs de la direction de l'entreprise. Mais qui étudiera le commanditaire ?

On voit très bien en effet que même d'un point de vue purement scientifique, on ne peut pas faire une étude sérieuse sur un processus social si on s'occupe uniquement du champ sur lequel s'exerce le pouvoir d'un groupe sans étudier ce groupe lui-même comme source de ce pouvoir, la façon dont il l'exerce et ce qui lui permet d'être le pouvoir dans ce secteur, etc. Dans le cas d'une entreprise capitaliste qui fait faire une étude sur son personnel ou sur ses clients, il nous paraît qu'il faudrait étudier la direction de l'entreprise elle-même et les groupes qui contrôlent l'entreprise. Dans un régime socialiste il faudrait aussi se mettre honnêtement devant ce problème. Si par exemple la direction d'une entreprise nationalisée en régime socialiste voulait faire faire des études de ce genre, pour des raisons scientifiques on ne pourrait pas écarter la direction elle-même du champ de l'étude et pour des raisons politiques il ne serait pas juste de considérer la direction comme au-dessus des mises en question qu'apporte nécessairement une étude sociologique.

Je vois là une spécificité du travail de l'intellectuel dans notre domaine. A quoi il faut ajouter qu'il doit être tout à fait clair que les sociologues ne prennent pas des décisions à la place d'un parti et ne le remplacent pas dans l'analyse proprement politique. Mais dans le champ même de la sociologie, élaborer des données, établir des faits et leur trouver des explications scientifiques, rattachées aux théories plus générales des sciences sociales, c'est notre affaire, notre part de responsabilité. Les décisions appartiennent aux citoyens et aux orga-

nismes démocratiquement élus. Je dis cela parce qu'il y a des utopies qui supposent une sorte de « République des savants » qui dirigerait la société, ce qui est absurde. La direction scientifique de la société, ce n'est pas aux savants de la mener, mais évidemment, au contraire, aux organisations politiques qui permettent l'exercice de la démocratie et les savants n'ont pas à avoir de privilèges particuliers. Je dis aussi cela parce que très souvent, aujourd'hui, on trouve justification de décisions sous prétexte que des experts auraient montré que c'est comme ça qu'il fallait faire. C'est-à-dire qu'on camoufle derrière une expertise scientifique une option politique qui repose sur des rapports de classes très précis. On voit par exemple, depuis quelques années, un grand nombre de livres écrits par de grands patrons de la recherche biomédicale qui préconisent une organisation de la société ou même d'une façon plus limitée une organisation du système de santé au nom de la biologie ; or, même quand il s'agit de biologistes qui ont pu faire des découvertes absolument essentielles dans leur domaine, leur projet de société et de système de santé ne repose pas sur la biologie comme science ; il est fonction de leur idéologie politique, de leur situation dans le système du pouvoir. Et c'est même quelquefois assez stupéfiant de voir comment ils traversent les frontières sans passeport : la biologie ne les arme absolument pas pour les propos qu'ils sont en train de tenir sur le fonctionnement de la société ; ainsi, ils ignorent souvent les réalités économiques et la lutte des classes, qui sont absolument fondamentales, y compris à l'intérieur du système de santé où ces problèmes interviennent nécessairement. C'est pourquoi je ne demande absolument pas que les spécialistes des sciences sociales se considèrent comme capables de jouer les « sages ». En revanche il faut que leurs études soient publiées, c'est-à-dire portées naturellement à la connaissance de ceux qui ont des responsabilités dirigeantes, mais aussi à la connaissance des masses elles-mêmes pour faire avancer les discussions dans l'ensemble de la population.

Dans la sociologie de la religion, le progrès et la diffusion des connaissances sont des contributions à la liberté. Lorsque les sociologues étudient les phénomènes religieux, s'ils portent à la connaissance de la masse de la population les résultats de leurs recherches, ils permettent à l'intérieur de chaque groupe social et dans la conscience de chaque individu une façon de se déterminer par rapport à la religion en connaissance de cause. Je pense, par exemple, en France,

aux cérémonies religieuses les plus populaires, celles que nous appelons dans notre jargon les « cérémonies de passage », qui accompagnent la naissance, le passage de l'adolescence à l'état d'adulte, le mariage, la mort. On peut les étudier dans différentes sociétés, analyser leurs fonctions en rapport avec beaucoup d'aspects de la vie sociale.

Par exemple, le baptême d'un enfant, c'est aussi l'occasion où on lui donne un nom ; or, la dénomination des enfants est un phénomène qui intervient dans toutes les sociétés. Il recouvre la reconnaissance de l'enfant par les parents qui lui donnent leur nom, l'attribution d'un prénom qui personnalise l'enfant par rapport au groupe familial. Il y a donc là déjà un début de la socialisation de l'enfant, avec l'intervention du parrain et de la marraine. Si on analyse un peu systématiquement de tels phénomènes, qu'on montre ce qui se passe en France dans les différents groupes religieux ou parmi les athées, qu'on étudie des sociétés différentes (parce qu'on connaît des tas de systèmes différents), on met l'ensemble de la population en présence d'une information et d'une interprétation scientifiques. Ensuite, les individus et les groupes feront ce qu'ils voudront, les uns pourront être conduits à faire baptiser leurs enfants, parce qu'ils se seront aperçus que ces cérémonies qui socialisent l'arrivée de l'enfant dans la vie sont très importantes et ils le feront sous une forme religieuse ; d'autres procéderont sous une forme laïque individuelle ; des collectivités locales ou des groupes sociaux décideront d'organiser des cérémonies de cet ordre ; peut-être aussi une grande masse de gens décidera de ne plus rien faire du tout



parce que du coup cela aura relativisé le problème. En tout cas, on aura développé la liberté sur ce terrain parce que, à partir d'une connaissance et d'une explication de ces phénomènes, on aide les gens à comprendre ce qu'ils font. Et du moment qu'ils le comprendront mieux, scientifiquement, rationnellement, ils seront plus libres. Je ne dis pas ça du tout dans un esprit de lutte pour ou contre la religion, mais dans l'esprit d'élargissement de la liberté. Et je crois qu'on pourrait en dire autant sur toutes sortes d'autres problèmes.

A ce point, et pour approcher d'une conclusion, je voudrais parler de l'alliance entre les intellectuels et la classe ouvrière. Il s'agit bien d'une alliance, c'est-à-dire non pas d'une mise en tutelle par la classe ouvrière; concrètement, dans le choix des sujets de recherche en société socialiste, il est indispensable que les personnels de recherche gardent une très grande marge de liberté. Il ne faudrait pas que des organisations même très représentatives des masses leur prescrivissent leurs travaux. Certes, il est tout à fait légitime de recevoir des « commandes » sur tel ou tel problème. Dans de tels cas, le « problème social » contribue à orienter la « problématique ». Mais, d'une part, ce type de « réponse » ne devrait pas couvrir toute la recherche et, de l'autre, à l'intérieur de cette problématique, les chercheurs, les personnels devraient garder une très grande liberté dans le choix de l'attaque du problème. Donc, ce ne serait pas du tout une mise en tutelle. Mais si les intellectuels, et en particulier les chercheurs, prennent leur place spécifique au sein du mouvement des masses, non seulement il n'y a pas de mise en tutelle, mais il y a des motivations, car on n'a pas de bonne recherche sans motivation.

Par exemple, les gens qui ont fait de la sociologie religieuse — c'est un milieu que je connais bien — étaient mus à l'origine, pour la plupart, par des préoccupations religieuses, parce qu'ils étaient personnellement, par leurs origines ou pour d'autres raisons, sensibilisés aux problèmes de la religion qui ont été, ensuite, pour eux, un objet d'études scientifiques. On pourrait dire la même chose dans beaucoup de domaines: l'origine sociale d'un individu, les groupes dans lesquels il vit, autant de facteurs de motivations. Je pense donc que pour des intellectuels qui sont au sein même du mouvement des masses il n'y a pas de doute qu'il y a un rapport entre leurs motivations, le choix des sujets sur lesquels ils vont travailler, le genre de diffusion qu'ils vont donner à leurs résultats: par exemple, ils iront dis-

cuter avec les organisations syndicales sur les résultats de leur recherche, ce qu'ils n'auraient pas fait s'ils étaient des intellectuels vivant tranquillement dans le cadre du système bourgeois.

Au niveau de l'alliance, ce qui est dirigeant, c'est l'action des masses; en ce sens, il ne s'agit pas pour les intellectuels de se situer « au-dessus ». Mais, étant dans le mouvement des masses, ils peuvent aussi y venir avec leurs préoccupations, leur spécificité. D'après l'expérience que j'en ai, il n'y a là aucune limite à leur liberté, tout au contraire: la participation au mouvement des masses dynamise, si je puis dire, nos recherches, nous donne des motiva-

tions, un ancrage qui peut enrichir notre travail. Si, au lieu de faire simplement de la recherche pour satisfaire l'Etat, les hiérarchies sociales dont on dépend ou pour se faire plaisir, ou pour faire sa carrière, on a des objectifs liés au mouvement des masses, on tient là une puissante motivation. Celle-ci est particulièrement féconde dans les sciences sociales, pour peu qu'elle joue dans un esprit de découverte et non de répétition dogmatique. Sur ce point aussi, nous pouvons voir grandir sous nos yeux les signes d'une maturation propice aux batailles décisives et à l'abandon des tâches qui nous incomberont dans le passage au socialisme.



## Bernard Malgrange

### La science précède les besoins qui obligent à faire une science

Le défaut traditionnel est de considérer les sciences fondamentales comme complètement à part; le problème de leur insertion sociale n'a guère été étudié, mais il préoccupe les jeunes chercheurs.

Partons des campagnes contre la science. Les scientifiques ont été présentés comme gens de luxe, inutiles, qui ont la chance de faire quelque chose qui les amuse. Il y a eu double attaque de la grande bourgeoisie et du gauchisme qui convergent sur la notion d'inutilité de la science fondamentale. Pour l'une, la science fondamentale est d'une rentabilité impossible à calculer. Pour les autres, la science a un caractère néfaste. Le nombre des étudiants en sciences a diminué en France, encore plus aux U. S. A., pour des raisons idéologiques, et aussi parce qu'il est plus difficile de trouver un travail en temps de crise, avec une formation bien spécialisée. Il se dit que la science est trop avancée, trop organisée; les sciences sociales paraissent plus attirantes que la physique...

Il s'agit là de courants internationaux, compte tenu de la circulation très intense des idées dans la communauté scientifique.

D'où le problème très réel d'affirmer l'importance, le rôle de la science fondamentale. Les commu-

nistes sont les premiers à opérer le travail de déculpabilisation. La lutte contre ces thèmes a peut-être été un peu sous-estimée; ils freinent encore énormément et nous amènent à restreindre la défense à des bases corporatives.

La manière traditionnelle de voir le passage de la science fondamentale à la science appliquée gomme le fait, encore plus fondamental, du mouvement dans l'autre sens. La science, les mathématiques ne vivent pas seulement des grands problèmes du passé et ne se développent pas par dynamisme interne. Les secteurs de « contrôle », d'informatique ne sortent pas de l'histoire des mathématiques. Et maintenant, ils trouvent place dans la science fondamentale. Mais il ne faut pas non plus subordonner la science fondamentale aux applications.

Il ne suffit pas de répondre aux attaques contre l'utilité sociale des recherches fondamentales. La recherche fondamentale est aussi une composante de la culture. Au sens traditionnel, la science fondamentale est considérée à la fois comme inutile mais de toute façon formatrice de l'esprit. Et les gens se trouvent écartelés entre l'acquisition de connaissances directement utiles et d'une culture isolée de leur pratique. L'en-

seignement des sciences pâtit alors de la conception bourgeoise de la culture marchandise et/ou luxe. La science fondamentale n'aurait de valeur que « pour l'honneur de l'esprit humain ».

Certains pensent que les mathématiciens n'auraient le choix qu'entre des critères utilitaires et des critères esthétiques. J'aimerais savoir quelle science se développe principalement sur la base de critères « utilitaires ». Les préoccupations de Copernic, Darwin, Einstein, Dirac et autres étaient-elles « utilitaires » ? Chez les chercheurs de toutes disciplines, n'est-ce pas avant tout la curiosité intellectuelle, le désir de comprendre, de savoir, qui motive la recherche, beaucoup plus que des préoccupations directement et immédiatement utilitaires ? Mieux : l'histoire de la science ne montre-t-elle pas que pour être finalement plus concret, plus utile, il faut être d'abord non pas moins abstrait, mais plus abstrait ? Que la plus grande généralité, la plus grande abstraction est la condition d'une meilleure connaissance, donc finalement d'une plus grande utilité ? Que le plus abstrait devient souvent le plus concret (par exemple la notion d'énergie, ultra-abstraite au temps de son introduction, et les « problèmes de l'énergie » d'aujourd'hui). Je ne vois rien, dans tout cela, qui soit, dans son principe, propre aux mathématiques : seules les modalités diffèrent d'une science à l'autre.

Aujourd'hui, la tendance est à un développement moins isolé des mathématiques par rapport aux autres sciences. Les mathématiques sont liées davantage aux problèmes des sciences expérimentales. Par exemple, Thom nous montre comment une des branches les plus ésotériques des mathématiques, la topologie différentielle, peut alimenter sa réflexion avec la biologie, la mécanique statistique, voire la linguistique, et peut réciproquement essayer de poser des problèmes à ces sciences ; sa démarche me semble extrêmement importante et significative, même si tout n'y est pas toujours parfaitement probant. Il faut aujourd'hui développer des mathématiques à l'usage des biologistes, des économistes. L'idée des sous-mathématiques pour autres disciplines est en train de reculer. Les préoccupations de caractère social et de caractère scientifique se rapprochent. Il y a les besoins des autres sciences et la découverte que des physiciens ont résolu des problèmes mathématiques que les mathématiciens n'avaient pas aperçus. Il y a donc aussi des mouvements d'une science fondamentale à une autre.

*La science précède les besoins qui*

*obligent à faire une science.* Elle tire avantage aussi des innovations pratiques : c'est le développement des calculatrices qui a permis de faire des calculs qui servent à la science théorique.

La connaissance intuitive, pratique, a déjà à voir avec la science, comme Langevin l'a montré.

L'art est un autre mode de connaissance qui prend les devants sur des sujets non encore résolus par les sciences. Des connaissances scientifiques sont aussi utilisées par les artistes dans leurs travaux.

L'aspect culturel de la science ne se réduit pas à son intervention directe ou indirecte dans la vie sociale. En tant que science, elle fait partie de la culture. Les découvertes de pointe finissent par passer au niveau des enseignements et de l'école. On enseigne les grandes conclusions nouvelles de la biologie moléculaire dans les classes préparatoires aux grandes écoles une trentaine d'années après leur établissement.

L'imagination est la qualité la plus importante chez un scientifique, et souvent mal mesurée. Il en a fallu pour inventer la mécanique quantique. Il a fallu sortir de plus que des préjugés. La critique et l'imagination sont des aspects qui ne passent pas assez dans l'enseignement des sciences. C'est cette même imagination et cet esprit critique qui sont nécessaires dans la vie courante. Cette imagination est acquise par la culture artistique, littéraire et scientifique, par la fréquentation de domaines qui n'ont absolument rien à voir avec le champ du scientifique. La musique et les expositions renouvellent l'imagination. Les mathématiciens n'ont pas besoin de telle discipline artistique mais ils ont besoin d'imagination à renouveler. Il s'agit moins de liens organiques que de la nécessité pour chacun d'être au courant de ce qui se fait ailleurs.

Actuellement, l'aller-retour entre les besoins et les sciences fondamentales se fait dans de très mauvaises conditions. Les scientifiques sont amenés à opposer des refus aux sollicitations dont ils sont l'objet bien que les connexions existent entre science et industrie. La société impose une séparation entre la théorie et la pratique. Les rapports avec les entreprises nationalisées faciliteraient énormément ce va-et-vient et permettraient de donner une certaine transparence au rôle de la science, avec toujours le double souci de ne l'isoler ni de la réduire. Les choix de recherche devraient être discutés et décidés devant la nation. Il est normal que les scientifiques justifient leur activité devant les diverses instances de la représentation nationale.



# Antoine Vitez

## Le metteur en scène et le professeur en quête d'un « mentir vrai » perpétuel

Il me semble que nous vivons sur des notions de transition, je veux dire des notions qui datent de quelque temps après la période dite du « sectarisme », ou jdanovienne et jdanovoïde, des notions d'avant une autre période qui ne serait pas un retour au jdanovisme (même s'il y a ici et là des tentations de retour, le jdanovisme semble absolument dépassé par le temps, il n'est plus « à l'ordre du jour »). Et tôt ou tard nous allons sortir de la période actuelle ; mais je le dis sans arrière-pensée, je sens Argeuteuil, les discours de Roland Leroy, et certaines choses que je dis moi-même, comme transitoires. Peut-être est-ce cette période qui laissera un souvenir imprévisible dans l'histoire. « Transitoire » n'est pas péjoratif, entre un âge d'acier et un âge d'or. Mais j'ai quelque pressentiment que cela ne durera plus très longtemps.

D'ailleurs, mai-juin 1968 l'a peut-être fait apparaître, nous irons peut-être vers une explosion de la liberté plus grande. Il y a une conception imbécile des relations entre les intellectuels, la classe ouvrière et le parti révolutionnaire qui croit que ce qui est révolutionnaire est « dur », et que ce qui est « vachement réviso », c'est ce qui est souple et « mou ». Naturellement je comprends très bien comment des gens en sont arrivés, par une extraordinaire aberration, à voir dans le stalinisme une attitude révolutionnaire, alors que je crois le stalinisme, au contraire, rétrograde, et pas seulement parce qu'il est violent et terroriste, mais rétrograde dans l'histoire même de l'Union soviétique. *Réactionnaire* au sens propre. Il n'y a pas là plus de pureté, il y a plus d'impureté. C'est la fascination des intellectuels petits-bourgeois à l'égard du « dur ». On pourrait faire un jeu de mots d'ordre sexuel, et on aurait raison, au fond, de le faire. L'intellectuel, l'artiste, on l'a déjà dit, a trop tendance à se sentir coupable, et, oui, il se sent toujours une coupable complaisance à l'égard de ce qui est « mou » et souple, « libéral », « libre », et il aspire périodiquement à un ordre « dur », qui porte en lui le germe du fascisme ; ce que je dis là est monstrueux naturellement, puisque cela concerne des gens qui se feraient tuer dans la lutte contre le fascisme, mais, dans leur pensée, il y a quelque chose de cela.

Je vois dans certains spectacles actuels un reflet de cette aspiration à la « dureté », qui me paraît toujours typique de l'attitude petite-bourgeoise chez les intellectuels de gauche. Il n'est pas possible d'en débattre sur le terrain public, sauf à paraître un « mauvais camarade ». C'est d'ailleurs un problème : j'aimerais, et je pense que *La Nouvelle Critique* serait un lieu adéquat, que soient possibles des relations, non pas polémiques, mais de contestation théorique aiguë entre des gens qui ne se haïssent ni ne se méprisent. Qu'on sorte enfin des rapports confraternels qui font qu'on ne peut pas « dire du mal » les uns des autres sans paraître perfide. *La N. C.* pourrait mettre sur pied un système de confrontation entre des gens comme Mnouchkine, ou moi-même, ou Chéreau, ou Raffaëlli, ou Vincent, que sais-je ? Nous pratiquerions la critique d'une manière acerbe, mais comme se critiquaient les bolcheviks. Dans la tradition du mouvement socialiste, jusqu'à la mort de Lépine (mais guère plus tard), il y a un mode de discussion qui consiste à pousser l'autre jusqu'à l'extrémité des conséquences prévisibles de son travail ; c'est quelque chose qui a été ensuite ignoblement réutilisé par Staline. Quand Lénine disait que Kamenev, par exemple, avait, en telle ou telle circonstance, des positions « archi-bourgeoises », « archi-capitalardes » (je cite de mémoire), c'était en pensant à l'extrême conséquence de déclarations qui pouvaient être tout à fait anodines. Il s'agissait d'une réflexion sur le travail de la pensée. Je souffre de ce que nous soyons enfermés dans l'impossibilité du débat d'idées.

La culture. J'aborderai un tout petit point, la mise en forme de problèmes particuliers, fragmentaires de ma pratique. Actuellement, dans mon travail, apparaît quelque chose d'un peu nouveau, ce qu'Aragon appelait « le monde réel », formule approximative, critiquable en elle-même — mais on comprend bien ce que ça veut dire. Dans mon travail de mise en scène, je me rapproche de l'histoire, et pas par devoir ; j'essaie de mettre en scène les rapports sociaux, cette espèce de vie organique de la société, tremblante, humide, chaude comme celle d'un terrier. Curieusement, ça se manifeste par des formes très transposées. Avoir fait chanter dans *Phèdre* me paraît

paradoxalement rapprocher l'œuvre de l'histoire. Ce n'est pas là une reconstitution, mais je suis en quête d'un « mentir vrai » perpétuel. Cela concerne mon travail de mise en scène, et aussi mon travail d'enseignement, où je m'apporte moi-même, avec mes problèmes, devant des gens qui sont des adultes, en établissant un lien incessant avec la vie sociale, sans mastication d'aliments pré-digérés rendus semblables à la « vie quotidienne ». Les filaments de ronces deviennent de nouvelles racines, etc.

La notion d'expression. Je ne sais pas très bien si servir des concepts philosophiques. *Exprimer*, je ne sais pas très bien ce que ça veut dire. Pour parler de moi, j'ai tendance à dire « le théâtre ». Pas par immodestie. Tout ce que je fais, c'est du théâtre. Je ne suis pas intéressant en dehors de ça. Je transforme tout le matériau qui m'est donné perpétuellement. Prendre son bien où il est et détourner de leur usage premier les choses qu'on prend. C'est ainsi que je me représente le théâtre, et aussi la peinture.

Autre question : qu'est-ce que je transforme dans la société ? Je voudrais répondre au désespoir que le théâtre fait naître en nous souvent. On pense qu'il ne sert pas à grand-chose — qu'il est vu par très peu de monde. Je touche très, très peu de gens. Je pourrais me consoler en me disant : je touche au moins les gens les plus importants, « l'élite ». Se défendre ainsi mène d'un Charybde à un Scylla. Ceux qui sont touchés par ce que je fais, ce seraient alors « les bons ». Et les autres ? De toute façon, en chiffres absolus, ça ne va pas très loin, le théâtre.

En même temps, le théâtre joue un rôle très important dans le champ des forces sociales, de la lutte idéologique. Le champ des forces n'est pas nécessairement quantifiable par le nombre de personnes touchées directement. Comment circulent les idées, comment elles prennent forme et force pour devenir nombre, cela touche un point essentiel de la théorie marxiste. Ces petits travaux de théâtre sont dans la guerre aiguë des forces de notre vie sociale. Même des travaux vus par vraiment très peu de gens ont un effet. Le jeu de l'acteur, sur quoi je travaille beaucoup, renvoie à une certaine idée du théâtre. En ce sens je me sens une réelle filiation avec Brecht (je ne dis pas cela pour m'abriter derrière un grand nom). Brecht nous a réveillés, même si tout ce qu'il a apporté était déjà explicitement dit par Meyerhold et les formalistes russes. Il a renoué au-dessus de la guerre, du nazisme et du stalinisme. Les stalinien eux-mêmes s'en sont bien aperçus. Ils résistaient, peut-être inconsciemment,

à ce renouement avec ce que Staline avait assassiné. En France même, cette résistance s'est fait sentir. Cependant, l'influence de Brecht s'est déclenchée très vite et a eu une importance considérable dans ce qu'on appelle la lutte idéologique. Brecht a « pris feu » dans des couches finalement très larges de la population. Dans des M.J.C. partout en France, au sein de groupes amateurs, partout vraiment, la problématique brechtienne est un acquis historique. Si mon travail pouvait faire que, sur le marché du théâtre-cinéma-télévision, un nouveau rapport naisse entre l'homme et la fable, ce travail aurait une influence objective sur la vie des gens. Actuellement (surtout à la télé et au cinéma) on fait rêver les gens selon le code petit-bourgeois de l'acteur, l'identification. Je crois que je contribue réellement au changement de ce code. Un ensemenement peut-être. Mon travail transformateur est dans cette direction de recherche-là.

J'avais difficulté à dire si faire du théâtre a quelque utilité. A quoi, à qui ça répond ? Au moins je sais que je prends part à ces innombrables dialogues qui constituent le champ des forces dans le combat idéologique. Des inventions résultant de transformations souterraines apparaissent, qui donnent à penser à d'autres. Nouveaux acteurs, nouveau rapport entre l'homme et la fable.

Un travail théâtral fondé sur la reconnaissance du théâtre comme simulacre — manière aragonienne de dire la « conventionnalité » du théâtre (Meyerhold). Cela continue d'être différent et gênant à l'égard de l'idéologie dominante. Irritant. Mon travail est un travail critique, et de l'auteur et du théâtre lui-même, et de l'acteur. Cela déjà est contraire à l'idéologie de la bourgeoisie. Ainsi, on se situe, dans les formes, par rapport à l'histoire.

L'œuvre de Brecht est doublement adverse de l'idéologie dominante : Brecht racontait des « moralités exemplaires », d'une part, des « mystères », qui avaient un autre sens que ceux du Moyen Âge, un sens de combat ; il utilisait les formes anciennes pour dire des choses nouvelles. Un grincement de la forme s'établit, qui est sensible au spectateur.

Le travail sur les classiques aussi est important pour cette lutte. Nous arrachons les œuvres à l'idée convenue. Et je voudrais parler — mais c'est une autre conversation — du *n'importe quoi*, de la nécessité, toujours renouvelée, de faire du *n'importe quoi* avec les classiques, la nécessité de la rupture. Et du moment où il faut cesser le *n'importe quoi*,

cesser de tuer le sens et chercher un sens autre. Et du moment aussi où le *n'importe quoi* redevient nécessaire.

A propos d'un débat, au C. N. A. C., sur le théâtre de Maïakovski, récemment, j'ai ressenti, comme de l'intérieur, les raisons de son suicide, j'ai eu envie de *m'en aller*, pour toujours. Il y avait trop de procès d'intention, trop d'incompréhension à la fois. C'était trop. Ainsi, je disais que Maïakovski est un classique, qu'il faut *traiter* son œuvre avec l'*irrespect* dû aux classiques. Quelqu'un, dans l'assistance, m'a accusé d'être stalinien sous prétexte que je momifiais Maïakovski dans les bandelettes classiques. Il affirmait que Maïakovski était vivant aujourd'hui et que nous le préférons mort, etc. Je lui répondais qu'il est mort, en effet, depuis quarante-cinq ans. Ce sont les gens d'aujourd'hui qui sont vivants, et qui peuvent utiliser cet humus, aujourd'hui. J'aimerais beaucoup une pièce de Maïakovski sur Brejnev. Mais il est bien mort, et ce qu'il prévoyait est devenu tellement monstrueux. C'est devenu le stalinisme mortel de 1937, et Beria, et des choses imprévisibles, mais fondamentalement prévues, et liées à une autre prévision, plus vaste, celle du socialisme. Nous devons lire Maïakovski avec *tout ce que nous savons depuis quarante-cinq ans*. C'est vrai pour des œuvres plus anciennes, et même moins anciennes que celles de Maïakovski. C'est vrai pour Brecht, dont nous devons montrer ce qu'il voulait, mais aussi ce qu'il ne voulait pas qu'on dise. Nous devons le traiter comme il ne se gênait pas pour traiter Shakespeare. Montrer les infernales contradictions dans lesquelles il s'est enfoncé dans *Mère Courage* : une conception rétrograde de la guerre (incompréhensible parce que seuls les « gros » s'y retrouvent, tandis que les « petits » sont broyés, conception populiste au fond) et une conscience de la lutte à tous les moments de l'histoire. Il faut traiter Brecht aussi cruellement que j'ai cherché à traiter Claudel. Et quant à Maïakovski, il avait, lui, l'obsession de la résurrection des corps. C'est plus qu'un trait de caractère. La tentation de se prendre pour le Christ existe chez Maïakovski. Il a écrit une histoire de lui-même allant de sa « Nativité » à sa « Résurrection ». Entre ce Maïakovski traînant avec lui des éléments irrationnels et le Maïakovski se voulant le poète de la classe ouvrière, il y a des tensions que nous devons montrer. Le contradictoire dont je parle me dit qu'il a « pris Maïakovski en pleine gueule » il y a deux ans et qu'il ne s'en est toujours pas remis. Il ressent la présence réelle de Maïakovski, et j'emploie à dessein le vocabulaire



chrétien ; il parle en termes de vérité, de révélation. C'est un trait que je rapporte non parce qu'il m'a affecté, mais parce qu'il est plus courant qu'on ne croit.

Il est plus juste de parler du sens de mon travail que de son « utilité » ; par exemple, je fais de nombreuses références critiques au christianisme. Mon intérêt est de fraîche date, je ne suis pas du tout de formation chrétienne. J'ai lu récemment les Évangiles, etc., et l'on va détecter dans mon travail des tentations mystiques ; sans me défendre par une « profession d'athéisme » (comme il y a des professions de foi), ce procès d'intention, cette schématisation perpétuelle me donnent envie de *m'en aller*, je le dis encore, oui.

Je ne vois pas d'autre lutte contre la religion chrétienne que de la regarder comme un fait de culture. Prêtres et pasteurs supportent facilement une attitude hostile, de même qu'une attitude syncrétique ; ils supportent très bien ce que nous ayons une attitude « d'Église à Église », considérant que la tradition, la mythologie chrétienne sont à eux, et pas à nous. Cette attitude est une transposition d'un rapport politique qui, lui, est juste. Quand nous participerons au pouvoir, il sera évidemment juste que nous ayons une attitude de respect vis-à-vis des pratiques religieuses, et nous les respecterons sans aucun doute. Mais dans mon travail, je traite la mythologie chrétienne comme quelque chose qui nous appartient, et pas seulement à ceux qui en sont les serviteurs. Les mythes chrétiens transportés par notre langage quotidien nous appartiennent et nous devons le montrer. C'est le même travail critique que celui du théâtre. Le théâtre a cette fonction de mise en ironie vis-à-vis de toute idéologie dominante. De même, Ritos emploie, d'une manière tout à fait matérialiste, une langue, le grec actuel, toute pleine de Byzance et des Pères de l'Église. On ne peut faire de la poésie grecque en oubliant ces acquis. De même au théâtre et au cinéma.

Je respecte la colère des croyants devant cette attitude, elle est légitime. Ce qu'il faut critiquer, c'est d'abord le mythe du Sauveur, il faudrait que des œuvres littéraires surgissent pour travailler sur ce thème. C'est le mythe le plus dangereux. En tout cas pour l'Occident.

Dans le cas de Staline, personnage repoussant et hideux, ce n'est pas tellement le mythe du Sauveur qui a joué, mais celui de Dieu même. Mais il y a par exemple Che Guevara, personnage admirable et beau, et il est bien moins facile de s'en débarrasser. J'ai écrit une fois un

montage sur l'anarchiste Emile Henry, qui ne se croyait pas le Sauveur, mais qui, en fait, se prenait pour le Sauveur. Ce personnage était une sorte d'ange de la mort. Il pensait que son exemple, par sa mort même, permettrait à d'autres de vivre. Il reconstituait ainsi le mythe du Sauveur, et c'est une pose terrifiante.

Le mot *créateur* me fait un peu sourire. Dieu seul est créateur, et comme il n'existe pas, il n'y a pas de créateur. Même sans chicaner sur les mots, celui-là me gêne. Bien qu'il ne faille pas être intolérant à l'égard des mots. L'an dernier, j'ai eu quelques conversations assez difficiles, mais très bonnes, avec Claude Simon. Il y a chez lui un tel souci de la propriété des termes que leur utilisation dans un « langage moyen » n'est pas possible. Néanmoins, et grâce à Claude Simon, je suis devenu sensible aux objections qu'on peut faire au terme de *créateur*. De même, Dieu seul peut faire des miracles ; nous ne pouvons faire que des simulacres, ou des transformations. Nous n'employons pas « miracle », pourquoi employons-nous « création » ? Bon. Cela est bien raisonné, mais il y a l'emploi des mots dans le langage de tous. Cela aussi, après tout, est un détournement, un détournement utile peut-être, une métaphore. Devons-nous la refuser pour des raisons étymologiques ? Je pourrais dire aussi que je reprends le mot de création à mon compte, et que je me moque de Dieu. Excusez mon incertitude.

En revanche, l'idée de l'écart me paraît une idée solide, et point transitoire ; elle s'inscrit bien dans l'idée que je me fais du champ des forces. Entre le moment où une idée naît, et celui où elle peut être reconnue, diffusée, il y a souvent beaucoup de temps. Il y a les enjeux idéologiques immédiats. Cette idée de l'écart est une des moins contestables de toutes celles que nous avançons, et non point prise dans le sens de l'abîme qui sépare le poète maudit du vaste monde, mais en tant que liée à l'art comme recherche, au travail poétique proche du travail scientifique. Car le travail poétique (il s'agit là de *faire* et non de *créer*) ressemble à celui de la recherche scientifique.

Je reviens sur cette idée des deux langages, l'un d'utilisation courante, l'autre d'utilisation précise. Le mot écart, en tout cas, nous aide à vivre. On trouvera probablement bientôt une théorie plus fondamentale. Mais un mot aide parce qu'il permet d'agir. Je suis aveugle sur ce qui suivra cette transition.

Je crois au parti communiste français. Non par quelque chauvinisme

français qui se reporterait sur notre parti. Il y a, dans l'histoire, comme des branches de légitimité ; la nôtre n'a pas cessé d'avoir son mot à dire, et je me représente le parti comme le lieu de la pensée politique, et je me dois d'y être. A la limite, c'est là une conception un peu ecclésiale du parti, la recherche du lieu de la réunion. C'est là que se décide, s'élabore la pensée politique d'avant-garde.

Mais je suis bien conscient du fait que le lieu est une définition tout à fait insuffisante. Le danger serait que j'accepte que le parti fasse n'importe quoi. Le lieu n'éclaire pas ce pour quoi je reste au parti. Il me faut dire aussi que la raison d'être du parti est d'être la force politique qui éclaire les gens sur la nature de la société et les emmène vers ailleurs.

Une des lignes de notre parti, c'est celle de la grande politique nationale en matière de culture. Le parti communiste considère le mouvement ouvrier comme le propriétaire légitime de la modernité et pas seulement du patrimoine. Dire que l'avenir est à nous n'est pas un mot, ni une insulte pour les autres. Notre respect de l'ensemble des phénomènes culturels dispense le parti de l'accusation d'utiliser les grands créateurs comme « papier glacé » pour ses invitations.

Cela dit, nous avons le goût de l'élégance artistique, et qui n'est pas un goût de parvenu.

Nous nous sentons comptables de ce que font les plus grands artistes, fussent-ils très éloignés de nous. Je trouve cela juste, et en même temps j'en souris tendrement. Avez-vous remarqué que nous disons : « C'est nous qui déjà, en pensée, assurons la gestion de toute la culture » ? Il y a bien là une contradiction en germe dans le *déjà*, je le perçois. On ne pourra empêcher certains de dire que nous méprisons, pendant ce temps, des formules de culture « basse », et que nous gérons déjà en pensée la culture comme si les problèmes étaient résolus. Nous devons répondre à cette critique par une augmentation de notre travail, un approfondissement de notre réflexion sur cette contradiction même. Peter Brook, qui n'est pas des nôtres, s'efforce de la résoudre pratiquement dans son travail, par exemple dans *Les Iks*, en faisant quelque chose à la fois d'« exquis » et de « populaire » qui répond à des questions simples. Le théâtre du Soleil, lui aussi, répond, et implicitement nous critique. Pour moi, je ne me suis pas confiné à la fonction du « papier glacé », et je dois veiller, dans mon propre travail, à explorer cette contradiction que j'ai dite. Je suis à un moment de ma course.



# Changer le travail, travailler autrement...



Entretien avec Aimé Halbeher

**Changer le travail, travailler autrement... Les contre-performances de l'organisation actuelle du travail (absentéisme, taux de renouvellement des effectifs, accidents, maladie) démontrent chaque jour la justesse de cette revendication mise en avant ces dernières années par des luttes ouvrières qui mettaient en cause de façon inséparable, en même temps que le système de rémunération qui lui est associé, les traits caractéristiques de cette organisation : accélération des cadences, compressions d'effectifs, déqualification de certains postes de travail, horaires qui désorganisent la vie personnelle et la rendent plus difficile...**

**P**ATRONAT et gouvernement s'efforcent de contourner la revendication en voyant dans ce qu'ils appellent la « crise du travail industriel » le signe d'une désaffection à l'égard du travail qu'il conviendrait de combattre par une campagne persuasive de réhabilitation du travail manuel assortie de quelques mesures ponctuelles de revalorisation de ce travail ; ils s'efforcent aussi de la récupérer par la publicité faite à quelques expériences d'élargissement ou d'enrichissement des tâches.

Au contraire, depuis ses origines, le communisme scientifique marxiste propose aux travailleurs, dépossédés des moyens et du produit de leur travail mais aussi et de plus en plus de la maîtrise de ce travail, de leurs capacités pratiques et innovatrices, d'eux-mêmes et de leur valeur, de reprendre, dans un processus de transformation des rapports de production, l'initiative pour réorganiser leur travail dans leur intérêt. Aujourd'hui, dans toutes les entreprises, les

communistes disent : on peut vivre autrement, on peut travailler autrement. Les changements qu'ils proposent sont longuement décrits dans le document préparatoire au XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste français.

S'il convient évidemment de ne pas y chercher les divagations d'une quelconque futurologie utopiste, il convient aussi, plus peut-être que dans tout autre domaine, de ne pas sous-estimer la portée réelle, immense, des changements possibles. La transformation du travail y est posée comme une condition de la sécurité de l'existence, comme un élément déterminant de la qualité de la vie. Elle implique la satisfaction du droit de chacun à un travail intéressant, librement choisi, dans lequel il pourra déployer son intelligence et sa générosité, la transformation progressive et systématique des conditions du travail, de sa durée, de sa pénibilité, du caractère routinier et épuisant de certains travaux, l'ache-

minement vers un rapprochement des tâches de conception, d'adaptation, d'entretien et d'utilisation des équipements. Changer le travail, c'est enfin, aussi, faire entrer la démocratie dans l'entreprise, et le document indique ce que seront les droits nouveaux des travailleurs et les mesures concrètes qui assureront leur exercice.

La possibilité de ces transformations est en partie appuyée sur la mise au service de l'homme de la science et de la technique. Il n'y a pas de développement scientifique et technique autonome par rapport au mode de production. C'est pourquoi la construction de rapports de production socialistes et immédiatement, demain, l'affranchissement de l'asservissement au capital monopoliste libéreront des potentialités, aujourd'hui inhibées, de changement des conditions et du contenu du travail, fonderont l'accroissement de la productivité du travail social sur une large expansion de la recherche

scientifique liée au progrès de la formation et de la promotion culturelle, engendreront une nouvelle croissance servant le progrès social et prenant appui sur lui. Avec ces changements, « les compétences, les capacités créatrices, l'esprit d'initiative et de responsabilité des ingénieurs, techniciens et cadres trouveront un champ d'action d'une ampleur aujourd'hui inconnue ; leur rôle social en sera revalorisé ». Tandis que leur adhésion consciente sera constamment nécessaire pour les réaliser. La revendication « travailler autrement » conduit ainsi au cœur des problèmes de l'alliance, de ses bases objectives et des capacités des organisations du parti dans les entreprises à inscrire dans la réalité cette alliance objectivement nécessaire.

Nous avons interrogé sur l'ensemble de ces problèmes Aimé Halbeher, secrétaire de la section communiste

de Renault. Il ne s'agissait évidemment pas de réduire le problème et ses solutions aux dimensions d'une entreprise, fût-elle une des premières entreprises françaises par le chiffre d'affaires et les effectifs employés ; mais il est bien évident que sa taille même, le nombre élevé d'ouvriers et de cadres à tous les échelons qu'elle emploie font que peuvent y être exacerbés des conflits partout ailleurs présents et que le parti s'y trouve dans la nécessité quotidienne de se battre sur tous les fronts de la lutte de classe. Du long entretien que nous avons eu avec lui, nous avons retenu, pour montrer tout à la fois les progrès accomplis et ce qui reste à faire, ce qu'il nous a dit à propos du terrain même de l'alliance.

Marc Argillet,  
Monique Geistdoerfer.



Corat Rennir - (Pissarro)

Lourquoi 3 3 3

### Renault, une entreprise soumise à la logique du profit

**La N. C. :** Il faut commencer par lever une première équivoque. On présente souvent Renault comme une entreprise à la pointe des conquêtes sociales ; on y gagnerait plus qu'ailleurs, les conditions de travail y seraient meilleures. Images idéales que viennent ternir les luttes importantes qui ont été menées, notamment par les O. S., en 1971, 1973 et 1975. Ces luttes suggèrent que la réalité est peut-être plus nuancée...

**Aimé Halbeher :** C'est surtout l'analyse qui en est donnée qui doit être totalement différente. Il n'y a pas, du seul fait de la nationalisation, plus de liberté chez Renault et dans le secteur nationalisé en général que dans le secteur privé. La première caractéristique de Renault est de faire partie d'un secteur où la concurrence est très grande entre les différents groupes automobiles. Cette situation nous amène à vérifier, plus encore qu'à la S. N. C. F. ou à la R. A. T. P., que les nationalisations, dans le système capitaliste, obéissent aux mêmes lois que les sociétés privées, c'est-à-

dire à la loi de l'exploitation capitaliste.

Du point de vue des conditions ou de la nature du travail, Renault ne se distingue pas des entreprises privées et il ne faut pas entretenir d'illusions à ce sujet. Par exemple, les cadences n'y sont pas meilleures que chez Chrysler, Citroën ou Peugeot ; lorsque la direction peut les accélérer de façon inconsiderée, elle le fait, dans la mesure où elle ne rencontre pas la résistance organisée d'une chaîne ou d'un atelier. De même, si les salaires sont actuellement plus élevés chez Renault qu'ils ne le sont dans d'autres entreprises de l'automobile, il faut savoir qu'ils ne l'ont pas toujours été et que cette supériorité est le résultat de luttes menées notamment en 1968, 1971, 1973, 1975. Des avantages sociaux supplémentaires, des droits démocratiques supérieurs dans l'entreprise sont toujours, lorsqu'ils existent, la conséquence de luttes, et sont l'objet d'attaques incessantes. La fréquence même et l'ampleur des conflits, plus nombreux peut-être que dans les entreprises privées similaires, doit être attribuée à la force de l'organisation syndicale et politique des travailleurs de l'ensemble des usines Renault qui ont su préserver l'acquis démocratique de 1945 et s'en servir pour développer leurs luttes.

## Travailler chez Renault

**La N. C. :** Si les premières grandes grèves d'O.S. ont éclaté dans les usines Renault, ce n'est donc pas un hasard, mais le signe de la combativité ouvrière. N'est-ce pas aussi l'indice de l'acuité du problème des conditions de travail dans l'industrie automobile ?

**Aimé Halbeher :** L'évolution technologique dans cette industrie a pris la forme de la mise en place d'un outillage très mécanisé corrélativement à une déqualification du travail plus ou moins rapide selon les secteurs d'activités. Cela explique la concentration d'O.S. dans les secteurs de production automobile proprement dite de Billancourt et surtout en province où sont localisées principalement ces mêmes activités, tandis que le travail reste proportionnellement et en moyenne plus qualifié dans d'autres secteurs, comme, par exemple, celui de la machine-outil, localisé principalement à Billancourt.

L'ouvrier spécialisé, défini par sa fonction de travail à la chaîne, concentre sur sa personne les conséquences les plus lourdes de l'aggravation des conditions de travail. Il est assujéti à une machine qui n'a pas été conçue pour alléger la peine de l'homme, mais pour obtenir de cet homme, sur la chaîne, le maximum d'engagement, l'utilisation maximum de sa force de travail dans la journée de travail. Rivé à la chaîne, jamais sollicité pour penser ou donner son avis, il doit réaliser en un minimum de temps des travaux répétitifs qui ne requièrent pas l'activité variée de l'esprit, des sens ou des muscles, mais seulement l'utilisation de quelques facultés élémentaires. Du début à la fin de sa journée, derrière le masque des exigences de la machine, il répond, en fait, aux exigences du capital.

**La N. C. :** Le patronat, une certaine fraction du patronat, a bien compris que le refus des O.S. de rester fixés à la chaîne de cette façon pouvait lui poser un véritable problème quant au développement de la production elle-même. Aussi, à la suite des expériences américaines et suédoises, parle-t-on d'élargissement, d'enrichissement des tâches, des groupes de travail organisant eux-mêmes leur production.

**Aimé Halbeher :** Renault s'est inscrit dans ce courant avec la création de l'usine de Douai. Mais ces mini-expériences, là ou ailleurs, démesurément grossies, et dont la caractéristique commune est de ne



comporter aucune amélioration qualitative de l'équipement, n'ont ni pour but ni pour résultat de modifier ou d'enrichir le travail de l'ouvrier.

Le travail de l'ouvrier ne s'enrichit pas parce qu'il change d'opérations toutes les cinq minutes ou parce qu'il a plusieurs pièces à faire ; il est peut-être plus diversifié, moins monotone ; il n'est en aucun cas plus qualifié. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'en mettant en place ces nouvelles formes de travail on fait en sorte d'augmenter les normes, si bien que l'ouvrier est appelé à limiter lui-même ses temps de repos, ses temps de repas, voire à arriver avant l'heure pour réaliser sa production. On essaie, ainsi, d'obtenir par autodiscipline, auto-exploitation, une augmentation de la charge de travail à réaliser dans la journée.

La plupart des expériences de ce genre, qu'il s'agisse de Peugeot ou de Renault, ont suscité beaucoup de contestations et se sont soldées par un échec psychologique et idéologique du patronat. On a ainsi vu des ouvriers qui, comprenant qu'un travail qui engendre une fatigue plus grande à la fin de la journée et laisse moins de temps pour réfléchir est plus abrutissant qu'enrichissant, demandaient à revenir à des travaux plus répétitifs parce qu'ils pouvaient mieux programmer leur journée de travail.

### Les difficultés de l'alliance

Cependant, l'attitude des O.S., leur mécontentement, leurs revendications ne sont pas toujours compris par les autres catégories de travailleurs, ouvriers professionnels, techniciens, ingénieurs et cadres, et l'incompréhension est d'autant plus grande que

l'organisation du travail concourt à maintenir les illusions des autres catégories dans ce domaine.

Les techniciens qui étudient les équipements de production en laboratoire, et indépendamment du lieu de travail où seront utilisés ces équipements, y incorporent un certain savoir et peuvent avoir l'illusion que leurs études améliorent la condition ouvrière, répondent aux revendications des ouvriers spécialisés. Inversement, les ouvriers subissent de plein fouet la mise en œuvre capitaliste du progrès technique. La recherche d'une productivité plus grande dans le système capitaliste, c'est la recherche de l'utilisation maximale de la force de travail de l'ouvrier, en essayant d'éviter l'amélioration technique qui coûte cher. Lorsque le patron améliore la technique, c'est le plus souvent parce qu'il y est contraint pour améliorer son taux de rentabilité par rapport aux concurrents et il le fait avec le souci de rentabiliser au maximum et le plus vite possible les nouveaux équipements, par l'aggravation des conditions de travail des ouvriers et la réduction des coûts sociaux et salariaux.

L'expérience vécue des ouvriers dans la production automobile, c'est donc d'une part que les techniques de production ne s'y sont pas considérablement améliorées — on conçoit et on réalise toujours la voiture comme au début du siècle — et d'autre part que la technique n'est pas faite pour améliorer le sort de l'ouvrier. Il n'est pas facile pour nous, par exemple, de mener une action sur un thème de modernisation d'un atelier, car les ouvriers craignent, d'expérience, de voir aggraver leurs conditions de travail. Ils veulent bien se battre pour l'amélioration de l'ambiance, de l'éclairage, de la place disponible ou contre les stockages dangereux, pour l'hygiène, la sécurité, mais il n'est pas simple de les amener à se battre pour l'amélioration technique de leur secteur.

Cette indifférence, cette hostilité parfois au progrès scientifique et technique par opposition à la croyance des ingénieurs, cadres et techniciens en la neutralité de ce même progrès peuvent devenir, si l'on n'y prend garde, un facteur d'incompréhension entre les différentes catégories de salariés.

## La valeur didactique des luttes

**La N. C. :** Comment se réalise, alors, la prise de conscience chez chacun, en somme, de la dialectique forces productives-rapports de production ?

**Aimé Halbeher :** S'il y a prise de conscience, elle se réalise à la faveur des luttes et des explications qu'elles permettent d'avancer. Par exemple, on peut penser qu'il y a eu une évolution des idées des techniciens, ingénieurs et cadres si on compare leurs réactions dans les conflits de 1971 et de 1973 et ce qui se passe aujourd'hui. En 1971, la grève des ouvriers spécialisés n'a pas suscité d'emblée la solidarité de ces catégories qui n'ont pas compris pourquoi les ouvriers spécialisés réclamaient une qualification plus grande. En 1973 aussi, on a observé des réactions hostiles aux revendications des ouvriers des presses qui demandaient à passer P1. Chez les ouvriers qualifiés, par exemple, on a dit : « Demander qu'un O. S. soit P1 alors qu'il fait un travail d'O. S., ce n'est pas juste, c'est mettre en cause le travail de professionnel ; qu'ils demandent une augmentation de salaire, mais pas une qualification supérieure... »

**La N. C. :** Quelle a été la position du parti ?

**Aimé Halbeher :** Nous avons soutenu les ouvriers spécialisés en montrant que leur revendication de passer à un échelon plus élevé, par l'intermédiaire de la reconnaissance de leur qualification, correspondait à deux préoccupations inséparables : celle d'augmenter leurs ressources, mais aussi l'exigence nouvelle, dans certaines couches d'ouvriers spécialisés, d'être mieux considérés dans le processus de production et de faire reconnaître un certain travail qualifié et de plus en plus complexe.

Il me semble donc que la prise de conscience évolue en fonction des luttes, parce que ces luttes permettent un grand débat d'idées au cours duquel chacun s'interroge sur toutes les idées accumulées, diffusées par le patron. Lorsque éclate un nouveau conflit d'ouvriers spécialisés, ingénieurs, cadres et techniciens se posent



toujours des questions. C'est là qu'intervient le rôle du parti communiste pour montrer que leur propre technique n'est pas en cause, mais l'utilisation qui en est faite au niveau du processus de production. Lorsqu'on informe les techniciens, les ouvriers qu'en raison de l'augmentation des cadences, de la fatigue, de l'usure des travailleurs il y a un absentéisme de plus en plus grand, lorsqu'on parle du coût des accidents de travail, des maladies professionnelles, alors là on touche au cœur de la logique capitaliste parce qu'on retourne l'argument d'efficacité contre le patron. Même démonstration lorsqu'il s'agit de la détérioration de la qualité du produit, de la détérioration de la qualité des véhicules : dans les grandes usines automobiles, par exemple, conjointement à l'augmentation des cadences dans la production, on installe de plus en plus des secteurs de retouche qui occupent beaucoup de monde et qui ne sont pas un facteur d'efficacité.

### L'aggravation des conditions de travail de tous, une des bases matérielles de l'alliance

**La N. C. :** La parcellisation d'un travail qui, tout en devenant de plus en plus social, est de moins en moins assumé collectivement n'est pas un phénomène limité au seul travail de l'O. S. On l'observe dans les ateliers ; on l'observe dans les bureaux d'étude. L'isolement de chaque travailleur dans une tâche, l'augmentation de la charge de travail, l'autoritarisme frappent, de façon spécifique sans doute et à des degrés divers, les différentes catégories de travailleurs. Cela ne facilite-t-il pas la prise de conscience commune et par là l'alliance de chacune de ces catégories ?

**Aimé Halbeher :** On voit se dessiner des possibilités d'alliance entre agents de maîtrise, techniciens de production et ouvriers dans la production au niveau des processus de travail. Des revendications communes ont pour origine la charge de travail à réaliser qui frappe l'ouvrier en priorité mais aussi, à un moment donné, l'agent de maîtrise ou le technicien de production. Lorsque les cadences augmentent, lorsque le nombre d'opérations à réaliser dans un atelier s'accroît, l'ouvrier, évidemment, en subit le premier les conséquences. Mais comme l'acceptation des nouvelles normes ne se passe pas sans heurts, l'autoritarisme grandit ; il se manifeste sous des formes qui vont du renforcement des mesures de discipline, de surveillance, de

contrôle à l'exercice de pressions — des licenciements par exemple — pour créer un climat de crainte. L'agent de maîtrise que l'on essaie de transformer en garde-chiourme de plus en plus autoritaire est ainsi de plus en plus soumis à des tâches nouvelles en matière de contrôle, de commandement, d'administration qui nuisent parfois à sa santé, mais aussi et surtout au contenu de son travail. Son mécontentement grandit et je crois que sur ce terrain, qui est à la fois celui de l'amélioration des conditions de travail, de l'amélioration des rapports dans la production et de l'enrichissement de la responsabilité des uns et des autres, on peut faire grandir l'alliance dans les luttes.

L'attitude de la maîtrise dans les conflits sociaux concernant les ouvriers est symptomatique à cet égard. Il y a quelques années, la maîtrise se croyait obligée d'intervenir en faveur de la direction ; elle essayait de faire face à tout prix ou d'effectuer elle-même le travail qui, lors d'une grève, n'était pas réalisé par les ouvriers. Cette attitude régresse d'année en année et l'attitude nouvelle de neutralité bienveillante dans les conflits ouvriers est intéressante parce qu'elle traduit un mécontentement général des techniciens et agents de maîtrise dans la production.

**La N. C. :** N'y a-t-il pas là, pour le parti, un terrain spécifique sur lequel peut se développer la campagne pour les libertés ?

**Aimé Halbeher :** Oui, nous menons une grande campagne pour en terminer avec ces pratiques qui consistent à augmenter la charge de travail, par simple décision bureaucratique de la direction. Un beau matin, les ouvriers apprennent qu'au lieu de faire cinquante voitures ils vont être obligés d'en faire soixante-dix, ou que tel ou tel gars absent sur la chaîne ne sera pas remplacé et qu'on va leur demander de réaliser cependant le même boulot ; ou alors, ils apprennent qu'il y a eu telle panne et que cette panne, il faut la récupérer dans la production.

Toutes ces décisions imposées, entre autres les licenciements d'ouvriers sans autre forme de procès, nous les combattons fermement. Dans cette démarche, nous nous sommes heurtés au début à des incompréhensions. Est-ce que vous n'allez pas trop loin ? Est-ce que c'est juste ? Est-ce que le travailleur licencié n'a pas commis une faute qui justifierait son licenciement ? Etc. Il a fallu, il faut encore sortir un certain nombre de salariés d'habitudes qu'ils ont prises des années et des années durant, et qui les amènent à ne plus contester ou parfois à justifier ce qui est



tout à fait arbitraire. Accepter un licenciement décidé par une seule personne sans aucune forme de consultation ni même de procédure, sans avis de l'intéressé, accepter la mutation d'un ouvrier dans un autre atelier, ou le déplacement de tel ou tel remplaçant, c'étaient là des mœurs qui s'étaient établies depuis des dizaines d'années, dans les entreprises. Si bien qu'aujourd'hui encore, lorsque le parti dit : on peut vivre autrement, on peut travailler autrement, on peut obtenir et conquérir une autre dignité à l'intérieur de l'entreprise, ce n'est pas compris d'emblée. C'est dans l'action que la confiance se renforce et que la solidarité s'établit ; chaque conflit qui naît dans l'entreprise à partir de ces questions-là fait progresser les esprits, les idées au niveau de l'ensemble des travailleurs.

**La N. C. :** Les ouvriers ne sont vraisemblablement pas les seuls à subir les atteintes de changements de poste, de transformations de tâches. Des restructurations de service doivent se produire aussi chez les techniciens ou chez les ingénieurs ?

**Aimé Halbeher :** Ces catégories-là sont aussi victimes de manifestations d'arbitraire et d'autoritarisme chez Renault et il y a eu quelques résistances très dispersées depuis quelques années, quelques conflits, notamment chez les employés. Là encore, nous avons cependant à vaincre des habitudes d'acceptation de ce genre de choses, surtout lorsque la direction générale ne porte atteinte ni au salaire ni au coefficient des intéressés, quand elle déplace, déplacement qui peut même se traduire par une promotion, dans le coefficient, mais pas par un enrichissement du travail. Si nous avions un parti suffisamment fort et si nous progressions dans l'idée de la nécessité de l'action, à chaque manifestation d'arbitraire, on amènerait les techniciens, ingénieurs et cadres à exiger plus de dignité, plus de responsabilité, à exiger d'être consultés, d'être informés avant toute modification ou changement de programme, ou d'orientation de leur propre service.

La mise en évidence au coup par coup de ces manifestations d'arbitraire ne peut suffire cependant à situer les responsabilités et à éclairer les perspectives. Le rôle du parti dans les luttes et dans la bataille idéologique, c'est à la fois de se saisir des conflits quotidiens, des manifestations quotidiennes de la crise et de leur donner un éclairage national. De même pour les solutions, certains ont toujours assez d'imagination pour proposer des réformes de l'entreprise

qui ne modifient en rien les structures capitalistes et l'exploitation capitaliste, réformes qui sont des rideaux de fumée ; il y a en effet des réponses réformistes à toutes les questions, à tous les conflits au niveau des ateliers, tandis que nous devons leur apporter des réponses révolutionnaires. Le parti ne peut pas se contenter d'indiquer des solutions aux problèmes vécus dans les ateliers mais doit aussi montrer que ces solutions sont pour une bonne partie conditionnées par une solution d'ensemble nationale.

Ainsi, lorsque nous prenons en charge une lutte concernant les libertés dans l'entreprise, nous soutenons les revendications des travailleurs, nous leur montrons la nécessité de se battre pour conquérir de nouveaux droits, de ne pas accepter l'agression quotidienne, mais nous leur montrons également que la solution durable à leurs préoccupations réside dans un changement politique qui permettra à la fois la mise en œuvre de mesures de progrès social importantes et des libertés très grandes dans l'entreprise.

### Ne pas rester au niveau de l'entreprise, globaliser l'analyse de la crise et de son issue

L'analyse que chacun fait de sa propre situation, la signification qu'il donne à tel ou tel problème sont, en effet, largement conditionnées par son niveau de conscience sur la nature de la crise. S'il est imprégné de l'idée que la crise est fatale et que pour s'en sortir il faut faire des sacrifices et mettre dans le tiroir un certain nombre d'exigences, il peut excuser ou « comprendre » les gaspillages, l'abandon de pans entiers de l'industrie, le fait qu'on n'investisse pas dans tel ou tel secteur de la technique et de la science. La contestation, la compréhension de la nécessité de l'action et de l'alliance ne se développent pas s'il progresse dans l'idée que la crise a son origine dans les structures du système.

Par exemple, les ingénieurs et techniciens ont pour une grande part le sentiment qu'on pourrait faire plus, mettre en œuvre un plan de développement technique et de recherches fondamentales qui pourrait permettre d'aller beaucoup plus loin dans l'amélioration des équipements de production et l'utilisation de l'automatisation. Mais ils ont en gros l'idée suivante : on ne peut pas tout faire, la Régie Renault doit faire face à ses concurrents, il faut qu'elle investisse ; et c'est vrai que l'idée d'investir dans les pays tiers, par exemple, pour faire



face aux concurrents américains, anglais, allemands, et pour essayer de s'accaparer des marchés à l'étranger est encore assez acceptée par les techniciens et ingénieurs. Elle s'appuie sur l'esprit de compétition, de concurrence très entretenu dans l'industrie automobile ; « on est les meilleurs, que va faire le concurrent, il faut conquérir de nouveaux marchés ». Il y a une tendance à l'esprit de corps, l'esprit de la firme, de la marque, qui est moins forte, maintenant, chez les ouvriers, mais qui reste encore assez sensible chez les techniciens et les ingénieurs.

C'est là qu'interviennent les explications du parti pour globaliser l'analyse, ne pas séparer le problème des conditions de travail de ceux des conditions de vie, de l'emploi, etc., donner un éclairage national à la crise et à ses solutions.

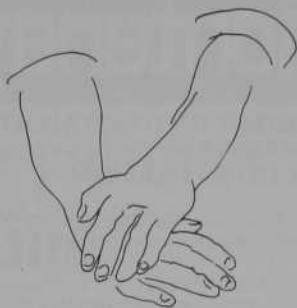
Si on reste au niveau de l'entreprise, on se heurte toujours aux limites de l'intérêt de l'entreprise dans le système actuel. Je crois d'ailleurs qu'à l'inverse le patron tente, lui, précisément, de rester confiné dans l'entreprise, de faire accepter par le technicien comme par l'ouvrier une aggravation de leurs conditions de travail à partir du simple terrain de l'entreprise. Son calcul est le plus souvent le suivant : évitons qu'on se pose les grandes questions nationales et tentons de faire croire au personnel qu'on est tous embarqués sur la même galère, que par des petits trucs on peut donner satisfaction à ses aspirations et que, dans tous les cas, si on ne donne pas satisfaction à ses aspirations, c'est parce que l'entreprise, pour l'instant, compte tenu de la concurrence, ne peut pas faire autrement ; il faut qu'elle tienne le coup, si elle allait plus loin, ça menacerait l'emploi... En essayant de limiter le débat au niveau de l'entreprise, il pense parvenir à faire grandir l'idéologie de la collaboration de classes.

Si, par nos explications, nous arrivons à montrer que c'est l'orientation actuelle du pouvoir monopoliste et l'employeur qui, pratiquant la fuite en avant dans leur politique de prix ou d'investissements, mettent en cause l'avenir même de l'entreprise, nous inversons la situation et créons une base d'alliance.

Prenons l'exemple de la machine-outil. Il existe chez Renault un secteur important d'études et de fabrication de machines-outils. Ce secteur a été, à la Libération, à la pointe de la technique et reste encore, en France, un secteur assez avancé. Mais, depuis trente ans, les concurrents étrangers, allemands, japonais, américains ont largement dépassé l'industrie française des machines-outils

et le secteur Renault s'asphyxie d'année en année. La balance commerciale est de plus en plus déficitaire ; on importe trois fois plus de machines-outils qu'on n'en exporte. Exiger qu'on investisse dans ce secteur pour que la machine-outil française redevenue ce qu'elle était, c'est une lutte qui intéresse à la fois les techniciens et les ouvriers, et qui a donné lieu, d'ailleurs, à des actions communes nombreuses. Se trouvent posés dans cette lutte les problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle et aussi de l'intérêt national. Le sentiment qu'il n'est pas juste de se faire grignoter dans un secteur où on était en avance est un sentiment très développé dans les entreprises, surtout dans une entreprise concurrentielle comme Renault. Les techniciens, ingénieurs et cadres sont aussi sensibles que les autres à l'intérêt national et la contestation de la politique d'abandon des richesses nationales devient un facteur d'alliance dans la mise en cause plus générale de l'orientation monopoliste du gouvernement et du grand patronat.

C'est ainsi que grandissent des exigences nouvelles d'information totale et complète sur les orientations de l'entreprise, de contrôle de sa gestion. Questions qu'on soulevait à peine il y a une dizaine d'années, et dont on considérait qu'elles étaient du ressort de la direction et n'intéressaient pas les élus du comité d'entreprise. Aujourd'hui l'ampleur et la gravité des problèmes sociaux, l'insécurité générale qui affecte les travailleurs concernant leurs ressources et leur emploi posent ces questions. Si elles correspondent à une conscience claire de la nature de la crise, elles doivent nécessairement déboucher non sur les revendications réformistes de participation ou d'autogestion, mais sur la perspective révolutionnaire d'un changement de société.



### Quelques éléments pour la réflexion

P. BOCCARA, « Inflation, chômage, ressources naturelles, automation. Les contradictions éclatent », *Economie et politique*, n° sur la crise, juin-juillet-août 1975.

E. CHAUNY, « Progrès technique et luttes de classe », *ibid.*

E. CHAUNY, R. TUAL, « Classe ouvrière de la R. D. A. Son combat pour la productivité », *Economie et politique*, septembre 1975.

E. DAYAN, « Le travail qualifié et la crise », *ibid.*

J. BRIÈRE, F. COHEN, M. DÉCAILLLOT, F. HINCKER, O. SCHWARTZ, « Le socialisme pour la France. Quelques réflexions autour de huit idées », *La Nouvelle Critique*, janvier 1976.

L. SÈVE, « Le bonheur est toujours une idée neuve », *ibid.*

J. CHATAIN, « A propos de l'automation. Exigence de nouveaux rapports sociaux à l'échelle nationale et dans l'entreprise », *Economie et politique*, janvier 1976.

# montenay

EXPLOITATION D'INSTALLATIONS  
DE CHAUFFAGE  
ET DE CLIMATISATION

- Conception, maintenance et financement de tous équipements collectifs.
- Services annexes :
  - Enlèvement et traitement des résidus urbains.
  - Entretien des ascenseurs.
  - Conception et entretien des espaces verts.
  - Nettoyage des locaux et parties communes.
  - Traitement des eaux (stations d'épurations, piscines, etc.).
  - Entretien de toutes installations mécaniques, hydrauliques, électriques, etc.
  - Protection et amélioration de l'environnement.

#### Principales agences

PARIS 1<sup>er</sup>  
20 rue des Pyramides - Tél. 160.37.07  
ANNECY  
6 rue Jules Baril - Tél. 57.36.71  
BORDEAUX  
38 allée d'Orléans - Tél. 48.83.95  
BOUSSY SAINT-ANTOINE  
Rue C. « Le Chat qui Pêche » - Bar -  
Esc. 2. 360025e et - Tél. 900.70.49 - Tlx  
60.572  
CHARTRES  
2 boulevard de la Courville - Tél.  
21.59.53  
CLERMONT-FERRAND  
52 avenue de Chénas - Tél. 91.99.38  
DIJON  
82 route de Dax - 21300 Chénove  
Tél. 30.71.51 - Tlx 35.968  
MARSEILLE  
19 avenue de Galliano - St Barnabé  
Tél. 49.90.40 - Tlx 43.165  
NANCY  
2 rue de Tomblaine - Tél. 24.56.08 - Tlx  
96.060  
POITIERS  
Route de la Cassette - Tél. 41.40.39  
Tlx 79.519  
TOURS - Chambray-les-Tours  
« Les Bailliers » - Route de Loches - Tél.  
28.09.53 - Tlx 75.945  
TOULOUSE  
41 rue Marabao - Tél. 62.66.48  
VERSAILLES  
31 rue de Vergeron - Tél. 950.20.18

#### Filiales

MONTENAY NEDERLAND  
Grote Looiersstraat 24 - Postbus 521 -  
Maastricht - Tél. 194.96 - Tlx  
58523 -  
MONTENAY ITALIANA  
Galleria Pasinetti n° 13 - 37100 VERONE  
Tél. 234.26 - Tlx 48465 -  
EST ET NORD-PARIS  
15 avenue de l'Opéra - PARIS 1<sup>er</sup> - Tél.  
260.30.30 - Tlx 21.815  
EST ET NORD-LYON  
7 cours de la République - VILLEUR-  
BANNE - Tél. 84.24.01 - Tlx 37.614  
EST ET NORD STRASBOURG  
4 quai Kossi - Tél. 35.35.29  
CORRALL MONTENAU LTD  
33 Kingston Crescent - PORTSMOUTH  
PO2 8 AD - Tél. 44.69.12.11 - Tlx 8618  
-  
MONTENAY BELGIUM  
18 rue de la Fontaine - BRUXELLES  
B.10000 - Tél. 13.77.10 - Tlx 25470 -  
COGEMAT  
Diego de León - 51 2 - ZOGDA MADRID  
6 - Tél. 262.75.37  
MONTENAY S.A. SUISSE  
5 chemin Maloin - 1206 GENEVE  
Tél. 47.32.88 - Tlx 27194

Département « Chauffage et services » « Les Baril-  
lers », 37 - Chambray-les-Tours. Tél. 28-09-53  
15, avenue de l'Opéra, 75 - Paris-1<sup>er</sup>. Tél. 260-30-  
30 (20 lignes groupées)

montenay SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE  
8 475 000 FRANCS. SIÈGE SOCIAL  
15, AVENUE DE L'OPÉRA PARIS

PRESENTATION  
CONGRES du P.C.F.  
du 4 au 8 février

le téléviseur  
couleur  
franco soviétique

## COMIX RUBIN 710

2990 F.



distribué par **SIRIUS**  
SICAP - SIRIUS présentent la gamme des produits importés

par **COMIX**  
PHOTO - CINE - SON

**2**  
POINTS  
DE VENTE

SIRIUS 192, rue LAFAYETTE - 75010 PARIS - Tél. 607.33.99

SICAP 4, rue CHATEAU LONDON - 75010 PARIS - Tél. 607.46.19



# Les communistes sur le campus de la halle aux Vins

François Hincker

Au début du mois de novembre, « Le Monde » publiait, en publicité payée, une demi-page surprenante : le conseil de l'université Paris VI y faisait savoir que la réduction de 40 %, en pouvoir d'achat, des crédits affectés à l'université par le secrétariat d'Etat la contraindrait à choisir entre le non-paiement de ses dépenses de fonctionnement (électricité, gaz, chauffage) et l'abandon de la plus grande part de ses activités de recherche. Quelques jours plus tard, toujours par décision officielle du conseil, l'université Paris VI décidait la suspension de ses cours et travaux : c'était le 17 novembre, jour de la discussion du budget de l'enseignement supérieur à l'Assemblée nationale.

PARIS VI a certes un conseil où les élus syndicaux des enseignants-chercheurs, des techniciens, des employés et ouvriers, des étudiants jouent un grand rôle, mais c'est une université semblable aux autres, avec ses querelles traditionnelles entre les personnels des différents cadres, ses récriminations contre les « mandarins », ses tracts gauchistes sur les conseils « pièges à cons », ses tracts S. G. E. N. - C. F. D. T. contre le conseil des « patrons » (universitaires), son idéal d'« apolitisme » chez beaucoup d'enseignants... Alors, comment et pourquoi en est-on arrivé, à Paris VI, à cette démarche exceptionnelle : un conseil en corps constitué s'opposant au pouvoir non sur un point mineur, non sur un sujet corporatif, mais sur l'essentiel — démarche, d'ailleurs, à laquelle les moyens d'information, à l'exception de *L'Humanité*, se sont bien gardés de donner de la publicité, eux qui sont si friands de la moindre séquestration d'un président d'université ici ou là ?

Pourquoi et comment ? Nous l'avons demandé à la section du parti communiste de la « halle aux Vins », la première section universitaire dans l'histoire du parti, et qui a ouvert la voie à une dizaine d'autres.

Paris VI, c'est les deux tiers du campus de la halle aux Vins. C'est une université qui associe des scien-

ces de la nature et de la vie à des C. H. U. très importants (naturellement situés en dehors du campus). L'autre tiers de la halle aux Vins, c'est la plus grande partie de Paris VII, également scientifique, avec des U. E. R. de sciences sociales et humaines. En tout, la plus grande entreprise de Paris par ses salariés de tous statuts (10 000 personnes) et près de 65 000 étudiants (y compris les C. H. U.).

Depuis plusieurs années, les crédits des deux universités stagnent puis régressent, et leur histoire est parsemée de menaces d'arrêt des inscriptions étudiantes et d'impossibilités de satisfaire les légitimes revendications salariales et de stabilité d'emploi formulées par les personnels vacataires ou temporaires recrutés par l'université elle-même hors des cadres de la fonction publique (cela fait 30 % du budget à Paris VI, 50 % à Paris VII). Sur ces terrains, le gauchisme, en utilisant les idéologies « illitchiennes » sur la nocivité de la science et les puissants ressentiments antihérarchiques qui se manifestent chez les enseignants et les chercheurs, a continuellement cherché à mettre en accusation les syndicats et le conseil d'université de Paris VI pour leur attitude de principe de défense du potentiel de recherche. Paris VII, dont la présidence réalise un mélange de techno-

cratisme assez proche du pouvoir et de démagogie gauchisante, échappe davantage à cette petite guerre du gauchisme.

Les sections syndicales et les élus ont toujours fermement lutté contre l'asphyxie progressive des universités, mais en 1974 et au début de 1975, sous l'effet de l'idéologie de la fatalité de la crise, il est bien vrai que les actions de masse ont été un temps difficiles, un certain pessimisme, une certaine culpabilisation se faisant jour dans les catégories décisives dans une université, celles des enseignants-chercheurs. C'est alors que sans aucun doute l'intervention propre du parti, à son niveau spécifique, a joué un rôle considérable pour renverser le courant et contribuer à la capitalisation de plusieurs années de luttes des personnels.

Bien implanté (deux cent quarante adhérents, dix cellules plus deux autres sur le Museum et le Jardin des Plantes tout proches), écouté sur le plan politique général (rassemblant souvent des centaines de personnes dans ses « amphis », ou multipliant par six la vente de *L'Humanité-Dimanche* le jour de l'opération vérité sur les sociétés pétrolières), le parti avait encore des difficultés à faire passer sa politique universitaire, son appel à lutter contre l'austérité dans la recherche scientifique (tel que Paul

Laurent l'avait lancé en décembre 1974 à la Sorbonne).

Il décida alors de prendre les choses à la racine, au fond. En mai dernier, il organisa trois jours de débats pour la science sur le campus. A la rentrée, il fait connaître les projets de redéploiement des universités soumis au nom du pouvoir par la commission Pierre Uri à la conférence des présidents des universités tenue à Villard-de-Lans, projets tendant à faire des universités des prestataires de services pour les monopoles. La section du parti fait savoir que le président de Paris VII a élaboré son propre plan tout à fait conforme à cette politique, en hypertrophiant par exemple les secteurs d'informatique appliquée et de gestion au détriment de la recherche fondamentale. Les deux projets, le national et l'universitaire, étaient tout à fait inconnus des personnels. Leur révélation fait grand bruit sur le campus. Les communistes sont regardés sur ce terrain aussi comme les gens qui dévoilent la vérité.

Pour la première fois ils interviennent en tant que tels dans les assemblées universitaires. C'est ainsi qu'à une assemblée des U. E. R. « littéraires » de Paris VII la secré-

taire de cellule, ès-qualités, démonte les projets du pouvoir et de la présidence, appelle à lutter pour la défense et le développement de tous les secteurs d'enseignement et de recherche, met en garde contre les tendances à formuler des « contre-plans » et sur cette base fait signer une pétition de masse. La section publie une lettre ouverte aux membres du conseil de Paris VII. La présidence de cette université doit publier des explications embarrassées : ce n'était que des hypothèses, rien n'est fait...

Sur Paris VI, où le consensus est large sur l'idée de la défense de la recherche, l'annonce de la réduction du budget de l'université fait déborder le vase. Les syndicats, tels ceux du personnel non enseignant, et c'est bien compréhensible, qui avaient tendance à s'agacer de l'insistance du S. N. E. Sup. à veiller sur la recherche fondamentale, participent pleinement à la protestation, à l'idée de la page du *Monde*, à la « grève » du 17, à l'organisation de la journée : ce jour-là, les assemblées syndicales connaissent des participations exceptionnelles. Dans presque toutes les U. E. R., les directeurs et les assemblées générales discutent de la situation du secteur. Presque partout, les cellules interviennent pour mettre en

garde contre les illusions qui pourraient naître du succès remarquable de la journée. A la suite de celle-ci, Soisson accordait une rallonge de cinq millions et en promettait une autre de dix, qu'il remettait en cause quelques jours plus tard : alors la présidence faisait savoir à la section du parti qu'elle désirait en avvertir le groupe parlementaire communiste... Elle avait reconnu ses défenseurs.

Les choses sont compliquées, car, par exemple, les mêmes U. E. R. de Paris VII qui avaient signé massivement la pétition des communistes ont pu quelques jours après écarter un communiste aux élections pour le conseil ; comme pour lui signifier qu'il ne fallait pas que les communistes prennent trop de place... De même, le mouvement d'adhésions, en particulier chez les enseignants-chercheurs, n'a pas été à Paris VI et VII en 1975 à la mesure de ce qu'il fut dans l'ensemble du parti. Mais il n'empêche : en 1975, les communistes de la halle aux Vins sont devenus pour tous, qu'ils s'en réjouissent ou qu'ils s'en inquiètent encore, ceux sans qui on ne pourrait entrer en lutte pour la défense de l'avenir de son métier, de sa discipline, de ce qui fait la vie de chacun. Et l'on est passé de la résignation à l'action.

McCaum-Etchison

# Soif d'aujourd'hui

Bouteille  
Coca-Cola

# Télévision : le roi Profit



Serge Goffard

En un an, depuis l'éclatement de l'O. R. T. F. en sept morceaux, la télévision française a bien changé. Bien, façon de parler. Lorsqu'il est parlé d'elle, c'est surtout à propos des journaux télévisés et il est normal que l'information soit une préoccupation importante : chaque jour des millions de personnes la reçoivent sous la forme d'un raccourci fantastique puisque, si l'on opérât la transformation, ces journaux tiendraient, au plus, dans une seule page du « Monde ». Et, pour bien des gens, la télévision est la seule source d'information.

**M**AIS ce n'est là que la partie cachée de l'iceberg en couleurs qu'est la télé, parce qu'il ne faut pas « oublier » le reste, l'énorme reste que forment toutes les autres émissions. Le problème est là, tant qu'il n'y sera pas pensé, la question de la culture aujourd'hui, en France, restera amputée d'une dimension fondamentale. Une enquête déjà ancienne (1967) montrait qu'un Français sur deux ne lit pas de livre. Combien ne regardent jamais la télévision au cours d'une année ?

Sans faire de ce moyen de communication et d'expression le monstre mac-luhanien qui anéantirait tout autre type de communication et d'expression, force est de constater que dans les conditions actuelles de vie de l'immense majorité des Français, et tout particulièrement des travailleurs, il est le moyen privilégié de contact avec la culture. La pauvreté du réseau de théâtres, de cinémas, de salles d'expositions, de bibliothèques, les horaires de travail et les temps

de transport, la fatigue accumulée contraignent des dizaines de millions de Français à ne pouvoir s'informer, se divertir et s'ouvrir au monde des autres que grâce au petit écran. Dans bien des cas, la télévision est le seul moyen de répondre aux besoins produits par l'organisation socio-économique actuelle.

## Le transfert

De tout cela, ceux qui sont au pouvoir sont conscients. C'est pourquoi ils apportent des réponses complexes à cet ensemble de problèmes. Dans une interview à l'hebdomadaire *Télé-Poche* (31 décembre 1975), le porte-parole du gouvernement, André Rossi, abordait le bilan de l'année 1975 en véritable capitaliste : il n'y a pas eu de problèmes financiers. Les sept sociétés sont rentables... mais à quel prix !

D'un côté, les trois chaînes ont bénéficié d'émissions commandées

par l'ex-O. R. T. F. Donc tout bénéfice. D'un autre, il y a eu utilisation régulière d'émissions anciennes et qui avaient déjà été programmées. Mais surtout, on a vu apparaître en force les émissions et les feuilletons produits soit par des entreprises privées, soit en coproduction, c'est-à-dire fortement contraints par les impératifs commerciaux. Cela apparaît, financièrement, comme l'effet d'une gestion de budget réduit ; en fait, il y a modelage culturel.

Utiliser le déjà existant n'est négatif que parce que simultanément on réduit les commandes, on rogne les budgets d'émissions en cours. Et ces pressions, au nom des nécessaires sacrifices financiers en cette période de crise, conduisent à une forme efficace de censure en ce qu'elle n'est pas perçue par les téléspectateurs et qu'elle se masque des traits de l'argent. Si un réalisateur ou un producteur présente un projet qui peut être jugé dangereux par les idéologues du pouvoir, il leur sera rarement signi-

fié un jugement politique : l'administration invoquera les dépenses excessives et créera des obstacles matériels tels que le projet sera abandonné ou, pour le moins, profondément remanié. Comment parler de liberté de création à la télévision dans ces conditions ? Ce n'est même plus un droit formel.

L'intrusion du privé est plus dangereuse, peut être, parce que de telles émissions échappent presque totalement au contrôle des chaînes. On pourrait rétorquer que, dans les conditions que nous venons d'évoquer, ce n'est pas un mal. En effet, c'est une pire : produire dans ce cas ne peut se concevoir qu'à une grande échelle de diffusion, la France n'étant qu'un des cas. Satisfaire les chaînes privées des autres pays est loin d'être un impératif culturel stimulant. Les objectifs sont essentiellement commerciaux : on part de ce qui marche déjà et on recommence, sous d'autres cieux et d'autres costumes. Il faut rentabiliser les investissements en matériel et en personnel, la qualité, la recherche culturelles n'interviennent pas. Comme dans le domaine de l'édition, les exigences du profit commercial transfèrent le contrôle et l'initiative idéologiques vers ceux qui disposent des capitaux. La culture en ressort mal en point.

## Tuer la création

André Rossi se félicitait du succès de la loi en matière de concurrence entre les chaînes. Parce qu'elle serait génératrice de novation. Mais en fait à quoi a-t-on assisté, cette dernière année ? A un véritable laminage. La concurrence ne conduit qu'à l'uniformité : les responsables des chaînes, avides de pourcentages, élevés d'écoute, ne cherchent pas à défricher de nouvelles voies télévisuelles, ils vont à ce qui a déjà eu du succès. Ils y sont d'ailleurs contraints s'ils veulent recevoir de l'argent puisque dans ce régime on ne prête qu'aux riches. Si une émission est originale mais ne touche que trois ou quatre pour cent de téléspectateurs, elle sera reléguée à des heures marginales, voire tout simplement aux oubliettes. Il y a, bien sûr, quelques exceptions qui confirment la règle (les émissions sur *Cuvier* ou *Philippe de Champagne*, pour ne parler que de récentes), mais elles servent d'ali-bis, elles ne participent pas d'une volonté affirmée et constante de qualité. Programmer quatre émissions de Karlin sur les prisons américaines est une fausse audace puisque le succès est assuré (celles sur Bruno Bettelheim le garantissent). Cela dit, nous ne faisons pas intervenir maintenant les

réactions des publics aux émissions, c'est une autre question qui, heureusement, porte en elle l'avenir de la télévision.

De telles préoccupations conduisent à l'analphabétisation culturelle, à la désertification. De plus en plus on assiste à de pénibles réductions. Dans la semaine du 3 au 9 janvier 1976, neuf films sont proposés pour les trois chaînes : cela n'a que peu de rapports avec la télévision. D'autant moins que les films choisis sont, de splendides navets. Au cours de la même semaine, quatre feuilletons ou séries. Où est l'innovation encore puisque l'un d'eux (*Nans le berger*) est une rediffusion et qu'un autre (*Police Story*) a fait les mauvaises soirées des télé anglo-saxonnes...

A côté de ces misères on a trouvé les grandes machines à costumes du genre *Marie-Antoinette* (héroïne giscardienne ?) ou *Splendeurs et Misères des courtisanes* où la recherche des effets supplante la réflexion balzacienne. Sans parler de la seule image du théâtre que reçoivent des millions de gens (et parmi eux combien de jeunes) par le canal d'*Au théâtre ce soir* !

Systématiquement, avec acharnement, le pouvoir déverse des stéréotypes culturels et fournit une satisfaction mystifiée aux besoins réels. Un exemple étonnant reste l'émission de Bernard Pivot, *Apostrophes*, dont les prétentions culturelles sont la trame et l'enjeu. Chaque émission traite d'un sujet : récemment la linguistique fut abordée. Mais quelle image en ont eu ceux qui la regardèrent lorsqu'on leur servit un préfet en rupture de ban au langage jugé trop vert par Poniatowski et une séance sur l'argot ! Ici, la culture est parcellisée, transformée en simple source d'information et non comme un moyen constitutif de formation de la personnalité et de maîtrise du monde.

La télévision, en tant que moyen spécifique de communication et d'expression, tend à disparaître au profit d'une conception véhiculaire mise au service des intérêts de la classe dominante. Pourtant, parfois l'on se prend à rêver, ne serait-ce qu'en regardant le simple reportage *télévisuel* réalisé par Ange Casta pour le *Dossier de l'écran* consacré au chômage (6 janvier 1976)...

## Contradictions

Pour autant, malgré tous les efforts pour flatter les publics, pour réchauffer les succès acquis, côté téléspectateurs, le bilan reste négatif. Un sondage de *Télé-Jours* (20 décem-

bre 1975) établissait que très majoritairement les téléspectateurs ne regardaient pas davantage les nouvelles télévisions, ni ne trouvaient meilleurs les nouveaux programmes. Plus de cinquante-sept pour cent des personnes interrogées désavouent ces nouvelles formules. Constat non négligeable : les réponses fournies par le pouvoir ne sont pas acceptées, les publics rechignent. Ainsi, une fois de plus, l'image du consommateur passif, ingurgitant avec délectation la bouillie proposée, est détruite. C'est bien pourquoi, tout en sachant avec certitude que dans le cadre du régime actuel il est impossible de faire de la télévision l'outil de culture qu'il devrait être, il est impératif de défendre le droit de création et de conception. Lorsqu'une « bonne » émission passe, en général le public ne se trompe pas, il lui fait bon accueil. Non pas en vertu de quelque miracle d'intelligence et de goût, mais parce que les transformations sociales et politiques informent les besoins des téléspectateurs, les amènent à rechercher des réponses aux questions posées par l'histoire qu'ils vivent et font.

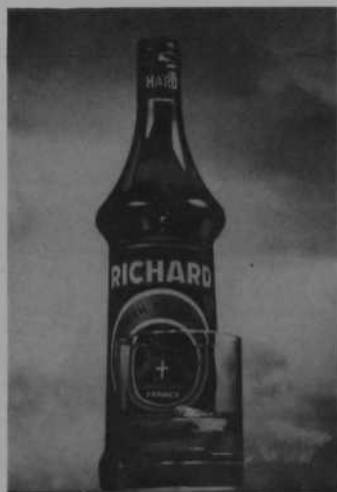
Il existe de nombreuses contradictions dans cette situation : désireux de favoriser le profit commercial et de promouvoir les ventes de récepteurs (le passage de TF 1 à la couleur est une aubaine pour les constructeurs), les hommes du pouvoir sont amenés à satisfaire certaines demandes, pour être crédibles afin de vendre. La diffusion d'émissions de qualité est idéologiquement contradictoire parce que l'exigence de qualité est incompatible et avec les normes commerciales (que régit l'habitude) et avec le souci d'hypnotisation culturelle recherchée par le pouvoir. La soif de compréhension et d'information des publics, née de la situation de crise, de l'intuition (ou de la certitude) qu'un régime est en train de mourir, ne peut s'éteindre avec les brevets gouvernementaux. Et l'exigence d'un authentique renouvellement est fonction d'une situation culturelle qui confie à la télévision un rôle de quasi-monopoleur de diffusion et de création culturelle.

Les nouvelles sociétés de télévision furent lancées au milieu d'un énorme tapage autour du changement et de la libéralisation. La poudre retombe, les yeux sont restés ouverts : en moins d'un an, l'illusion a été réduite. La situation de la culture à la télévision n'est pas florissante, les visées du pouvoir s'y opposent, mais les aspirations de ceux qui « font » la télévision et celles de la plus grande partie du public s'allient. Faisons en sorte qu'elles deviennent action.

# LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.



CRÉDIT AGRICOLE  
8000 BUREAUX.



VERMOUTH  
**RICHARD**

**RICARD**  
ANISETTE



calvados  
**BUSNEL**

produits distribués par la société

**RICARD**  
ANISETTE LIQUEUR

# Direction Argenteuil

## Quelques jalons sur un chemin

Claude Prévost

**Il y a bientôt dix ans, dans une banlieue lointaine guère illustrée jusqu'alors (mais ce n'était pas rien !) que par quelques pinceaux impressionnistes, le comité central du parti communiste français tenait séance. On le sait : il y fut question d'idéologie et de culture, et, naturellement, de littérature et d'art.**

C'EST la littérature et l'art qui m'intéressent ici et, puisqu'on en dit le texte introuvable, je commence par citer deux paragraphes de la résolution, qui en traitaient succinctement :

« Qu'est-ce qu'un créateur ? Qu'il s'agisse par exemple de la musique, de la poésie, du roman, du théâtre, du cinéma, de l'architecture, de la peinture ou de la sculpture, le créateur n'est pas un simple fabricant de produits desquels les éléments sont donnés, un arrangeur. Il y a dans toute œuvre d'art une part irréductible aux données et cette part, c'est l'homme même. Tel écrivain, tel artiste était seul capable de produire l'œuvre créée. Concevoir et créer, c'est ce qui distingue les possibilités de l'homme et celles de l'animal. La culture, c'est le trésor accumulé des créations humaines. Et la création artistique et littéraire est aussi précieuse que la création scientifique, dont elle ouvre parfois les voies. Une humanité débarrassée des contraintes et des entraves qu'impose le "calcul égoïste" doit pouvoir trouver ce trésor et s'en saisir dans sa totalité.

» L'héritage culturel, toutefois, ne saurait être considéré comme constitué de créations du passé, qu'on se borne à épousseter, en leur donnant un sens au goût du jour. Où, d'ailleurs, commence le passé ? L'héritage culturel se fait chaque jour, il a toujours été créé *au présent*, c'est le présent qui devient le passé, c'est-à-dire l'héritage. C'est pourquoi l'on ne saurait limiter à aucun moment le droit qu'ont les créateurs à la recherche. C'est pourquoi les exigences expérimentales de la littérature et de l'art ne sauraient être niées ou entravées, sans que soit gravement porté atteinte au développement de la culture et de l'esprit humain lui-même. »

Je sais : il ne manquera pas de lecteurs pour trouver quelques formules vieilles, voire naïves ou idéalistes. Mais mon propos n'est pas une « défense et illustration ». Au demeurant, comme le remarque plus tard Roland Leroy<sup>1</sup>, ce texte n'était pas « le petit livre rouge ». Ni non plus

une « auberge espagnole ». Pour m'en tenir à l'essentiel, je remarquerai quand même que ces brefs passages consacrés à la littérature et à l'art avançaient trois principes lourds de conséquences (bénéfiques) :

1. La création littéraire et artistique est aussi précieuse que la création scientifique.

2. Recueillir l'héritage culturel est, pour le parti d'avant-garde, une obligation impérieuse.

3. L'héritage se faisant, comme l'aurait dit un philosophe trop peu écouté, M. de La Palice, *au présent* (souligné dans le texte)... On se moque, mais voyez la conséquence : tout créateur a un droit imprescriptible à la recherche : ce qui, on en conviendra, n'était pas alors — et n'est pas encore —, pour les communistes de partout, une évidence...

Mais, comme l'expliquait encore Roland Leroy, si ce texte *historique* ne peut être considéré « comme une arrivée où le parti mettrait pied à terre, un dogme ayant été fixé une fois pour toutes », Argenteuil ne fut pas davantage « un commencement ».

Comment en est-on arrivé là ? Longue et passionnante histoire que déjà on tente d'interroger<sup>2</sup>.

Mon propos est bien plus limité. Il ne s'applique qu'au domaine (relativement) restreint de la littérature, et un peu de l'art. Parmi les interventions qui ont, parfois de très loin et de manière très indirecte, « préparé Argenteuil », j'ai choisi huit textes et, un peu pour la symétrie, quatre d'avant et quatre d'après guerre. On lira donc ici quelques « explications de texte ».

Mon choix est tout à fait subjectif, donc arbitraire. Toutes les objections seront les bienvenues et j'en aperçois déjà de graves, et de sévères. Car des noms surprendront sûrement : ceux d'écrivains qui n'ont jamais « eu la carte du parti » ou qui même, l'ayant eue, l'ont rendue. Mais je n'en crois pas moins que leur œuvre a marqué à des titres divers la conscience des communistes

1. *La Culture au présent*, Editions sociales, 1972, Introduction, pp. 20-21.

2. Cf. Bernard CHAMBAZ, « La Politique culturelle du P. C. F., formation et réalités nationales », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice-Thorez*, n° 12-13.





« L'Humanité »  
13-2-1976

# Argenteuil et la

VOICI dix ans : la session du Comité central d'Argenteuil affirmait le rôle et la fonction spécifiques des pratiques artistiques, parmi les autres activités humaines (1).

Est-ce à dire que la chose était acquise ? Que nous n'aurions plus qu'à « appliquer » désormais ? Argenteuil a bien plutôt amorcé un processus qui n'aura d'ailleurs jamais de « fin ».

Tout d'abord parce que la question, faussée depuis plus d'un siècle, n'est pas simple à poser, encore moins à résoudre. Ensuite parce que des contradictions sans cesse nouvelles viennent, à chaque moment, en modifier les données, les termes, les enjeux, et que chaque étape fait naître de nouveaux problèmes. Enfin, il ne s'agit pas là de trouver une solution « définitive ».

S'il est vrai que les pratiques artistiques ont eu, ont et auront une autonomie relative par rapport aux processus scientifiques, aux luttes sociales et politiques, ce serait pur idéalisme de croire qu'elles aient dans tous les temps et dans tous les pays, le même rôle, qu'il suffirait de le définir une fois pour toutes. L'alternative n'est pas la dépendance mécanique ou l'autonomie absolue. Une analyse dialectique doit permettre — et c'est en quoi la base donnée par Argenteuil est si précieuse — de comprendre et d'analyser progressivement en quoi réside pour chaque pays, chaque époque, la spécificité des pratiques artistiques, le rôle qu'elles jouent dans les sociétés humaines.

## Responsable et scientifique

En viens à Argenteuil : de quelle « reconnaissance », de quel « engagement » s'agissait-il, s'agit-il ?

Reconnaissance de l'utilité spécifique du rôle « irremplaçable » — non réductible à l'idéologie, au politique, ou au scientifique — des pratiques artistiques. Il est aisé d'ironiser sur la « prudence » d'une telle position. Il s'agit en fait d'une prudence responsable et scientifique. En l'état actuel des recherches théoriques sur ce sujet, toute définition plus précise ne pourrait être qu'immature, dogmatique. D'autre part la résolution d'Argenteuil ne peut être prise comme une simple intervention dans un débat théorique : il s'agit d'un texte politique. Ceci, loin de diminuer sa valeur théorique, en est au contraire la condition : une définition plus précise faite en ce lieu et en l'état des connaissances dans ce domaine, eût été en parfaite contradiction avec son objet même, eût préjugé des recherches en cours (dont, précisément, la résolution affirme la nécessité et l'indépendance), eût d'avance soumis la recherche scientifique au primat du politique.

Positivement, quel intérêt avait, et continue d'avoir, une telle « reconnaissance » ?

1. C'est refuser le mécanisme, qui rabat les pratiques artistiques au rôle de diffusion et d'enregistrement idéologique ou politique, qui réduit les artistes à n'être — consciemment ou non — que les valets ou les « échos sonores » de vérités acquises en dehors d'eux. (Cf. Résolution, p. 8, § 5). En ce sens, cette reconnaissance est bien aussi un engagement à ne pas confiner les artistes à ce rôle.

2. Lié à ce qui précède, c'est aussi le refus de réduire ces pratiques artistiques à un prétendu « contenu », lequel serait, lui, justiciable d'une évaluation politique. (J'y reviendrai.)

3. Face à une idéologie qui feint de considérer ces activités comme étrangères — par la grâce de Dieu et du « génie » réunis — à la « basse » des luttes sociales et politiques, à la « froideur » bornée de la connaissance scientifique, pour mieux les enrégimenter de fait, la résolution d'Argenteuil affirme leur nécessité sociale. Contrairement à l'idée généralement reçue, affirmer la nécessité des pratiques artistiques, refuser le statut « de luxe » que leur impose l'idéologie dominante, c'est se donner les moyens de ne pas les soumettre.

Ce « luxe », cette « gratuité », ce renvoi à l'empyrée d'un monde spirituel « désintéressé », sont, de fait, l'instrument même de leur dépendance actuelle. La censure n'est que le tout petit bout de l'iceberg : la vraie contrainte, l'étouffement de fait, ne sont pas là. La contrainte économique, le système d'enseignement, qui sélectionne impitoyablement l'accès aux pratiques artistiques, mais aussi l'accès à leur « consommation » (puisqu'il est faux clivage est encore massivement dominant) : qui vise à écarter d'elles la grande majorité des élèves, et, parallèlement, à en programmer d'avance l'effet dans le sens d'une réduction morale et idéologique : les conditions de travail, de vie, etc. ; voilà qui, bien plus massivement, bien plus efficacement que la censure au sens habituel du terme — dont le pouvoir se sert par surcroît — tient en laisse, à la remorque de l'économique, encore plus que du politique, les activités artistiques dans notre pays.

Si la résolution d'Argenteuil fait preuve de prudence scientifique, elle témoigne aussi d'audace politique.

## Pas seulement

Depuis Argenteuil, on emploie beaucoup l'expression « liberté de création », pour définir, précisément, l'esprit d'Argenteuil, rappeler l'« acquis » de cette résolution, où, pourtant elle ne figure pas.

Or cette expression a soulevé et soulevé, autant parmi les artistes que parmi les théoriciens communistes, des problèmes réels. Très grossièrement, il tourne autour des problèmes suivants : peut-on parler de « création » pour désigner les

activités artistiques ? Peut-on parler de la « liberté » des artistes, de la « liberté » de leurs œuvres dans une société de classes ? Ce qui est en cause c'est donc d'abord le terme de création.

**Création** : d'une part ce terme est héritier de la tradition idéaliste qui atrophie la critique littéraire comme la critique d'art, isole les activités artistiques de leurs conditions de production, ne les rapporte qu'à leur seul « auteur » — conçu dès lors dans la conception individualiste de l'homme face à la société —, interdit par là toute analyse matérialiste de leur rôle.

D'autre part, ce terme implique la séparation d'un « Avant » (au commencement était la création...) et d'un « Après » (que faire, quel usage fait-on des « créations ») : opposition statique, bien peu dialectique, qui s'oppose à notre conception de la culture comme processus.

En outre : même si l'on écarte les connotations fortement religieuses du mot (elles restent pourtant très efficaces) il reste que le, ou les sens les plus communs de ce terme le rendent plus que suspect. Ainsi, le dictionnaire Robert donne : « 1° Action de DONNER L'EXISTENCE, de tirer DU NEANT... » (et bien entendu tous les exemples cités se réfèrent à la création divine) ; puis « 2° L'ensemble des choses créées ; le monde CONSIDÈRE COMME CREE... » (c'est moi qui souligne).

Aucun marxiste, à plus forte raison aucun communiste, ne saurait accepter ce sens étranger au matérialisme, à la dialectique, à l'histoire ; ne saurait même transiger avec lui, trouver un point ou un lieu de compromis. Ces deux définitions sont absolument idéalistes et anti-dialectiques. Or il faut reconnaître qu'elles rendent très correctement compte de l'acceptation du mot en français. C'est dire qu'il ne s'agit pas seulement de « débarrasser » le terme d'une gangue de connotations pour en dégager le noyau rationnel d'un concept.

## Tisse un réseau

Mais : nulle part la résolution d'Argenteuil n'utilise tel quel, tout chaud sorti de l'idéalisme, le mot de création ; tout le contexte, en général et en particulier, le mine, le dévie, le transforme, le « travaille », de manière à lui injecter des notions étrangères à la définition sus-citée de Robert, étrangères au « sens courant » en français ; celles de travail, de connaissance, d'histoire, de fonction... Elle s'attache à rendre premier le troisième sens que donne le Robert, et à le détacher de la tutelle des deux premiers : « 3° ACTION DE FAIRE, D'ORGANISER, une chose qui n'existe pas encore... PROCESSUS DE CRÉATION... » Ce qui revient en fait à décentrer le mot, à pousser en avant les notions de transformation et de processus qu'il évoque très en sourdine, dans

1. La Culture sent, Editions 1972, Introduction, 21.

2. Cf. Bern BAZ, « La Potentielle du P.C. tion et réalité les », Cahiers de l'Institut M rez, n° 12-13.



de leur temps et, je l'espère, marquera aussi notre réflexion actuelle. En outre, ce qui constitue l'une des « bonnes habitudes » de notre parti, c'est sa capacité d'écouter les autres, à plus forte raison quand il s'agit d'aussi précieux « compagnons de route ». Du reste, la réflexion qu'ils ont alors produite, si elle a enrichi les communistes — et parfois à leur insu et comme souterrainement — n'est pas non plus imaginable sans l'existence du parti, sa pensée, son travail, son combat.

On objectera enfin que citer un seul texte d'Aragon relève de la bravade. Cela serait vrai sans la contrainte qu'impose le parti pris de ces « explications de texte ». Il va sans dire qu'on pourrait — et devrait — citer dix, cent textes d'Aragon. Je choisis l'occasion pour redire que si Aragon a publiquement et poétiquement dit à son parti *merci de ses leçons*, la réciprocité s'impose : sans Aragon, nous ne serions pas ce que nous sommes.

Un seul texte d'Aragon, donc, et à regret. Mais il a joué un rôle décisif, dans un moment qui ne l'était pas moins.

## I. L'avant-guerre

### Texte 1 : Jean-Richard Bloch

*Dans le domaine de la technique comme dans les autres, l'art naît d'oppositions et prend conscience de lui-même par réaction contre les tendances dominantes du goût public et son penchant vers la facilité.*

*Quelle que soit la nature de la société, il y a et il y aura toujours des artistes qui utiliseront les formes courantes du langage et il y aura ceux qui feront l'essai de formes nouvelles.*

*Il y a, chez les aviateurs, les pilotes de ligne, utilisant — avec énergie et hardiesse — des modèles de série, et ceux qui travaillent, dans les instituts aérodynamiques, à combiner et à essayer des prototypes nouveaux.*

*Il est inévitable et nécessaire qu'il y ait des écrivains pour un million de lecteurs, des écrivains pour cinq cent mille lecteurs, et des écrivains pour cinq mille lecteurs.*

*Quand une société est en train de réaliser la grande volonté socialiste d'être une société, sans classes, il lui incombe de veiller, plus qu'une autre, à ce qu'il ne s'introduise pas, dans l'art, que des notions de masse. Il faut admettre, entre les écrivains, les mêmes spécifications qu'entre les ingénieurs, les mêmes qualifications qu'entre les ouvriers.*

Publié dans *Europe*, 15 septembre 1934.

EN 1934, Jean-Richard Bloch n'est pas encore communiste. Mais il a fait partie de la délégation des écrivains français (Aragon, Malraux, Nizan, Pozner) qui a assisté à Moscou, du 17 août au 1<sup>er</sup> septembre, au 1<sup>er</sup> Congrès des écrivains soviétiques.

L'événement est énorme, merveilleux et ambigu, débordant de promesses inouïes et chargé de sombres présages. Il faudrait beaucoup de soins et de place pour donner la mesure d'un tel rassemblement où l'on voit, pour la première fois,

la littérature devenue l'affaire vitale d'un peuple — pour évoquer, par exemple, la qualité des invités étrangers, Alberti, Nezval, Klaus Mann, Nexö, Hoffmeister, Novomesky et une pléiade d'écrivains allemands antifascistes, et ceux venus de Suède, du Japon, d'Angleterre, des Etats-Unis, de Hollande, de Grèce, de Turquie et de Chine ; la présence de délégués soviétiques accourus de régions de l'Union où, quinze années plus tôt, le peuple n'était pas seulement analphabète mais parlait une langue dont n'existaient pas d'équivalent écrit ; l'irruption dans le congrès d'un public nouveau venant en délégation saluer les écrivains, métallos moscovites et mineurs du Donbass, paysans kolkhoziens et soldats de l'Armée rouge, constructeurs du métro, marins, cheminots et étudiants, enseignants et ingénieurs, pionniers juvéniles et vieux bolcheviks ; la variété enfin, et la dissemblance, des interventions, qui firent de ce forum un lieu où l'on discutait vraiment. Mais comment ne pas évoquer en même temps, sous la pression énorme et sympathique de cet immense public nouveau avide de s'instruire, de comprendre tout, et tout de suite, et sous l'action lente et insidieuse d'un pouvoir à la fois enivré de ses succès et inquiet de ses victoires, les signes d'une mise au pas de la littérature ou tout au moins déjà les indices d'un rétrécissement singulier de la perspective ? Comment ne pas prendre garde, rétrospectivement, aux salutations qu'adresse au nom du parti un personnage rien moins que brillant et dont le discours terne ne suscite alors ni les passions ni même une attention très vive, mais Jdanov est déjà là, en quelque sorte « placé » — ou à la polémique violente que même contre Joyce et l'art moderne, quelques années avant de disparaître lui-même à la suite des grands procès, un homme de prestige tel que Radek ?

Mais on répond à Radek — les Allemand, entre autres, et aussi Jean-Richard Bloch, que Radek avait critiqué pour son « individualisme » et qui reprend la parole pour répondre et se défendre<sup>3</sup>.

Ce congrès suscite des sentiments contradictoires. On ne peut que partager l'émotion et l'allégresse du poète Pasternak (mais oui, celui qui écrira bien plus tard *Le Docteur Jivago*...) lorsqu'il déclare à la tribune : « Pendant douze jours, depuis le présidium, j'ai poursuivi avec mes collègues, avec vous tous, une conversation muette. Nous échangeons des regards et des larmes d'émotion, nous nous faisons des signes et nous lançons des fleurs. Pendant douze jours nous avons été unis par un bonheur bouleversant : que ce haut langage poétique naît de lui-même dans la conversation avec notre temps, avec le temps des hommes qui se sont attachés aux liens de la propriété... » Mais on ne peut pas oublier non plus que dès lors le réalisme soviétique commence à se figer en dogme, que de « cette union organique de toute la littérature autour d'un principe méthodologique commun<sup>4</sup> » va sortir un concept qui ne cherchera pas à imposer seulement une « méthode » mais un *style*, ni que cette union qui réconcilie de gré et de force le « courant prolétarien » et les « compagnons de route » exclut le « modernisme », c'est-à-dire l'avant-garde. Honoré officiellement, à titre posthume, Maïakovski est décidément bien mort.

C'est cette évolution que pressent et redoute Jean-Richard Bloch, et courageusement, à la tribune du congrès, il prononce une mise en garde.



3. C'est l'intervention que J.-R. Bloch a ensuite intitulée *L'individu contre l'individualisme*, reproduite dans *Europe*, n° 446, juin 1966.

4. Cf. Jean PÉRUS, *Romain Rolland et Maxime Gorki*, E. F. R., 1968, p. 291.

C'est une idée qui lui tient tellement à cœur qu'un an plus tard, à Paris, au I<sup>er</sup> Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, il y revient et se cite lui-même : « De même qu'il y a des pilotes de ligne qui conduisent des appareils de série, non sans mérite et sans audace, il y a et il faut qu'il y ait des inventeurs pour faire l'essai des prototypes, dans les laboratoires et sur les terrains d'expérience. » Citation qu'il reprend dans le texte ci-dessus en la variant puisque, semble-t-il, l'original de l'intervention s'est perdu et qu'on ne la trouve plus qu'en version russe<sup>5</sup>.

Mais on en trouve déjà une version française (modifiée) dans ce numéro d'*Europe* de septembre 1934, sous le titre *Discours aux écrivains soviétiques*, avec le « chapeau » suivant : « Après l'exposé initial de Maxime Gorki, le bureau du Congrès me demande de prendre la parole. Voici quelques-unes des déclarations que j'ai faites. » Suit un texte différent de l'intervention elle-même, mais jugé assez fidèle pour être reproduit en 1947 dans *Moscou-Paris* (Éditions Raisons d'être)<sup>6</sup>.

On aurait tort évidemment de chercher dans ces textes une vieille revendication aristocratique. J.-R. Bloch ne se résigne pas au divorce entre l'art et les masses : « Nous aspirons désormais, écrit-il dans le discours de 1935, à une alliance durable, à un accord civilisateur, entre le créateur et la masse. » Mais cet accord est à conquérir. Le croire acquis est une illusion qui peut être funeste. Vouloir l'imposer aux créateurs est une exigence qui ne l'est pas moins.

## Texte 2 : Paul Vaillant-Couturier

*Que l'écrivain, pris dans le tourbillon des événements, emporté par les grands courants collectifs, ne laisse surtout pas, dans cette chaleur cordiale, prenante, héroïque, facile, abolir ou même amoindrir sa personnalité d'écrivain. Qu'il ne nous dise pas : « Depuis que j'ai compris, je ne puis que militer, je n'écris plus. » Qu'il n'oublie jamais sa mission, et que c'est pour qu'il reste un individu libre, semeur de livres et de beauté, que des milliers de travailleurs combattent et meurent. Ils ont le droit d'être exigeants.*

*Restez des écrivains. Croyez-en l'expérience d'un homme dont la vie est un long déchirement joyeusement consenti.*

Discours au II<sup>e</sup> Congrès des écrivains pour la défense de la culture, 1937 ; cité par André STIL, *Vaillant-Couturier écrivain*, Éditions français réunis.

C'EST à Madrid, en pleine guerre civile, alors que les plus lucides voient sous leurs yeux les prémices, la répétition générale de l'agression fasciste à plus grande échelle, que Vaillant-Couturier prononce ce discours, à première vue étonnant. Car l'événement espagnol est de ceux qui peuvent faire oublier à l'écrivain son travail personnel. Certains des plus grands écrivains de gauche, et non seulement ceux qui ont directement combattu ou qui sont allés au front comme reporters — à vrai dire tout ce qui comptait dans la littérature progressiste a été « pris dans le tourbillon des événements ». Comment ne pas l'être ? La guerre d'Espagne, le fascisme partout menaçant, la contre-attaque victorieuse du Front populaire en France et les tâches multi-



ples, exaltantes, mais écrasantes, qu'elle imposait, toute cette histoire ardente invite l'écrivain à ne pas rester à l'écart. Aussi bien, Paul Vaillant-Couturier ne lui demande pas de fuir « les grands courants collectifs », ni ce qu'il nomme « cette chaleur ». Mais il faut prendre garde aux adjectifs qui suivent : « cordiale », « prenante », « héroïque », mais aussi, ce qui n'est plus un éloge : « facile ». L'audace de Vaillant doit être mesurée au fait qu'il s'adresse à une assemblée d'« écrivains-militants », et le poids de son discours à ce que son propre exemple donne plus de force à son cri d'alarme. Car ce *consentement joyeux* à l'abolition ou à l'amoindrissement d'une « personnalité d'écrivain » ne fut pas une expérience isolée : combien d'autres, tels J.-R. Bloch, que nul ne contraignait mais qui se fit contrainte, par sens du devoir civique et goût pour la lutte immédiate, ont sacrifié au moins en partie l'écriture ! Vaillant-Couturier, et c'est ce qui nous touche, avoue que la contradiction chez lui ne s'est jamais résolue — et fait mal. « un long déchirement ».

Ce cri : « Restez des écrivains ! » est une haute leçon, qui ne sera pas oubliée. Il est comme l'écho de textes que Vaillant n'avait pas pu connaître : les lettres que Lénine adressait à Gorki en 1908, alors même que la situation exigeait une activité politique accrue et que la presse du parti avait besoin de collaborations assidues et de qualité : celle de Gorki était souhaitable et Lénine la souhaitait vivement. Mais il ne la sollicite qu'à une condition : que Gorki ne sacrifie pas pour cela sa tâche d'écrivain sans cesse traitée par Lénine avec un grand respect : « grand ouvrage », « grand travail sérieux », « grande œuvre », « œuvres importantes ». Lui-même souligne, écrivant à Lounatcharsky : « Si vous jugez que nous ne nuirons pas au travail de Al. M-tch en l'attendant à un travail de parti régulier (et le travail du parti y gagnerait considérablement), tâchez alors d'arranger la chose<sup>7</sup>. »

La pensée de Vaillant-Couturier procède du même mouvement profond : pour un écrivain, il est irresponsable de renoncer, au profit d'autres tâches, à son travail d'écrivain. L'idée fondamentale de ce texte repose sur une conception des rapports entre l'écrivain et les masses qui



5. Et allemande ; cf. le volume consacré au Congrès, Francfort - sur - le - Main, 1974, Édition Suhrkamp, n° 701.

6. Tout comme le discours de 1935 a été reproduit dans *Naissance d'une culture*, 1936, Rieder. Je remercie, pour toutes ces indications, Jean Albertini, qui vient d'achever une importante anthologie d'écrits de J.-R. Bloch à paraître aux Éditions Sociales.

7. LÉNINE, *Œuvres*, tome XXXIV, p. 397. Voir dans le même volume les lettres à Gorki du 7 février 1908, du 13 février 1908 et du 16 mars 1908.

# “liberté de création”

une aura métaphysique. Les textes « littéraires » ne sont en effet pas les seuls à « travailler le langage » et nous devons être conscients du travail de l'écriture lorsqu'il est en œuvre dans des textes non littéraires, comme cette résolution.

C'est d'abord par le contexte général que le mot est « travaillé » : il s'agit en effet d'un texte politique qui définit dans son ensemble l'orientation générale de notre action. C'est dans ce même texte qu'on trouve : « Le P.C.F. préconise l'élaboration par les partis et organisations démocratiques d'un programme commun », et « le marxisme est une conception du monde fondée sur la connaissance des lois du développement de la nature et de la société. Théorie de la lutte de classes et de la révolution socialiste. » C'est dire que ce contexte réside, dans son ensemble même, toute interprétation — fût-elle conforme au « sens » du mot création — tendant au réformisme, à la composition avec l'idéologie dominante, ou à quelque statu quo dans quelque domaine que ce soit.

Le contexte particulier : je ne peux m'étendre ici sur le détail ; quelques exemples donc : la première mention de « création » intervient, au deuxième paragraphe, dans un ensemble qui la met sur le même plan (et non dans la dépendance de...) que « mathématique, physique, chimie, biologie », c'est-à-dire que des sciences ; sur le même plan que « énergie nucléaire, astronautique, télévision, cybernétique », c'est-à-dire des réalisations scientifiques et techniques contribuant au développement des forces productives. Et tout le paragraphe est sous le signe du « passage du capitalisme au socialisme ». Ce premier « ensemble » situe donc clairement ce qu'il nomme « création littéraire et artistique » DANS l'histoire et, sauf procès d'intention, la considère bien, par les parallèles établis, comme forme de connaissance, de transformation spécifique.

Puis (p. 3) il s'agit d'« encourager la création et la recherche... » Ailleurs elle est comparée (« aussi précieuse que... ») à l'activité scientifique « dont elle ouvre parfois les voies... ». Plus loin « on ne saurait limiter les droits qu'ont LES CREATEURS A LA RECHERCHE... ». Et, encore, la résolution affirme « considérer A LA FOIS comme PORTEURS ET CREATEURS de la culture les artistes et écrivains, les savants et praticiens, techniciens et ingénieurs, les enseignants... ». Toutes ces expressions assurent contre toute concession à l'idéologie de la création, tissent un réseau de significations qui, de fait, change le sens « normal » du terme.

Lier la « création artistique » à la recherche, c'est bien reconnaître qu'elle est un travail ; la comparer — sans l'identifier — à l'activité scientifique, c'est bien la considérer comme une forme spécifique de connaissance ; lier « porteurs et créateurs de la culture », c'est

bien tenir compte de son port historique que semble nier le « cours » ; mettre sur le même plan « artistes..., savants..., techniciens... etc. », c'est bien affirmer le rôle actif qu'ils ont tous dans la diversité de leurs pratiques, sur et dans la société ; et, précisément, dans la révolution culturelle, elle-même conçue comme un élément essentiel du développement des forces productives. Affirmer que « la création artistique ouvre parfois les voies », de l'activité scientifique, c'est aussi affirmer le refus de la conception idéaliste d'arts autonomes dans laquelle s'inscrit l'idéologie de la création.

## Une étape nécessaire

Alors, dira-t-on (et dit-on !) pourquoi utiliser ce terme dangereux si c'est pour en modifier radicalement le sens ? Pourquoi ne pas en choisir un plus adéquat ? Je suis d'autant plus à l'aise pour répondre à cette objection que, pour ma part, je n'utilise jamais le terme de création, et que toutes les réticences que je viens rapidement d'énumérer, je les ai eues dès l'abord, et continue à les avoir. Mais, encore une fois, la portée théorique d'Argenteuil vient non seulement du fait que cette résolution est aussi (pas seulement) le résultat historique d'un débat théorique, mais surtout du fait que c'est un texte politique d'ensemble.

Un tel texte diffère radicalement par sa nature et sa portée d'un texte de théoricien. C'est un texte éminemment, par définition, actif ; parce qu'il est le résultat d'une activité collective ; parce qu'il ne traite pas d'un secteur isolé ; parce qu'une « résolution » du Parti n'est pas lue par des individus isolés mais est essentiellement moteur d'action, toujours accompagnée des explications et discussions des militants qui la propagent et en parlent (2). S'il est des textes qui peuvent « donner un sens nouveau aux mots de la tribu » comme le souhaitait Mallarmé, ce sont bien des « résolutions » du Parti.

Or il s'agissait de prendre d'assaut un domaine que longtemps la bourgeoisie s'est gardé. Mais dont, bien plus, elle a réussi pendant plus d'un siècle à imposer comme « naturelle » l'idée que le matérialisme en était la négation parfaite ; qu'il ne pouvait que l'éliminer de force ou l'abaisser à une vile soumission. C'est pourquoi je crois réellement (et malgré les réticences signalées) qu'il s'agit là d'une étape nécessaire ; affirmer que ce qu'on nomme création artistique non seulement nous regarde, mais que la classe actuellement dominante est incapable de l'assumer, que le marxisme est seul en mesure d'en donner raison et le socialisme de lui donner les moyens réels de se développer ; c'est une tâche théorique et politique urgente. Pour la réaliser il fallait agir, et ne pas se borner à l'analyse théorique pourtant indispensable. Pour parvenir à chasser des

esprits, malgré le martelage idéologique, non seulement le terme de création mais toute l'idéologie qu'il trimbale, le moyen le plus efficace était, sans doute, de le prendre, de le vider, par nos analyses et notre action (c'est ce que fait la résolution d'Argenteuil) de son magma idéaliste, de l'enserrer dans un réseau assez solide pour que tout le monde comprenne cela, qui est en jeu :

1. Le champ des activités artistiques, loin d'être extérieur au marxisme, n'est appréhendable que par lui dans son extension même ; la théorie marxiste est seule capable d'en rendre compte en constituant son indépendance spécifique et relative.

2. Du point de vue politique, la bourgeoisie parle de création pour mieux régenter de fait les activités artistiques ; le socialisme est seul capable de leur donner essor, de prendre les moyens nécessaires pour ce faire, parce qu'il y a intérêt. Bref, pour détruire cette dangereuse chasse gardée de l'illusion il fallait en un premier temps la prendre, et non laisser ce refuge à l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas choisi ce terme, mais nous visons ce qu'à travers les confusions savamment entretenues, il désigne comme champ d'activités. Sauf donc à faire du fétichisme des mots et malgré la gêne légitime que nombre d'entre nous peuvent éprouver, il ne s'agit nullement ici d'opportunisme ni de concession ; l'ensemble de notre politique le montre assez. Et c'est un fait qu'en dix ans, ce mot s'est chargé d'un sens assez gênant pour le pouvoir, pour qu'il emploie de moins en moins, et de manière défensive.

Cela dit, une mise en garde me paraît nécessaire : nous ne devons jamais employer ce terme tout seul, comme une simple référence, car le risque est grand de voir aussitôt resurgir ce que nous combattons, « Création », dans le contexte de la résolution d'Argenteuil, ou dans le contexte d'une argumentation analogue, très bien. Tout seul, au passage dans un discours, ce terme ne correspond plus à notre analyse. On peut rappeler, entre autres exemples, que le terme de « culture » a posé le même type de problèmes et qu'en gros nous sommes parvenus à en changer le sens. C'est tout simplement de l'analyse concrète et dialectique de la réalité qu'il s'agit.

Mais notre réflexion ne s'est pas arrêtée à Argenteuil et je tenterai d'en évoquer rapidement les prolongements dans un prochain article. »

France VERNIER.

(1) Cf. Résolution, titre 1.

(2) Un texte de théoricien est bien entendu « actif » lui aussi, mais d'une tout autre manière, et moins immédiatement.

prolonge la réflexion de J.-R. Bloch : les travailleurs se battent afin que l'écrivain puisse produire de la « beauté » pour le peuple ; par conséquent, le peuple a le droit d'être exigeant, l'écrivain a une dette envers lui, il lui doit des livres. Ce n'est pas là dissoudre le lien nécessaire entre la « politique » et la « création ». Pour Lénine, pour J.-R. Bloch, pour Vaillant-Couturier, un écrivain qui cherche à s'isoler des soucis et des luttes des hommes de son temps est sans nul doute voué à la stérilité. La politique n'est pas pour eux le monstre dévoreur qu'il faut fuir à tout prix. Mais ils ont une conception plus élevée, plus dialectique, des rapports entre le créateur et l'histoire : ce ne sont pas, au moins la plupart du temps et au niveau de l'œuvre, des rapports immédiats ni à sens unique. *Ecrire et rien qu'écrire*, ce n'est sans doute pas « militer », mais militer, pour un écrivain, c'est aussi écrire et, certainement, surtout écrire. C'est sombrer dans la facilité dénoncée par Vaillant qui de céder, sous prétexte d'« efficacité pratique », à la tentation de renoncer à écrire, ou bien de se lancer dans d'improbables comparaisons, comme Sartre déclarant en 1964 au *Monde* : « En face d'un enfant qui meurt de faim, *La Nausée* ne fait pas le poids. »

Cette constante tentation, qui part d'une aspiration noble, notre parti a fini, au prix d'une réflexion contradictoire, traversée de débats douloureux, menacée par les retombées (« le peintre son crêneau »), par la faire sienne. Et nul ne songerait plus à reprocher par exemple à Aragon de n'avoir pas écrit de « roman-sur-la-guerre d'Algérie » (d'autres en ont écrit et n'ont pas à en rougir !), au moment où l'événement nous prenait à la gorge. Il a fait autre chose — et davantage : *Le Fou d'Elsa*, immense apothéose de la culture arabe et monument poétique français du XX<sup>e</sup> siècle.

### Texte 3 : Paul Nizan

Dans la dédicace de son livre, André Philippe a écrit : « Pour quoi pas une littérature prolétarienne en France ? »

Il évoquait ainsi le temps, qui n'est pas lointain, où on discutait avec beaucoup de passion pour savoir si une littérature prolétarienne était possible, et si elle l'était, à quelles conditions elle pouvait être réalisée. Ces discussions faisaient un peu penser à la méditation de Kant se demandant si une métaphysique était possible, ou à celle de Zénon inquiet de savoir si le mouvement l'était. On démontre le mouvement en marchant et on se souvient de la célèbre phrase d'Engels disant que la preuve de l'existence du pudding, c'est qu'on le mange. Un livre comme celui de Philippe atteste assez qu'une littérature prolétarienne est possible, du moment qu'elle produit des œuvres de talent mieux que toutes les considérations théoriques d'avant les œuvres.

Il me semble seulement qu'il faudrait beaucoup étendre la notion même de littérature prolétarienne et parler d'une littérature populaire. On sait que cette expression a mauvaise renommée parce qu'elle désigne d'ordinaire cette littérature assez basse, que des commerçants sans scrupules fabriquent à l'usage des prolétaires en particulier et du peuple en général. Mais je crois aussi que le temps est venu de redonner aux mots toute leur dignité et qu'il n'est point de plus grande ambition que celle de constituer une littérature vrai-

ment populaire, qui soit soumise aux célèbres mots d'ordre de la Constitution américaine, « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Il s'agit au vrai de produire des œuvres qui soient unies au peuple par un lien de cœur et d'entendement tellement fort qu'il y reconnaisse ses douleurs, ses plaisirs et ses ambitions. La question de savoir ensuite qui écrit cette littérature populaire n'est vraiment qu'une question subsidiaire.

« De la vérité au mensonge », *L'Humanité*, 7 août 1937 ; repris dans *Pour une nouvelle culture*, Grasset, pp. 270-271.

EN 1937, sous l'égide du P. C. F., est fondé le prix Ciment, par allusion au roman de l'écrivain soviétique Gladkov. Il s'agit de distinguer des œuvres écrites par des ouvriers. Le jury, composé d'Aragon, Aveline, Cassou, R. de Jouvenel, Moussinac et Nizan, couronne *L'Acier*, roman d'un ouvrier de Citroën. Nizan, chroniqueur littéraire à *L'Humanité*, publie sous le titre *De la vérité au mensonge* un compte rendu de ce roman qu'il compare aux parutions récentes de l'écrivain fasciste Drieu La Rochelle et conclut : « Rien ne me paraît littérairement plus profitable que de comparer le livre de Philippe, écrivain nouveau, à celui de M. Drieu La Rochelle, écrivain ancien, qui est une sorte de talent, parce que l'authenticité du lien qui unit le premier au peuple entraîne l'authenticité de son art, tandis que le mensonge du rapport du second au peuple entraîne du même coup le mensonge de son art et comme la ruine finale de son talent. On ne ment pas impunément. Il n'y a pas de plus grand enseignement littéraire que celui-là. »

Pour autant, et malgré bien des formules contestables, Nizan ne fait pas l'apologie d'une « littérature prolétarienne » qui naîtrait et se développerait contre une « littérature bourgeoise » prise en bloc. De tout temps, ou presque, le P. C. F. a été méfiant envers les tendances vigoureusement représentées, entre autres, par le Proletkult soviétique, ce qui ne signifie pas qu'il a toujours été suffisamment en garde contre l'ouvriérisme. Mais c'est un fait que dès 1928 Barbusse écrivait dans *Monde* à propos des écrivains « prolétaires » : « Si pour ces écrivains prolétaires, il n'y a rien à prendre dans la conception bourgeoise actuelle de la littérature, il n'en est pas de même en ce qui concerne particulièrement la technique de l'écriture. » Et, en octobre 1930, il adressait à la Conférence des écrivains prolétaires révolutionnaires de Khar'kov un message qui contenait un rappel utile : « ... Il n'est pas bien fondé à mon sens de chercher à constituer la nouvelle littérature en faisant appel aux correspondants ouvriers des journaux. Ces correspondants ouvriers peuvent incorporer dans le mouvement une forte "garantie" de bon sens prolétarien et une activité intéressante, mais ils n'ont pas les ressources suffisantes pour donner de dignes bases à la littérature prolétarienne révolutionnaire. »

La mise en garde ne fut pas entendue, par une assemblée dominée de manière presque dictatoriale par le courant ouvriériste groupé dans la R. A. P. P., bientôt dissoute. Plus encore : la conférence condamna Barbusse, dans une résolution spéciale, et dénonça en général les carences françaises : « Il est impossible de dire en ce



moment qu'il existe dans le pays un embryon de littérature prolétarienne<sup>8</sup>. » Mais le P. C. F. (était-ce dû à l'arrivée récente de Maurice Thorez au secrétariat général ?) refusa de condamner Barbusse. Et bien qu'en 1932 encore Nizan n'ait pas été tendre avec lui<sup>9</sup>, il exprime en 1937 ce qu'il y avait de meilleur dans l'héritage de Barbusse. Il est vrai que dans ce même texte de 1932, il n'épargnait pas non plus le courant dit « prolétarien » (et qui n'était que du populisme) et affirmait fortement un principe demeuré chez lui constant : « ... La littérature révolutionnaire, avec les caractères que nous lui avons assignés, peut être écrite ou non par les prolétaires<sup>10</sup>. »

En 1937, donc, Jean Fréville publie des textes de Lénine sur la littérature et l'art : on peut y lire la condamnation du Proletkult et les textes qui développent la conception de l'héritage culturel. Or cette même année 1937 se place, pour le P. C. F., entre le congrès de Villeurbanne (janvier 1936) et la préparation du congrès d'Arles (décembre 1937) ; et Villeurbanne est la date qui marque « officiellement » la prise en charge par le parti de l'héritage culturel national. Dans son rapport, Maurice Thorez cite les noms qui symbolisent cet héritage tel qu'il est alors conçu : Rabelais, Corneille, Racine, Molière, Voltaire, Beaumarchais, Balzac, Flaubert, Zola, une place à part étant réservée aux encyclopédistes et à Diderot<sup>11</sup>.

C'est pourquoi la fondation du prix Ciment ne peut avoir d'autre sens que la prospection de talents nouveaux et non la création d'une littérature particulière à statut privilégié. Le refus d'un tel statut se manifeste clairement dans le compte rendu de Nizan : rabaisser les « considérations théoriques », ce n'est pas, ici, rabaisser la théorie, c'est exprimer une méfiance légitime à l'égard des cloisonnements dogmatiques. Prouver le mouvement en marchant, c'est ici reconnaître que le critère permettant de juger une œuvre, c'est la pratique qu'elle révèle. Le contre-exemple de Drieu donne à cet égard des indications : tout le « talent » de Drieu est impuisant et condamné à déperir, du fait qu'il entretient avec le « peuple » un rapport mensonger, qu'il veut « faire peuple », que cette « allure populaire » n'est « destinée qu'à tromper et à écraser le peuple ». Aussi, ces « singuliers efforts pour trouver des accents "peuple" » sont-ils « l'un des échecs littéraires les plus remarquables auxquels nous ayons assisté ».

La littérature « populaire » (et non pas « prolétarienne ») qu'espère Nizan ne cherche pas à « faire peuple ». Elle se distingue à tout prix de la littérature commerciale fabriquée à l'usage du « peuple ». Littérature populaire, cela signifie pour lui : liée aux masses, de sorte qu'elles puissent y reconnaître non seulement l'existence qu'elles vivent, mais celle à quoi elles aspirent. Cela n'implique ni la concession démagogique ni la prédominance d'une esthétique particulière.

#### Texte 4 : Georges Politzer

*En refusant la théologie et la métaphysique, la philosophie des lumières détruisait « l'auréole de la consécration divine » dont l'Eglise avait entouré les institutions féodales. Celles-ci apparaissaient dans leur nudité profane, comme des*



*effets de l'ignorance et de la barbarie. Les encyclopédistes ne cessèrent de dénoncer leur caractère inhumain, en menant des campagnes retentissantes contre le fanatisme, l'intolérance, l'injustice, la barbarie, etc. Ils transportaient la proclamation de l'égalité des hommes du domaine de la science dans le domaine politique et, parfois, même social. Mais ils ne se bornaient pas à critiquer et à réfuter ; à la conception ancienne du monde, ils opposent une conception basée sur la science : la conception matérialiste. Chez La Mettrie, Helvétius et d'Holbach, on voit particulièrement bien la fusion des deux courants dont provient le matérialisme français.*

*« Les Français, a dit Marx, traitèrent le matérialisme anglais avec esprit, lui donnant de la chair et du sang, de l'éloquence. Ils le dotent du tempérament qui lui manquait encore et de la grâce, ils le civilisent. »*

*Dans d'innombrables pamphlets, romans, essais, nos philosophes ne se bornent pas à réfuter la théologie et la métaphysique et à proposer à la place des croyances religieuses des explications scientifiques. Ils mobilisent, au service de la lutte idéologique, toutes les ressources du génie littéraire, les séductions de l'éloquence, l'arme magnifique de la satire, composée avec une ironie sans pitié, mais avec toutes les finesse de l'esprit. Ce sont des lutteurs ardents qui attaquent et ne laissent aucune attaque sans riposte. Polémistes brillants, ils pulvérisent l'ennemi en prouvant son ignorance, et en le rendant en même temps odieux et ridicule. [...]*

*Un exemple typique de la manière de nos philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est Candide. Voltaire y ridiculise cette philosophie qui prétendait que notre monde, c'est-à-dire en fait la société des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, était le meilleur des mondes possibles, et que, par conséquent, tout y était pour le mieux, car « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». Le mal, fût-il le plus grand, est donc toujours le moindre mal. De même, dans Jacques le Fataliste, Diderot, qui unit le génie scientifique et littéraire, donne une spirituelle satire du fatalisme. Jacques dit quoi qu'il arrive que « cela était écrit là-haut ». On*



8. Cf. J.-P. A. BERNARD, *Le Parti communiste français et la question littéraire, 1921-1939*, Presses universitaires de Grenoble, 1972, p. 60.

9. *Pour une nouvelle culture*, p. 40.

10. *Ibid.*, p. 35.

11. B. CHAMBAZ, art. cit., p. 76.

comprend pourquoi certains critiques ou ex-critiques littéraires aiment si peu nos philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle.

« La Philosophie des Lumières et la pensée moderne », *Cahiers du bolchevisme*, n° 8, juillet 1939 ; réédité dans Georges POLITZER, *Écrits philosophiques*, t. II, Éditions sociales, 1969.

QUELLE tradition ? Quel héritage ? On l'a vu, Villeurbanne avait déjà fourni une réponse. Arles la complète : « Arles représente la première vaste contribution du P. C. F. à la célébration de la Révolution française<sup>12</sup>. » Pour ce cent cinquantième anniversaire de quatre-vingt-neuf, que les communistes célèbrent avec éclat, Georges Politzer écrit un grand essai dans la revue théorique du parti. Face à la montée du fascisme, il faut mettre en avant les traditions révolutionnaires françaises et reprendre résolument cet héritage que la bourgeoisie est prête à liquider.

Du reste, depuis le début des années trente, le parti s'est attaché à la mise en valeur de la tradition des Lumières. On l'a vu en 1936 lors du tricentenaire de Descartes. Car le rationalisme cartésien et son héritière, la « philosophie » du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont préparé à terme la grande Révolution. Qui plus est, parmi ces philosophes, le courant matérialiste, largement occulté par la bourgeoisie et l'enseignement, constitue l'une des sources du socialisme scientifique. C'est pourquoi un marxiste aussi attentif que Politzer cite longuement Marx et Engels à ce propos.

Ce qui, dans les extraits ci-dessus, révèle une préoccupation majeure de Politzer, c'est l'union intime, chez les auteurs des Lumières, de la littérature et de l'idéologie. Les « philosophes » ne se contentent pas de publier des « essais », ou des « pamphlets », ils écrivent aussi des « romans ».

Leur objectif est philosophique et politique. Ils veulent détruire la société féodale et l'idéologie qu'elle produit, qui est d'essence théologique et métaphysique. La philosophie des Lumières est donc une philosophie de combat, le vocabulaire de Politzer le montre : il parle de *détruire*, de *luteurs ardents*, d'*attaque*, de *mobiliser*, d'*attaquer*, de *pulvériser l'ennemi*. Mais c'est aussi une philosophie de constructeurs : au fanatisme, à l'intolérance, à l'injustice, à la barbarie, les hommes des Lumières opposent un humanisme égalitaire, fondé sur la science. Ils ne « se bornent pas à réfuter », ils proposent. Mais ils ne bornent pas non plus à proposer, ils plaisent, car ils sont par surcroît écrivains de talent.

Leçon actuelle, en 1939, où la réaction a déjà commencé à bâillonner les forces populaires, où, en même temps, prolifèrent les idéologies obscurantistes dont les porteurs « aiment si peu » le XVIII<sup>e</sup> siècle et « nos philosophes » et où réapparaissent, dans la littérature, les tentations de la gratuité.

Pour Politzer, la littérature du XVIII<sup>e</sup> est grande parce qu'elle participe à la lutte idéologique et politique. Elle est le complément de la philosophie, elle va là où l'idéologue ne peut aller, elle utilise des moyens spécifiques. Voltaire, avec *Candide*, a fait plus et mieux qu'une savante réfutation des thèmes néo-leibniziens du « meilleur des mondes possibles ». Diderot a uni « le génie scientifique et littéraire ».

Cependant quelques formulations de Politzer méritent réflexion, en particulier celle-ci : « Ils

mobilisent, au service de la lutte idéologique, toutes les ressources du génie littéraire. » Ici, on voit nettement apparaître les limites de ce qu'était alors — sauf exception — la réflexion des communistes français sur la littérature.

Loin de nous tous, j'espère, « l'idée de dénigrer cette grande tradition humaniste dont le mérite historique est d'avoir lutté contre la féodalité, l'Eglise et leurs idéologues, et d'avoir donné à l'homme des titres et une dignité<sup>13</sup> ». La lutte pour l'assimilation de l'héritage révolutionnaire « bourgeois » est un moment capital de la constitution de notre parti comme force d'engvergne nationale. Il fallait non seulement défendre cet héritage contre les entreprises de liquidation bourgeoises, mais aussi le préserver contre les tentations nihilistes ou gauchisantes du mouvement communiste international. Lorsque, au Congrès de 1934, J.-R. Bloch répond à Radek, il le fait *sur le fond* : l'intégration des valeurs dites « bourgeoises », comme l'« individu » et la « liberté », dans la révolution socialiste. J.-R. Bloch montre alors de façon convaincante que ces valeurs ont été longtemps confisquées par la bourgeoisie. Nous savons mieux encore aujourd'hui, ayant pu lire davantage Marx et Lénine, que cette idéologie « n'était pas séparable de la bourgeoisie montante dont elle exprimait les aspirations, traduisant et transposant les exigences d'une économie marchande et capitaliste sanctionnée par un nouveau droit, l'ancien droit romain corrigé en droit marchand bourgeois. L'homme sujet libre, l'homme libre sujet de ses actes et de ses pensées, c'est d'abord l'homme libre de posséder, de vendre et d'acheter, le sujet de droit<sup>14</sup> ».

Mais J.-R. Bloch montrait aussi qu'il s'agissait de conquêtes arrachées par les luttes populaires et qui ont conservé en France une « vigueur révolutionnaire prodigieuse », parce que le peuple, y compris la classe ouvrière, les a faites siennes et les a défendues avec acharnement. Et cette réflexion adressée à Radek conserve aujourd'hui une actualité remarquable : « On ne fera aboutir la révolution communiste en France — et, je le suppose, dans le monde latin en général — que lorsque nous aurons annexé les vieux mots d'ordre de nos révolutions occidentales dans le système de la révolution communiste — lorsqu'on les aura intégrés dans le puissant fleuve de la pensée communiste. »

Il n'en reste pas moins que cet héritage est *contradictoire*, et qu'il convient de pratiquer à son égard l'opération, recommandée par Lénine, de *l'assimilation critique*. Or il n'est pas sûr — étant donné les urgences de l'époque et l'inexpérience relative du parti — qu'on ait alors suffisamment insisté sur l'aspect « critique » de l'« assimilation ». En littérature notamment, où le caractère *double* de l'héritage des Lumières est le plus tenace, c'est plus vers une continuité sans problème que vers une assimilation critique que l'on est allé alors, pour des raisons qui tiennent aux traditions, aux circonstances et aux hommes. Les « grands noms » de la littérature qui accompagnent, de très près ou d'un peu plus loin, le parti à sa naissance sont ceux d'écrivains qui, comme Anatole France et Roumain Rolland, sont passés par une période esthétisante avant d'incarner la continuation de cette tradition des « philosophes » du XVIII<sup>e</sup> siècle. La formule de Politzer, qui « mobilise » la littérature « au service de la

12. *Ibid.*, p. 83.

13. Louis ALTHUSSER, « Est-il simple d'être marxiste en philosophie ? » *La Pensée*, n° 183, p. 25.

14. *Ibid.*, pp. 25-26.

lutte idéologique », reste grevée par l'utilitarisme de la bourgeoisie, même montante. Par contre, c'est avec un sûr instinct qu'Aragon issu d'une tout autre tradition littéraire, recueillie, dans l'héritage des Lumières, la succession de celui qui fut le plus dialecticien et (avec Rousseau) le plus « plébéien » de tous : Diderot. Mais ceci est une autre histoire...

## II. L'après-guerre

### Texte 5 : Roger Vailland

— Et la bicyclette ?

— C'est un instrument de travail. La majorité des travailleurs français, belges et italiens, vont à l'usine et au chantier à vélo. Les champions cyclistes de ces trois nations surpassent tous les autres.

— Cela est sans rapport avec l'art.

— L'art commence avec le vélo de course, qui n'est plus instrument de travail, mais source de plaisir ; qui est coûteux, et mieux, qui n'a pas de prix lorsqu'il approche de la perfection ; qui engendre des modes, lesquelles se démodent ; il y a un dandysme du cyclisme...

— L'art c'est le vélo de course ?

— Non. C'est tout cela : l'instrument de plaisir, né de l'instrument de travail, le virtuose amateur, devenu amateur de virtuosités, qui soutient (supporter) le professionnel de la virtuosité.

— C'est du sport, et l'art est tout autre chose.

— Je définis l'un et l'autre comme recherche systématique et organisée d'un plaisir qui, tant pour l'exécutant que pour le spectateur averti, atteint sa cime dans la virtuosité.

— La peinture (ou la poésie) est bien davantage : elle exprime, signifie, enseigne, exalte, elle peut servir les plus nobles causes...

— Ou les plus ignobles. C'est vrai. Et la même chose est vraie d'un drapeau ou d'un slogan. Mais l'art réside dans la manière.

— Alors vous êtes contre le réalisme socialiste ?

— Je suis toujours pour le réalisme quand on l'oppose à l'académisme comme la vie à la mort. Mais les socialistes n'ont pas encore eu le temps de broyer assez de couleurs pour s'apercevoir que ce qui est réel, ce n'est pas le modèle, c'est la peinture. Le modèle n'est réel que tant qu'il pose ; il n'en demeure sur le tableau que l'abstraction : son image. Mais de la couleur étalée sur une toile c'est réel et, quand on l'a fait glicier joliment, bien excitant à regarder pour celui qui s'y connaît en glitures.

De *l'amateur*, octobre 1951 ; repris dans *Le Regard froid*, Grasset, pp. 131-132.

EN 1951 la guerre froide (et « chaude », en Corée, en Indochine) bat son plein. C'est la période, brève mais pesante, où au sein même de notre parti les tendances ouvriéristes et (si l'on veut !) « jdanoviennes » se manifestent assez sérieusement pour devenir bientôt, en 1952-1953, largement inquiétantes. Mais cette période qui sera close, du moins pour ses symptômes les plus graves, par le congrès d'Ivry, en juin 1954,



n'est pas une période « simple ». Des œuvres littéraires d'importance s'y achèvent ou y mûrissent. Parmi celles-ci, celle de Roger Vailland, qui adhéra au parti en 1952.

Dans la préface à *De l'amateur*, il nous donne quelques renseignements biographiques ; « retiré » (comme on dit si faussement) dans le Bugey, il n'était coupé ni du peuple ni de son travail d'écrivain : « Je me battais, j'apprenais, j'étais heureux. J'écrivais *Beau Masque*<sup>15</sup>. »

Les réflexions jetées alors sur le papier, avec « ce tour d'humeur et de passion » si cher à ceux qui aiment Roger Vailland, se présentaient comme des thèses, mais leur auteur ajoutait : « Le propre de la thèse est de provoquer l'antithèse. Les problèmes envisagés restent ouverts pour moi-même... »

Grand reporter, Vailland aimait le sport. Avec son habituelle faculté d'enthousiasme, il en « suivait » les grands événements, il a suivi (sans guillemets) la course de la Paix<sup>16</sup> ou le championnat du monde sur route<sup>17</sup>, il a fait d'une course cycliste l'« argument » initial de son roman 325 000 francs. Pour lui — comme pour notre parti maintenant — le sport, y compris le spectacle sportif, fait partie de la culture. Le vélo est un instrument de travail, comme la plume, le stylo, le pinceau, la machine à écrire. Mais de l'instrument de travail peut naître un instrument de plaisir, comme du vélo utilitaire naît le « vélo de course ».

Cette notion du plaisir procuré par l'art, le sport, la littérature, on la croirait née d'hier, et voici qu'on la trouve en évidence dans ce texte vieux de près d'un quart de siècle. L'art, comme le sport, est défini comme la « recherche systématique et organisée d'un plaisir » : on en conviendra, tous les mots comptent !

La modernité du texte de Vailland tient encore à autre chose : à cette affirmation, inouïe alors chez un combattant si près d'être communiste, que « l'art réside dans la manière », mot souligné par Vailland lui-même. L'énormité de cette provocation était telle qu'il ne manque pas de s'adresser illico l'objection de ce qu'on croyait sans doute la vox populi : « Alors vous êtes contre le réalisme socialiste ? »



15. *Le Regard froid*, p. 112.

16. Cf. *Écrits intimes*, Gallimard, pp. 464 et suivantes.

17. Roger Vailland, collection « Écrivains d'hier et d'aujourd'hui », Seghers, pp. 88-90.

Si le réalisme s'oppose à l'académisme, il faut être pour. Comment être pour la mort, contre la vie ? Mais on ne peut se satisfaire d'oppositions aussi simples. Il faut penser l'art socialiste dans son développement historique, qui ne fait que commencer. Vailland n'a cessé de penser selon de vastes perspectives, qui dépassaient l'instant — et pourtant quoi de plus facile, en apparence, que de le ranger dans la catégorie sartrienne de l'écrivain « engagé » ? Mais vivre ardemment l'événement, intituler son dernier article (presque son testament) *Eloge de la politique*<sup>18</sup> ne veut pas dire regarder en myope la politique et l'histoire. Dans ses romans aussi, Vailland aime parfois adopter la vision du futur antérieur, se sortir de l'événement et tenter d'écrire le récit du point de vue de l'avenir — technique familière également à un écrivain aussi différent de lui qu'Aragon : il suffit de relire *La Semaine sainte*...

C'est pourquoi, du point de vue de l'historien des civilisations, l'art socialiste en est aux rudiments. Quand sera-t-il majeur ? Aux yeux de Vailland, quand il cessera de distinguer scolastiquement « forme » et « fond » et quand aussi, par conséquent, il cessera de confondre le « réel » et sa « représentation » — comme l'entrevoit Lénine, annotant Feuerbach : « L'art n'exige pas qu'on reconnaisse ses œuvres comme réalité<sup>19</sup>. » Mais le texte de Vailland ne dit-il pas le contraire ? Regardons de plus près. Ce que combat Lénine, c'est l'idée qu'il y aurait deux éléments simples et rigoureusement indépendants, la « réalité » et l'« œuvre », et qu'il y aurait entre eux un rapport univoque, non médiatisé, un « reflet simple ». Ce que combat Vailland, c'est cette même absence de médiations entre « réel » et « œuvre ». En fait, la « réalité » qu'appréhende l'artiste n'est pas la « réalité brute », c'est déjà le résultat d'un choix, d'une abstraction, d'un travail. Et l'œuvre n'est pas un reflet inerte : dire que c'est aussi du réel, c'est pour Vailland retrouver presque d'instinct la conception léniniste du reflet comme *processus actif*.

### Texte 6 : Elsa Triolet

*Ils restèrent tard dans la nuit, à deviser sur des sujets auxquels était suspendue la vie de Lewka et, peut-être bien, celle du ministre. L'art était au centre de l'existence de Lewka et des préoccupations du ministre. Le parti, disait Lewka, sait ce qu'il veut, dans ce domaine comme dans les autres. Je ne parle pas de la médiocre interprétation que ceux-ci ou ceux-là peuvent donner de ses desirs... des fonctionnaires de la pensée et de l'art... je parle de ce point de vue sur toute chose qui nous apporte une certaine exaltation, un certain amour, qui façonne l'homme et stimule l'artiste. Regardez-moi, disait Lewka, je suis sculpteur, c'est ainsi que je me définissais hier, c'est ainsi que je me définis aujourd'hui, mais aujourd'hui j'ai dans mon métier des sentiments comme on n'en n'a encore eu jusqu'ici. Et cela ne m'est pas particulier. Des sentiments nouveaux ne doivent-ils pas donner un art nouveau ? Ils en donnent. Exceptionnellement. Après des errances... Et pendant que l'artiste erre, la foule se gausse, elle ne voit qu'une œuvre douteuse, elle n'y voit pas l'étape. Vous me comprenez, continuait Lewka, parce que vous êtes un homme de l'art. D'autres camarades nous considèrent,*

*nous, les artistes, comme des rigolos et des hommes imbus de nous-mêmes. Parce que notre travail est, par définition, un travail individuel. Qu'en défendant notre œuvre nous nous défendons forcément nous-mêmes, notre personne. Faudrait-il que l'artiste, par modestie, acceptât toutes les critiques ? Il ne vaudrait pas grand-chose, l'artiste qui ne saurait pas se battre pour son œuvre... Alors vous dites de lui qu'il est suffisant, vaniteux, présomptueux, hypersensible. Et, remarquez, que dans ce cas précis, je dis vous, je ne dis pas, nous. Prenez Torsch... Torsch lui-même... Peut-être est-ce au monde mon seul ami... Je le vénère et je l'aime. Eh bien, Torsch croit que mon monument à Staline est beau ! Probablement parce que c'est un monument à Staline. Ou peut-être prend-il l'étape pour la chose elle-même ? Il ne pourrait pas comprendre que dans certaines conditions l'échec artistique menât l'artiste au suicide. Moi, Lewka, je n'ai pas simplement défiguré ma ville, j'ai aussi raté la démonstration d'une ligne juste. Cela devrait être grave pour Torsch... oui, mais il ne le voit pas !*

Là, le ministre s'insurgeait avec force : que signifiait cette confusion ? D'une part, Lewka exaltait l'apport du parti dans le domaine de l'art et, d'autre part, il en affirmait l'incompétence. Pour la seule raison que Torsch appréciait le monument de Lewka ! Premièrement, Torsch à lui seul n'était pas le parti. Deuxièmement, le monument de Lewka était défendable. C'était une étape, mais une étape valable...

Lewka hochait la tête : c'était à l'artiste de digérer ce que le parti lui apportait... Au-delà, en ce qui concernait le choix, le jugement, ils n'appartenaient pas à l'un ou à l'autre parmi les dirigeants... Le fait de diriger les syndicats, par exemple, ne donnait pas à un homme compétence dans le domaine artistique... Que n'aurait-on pas entendu si le ministre des Beaux-Arts, pour s'en tenir à lui, s'avisait de trancher des questions syndicales !...

*Le Monument*, Gallimard, 1957, pp. 179-182.

On n'a sûrement pas assez remarqué que si le P. C. F. est un des partis du mouvement communiste international qui a entrepris en fin de compte les rapports les moins détériorés avec les avant-gardes artistiques (et même mieux que cela), c'est sans doute à beaucoup de circonstances qu'il le doit, à beaucoup de grands artistes et à leur pratique — mais aussi au travail obstiné d'Elsa Triolet qui, dès 1939, faisait paraître, aux Editions sociales internationales, *Maïakovski poète russe*.

En 1957, sous l'ébranlement du XX<sup>e</sup> congrès du P. C. U. S., qui éclaire alors ce qu'elle-même avait vécu et pressenti, surgit *Le Monument*, ce roman dont Aragon n'hésite pas à dire : « ... Je pense, pour ma part, au sens de l'artisan qui passe maître, que *Le Monument* est le chef-d'œuvre d'Elsa Triolet. Pour l'écriture et la pensée, pour la perfection, pour une perfection dont on dirait que les gens de l'art ont perdu le sens<sup>20</sup>. »

Pour le « sujet » du roman, on peut laisser la parole à Elsa Triolet, qui le présentait à un débat organisé par les étudiants communistes : « J'ai voulu, dans *Le Monument*, dépendre un artiste qui travaille dans les conditions difficiles précédant le XX<sup>e</sup> congrès, j'ai voulu décrire les difficultés de ses recherches dans les conditions de lutte d'un jeune pays où tout bouge et se cons-



18. *Ibid.*, pp. 181-186.

19. *Cahiers philosophiques*, in *Œuvres*, tome XXXVIII, p. 72.

20. Elsa Triolet choisie par Aragon, Gallimard, 1960, p. 54.



truit. Le jeune sculpteur, Lewka, est né dans un petit royaume du centre de l'Europe. Ce royaume devient une démocratie populaire. Lewka y a aidé. Il aime son pays et l'art, la démocratie et le peuple. On lui commande un monument à Staline. Il essaye de l'exécuter, il veut créer l'image d'un homme qu'il vénère, et qu'il voudrait faire parler au peuple. Il le rate. Parce que le pour-quoi du réalisme socialiste est clair pour lui, mais pas le comment. La naissance d'un art nouveau ne va pas sans drame. Lewka est tombé en première ligne, il appartenait à l'avant-garde de l'art, bien qu'il ait raté son expérience énorme...<sup>21</sup> »

Ce livre, qui fut l'objet de longues discussions (notamment dans *La Nouvelle Critique* d'alors), ne peut se réduire à la page reproduite ici. Mais cette page m'a paru cependant capitale, parce qu'elle définit « en action », « concrètement », les conditions qui pèsent sur un art d'avant-garde.

Lewka, pour aider son ami Torsch, vieux lutteur communiste, secrétaire général contesté et même suspecté, a accepté la tâche impossible du monument ; de son côté, Torsch a voulu aider Lewka à sortir d'un isolement qui le rend tout aussi suspect. Le ministre des Beaux-Arts, avec lequel Lewka est ici en train de dîner, est un homme cultivé et sensible, mais il est lui aussi « en sursis ».

La question que pose le soliloque douloureux de Lewka est celle du rapport de l'artiste d'avant-garde avec le public et, dans ce cas, avec cette expression du public qu'est l'avant-garde révolutionnaire. Qu'on ne rabaisse pas cette tragédie du Monument à un banal conflit entre le « citoyen » et les « pouvoirs », entre l'« artiste » et la « politique » ! La politique n'est pas réduite ici à une somme de tracasseries mesquines. Lewka aime Torsch et le vénère, et il adhère pleinement à la politique du parti, à la mission historique qu'il assume. Il ne confond pas la politique du parti avec l'interprétation bureaucratique qui en tient lieu ici et là. Ces conflits, qui peuvent provoquer aussi des dénouements tragiques, restent secondaires en regard de la contradiction fondamentale qui tient — pour une période historique dont on ne peut prévoir l'achèvement — au statut même de l'art d'avant-garde.

Le tragique est ici que la révolution fait naître des sentiments nouveaux, et « donc » un art nouveau. Mais c'est justement ce *donc* qui fait problème ! Car cet art nouveau est si exceptionnel, si rare, si fragile, si méconnaissable, que la révolution et les masses (« la foule ») qu'elle a gagnées ne le reconnaissent pas et le confondent avec ses tâtonnements (« ses errances »). Le public identifie l'étape et l'achèvement, et « se gausse ».

La contradiction s'aggrave du fait que, même s'il est animé par une ferveur puisée dans la confiance envers la collectivité, l'artiste est seul devant son travail, seul responsable. D'où son statut d'« original », présomptueux, suffisant, de marginal et, à la limite, de malade. Or, comme le disait déjà le jeune Marx : « L'écrivain ne considère nullement ses travaux comme des moyens. Ils sont des fins en soi, ils sont si peu des moyens pour lui-même et pour d'autres qu'il sacrifie, quand c'est nécessaire, son existence à leur existence<sup>22</sup>. » L'activité artistique, surtout celle qui ne peut être immédiatement considérée comme une réussite », risque donc d'être rejetée comme « anomalie ». Ce que Lewka revendique



ici confusément — mais pour Elsa Triolet c'était très clair —, c'est le droit à l'expérimentation, à la recherche et par conséquent à l'« échec » et à l'« erreur ».

#### Texte 7 : Aragon

*Je dis tout ceci pour expliquer que rien ne me paraît plus sot et plus déraisonnable que de ne s'intéresser qu'à ce qui correspond en tous points à notre propre pensée. Rien ne me paraît plus fou même de croire que la pensée d'un autre homme peut coïncider avec la mienne. Et si un écrivain croit me plaire en décrivant le monde tel qu'il imagine que je l'imagine, il a tort, il ne fait que m'ennuyer. Celui qui, par exemple, puisque je suis communiste, écrirait un livre qui supposerait la difficulté déjà résolue, ou qui croirait la résoudre par son livre... je veux dire qui fabriquerait dans son livre un monde communiste ne soulevant point d'objection, qui écrirait pour les convaincus le livre de ma conviction, celui-là, je dois le dire, serait pour moi purement et simplement illisible.*

*Ce pour quoi je vis, ce qui est mon désir dominant, prend sa réalité dans un monde de contradictions, dans la coexistence d'hommes et de femmes en désaccord, et ne peut se définir que par opposition. Il n'y a pas de lumière sans ombre. Un livre sans ombre est un non-sens, et ne mérite pas d'être ouvert.*

*Rien n'est dangereux comme les belles images. C'est avec cela qu'on pervertit les esprits. Si vous voulez qu'on vous donne de belles images rassurantes, qui ne souleveront pour vous aucun problème, avec lesquelles vous êtes d'accord, ne comptez pas sur moi. La littérature qui règle toutes les difficultés de la vie en quelques centaines de pages relève d'un genre d'activité qu'on appelle habituellement l'utopie. Rien n'est dangereux comme l'utopie, elle endort les gens, et quand la réalité les réveille, ils sont comme des somnambules sur le bord d'un toit, ils en tombent.*

*Il faut appeler les choses par leur nom, 23 avril 1959 ; publié dans *Jabats mon jeu*, E. F. R., 1959, pp. 136-137.*



21. *Ibid.*, p. 334.  
22. *Débats sur la liberté de la presse*, édition allemande M.E.W., Berlin, tome I, p. 71.

**A** la fin de 1958, Aragon publie *La Semaine sainte* et, dans le consensus inattendu qui presque aussitôt s'instaure, se glissent tant de confusions volontaires et de bévues inconscientes, d'interprétations erronées, qu'il éprouve le besoin de mettre les points sur les *i*. Il le fait dans de nombreux textes, interventions, interviews, conférences, pour la plupart réunis dès l'année suivante dans le recueil *Jabats mon jeu* : *Secrets de fabrication, Donner à lire, Paroles à Saint-Denis, L'auteur parle de son livre, Géricault* — et, finalement, le 23 avril 1959, dans une conférence-meeting à la Mutualité, organisée par les Jeunesses communistes et présidée par Maurice Thorez. Le texte de la conférence est aussitôt diffusé en brochure.

Aragon y parle naturellement de *La Semaine sainte*, qui domine encore les discussions littéraires, mais, au moyen et au-delà de son objet, il réexpose, en l'approfondissant, sa conception de la littérature. Aux critiques bourgeois qui applaudissent à l'« objectivité » de *La Semaine sainte*, comme si c'était chez son auteur une disposition d'esprit récente, et (déjà !) comme si elle signifiait un recul par rapport à ses options politiques, Aragon répond, jamais lassé, qu'on ne peut découper son œuvre en tranches et que c'est d'avoir, par exemple, écrit *Les Communistes* qui lui a appris à écrire *La Semaine sainte*, qu'il a, dans « le livre du décheirement français » de 1939-1940, traité les généraux vaincus, les ministres Monzie et Reynaud, avec autant d'« objectivité » que le cavalier légitimiste Géricault et les maréchaux d'Empire.

Mais au-delà de l'anecdote il s'insurge contre les limitations à la liberté de l'artiste et il revendique avec éclat cette liberté : « La liberté de l'art a toujours été de donner sens aux œuvres qu'il produit et l'asservissement de l'art est toujours venu des interdictions extérieures qui ont prétendu limiter le champ de nos observations d'une part, et contrôler le sens que l'artiste leur donne<sup>23</sup>. »

L'écrivain donneur de sens ne peut se laisser imposer par qui que ce soit un sens préfabriqué. Que le « sens » ne surgisse pas comme par miracle du cerveau jupitérien d'un « créateur », Aragon ne l'a jamais nié. Mais il affirme que c'est le travail de l'écriture qui, nourri de l'expérience de l'écrivain, expérience due aussi aux « autres », au « réel », transforme les significations que transporte le matériau qu'il a amassé. Ecrire n'est donc pas chercher à retrouver à tout prix un sens institué, se complaire dans une activité narcissique où l'on ne découvre que soi-même. Ecrire n'est pas supposer la difficulté déjà résolue, ni tenter de revenir au point de départ, ni feindre de partir à la découverte de l'inconnu pour aboutir, comme « par hasard », au déjà connu. Une telle littérature se détruit elle-même : après l'avoir déclarée ennuyeuse, Aragon finit par la rejeter comme illisible.

Pourquoi ? Parce que cette littérature des « belles images », des « images rassurantes », est totalement incompatible avec cette philosophie de la contradiction qu'est le marxisme. La société est un « monde de contradictions », une « coexistence d'hommes et de femmes en désaccord », un complexe de difficultés et de problèmes. Dans cet univers mouvant, la littérature peut jouer un rôle important, mais elle ne peut résoudre à elle seule les contradictions d'un « monde réel » dont

elle fait partie, sinon par cette opération magique qui « règle toutes les difficultés de la vie en quelques centaines de pages », et qui est une mystification d'autrui et de soi-même. Les lignes très dures qu'Alors Aragon écrit sur l'utopie, ce « genre d'activité » dangereuse, endormeuse et qui fait courir aux lecteurs les risques des somnambules, Aragon les récrit peu après dans son *Histoire de l'U. R. S. S.* parue en 1962 et où il nomme l'utopie « un terrible briseur de grève, la débauchée perfide des chantiers ».

Supposer à la littérature le rôle d'enfoncer les portes ouvertes, de rassurer les inquiétudes, de produire ce que le lecteur attend et espère pour éviter les questions gênantes, c'est lui dénier son rôle de recherche. Déjà, dans cette conférence, Aragon amorce le thème majeur de sa réflexion des années soixante et suivantes sur *l'écriture comme recherche*, thème cent fois repris et varié, amplement développé dans les *Incipit* et dont je ne donnerai qu'un mince échantillon, mais significatif, prélevé de *La Suite dans les idées*, postface écrite en 1965, pour les *Œuvres croisées*, au roman *Les Beaux Quartiers* : « Je n'ai jamais écrit d'histoire dont je connaissais la suite, cela m'aurait toujours empêché de l'écrire. Je suis de cette espèce de romanciers qui écrivent pour savoir ce que leurs personnages vont devenir, c'est-à-dire que j'écris un roman comme le lecteur le lit. Entendez-moi : je ne sais pas qui est l'assassin et je développe mon histoire pour l'apprendre. »

Où l'écriture comme moyen spécifique de connaissance...

## Texte 8 : Maurice Thorez

*Comment traduire la nouveauté de l'époque ? Il passera par le cubisme mais ne s'y attardera pas. Sa personnalité est trop puissante pour se laisser longtemps enfermer dans une formule ou dominer par une mode. Ce qu'il vise à travers les assemblages de sphères, de cylindres, de cônes, c'est transformer l'image traditionnelle de l'homme. Dans le groupe des artistes de Montparnasse, il occupe déjà une place particulière, qui le met en vedette.*

*Vient la guerre de 1914. Parti dès la mobilisation générale, il la fera jusqu'au bout et reviendra bouleversé, métamorphosé. « C'est là que j'ai tout appris, tout compris », dira-t-il.*

*Il se tourne avec une fougue accrue vers le monde moderne dont il veut devenir le peintre. Les contrastes de formes abstraites ne lui suffisent plus : il s'attachera à exprimer la poésie du travail, de l'outil, des moteurs, des marteaux-pilons, des disques sur les voies ferrées, des locomotives, des échafaudages, des balises, des pylônes électriques. A travers cet immense essor de la civilisation mécanique, il glorifiera, avec une conscience aiguë et par les techniques d'un nouveau réalisme, l'homme aux prises avec la matière, l'homme de la machine, l'ouvrier.*

*Les tableaux de Fernand Léger produisent une impression de puissance irrésistible : il semble qu'ils vont jaillir de leur cadre et entraîner les foules à leur suite. Le peintre refusait de séparer l'art de la vie. Nul mieux que lui n'a rendu le rythme haletant de l'âge industriel. Il a trouvé, pour magnifier l'épopée du travail, des traits fulgurants, des expressions synthétiques. Il souhaitait que l'humanité fût plus grande, plus libre, plus*



2007, 11/18, 160 p. 160.

heureuse. Il lui conférait dans ses toiles une dimension nouvelle.

Ses méditations esthétiques l'ont amené à mettre en évidence la valeur de l'objet : par là il se rattache, même sur le plan des recherches formelles, à la conception matérialiste du monde. Toutes les conquêtes du siècle ont retenu son attention et nourri son art : il a appelé le cinéma « une invention à faire du vrai ». Il ne confère pas seulement à son œuvre une signification sociale, il veut que ses toiles, par leurs couleurs, apportent de l'allégresse. « Il faut, déclarait-il, jeter de la couleur dans la vie des gens. La couleur donne la joie. J'aime les couleurs fortes, les contrastes violents. Que ça éclate sur le mur ! »

Comme les grands novateurs, il a imposé sa vision. Il a imprimé une allure d'épopée, de mouvement perpétuel, aux gestes les plus simples, les plus humbles, les plus modestes, et il a planté en plein ciel ses « Constructeurs » pareils aux titans qu'évoquait Marx.

Préface du catalogue de l'exposition Fernand Léger à Moscou, 1960 ; publié dans Maurice THOREZ, *Œuvres choisies*, tome III, pp. 257-259.

C'EST, dans mon choix, le seul texte d'un « homme politique ». Mais Maurice Thorez s'est trop appliqué à acquérir une admirable culture personnelle, il s'est trop constamment efforcé de faire de son parti également un propagateur de culture, pour que la présence ici d'un de ses textes ait besoin de justifications laborieuses.

Ecrire une préface à l'exposition Fernand Léger à Moscou était déjà, en soi, un grand acte politique. En décider la publication dans un journal populaire de masse comme *L'Humanité-Dimanche*, en « attendant » (l'attente était un peu longue...) que l'exposition s'ouvre, c'était, au sein du mouvement communiste international, une initiative dont on mesure sans doute mieux aujourd'hui le caractère précurseur.

A un public en majorité conditionné à ne voir dans la peinture de Léger qu'une assemblage de sphères, de cylindres, de cônes », Maurice Thorez, fidèle à sa devise « expliquer, expliquer toujours », raconte, en pédagogue patient et éclairé qu'il fut toute sa vie, qui est Fernand Léger. Il le fait avec les mots de sa formation et de son expérience, où domine le vocabulaire de l'art comme « expression ». Mais l'essentiel, c'est, à l'intérieur du langage traditionnel, de faire avancer la compréhension de la démarche artistique nouvelle.

Dans cette description allègre et dense, Léger apparaît comme le fils de son époque, marqué jusqu'au bouleversement et à la métamorphose par la tragédie qui a décimé sa génération, et en même temps passionné par ce « monde moderne » cruel et grandiose. Il est montré comme un matérialiste, au moment même où on pourrait le croire victime (coupable) de « formalisme », amené par sa réflexion « à mettre en évidence la valeur de l'objet ». Il est décrit comme un chercheur infatigable auquel aucune technique nouvelle ne demeure étrangère, qui poursuit sans relâche un inventaire non formaliste des formes.

Maurice Thorez a soin de ne pas réduire Léger à son message, à la « signification sociale » de son œuvre ; car l'art produit un plaisir et les toi-



les de Léger apportent de l'allégresse. Sans doute y a-t-il aussi dans cette belle page, toute animée par la joie qu'elle découvre chez le peintre, une idée plus importante et qui en est — fort à propos — l'idée dominante : celle de l'écart nécessaire entre le chercheur, artiste ou savant, et le public ; un certain écart nécessaire. Car si Léger vise à « transformer l'image traditionnelle de l'homme », il ne peut que déranger les préjugés, les habitudes et le confort intellectuel d'une vision consacrée par la tradition, et par conséquent, comme le disait Elsa Triolet dans la discussion sur *Le Monument*, il doit s'attendre, comme tout artiste d'avant-garde, à être incompris et même décrié. C'est que le rapport entre l'artiste novateur et le public dans sa masse n'est pas un rapport simple. Il y a contradiction, conflit, combat — ce que Maurice Thorez résume d'une phrase apparemment anodine mais riche de conséquences : « Comme les grands novateurs, il a imposé sa vision. » Imposé : par son travail, par sa lutte incessante et, dans le meilleur des cas, grâce à l'aide d'un parti, également (quoique dans un autre registre) d'avant-garde et qui sait bien qu'il faut être « en avant des masses ». D'un pas seulement, en politique ; en art, la « nature des choses », ou plutôt la structure même de la société dans une certaine phase donnée de notre civilisation exige que cette avance soit de plusieurs pas. Pour longtemps, c'est probable. Par conséquent, il importe que le public admette cet écart, ne se gausse pas de celui « qui voit plus haut que l'horizon » et y découvre des choses dont ensuite il parle, ce qui le fait prendre pour « bizarre », sinon « dérangé ». Pour ne pas compromettre l'avenir, il faut préserver le présent, même insolite.

Ces huit textes n'ont donc pas tout dit. Ils ne peuvent pas suggérer que la démarche de notre parti a été, en cette matière, dénuée de faux pas, linéaire, idyllique, ni que l'histoire devait fatalement avoir cette « perfection » d'après-coup. J'ai signalé au passage quelques secousses, des retombées, des épisodes fâcheux, limités dans le temps, mais où l'on a frôlé néanmoins quelques vraies catastrophes. Il y en a eu

d'autres, que les historiens étudieront, garantie (nullement infaillible) contre de possibles et nouvelles nuisances.

Il va aussi de soi que d'autres textes, d'autres auteurs, auraient pu valablement être cités. Au demeurant, Argenteuil n'est pas né seulement de lectures bien faites — encore que ces textes aient constitué autant d'interventions. Le parti a réfléchi en s'appuyant sur son expérience, sur le contexte international, sur la pratique des grands artistes qui lui apportèrent leur adhésion ou au moins leur sympathie et même, de plus en plus, sur la pratique d'artistes, présents ou passés, que tout, politiquement et idéologiquement, semblait séparer de lui.

Argenteuil est né de cette longue réflexion : il a fallu surmonter à la fois les étroites dogmatiques et leur inversion précipitée, l'éclectisme liquidateur. Roger Garaudy fut le témoin malheureux, la victime dont on ne peut plus que sourire tristement, de ces oscillations d'amplitude maximale entre le « terrorisme » qui liquidait magiquement la « littérature de fossyeurs » (Sartre, Mauriac, Malraux...), au moment où Jdanov évacuait, sans faire le détail, de la « bonne musique » soviétique Prokofiev, Chostakovitch et Khatchaturian (rien que cela !) — et le laxisme un peu délirant d'une conception du réalisme qui se contentait de remettre tranquillement au paradis tout ce qu'on avait envoyé auparavant se consumer en enfer. Mais enfer ou paradis, bonnes intentions ou non, on était toujours dans la théo-

logie. Argenteuil a permis, non sans mal, de franchir ce cap difficile.

C'est dire qu'Argenteuil marque le moment d'une *histoire*. Qui par conséquent ne s'arrête pas. Son développement ultérieur<sup>24</sup> était peut-être partiellement contenu en germe dans un autre paragraphe de la résolution : « Le parti apprécie et soutient les diverses formes de contribution des créateurs aux progrès humains dans le libre déploiement de leur imagination, leur goût et leur originalité. Il souhaite qu'ils comprennent et appuient les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière. »

Le grand affrontement de classes de mai 1968 a accéléré cette « compréhension » des créateurs, elle en a rapproché un nombre non négligeable des combats de la classe ouvrière, jusqu'à l'adhésion au parti communiste. L'entrée en scène d'une nouvelle « génération » de créateurs communistes, la diversité et l'ampleur de registre de leurs pratiques permettent de poser les problèmes dans des termes renouvelés. C'est une de nos tâches à venir. Pas plus que les précédentes, elle ne saurait être résolue par la magie des bonnes intentions et des proclamations de principe ; mais, dans notre parti, la croyance à la magie a tellement reculé que tout l'indique : la solution est possible. Et ce n'est pas un moindre sujet d'enthousiasme de penser que, comme toute solution historique, celle-là aussi sera provisoire. Beaucoup de travail légué encore, comme disait Brecht, « à ceux qui viendront après nous ».

24. Dont on trouvera des éléments importants dans le discours prononcé par Roland Leroy pour le vingt-cinquième anniversaire de *La Nouvelle Critique*, le 18 décembre 1973 (publié dans le n° 70 de la revue, janvier 1974).



# NC INTERNATIONALE



## ITALIE : UNE SAISON DE PROFONDES CONTRADICTIONS

Luca Pavolini

*Au sommaire*

### IMPÉRIALISME

De la famine comme moyen stratégique. « Affamer l'ennemi est un moyen de vaincre dont l'origine se perd dans la nuit des temps de guerre », écrit Jacques Barrau dans la note (p. 57) qu'il consacre aux révélations d'une revue américaine sur le rôle de la C. I. A. dans les efforts de l'impérialisme américain, spéculant sur la misère et la malnutrition pour asseoir son empire.

### DÉSARMEMENT

Rêve généreux ou projet politique ? Après la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, il devient urgent de faire le point sur le désarmement : sur les faits eux-mêmes, sans doute, masqués, voire déformés par le pouvoir, mais plus encore sur ce que peut représenter pour l'avenir de l'humanité la notion politique de désarmement. C'est à quoi s'attache ici (p. 58) Roger Mayer.

*L'article de Luca Pavolini est traduit de l'italien par Béatrice Bretonnière.*

## ITALIE

Luca Pavolini

# UNE SAISON DE PROFONDES CONTRADICTIONS



Meeting fasciste à Milan : un orateur du M. S. I.

Cet article de Luca Pavolini, directeur de « L'Unità », membre du comité central du parti communiste italien, a été écrit pour « La Nouvelle Critique » au mois de décembre. Avant donc que la direction du parti socialiste italien ait provoqué la chute du gouvernement d'Aldo Moro. On le verra d'ailleurs à la lecture, Luca Pavolini envisageait cette hypothèse. Mais ce n'est pas pour ces raisons conjoncturelles que cet article nous paraît, aujourd'hui et ici, nécessaire : c'est parce qu'il éclaire les racines de cette crise permanente que vit l'Italie, parce qu'il dégage clairement des perspectives, qu'il doit permettre de mieux comprendre ce qui, réellement, se passe en Italie.

C'EST une saison de profondes contradictions que traverse l'Italie. Le pays est caractérisé par un incontestable développement dans le sens de la démocratie ; de nouvelles exigences et de nouveaux besoins surgis de la société civile sont pris en compte avec une maturité qui aurait été impensable il y a encore peu de temps ; le rejet des vieilles méthodes de gouvernement, de la cor-

ruption, de la mauvaise administration ne s'exprime plus seulement dans une protestation générale, mais il conduit à la mobilisation autour de propositions concrètes de rénovation. Il est clair que le pays a « grandi », qu'il est sorti du vieux provincialisme, qu'il a acquis une nouvelle conscience de lui-même, et que des couches toujours plus amples de la population ne sont plus disposées à se laisser

tromper par les mythes et les mystifications qui avaient encore prise dans un passé récent. Mais le développement de cette conscience dans la société — qui s'est traduit dans les résultats du référendum de mai 1974 sur la question du divorce, et dans ceux des élections municipales et régionales de juin 1975 — ne réussit pas à trouver son débouché sur le plan de la direction politique du pays. Des discriminations et des préjugés anti-ques font obstacle encore aujourd'hui à la constitution de ces nouveaux et amples regroupements de forces populaires qui seuls pourraient offrir une solution à la grave crise dans laquelle l'Italie se débat.

Le terrain des affrontements sociaux connaît une semblable contradiction. Les masses populaires et laborieuses italiennes font montre chaque jour d'une grande combativité, d'une grande capacité de mobilisation unitaire. On peut enregistrer là aussi des pas en avant d'une indubitable importance. L'unité syndicale entre les trois grandes confédérations nationales (C. G. I. L., C. I. S. L., U. I. L.) et entre les catégories ouvrières majeures se renforce, malgré des attaques provenant tant de l'extérieur que de certains courants internes. La conscience grandit de ce que les conditions des travailleurs ne pourront être améliorées effectivement et de façon stable si les grandes réformes structurelles et sociales urgentes pour le pays ne sont entamées et menées à bien. Par conséquent, les luttes ne concernent pas seulement les revendications salariales et contractuelles ; des objectifs plus généraux se posent, tels que l'orientation des investissements, l'affectation des crédits publics et de développement industriel en direction du Mezzogiorno, la relance de l'agriculture. Malgré ce degré de maturité très élevé, il est certain que les classes laborieuses n'ont pas encore le poids qui leur revient dans la direction générale du pays, alors même que les forces dominantes tentent d'utiliser la grave crise économique pour mettre le monde du travail sur la défensive et pour lui faire abandonner ses conquêtes des années précédentes.

C'est autour de ces contradictions que tourne aujourd'hui la vie politique italienne et que les événements, encore bien incertains, de 1976 se détermineront.

Certes, le panorama italien a connu de grands changements depuis le 15 juin 1975. Le changement du rapport des forces, s'il ne s'est pas traduit sur le terrain parlementaire, dans la mesure où il n'y a pas eu d'élections législatives générales, a toutefois influencé toute la vie politique : le P. C. I. a démontré qu'il avait plus de onze millions de voix, soit plus d'un tiers de tout l'électorat, et qu'il talonnait désormais de près la Démocratie chrétienne (un peu plus de 2 % séparent le P. C. I. de la D. C.). La gauche dans son ensemble frôle les 47 % des voix. Outre les trois régions déjà gouvernées par la gau-





« Oui au fascisme »  
(Trévise, 1972).



La politique du pire : Giorgio Almirante, leader du M.S.I.

che (Emilie, Toscane, Ombrie), deux nouvelles régions (Piémont, Ligurie) ont des administrations « rouges ». La plupart des grandes villes italiennes sont dirigées par la gauche : Milan, Turin, Florence, Venise, Bologne, Gênes et, pour la première fois dans l'histoire, Naples (bien qu'avec une direction municipale minoritaire). Sur les cent chefs-lieux de province les administrations « rouges » sont passées de 18 à 34. Dans les communes plus petites, les municipalités à majorité de gauche remplacent des centaines de majorités centristes ou de centre-gauche. Même si les pouvoirs des collectivités locales sont continuellement contestés et violés par le pouvoir central, qui les prive surtout des moyens financiers qui leur sont dus, l'importante extension des administrations populaires a permis un sensible déplacement des équilibres. Il faut rappeler que les prérogatives des régions en

Italie dans le domaine de l'économie, de l'agriculture, de la santé ne sont pas négligeables, et qu'elles peuvent par conséquent représenter (et que de fait elles représentent souvent) une structure étatique capable de s'opposer au gouvernement central, en particulier quand son action se relie à celle des forces sociales, à commencer par les syndicats.

Même dans les régions et dans les villes où n'existe pas de majorité de gauche et où se sont donc formées des majorités de type différent (pour la plupart avec la participation de la D.C. et du P.S.I., ainsi que des petits partis), il a été possible de réaliser des ententes programmatiques très vastes, auxquelles le parti communiste a donné sa propre contribution et son soutien propre. C'est là un fait extrêmement significatif. Dans la périphérie du pays, c'est-à-dire dans les

régions, dans les provinces, dans les communes, barrières et discriminations ont commencé à être abattues. On y a commencé à comprendre et à admettre qu'il n'est pas possible de faire fonctionner les administrations sans ou contre la force des communistes et leurs propositions. L'effet du 15 juin a donc sensiblement dépassé les simples faits numériques et les pourcentages. La Démocratie chrétienne et les autres partis ont dû traiter, discuter, parvenir à des accords dans de très nombreux centres. Même si des administrations où siègeraient simultanément communistes et démocrates-chrétiens ne se sont pas formées (sauf peut-être dans quelques communes mineures), un climat nouveau a commencé à se former au niveau local et aussi, dans certains cas, au niveau des régions. Il y a en outre de nombreux cas où des élus des petits partis (social-démocrate, républicain, libéral) sont entrés dans les directions de gauche ou dans les majorités qui appuient de telles directions — ainsi, dans une grande ville comme Milan. Naturellement, tout cela ne s'est pas produit sans de vives résistances de la part des directions centrales de tels partis, et il y a eu des scissions, des expulsions et des confrontations aiguës.

La crise la plus sérieuse, comme on peut bien le comprendre aisément est celle qui est intervenue dans la Démocratie chrétienne. La D.C. a payé durement la ligne de l'opposition frontale et de l'affrontement que le sénateur Fanfani avait exprimée au secrétariat politique du parti. Après être allé à l'aventure et à la défaite lors du référendum sur le divorce (1974), le secrétariat démocrate-chrétien a persisté sur sa ligne de l'anticommunisme exacerbé et du refus d'une confrontation démocratique et civile comme celle que proposaient les communistes. Elle a subi en conséquence un brusque repliement, perdant 3% des voix, en trois ans et descendant à 35,3%



Ocupation de l'usine  
Leyland-Innocenti.



des voix, maintenant ainsi de peu sa position de premier parti à la majorité relative. Elle a en outre perdu des positions de pouvoir dans une série de régions, de provinces et de communes, ce qui est d'une grande gravité pour un parti qui a construit pendant des décennies son influence sur des systèmes de pouvoir et de clientélisme. La D.C. a dû constater l'ampleur de l'écart entre ses propres positions conservatrices et culturellement arriérées et le processus de maturation civile du pays dont on a parlé plus haut. Au-delà de son rapport au monde ouvrier, c'est le rapport (privilegié pendant un temps) que la D.C. avait avec de larges secteurs du monde paysan, des couches moyennes, et jusqu'aux petites et moyennes entreprises, qui est entré en crise. Le monde de la culture, les intellectuels sont en polémique avec un parti qui n'a pas su se rénover et régler son pas sur ceux d'une époque et d'un pays enfin en train de devenir modernes. Les nouvelles générations (elles ont obtenu pour la première fois en 1975 le droit de vote à dix-huit ans) ont voté dans leur large majorité à gauche, et en particulier communiste.

La Démocratie chrétienne, pour une part au moins de ses diverses composantes, n'a pas pu ne pas prendre acte de cette situation, dramatique pour elle sous beaucoup d'aspects. L'éloignement d'Amintore Fanfani du secrétariat a été le reflet le plus visible de la crise. Il a été remplacé par Benigno Zaccagnini, homme issu de la Résistance, antifasciste sincère, proche des positions du président du Conseil, Aldo Moro. On a enregistré quelques nouveautés, dans le sens de l'élimination des postes dirigeants de quelques-uns des hommes les plus corrompus et compromis, et dans le sens d'une plus grande disponibilité à la discussion et au dialogue avec les forces populaires et avec les idées développées par le parti communiste. Mais le processus est jus-



Milan : manifestation des syndicats.

qu'à présent fortement freiné, contradictoire, plein d'oppositions et de résistances. Les tentatives explicites ou sournoises pour retomber dans la vieille ornière ne manquent pas. Il est bien connu que les communistes indiquent, comme perspective maîtresse pour sortir de la crise italienne, une convergence entre les courants populaires fondamentaux agissant dans le pays, les courants communiste, socialiste et catholique démocratique (le « compromis historique »). Une telle ligne d'entente continue à être refusée par la D.C. et par son groupe dirigeant actuel également, bien que ce refus se manifeste avec des accents différents, moins sectaires et spécieux que ceux du passé. La question de la D.C. est donc encore loin d'être résolue et la situation italienne tout entière est encore bloquée dans cette impasse.

Les interventions extérieures les

plus lourdes ne manquent pas. Les Etats-Unis, et M. Kissinger en particulier, ne perdent aucune occasion d'annoncer des mesures de rétorsion et des représailles de la part de l'O.T.A.N., au cas où les communistes italiens devraient entrer dans la majorité gouvernementale. La C.I.A. est active. Ces dernières années ont vu la révélation, malgré les tentatives du président Ford, des financements accordés par la C.I.A. aux partis anticommunistes italiens, et l'évocation d'« opérations » non précisées effectuées pendant la campagne électorale. Les services internationaux soutiennent sans aucun doute les complots terroristes et putschistes que les pires forces d'extrême droite continuent à organiser en Italie. Il y a enfin un réveil des ingérences de l'Eglise dans les affaires politiques internes de l'Italie, avec des déclarations dans le « vieux style » de cardinaux et



Agnelli,  
le P.-D. G. de Fiat.



Rome, 1970 : pour fêter une victoire sportive.

d'évêques. Une « déclaration » de la conférence épiscopale italienne a tenté de remettre au goût du jour les vieux discours de croisade, les discours de l'intolérance et de la rupture idéologique, avec l'intention de limiter la liberté de choix politique des catholiques et d'interdire à ceux-ci de soutenir les communistes et les partis laïques de manière plus générale. Ces interventions ne doivent naturellement pas être sous-estimées. Toutefois, les temps ont changé, et la mentalité générale aussi ; les croisades n'ont plus leur efficacité d'il y a vingt ans. Beaucoup d'évêques se sont plus ou moins ouvertement dissociés de l'esprit et de la lettre de la « déclaration » ; celle-ci, en fait, a le caractère d'un document défensif, destiné tout au plus à freiner les fermentations et les désaccords qui se manifestent avec une ampleur toujours plus grande dans le monde

catholique et dans l'Eglise.

Devant une situation si complexe et difficile, la ligne des communistes est claire. Ils jugent nécessaire de faire mûrir, dans la société et dans les forces politiques, les processus de rénovation en cours, sans penser à d'impossibles « raccourcis », ou à des brusqueries qui pourraient avoir un effet contraire. Des changements profonds, culturels et sociaux tout autant que politiques, sont en cours, qui tendent à mettre le doigt sur les problèmes réels et travaillent à renforcer l'unité du regroupement des forces populaires par-delà les divergences idéologiques. Il convient de considérer également des faits plus ténus qui se produisent dans le corps social. Les nouvelles articulations démocratiques et les poussées unitaires ne se limitent pas aux administrations locales. Des conseils de quartier sont constitués ou sont en

voie de constitution dans les villes ; des conseils scolaires se forment dans les établissements d'enseignement (avec la participation d'étudiants, de parents), d'autres formes de participation s'affirment dans le champ de la culture, des associations de loisir, de la coopération. Tout ce riche tissu démocratique, relié aux organisations syndicales provinciales, locales, de base (conseils d'usine, de zone), aux organisations des femmes et des jeunes, donne — ou peut donner — un cachet nouveau à la vie politique traditionnelle, aux institutions représentatives, au Parlement. C'est là, dans ce type d'articulation de la vie civile, que les oppositions rigides tendent inévitablement à être dépassées ; c'est là qu'est la véritable substance de la vision nouvelle d'une société en transformation que les communistes veulent faire progresser. C'est un développement complexe et contradictoire, on le comprend ; mais aussi c'est par là que peut et doit passer la rénovation de l'Etat et de son appareil.

L'avis des communistes, c'est précisément que c'est sur la maturation de ces processus qu'il faut tabler, plus que sur un « jeu de massacre » visant à faire tomber un gouvernement après l'autre (la chose n'est pas difficile, mais elle laisserait en substance la situation inchangée), ou à faire dissoudre la Chambre avant terme, pour en arriver à des élections législatives anticipées (l'échéance constitutionnelle pour l'élection des deux chambres du Parlement est le printemps 1977). Sur ces points, les éléments de contradiction et de discussion avec certains secteurs du parti socialiste, qui voudraient hâter la chute du gouvernement Moro et les nouvelles élections, ne manquent pas (le P. S. I. ne fait pas à l'heure actuelle partie du gouvernement, mais il est une partie indispensable de la majorité parlementaire sur laquelle celui-ci s'appuie). Malgré ces motifs de désac-



Elections régionales :  
le vote dans un hôpital.

cord avec certains courants du P.S.I., les rapports entre les deux partis de la gauche sont substantiellement bons, et leur unité fonctionne de façon positive tant dans les assemblées régionales et communales que dans le monde du travail.

Cette effervescence politique intervient sur le fond de la crise économique la plus grave qu'ait connue l'Italie depuis la fin de la guerre. Des éléments conjoncturels et structurels s'entremêlent dans la crise italienne, ainsi que des composantes internationales et d'autres dues aux retards historiques, aux déséquilibres régionaux, au mauvais gouvernement démocrate-chrétien qui a succédé au mauvais gouvernement fasciste. L'impact des difficultés du capitalisme international s'est fait sentir avec une acuité particulière sur une économie faible comme celle de l'Italie. Il y a aujourd'hui un million deux cent mille chômeurs, des centaines de milliers de travailleurs sont à la « caisse d'intégration » (mécanisme qui garantit 80 % de leur salaire pendant une certaine période aux ouvriers dont le travail est suspendu), d'autres milliers sont sous la menace du licenciement. La crise a gagné aussi de grandes entreprises fondamentales pour l'économie du pays, comme la Fiat, la Montedison, Pirelli : d'importantes sociétés multinationales se retirent des positions qu'elles avaient en Italie : British Leyland, Thomson, Singer. Dans le Nord, où le tissu économique et social est plus compact et plus robuste, les licenciements et les fermetures d'entreprise provoquent de graves difficultés. Dans le Mezzogiorno, dans un cadre déjà faible et désagrégé, les situations deviennent tout de suite dramatiques : des milliers de licenciements dans des régions comme les Pouilles, la Calabre ou la Campanie s'ajoutent à la masse préexistante des chômeurs, interdisant ainsi tout espoir et toute



Milan : un manifestant tué.

perspective de travail aux jeunes générations. Le phénomène du chômage des intellectuels diplômés atteint des proportions alarmantes, avec les dangers d'exploitation politique de la part de l'extrême droite et des groupes d'aventuriers.

Cela explique pourquoi, dans la réflexion des syndicats unitaires, des forces populaires, des communistes, le problème du Sud est encore une fois mis au premier plan. Quand les confédérations syndicales font converger sur Naples en une manifestation grandiose trois cent mille travailleurs de toute l'Italie sur le mot d'ordre de l'emploi, de la renaissance du Sud, des investissements publics et privés dans le Sud, on a une preuve de plus du degré de maturité et de conscience nationale du mouvement ouvrier. Cette maturité et cette conscience, les extrémistes qui voudraient pousser la classe ouvrière à l'aventure sans

débouché ou au repliement corporatif sans perspective montrent une fois de plus qu'ils ne l'ont pas.

La ligne de fond pour laquelle se battent les forces réellement avancées du mouvement populaire est celle d'une programmation économique démocratiquement élaborée et contrôlée. Il s'agit de fournir un cadre de référence concret et précis, sur lequel orienter les choix d'investissements et les nécessaires reconversions et restructurations industrielles. Les points de départ doivent en être la relance de l'agriculture et du Mezzogiorno, les réformes sociales, les besoins et les consommations collectives (logement, écoles, hôpitaux, santé, transports publics, sources d'énergie, recherche scientifique). C'est à partir de là que viendra la nouvelle demande, un nouveau marché, qui pourra entraîner la reprise industrielle selon les intérêts véritables de la collecti-



1973 :  
pour le Viêt-nam.



En attendant Nixon : « Vomissez-le ! »

vité nationale et non plus selon les intérêts restreints de groupes et de castes. C'est là le sens du « nouveau modèle de développement », profondément différent de celui qui est entré en crise, pour lequel nous luttons en Italie. C'est un affrontement difficile parce que les classes dominantes tendent au contraire à faire peser tout le poids de la crise sur les classes laborieuses, en termes de chômage et d'inflation, à faire reculer les travailleurs et les syndicats sur leurs conquêtes et leurs droits ; elles veulent se trouver devant une classe ouvrière numériquement affaiblie et désorganisée, et repartir enfin (quand la reprise apparaîtra, si elle apparaît...) sur les vieux chemins des faillites passées. Les classes dominantes continuent à jouer toutes leurs cartes sur la relance des exportations, ce qui contredit l'évolution du marché international et néglige l'expansion nécessaire du marché intérieur.

Le modèle de développement que les communistes, la gauche, le mouvement syndical soutiennent est au contraire orienté, d'un côté, vers un développement cohérent des besoins sociaux du pays, et d'un autre côté vers une insertion organique de l'économie italienne dans un juste système de rapports internationaux qui comprenne des échanges de produits et de technologies avec les pays socialistes et ceux du tiers monde.

De l'issue de cet affrontement dépend largement l'avenir de notre pays. Il y a un malaise de fond, qui vient en premier lieu de l'absence de certitude pour l'avenir, de l'exigence d'en finir une bonne fois pour toutes avec des méthodes de gouvernement fondées sur la corruption et l'ignorance, du chômage de masse, des déséquilibres et des distorsions sociales, de la croissance irrationnelle des villes, des inquiétudes des jeunes auxquelles on ne sait répondre. Cet en-

semble de faits donne naissance à des phénomènes préoccupants comme la propagation de la criminalité, de la drogue, des raptis de personnes, des rançons, des imbrications fréquentes entre délinquance commune et délinquance politique « noire<sup>1</sup> ».

Les nouvelles générations, les plus touchées par cet état de choses, se font porteuses, dans leur partie la meilleure, qui est largement majoritaire, de valeurs neuves, d'une plus haute moralité. Tout est donc en jeu. Le système scolaire, qui s'est étendu considérablement ces dernières décennies sur le plan quantitatif, est en prise avec un véritable chaos de structures et de méthodes d'enseignement. Le mouvement ouvrier et communiste se bat sur ce terrain décisif en reliant les problèmes de l'école à ceux du travail, de la qualification professionnelle, d'une programmation cohérente des institutions et des débouchés. L'adhésion croissante de masses de jeunes au parti confirme que cette juste ligne est comprise et soutenue. C'est là une adhésion de lutte, et une adhésion aux idéaux du renouveau du socialisme. La société italienne est en crise, mais on peut sortir de cette crise *en allant de l'avant*. Il convient de savoir donner des points de repère positifs, des éléments d'agrégation qui contrebattent les tendances à l'isolement, à la dispersion, voire au désespoir inhérentes aux vieilles valeurs, aux vieux modèles. Les forces existent, pour gagner cette bataille. Elles ont montré et montrent aujourd'hui qu'elles sont en expansion et qu'elles savent se donner des objectifs clairs. Si les classes laborieuses arrivent à rassembler autour d'elles, dans une vaste alliance, les couches intermédiaires ayant intérêt à un changement et à un assainissement de la vie nationale, la situation pourra évoluer vers cette issue politique dont le pays a un besoin absolu pour se relever et avancer.

1. Fasciata (N. D. L. R.).

## IMPÉRIALISME

Jacques Barrau

# DE LA FAMINE COMME MOYEN STRATÉGIQUE

*Affamer l'ennemi est un moyen de vaincre dont l'origine se perd dans la nuit des temps de guerre. Avec les écocides perpétrés au Viêt-nam par l'armée américaine, notamment avec ces destructions massives de récoltes alors commises à l'aide de techniques de guerre biologique d'une ampleur et d'une efficacité sans précédent, on aurait pu croire qu'on avait atteint au sommet de l'horreur. A l'échelle mondiale, cela provoque le puissant mouvement de réprobation que l'on sait et qui d'ailleurs se manifeste avec vigueur dans les milieux scientifiques des Etats-Unis.*

LES avatars de la politique intérieure américaine, les retombées de l'affaire du « Watergate » et les révélations qui se sont depuis multipliées sur les activités des services spéciaux américains, au premier chef sur celles de la C. I. A., permettent de découvrir un peu plus chaque jour la criminalité de ces services et de ceux qu'ils servent. Or, dans ce contexte, la divulgation récente (avril 1975), par la revue américaine *The Elements*, d'un rapport de ladite C. I. A. sur « les implications potentielles des tendances mondiales en matière de population, de production alimentaire et d'évolution climatique » montre que rien n'arrête l'imagination destructrice des stratèges du capitalisme impérialiste.

Fondé sur une excellente analyse du problème de la faim dans le monde dans ses formes présentes et possibles, le rapport spéculé sur les chances offertes à cet impérialisme par les insuffisances mondiales de la production alimentaire ; il propose de faire en sorte que les Etats-Unis, en particulier, puissent, à leur faveur, s'arroger un contrôle et un quasi-monopole de cette production à l'échelle mondiale, leur permettant d'exercer pratiquement un droit de vie ou de mort sur les nations démunies ou moins bien pourvues, ce qui, dit le rapport, leur conférerait une influence politique et économique extraordinaire, le monde entier ou presque devenant dépendant des importations de produits alimentaires contrôlés par les Etats-Unis, ou plutôt par les sociétés multi ou transnationales qui y ont leur centre.

Le raisonnement que font dans ce

rapport les experts de la C. I. A. est en bonne partie fondé sur les possibilités d'une tendance au refroidissement temporaire du climat mondial, refroidissement que certains climatologues croient pouvoir discerner et qui affecterait particulièrement, s'il se confirmait, les régions de latitude élevée (raccourcissement des saisons culturales en Chine du Nord, U. R. S. S. et Europe du Nord, Canada...), avec aussi des conséquences agricoles néfastes pour les pays tropicaux de mousson.

Même si ce refroidissement de climat n'était point confirmé, il y aurait un possible recours aux moyens de la guerre écologique. Certes, les Etats-Unis sont associés au projet de convention, déposé à Genève en août dernier, sur l'interdiction de l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires, mais comment oublier les « expériences » auxquelles ils se sont livrés en Indochine et comment oublier aussi les sommes considérables investies par le gouvernement américain dans des programmes de recherche sur les techniques de modification du climat (opérations « Popeye » et « Nile Blue » au Viêt-nam lors de la récente guerre, actuels projets « Hplex » et « Skywater » aux Etats-Unis...), le tout animé au départ et par la suite par des spécialistes de centres américains de recherche sur les armements) ?

Mais refroidissement naturel du climat et modifications artificielles de celui-ci ne sont pas suffisamment fiables ; aussi voit-on dans le même temps, toujours selon le périodique

américain *The Elements*, de puissantes sociétés multinationales ayant leur centre aux Etats-Unis intensifier leurs travaux de mise au point de techniques industrielles de production végétale (culture sans sol, en climat contrôlé, sur solution nutritive avec addition d'antibiotiques...) pouvant éventuellement leur permettre de contrôler aux Etats-Unis et hors des Etats-Unis une part significative de la production alimentaire mondiale. Des techniques comparables existent déjà et peuvent être développées en ce qui concerne la production animale.

On comprend mieux dès lors la portée des propos tenus par de hauts responsables américains, le secrétaire à l'Agriculture, Earl Butz, par exemple, sans parler de Gerald Ford et d'Henry Kissinger, propos selon lesquels l'alimentation est désormais une arme au service de l'hégémonie américaine, ou plus simplement de l'impérialisme.

Il ne suffit pas d'ailleurs de pouvoir agir ou de spéculer sur le climat, ou encore de se donner les moyens de créer de véritables usines de production végétale ou animale. Il faut aussi contrôler d'éventuels développements agricoles en régions encore peu ou pas développées. On rappellera d'ailleurs à cet égard la part majeure prise dans les opérations dites de la « révolution verte » par les fondations Ford et Rockefeller, « révolution » dont le but principal n'était-il pas de s'assurer le contrôle des biens nécessaires à une production agricole modernisée ? Il y a plus encore : le contrôle direct de la production primaire dans quelques vastes régions tropicales récemment ouvertes au développement, l'Amazonie brésilienne par exemple ; dans son numéro de juin 1975 (LXXXV, 23, p. 32), l'hebdomadaire américain *Newsweek* signalait que le gouvernement brésilien du général Ernesto Geisel venait pratiquement d'abandonner le principe de mise en valeur de ses terres « vierges » par lots de colonisation d'une centaine d'hectares et offrait désormais par priorité des unités de plus de 50 000 hectares aux firmes multinationales intéressées en « agribusiness » qui, en outre, bénéficieraient de considérables facilités fiscales. Pour donner une idée des réalisations en cours, l'un des groupes déjà en opération, groupe où le multimilliardaire américain Daniel Keith Ludwig figure en bonne place assisté de quelques militaires brésiliens devenus administrateurs de société pour l'occasion, possède la bagatelle de 1,5 millions d'hectares à l'embouchure de l'Amazone !

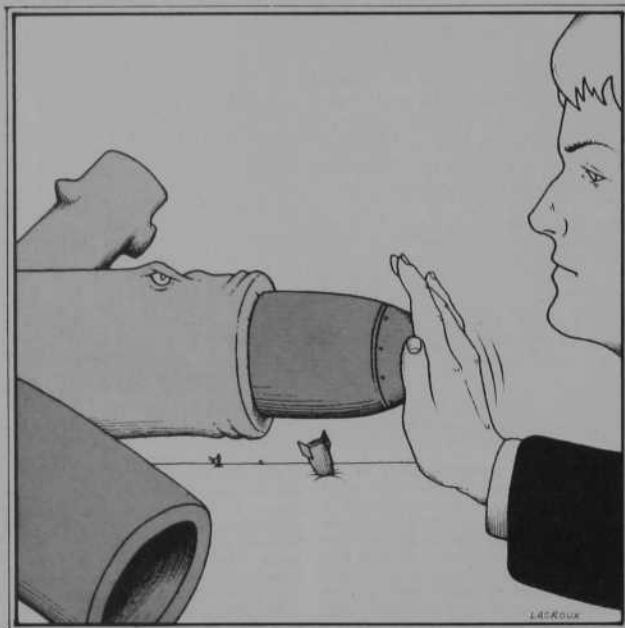
Il n'est peut-être pas inutile de citer quelques noms des vaillants pionniers qui ont tenté la grande aventure de la « mise en valeur » des terres vierges brésiliennes : Volkswagen, Goodyear, Mitsubishi, Nestlé, Swift Armour...

On assiste ainsi à une vaste opération mondiale de contrôle des ressources de la production primaire, surtout alimentaire, par le capitalisme multinational et le rapport de la C. I. A. cité plus haut montre bien la signification de cette nouvelle stratégie du capitalisme impérialiste.

## DÉSARMEMENT

Roger Mayer

# RÊVE GÉNÉREUX OU PROJET POLITIQUE ?



Désarmement est un mot tabou, un mot interdit dans le langage du président de la République. Ou plus précisément dans le tiroir de vocabulaire qu'il réserve à l'opinion publique. S'il l'a un jour approché dans une de ses interventions télévisées, c'est pour l'assortir du qualificatif de stupide. Par contre, le terme est utilisé dans les communiqués officiels ou dans l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, paraphés par le président. L'Organisation des Nations unies décide chaque année de faire effort pour le désarmement, publie des rapports d'experts, unanimes, qui prouvent que le désarmement est techniquement possible, économiquement réalisable, que la course aux armements conduirait inexorablement à la catastrophe de la guerre nucléaire. Trois séries de discussions, négociations ou conversations ont lieu, portant sur les armes ou conduisant à quelques accords sur des aspects du désarmement.

P ourtant, la course aux armements continue. Les dépenses mondiales augmentent. Les armes deviennent plus nombreuses, plus puissantes et plus précises. Plus de pays disposent chaque année d'avions à réaction et de fusées ; plus accèdent aux technologies et aux matières de base de l'armement nucléaire.

Alors ? Course aux armements ou désarmement ? Quelle est la perspective réelle ? Le désarmement constitue-t-il un projet politique ou est-ce seulement un rêve généreux ? Les communistes français ont-ils raison d'en faire un élément essentiel de la politique française, figurant dans leur programme propre, dans leurs rapports d'alliance et enfin dans le débat public et au grand jour permettant d'exposer ce que veulent les communistes pour la France ?

*Ce que nous savons tous...*

1. Le stock mondial d'armes nucléaires équivaut, en puissance, à plusieurs centaines de milliers de bombes d'Hiroshima<sup>1</sup>. Le centre d'information sur la défense aux Etats-Unis a calculé qu'en 1973 le stock d'armes nucléaires de ce pays s'élevait à 8 000 mégatonnes, soit 600 000 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima (0,013 mégatonne) qui tua 78 000 personnes et en blessa 84 000<sup>2</sup>. En ajoutant les stocks d'armes soviétiques, qui sont comparables selon toute vraisemblance, et les armes de Grande-Bretagne, de France (environ 1 000 Hiroshima), de Chine, c'est l'équivalent d'une bombe d'Hiroshima qui constitue aujourd'hui l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de chaque groupe de 2 000 à 3 000 habitants de la Terre. Cette capacité de « surtuer » a donné naissance, dans la littérature américaine, à cette unité de mesure : *overkill* ! Un seul sous-marin nucléaire américain de la classe *Trident*, en construction aux Etats-Unis, emportera dans ses flancs une puissance d'explosifs supérieure à celle de toutes les armes utilisées au cours des deux guerres mondiales.

2. En 1976, les dépenses militaires mondiales approcheront 300 milliards de dollars ; c'est plus que l'ensemble des dépenses de santé et d'éducation de l'ensemble des Etats. C'est plus que le revenu total du milliard d'hommes les plus démunis dans le monde.

3. Au moment où l'humanité se pose avec raison, de façon plus pressante que dans le passé, les problèmes de l'environnement, de la pollution, du gâchis des matières premières et du travail humain, n'est-il pas nécessaire de nous rappeler que les armes et

1. Les données de base sur les armements et l'état des négociations en 1973 figurent dans l'ouvrage *Vers le désarmement* publié aux Editions sociales (collection « Notre Temps »).

2. *The Bulletin of Atomic Scientists* (B. A. S.), avril 1975.

les armées consomment actuellement, en temps de paix, entre 5 et 10 % de chacune des principales matières premières, y compris celles qui sont destinées à la production d'énergie. C'est également un pourcentage équivalent de l'activité humaine qui est absorbé par le domaine militaire. Les plus éminents économistes démontrent ou admettent que les dépenses militaires jouent un rôle essentiel dans le dérèglement inflationniste que connaît le monde occidental et les pays soumis au marché et aux règles de l'économie capitaliste.

4. L'habitude est prise de calculer le montant des dépenses militaires en fonction du produit national brut. On aboutit ainsi à des quantités apparemment faibles. En fait, 4 % du P. N. B. — c'est à peu près le chiffre donné pour notre pays —, cela représente une ponction très importante. Tout se passe comme si toute l'activité de quatre départements français était intégralement absorbée par le service des armées. Ce n'est pas mince — et il faut le savoir, même si c'était pour un temps encore nécessaire.

5. Cependant, le montant des dépenses militaires ne suffit pas pour exprimer pleinement la réalité de la ponction économique et sociale provoquée par ces dépenses sur l'économie mondiale ou celle d'un pays déterminé. Ainsi, les dépenses mondiales d'armement représentent 6 % du produit brut. Mais c'est près de 40 % des dépenses de recherche publiques et privées qui sont consacrées aux recherches sur les armements et 25 % de la matière grise de recherche est absorbée<sup>3</sup> par les problèmes d'armements. Dans le même sens, dans le budget public français, la part du budget de fonctionnement des armées s'élève à 10 % environ du total des crédits de fonctionnement ; par contre, les équipements militaires absorbent 40 % de l'ensemble des dépenses d'équipement de l'Etat<sup>4</sup>. Le coût social et économique réel des dépenses militaires est presque toujours sous-estimé par les statistiques du fait que les activités et dépenses d'armements absorbent des biens qualitativement plus « nobles » que la plupart des autres domaines d'activité.

### ... et ce que nous savons peut-être moins bien

Les accords dits S. A. L. T.<sup>5</sup> ont conduit à fixer un plafond au nombre des armes stratégiques de chacune des deux parties, Etats-Unis et U. R. S. S. Ce nombre (2 400 dont 1 320 peuvent être dotées de têtes nucléaires multiples) est proprement terrifiant eu égard aux possibilités de destruction et de mort que représentent ces armements. L'accord met-il un terme à la course aux armements ? Quelques faits montrent qu'il n'en est rien et que cette course aux armements revêt des aspects d'une singulière accélération, bien plus impor-

tante que ne le laisse supposer le simple examen des budgets ou effectifs militaires.

Les fusées intercontinentales (elles peuvent être dotées de têtes nucléaires multiples constituant en fin de parcours autant d'armes indépendantes destinées à plusieurs objectifs) verront leur portée passer, d'ici à 1980, de 6 500 à 12 000 kilomètres. La précision de ces armes s'est accrue d'un facteur 20 entre 1954 et 1970<sup>6</sup>. Mais une amélioration qualitative de cette précision est apparue avec des systèmes de guidage qui deviennent indépendants de la distance : les armes, nucléaires et non nucléaires, tendent, de plus en plus, à être guidées vers leur cible en fin de parcours ou de trajectoire. La précision devient telle qu'un concept nouveau, et un nouveau terme, est apparu dans le langage des armes, aux Etats-Unis, celui de *surgical strike* (frappe chirurgicale). Ce terme exprime la possibilité de tirs détruisant l'objectif avec une précision chirurgicale. S'il est possible de viser avec une telle précision, encore faut-il localiser l'objectif : aujourd'hui, une photographie prise depuis un satellite, d'une altitude de 150 kilomètres, permet de discerner des détails de 8,5 mètres<sup>7</sup>. La précision des armes leur donne une signification, une efficacité qualitativement nouvelles. Et pas seulement dans le domaine des armes nucléaires. C'est vrai également des armes conventionnelles qui peuvent être dotées de munitions tirées vers la cible (*precision guided munitions*, P. G. M.). Ces munitions pourraient être de petites charges nucléaires ou *mininukes*.

Les techniciens occidentaux de l'armement font de cette escalade technologique la base de nouvelles doctrines d'emploi qui tendraient à effacer la distinction entre armes conventionnelles et armes nucléaires. Ce serait pourtant une illusion dangereuse de baser une doctrine et une pratique militaire sur de telles considérations : le recours à l'arme nucléaire tactique de faible puissance ou comparable à la bombe d'Hiroshima ferait entrer le monde dans l'inférieure logique de l'ascension aux extrêmes<sup>8</sup> ou de l'escalade. La doctrine Schlesinger résulte d'une tendance, toujours renaissante aux Etats-Unis, de faire de la guerre et de la menace de la guerre un instrument actif de l'antisoviétisme ou de l'intervention contre les peuples ; cette doctrine a pu voir le jour et inspirer la politique militaire américaine en raison des nouveaux développements de la course aux armements. Les nouvelles formes de déploiement des forces américaines et les positions prises au cours des différentes négociations sur les armements sont la manifestation de cette doctrine Schlesinger. Nous voyons se développer sous nos yeux une interaction dialectique entre les développements technologiques et doctrinaux de la guerre et la volonté hégémonique et d'agression des Etats-Unis. Ce processus est singulièrement complexe car s'y

mêlent aussi la puissance économique, technique et militaire de l'Union soviétique et des pays socialistes, les relations entre Etats capitalistes, l'influence des opinions publiques...

Au lendemain de 1945, le monde a connu la guerre froide d'autant plus naturellement que bien des éléments de cette situation préexistaient déjà pendant la guerre<sup>9</sup>. Le processus dialectique rappelé ici a conduit aux éléments de détente et aux discussions ou accords de contrôle des armements ou de désarmement. Cependant, tout le monde n'accepte pas le cours nouveau du climat international, même s'il résulte des faits, des changements survenus dans le monde, y compris des changements technologiques dans le domaine des armements. La politique, la politique mondiale, ne suit pas spontanément les lignes de plus grande pente. Quels sont les horizons possibles dans le domaine des armes et du désarmement ? Quelles conclusions pour l'action politique, notamment au niveau de l'opinion publique, comme à celui de la politique extérieure française ? Notre réflexion ici s'attachera à ces diverses questions sans prétendre à mieux que contribuer au débat.

Avant d'y revenir, remarquons que le choix politique officiel de notre pays en ce domaine refuse la logique de la détente et va à l'encontre de son développement. En témoignent le ton et le contenu des interventions de Giscard à la télévision ou son interview au *Figaro*<sup>10</sup>. Egalement l'intervention de Jacques Chirac à l'ouverture de la session de l'Institut des hautes études de défense nationale. Là, le Premier ministre a mis l'accent en premier lieu sur la « mondialisation » des problèmes de notre temps ; s'il déclare que la détente entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est est « la seule politique raisonnable à long terme », c'est après avoir souligné qu'« aucune situation n'est durablement acquise » et insisté sur la nécessité de poursuivre et d'accroître l'effort de production d'armements à la fois dans le domaine nucléaire et dans le domaine des armes conventionnelles. Au cours de cette intervention, le Premier ministre a de nouveau affirmé le rôle de l'armement nucléaire tactique qui donne « les moyens d'une stratégie plus

3. B. A. S., avril 1975.

4. Ces données, à moins de 1 % près, sont caractéristiques du budget tant en 1974 qu'en 1975.

5. Abréviation de Strategic Arms Limitation Talks. Ces conversations sur les armements stratégiques ont débuté en 1969 entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Elles ont donné lieu à des accords portant sur le « contrôle des armements ».

6. Sur l'état actuel des discussions, voir plus loin.

7. « The Accuracy of Strategic Missiles », *Scientific American*, juillet 1975.

8. *World Armament and Disarmament*, S. I. P. R. I., *Yearbook*, 1975 (annuaire publié par l'Institut de recherche pour la Paix de Stockholm), chapitre 13.

9. Pour reprendre une expression de Clausewitz.

10. David Horowitz, *De Yalta au Vietnam*, 10/18.

11. Le *Figaro*, 26 novembre 1975.

nuancée — et par conséquent plus efficace — que celle d'une dissuasion ne reposant que sur des armes stratégiques ». De telles orientations, s'ajoutant à celles relatives à la possibilité d'utiliser les premiers, dans un conflit, les armes nucléaires, jointes à l'absence délibérée dans les négociations relatives au désarmement et le silence sur ce sujet, sont en contradiction avec les affirmations sur la détente.

### Négociations et discussions sur les armes et le désarmement

Trois séries de négociations portent sur ces problèmes. La première a lieu à Genève, sous le parrainage des Nations unies. Elle avance avec lenteur, sous la coprésidence des Etats-Unis et de l'Union soviétique. A son actif, quelques décisions, notamment l'interdiction des armes biologiques, la recherche d'un langage commun, l'étude de projets cohérents et souvent proches les uns des autres, de textes de désarmement général, contrôlé, comportant des étapes précises et tout à fait applicables si l'accord politique était réalisé. La France ne participe pas à ces négociations sous des prétextes qui ne résistent pas à l'analyse. Un gouvernement français qui le souhaiterait pourrait utilement contribuer au succès de ces négociations et à des résultats tangibles ouvrant la voie du désarmement, par des étapes favorables à tous les pays, ne compromettant la sécurité d'aucun et améliorant considérablement la situation de détente.

La Conférence mondiale sur le désarmement, recommandée par l'Assemblée générale des Nations unies, permettrait d'examiner les problèmes à une autre échelle. Certes, on ne peut espérer en voir surgir aussitôt un accord de désarmement général et complet. Mais ce serait l'occasion d'une expression claire et publique des points de vue qui, en raison des exigences de l'opinion publique, intéressée aux fruits du désarmement, feraient nécessairement apparaître des convergences et la possibilité concrète et à court terme d'accords limités, mais comportant des réductions effectives d'armements et tendant à l'objectif du désarmement général.

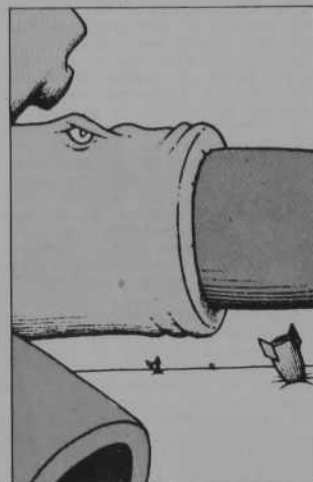
La seconde série de négociations concerne l'Europe. Au plan des principes, l'acte final de la conférence d'Helsinki reconnaît l'intérêt des efforts tendant « à promouvoir le désarmement » et affirme la conviction que sont nécessaires des mesures constituant « des étapes permettant de parvenir finalement à un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et effectif ». L'acte final contient également l'adoption de mesures de contrôle des armements portant en premier lieu sur la notification préalable des manœuvres militaires d'envergure avec échange d'observateurs.

L'essentiel de la discussion relative aux armements en Europe a lieu au sein de la Conférence sur la réduction mutuelle des forces en Europe (M.F.R.), conférence à laquelle notre pays ne prend pas part.

Enfin la troisième série est constituée par les conversations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur la limitation des armements stratégiques.

La presse se fait périodiquement l'écho de difficultés dans la poursuite des négociations relatives au désarmement. Certes, ces difficultés sont actuellement indéniables. Avant d'examiner ce qui peut en être connu aujourd'hui, marquons bien clairement que l'essentiel c'est la poursuite même du débat et que la logique va dans le sens de nouveaux pas positifs dans toutes ces discussions.

Les pourparlers de Vienne sur les forces armées au centre de l'Europe ont débuté en octobre 1973. Parallèlement se déroulait, à Helsinki et Genève, la négociation sur la sécurité



et la coopération en Europe, d'où l'essentiel des questions relatives au désarmement avait été écarté. L'idée centrale pendant au débat de Vienne était de réduire effectivement les forces au centre de l'Europe, en respectant la sécurité de tous les Etats participants ou non participants et l'équilibre des forces en Europe. Les hommes d'Etat et commentateurs admettent aujourd'hui que cet équilibre des forces caractérise la situation dans cette région, pourtant la plus armée dans le monde. La discussion ne tourne actuellement que sur les seules forces terrestres, mais sans négliger pour autant le fait que l'équilibre militaire est la résultante de l'ensemble des dispositifs militaires, aviation ou forces navales comprises, mais également de l'existence des bases militaires de l'O.T.A.N. et donc des Etats-Unis, situées en Europe, en dehors de l'Europe centrale, mais non loin d'elle. Or les pays de l'O.T.A.N. participant à la conférence

s'appuient sur la proximité de l'U.R.S.S. et l'éloignement géographique des U.S.A. (mais en négligeant l'existence de leurs bases) pour demander une réduction asymétrique, plus importante de la part de l'U.R.S.S. que des forces armées occidentales. La position des puissances occidentales, ainsi, consistait à ce que soit fixé un plafond égal de forces pour le pacte de Varsovie et pour l'O.T.A.N., sans tenir compte du fait que les forces terrestres ne jouent pas le même rôle dans l'équilibre des forces des deux systèmes militaires en Europe centrale. La position occidentale consistait en outre à demander que les premières réductions affectent les troupes terrestres des Etats-Unis et de l'Union soviétique (les Etats socialistes ont d'ailleurs accepté cette demande). Lorsque l'on examine les chiffres de réduction qui semblent résulter des propositions occidentales d'une part et de celles des participants appartenant au pacte de Varsovie, de l'autre, on est frappé du fait que les réductions proposées sont assez minimes, et d'autre part que les différences absolues ne sont pas très grandes.

### L'avenir des négociations est-il si sombre ?

Mais l'objet essentiel des pourparlers de Vienne devrait être la recherche des voies et moyens permettant d'aboutir à des réductions substantielles de forces dans cette région de l'Europe, cette réduction étant conforme à la nouvelle situation de détente. La position occidentale semble marquée d'un désir différent, à savoir celui de modifier, par une réduction des seuls effectifs terrestres, l'équilibre de sécurité actuel. Les modifications technologiques évoquées au début de cet article ne semblent pas étrangères à l'esprit des propositions occidentales.

Il en va de même dans les négociations S.A.L.T. A Vladivostok, le président Ford et Leonid Brejnev étaient convenus d'une réduction du nombre des missiles stratégiques. D'autres accords devaient suivre. Mais les voyages de Brejnev aux Etats-Unis et de Kissinger en U.R.S.S. ont été remis, en raison de difficultés dans la négociation, en premier lieu dans l'estimation des forces qui doivent être comptabilisées parmi les forces stratégiques. Le différend semble porter sur le « missile de croisière » (*cruise missile*). Cet engin serait capable de voler à très basse altitude et pourrait emporter une charge classique aussi bien qu'une charge nucléaire. Un prototype de missile de croisière, A.L.C.M. (*air launched cruise missile*), devrait voler dès cette année, avec une portée de 2 200 kilomètres. Un bombardier B1 — ceux qui doivent remplacer les actuels B56 — devrait pouvoir transporter vingt-quatre de ces engins, c'est-à-dire, s'ils étaient considérés comme missiles stratégiques,



1 % du total envisagé pour chaque partie à Vladivostok<sup>11</sup>.

Il semble que dans les difficultés de la négociation les Etats-Unis évoquent également ces missiles de croisière de courte portée qui, lancés d'un navire ou d'un sous-marin, pourraient atteindre le territoire des Etats-Unis. L'étude d'un nouveau bombardier soviétique — le *Backfire*, selon la terminologie de l'O.T.A.N. — est également citée parmi les difficultés rencontrées au cours des conversations S.A.L.T. Américains et Soviétiques ne seraient pas d'accord sur le caractère stratégique ou non stratégique de ce bombardier. Il y aurait également une difficulté sur la manière de dénombrer les véhicules stratégiques « mirvés », c'est-à-dire pourvus de plusieurs têtes nucléaires<sup>12</sup>.

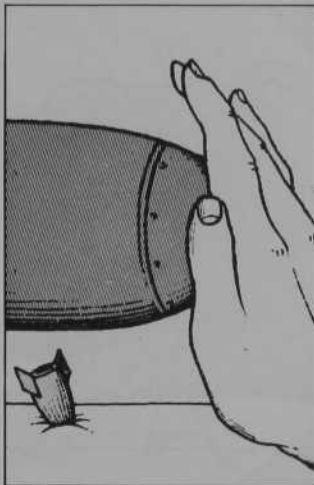
Ce ne sont pas seulement des considérations de caractère technologique et militaire qui sont à l'origine des difficultés actuelles à poursuivre sur la voie de la détente militaire bien que de telles considérations jouent indiscutablement un rôle. La détente n'est nullement la situation qui permet à l'impérialisme de mener sa politique et ses desseins, bien au contraire. Mais ce n'est pas le libre choix de l'impérialisme qui conditionne l'avenir des situations diplomatiques et militaires. Il y a des contraintes objectives, liées au développement global de la situation mondiale. Détente sur le plan militaire, poursuite du processus de contrôle des armements et engagement du processus de désarmement : c'est là le résultat d'une lutte mondiale de caractère essentiellement politique et qui ne peut en conséquence être réglée que par les moyens majeurs de la politique, c'est-à-dire globalement et au terme d'une action où jouent leur rôle non seulement les Etats, mais les forces qui conditionnent les orientations politiques majeures, à savoir les opinions publiques et les peuples.

### La paix aujourd'hui résulte-t-elle de l'équilibre de la terreur ?

La difficulté de la négociation sur la détente dans le domaine militaire, notamment de la négociation S.A.L.T., résulte en premier lieu du fait que les Etats-Unis et leurs alliés atlantiques ne misent pas sur la détente réelle et à long terme mais persistent à faire de la possession des armements un élément fondamental et majeur — et par conséquent durable et persistant — de la politique internationale, des rapports entre Etats. Il serait trop simple, trop simpliste peut-être, d'accuser les Etats-Unis de vouloir aujourd'hui déclencher une guerre contre l'Union soviétique. Mais ils ne consentent pas volontiers à abandonner la possibilité d'user de la menace d'employer la force. L'incertitude, c'est d'ailleurs un des vocables du jargon des stratèges. Et c'est bien une

telle attitude, élevée au niveau d'un dogme, qui conduit les dirigeants des Etats-Unis à proclamer la nécessité impérieuse pour leur pays de conserver la supériorité dans les domaines politique, économique et militaire. Cependant, après avoir espéré conserver longtemps le monopole, puis au moins une écrasante supériorité dans le domaine de l'armement nucléaire, les dirigeants américains ont dû tirer les leçons de l'accès de l'Union soviétique à l'arme nucléaire, puis de ses progrès en ce domaine en même temps que se renforçait le poids politique et économique des pays socialistes dans le monde.

C'est qu'après la perte du monopole les Etats-Unis espéraient bien, en contraignant l'Union soviétique à se lancer dans la course aux armements, gêner considérablement son développement. Les Soviétiques ne peuvent pas tout faire à la fois, déclarait en substance McNamara, alors secrétaire d'Etat à la Défense en



1966 : développer leur armement, accroître leur industrie lourde, développer l'agriculture et la consommation... » Il est permis de penser que de si nombreux facteurs agissant sur l'économie soviétique tendent à limiter la saine croissance de celle-ci et jouent sur le développement même du potentiel soviétique pour les années qui viennent<sup>13</sup>. » Puis les Etats-Unis ont dû accepter finalement l'égalité dans les potentiels nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Cette égalité à un très haut niveau des stocks d'armes stratégiques a alimenté cette situation connue sous le vocable « équilibre de la terreur », ou théorie de la dissuasion. Dès le début nous avons eu l'occasion de montrer que cette situation n'était nullement une garantie de paix. S'il n'y avait que les armes et que le développement de la course aux armements, le monde ne serait nullement assuré de la paix. En effet, les développements technologiques font

surgir aux Etats-Unis deux séries de tentations. La première, c'est celle de pouvoir régler son compte à l'U.R.S.S. en détruisant par une première frappe l'essentiel de ses armements stratégiques. La seconde, c'est de pouvoir mener, à l'abri du haut potentiel d'armes nucléaires, des conflits limités à l'aide d'armes conventionnelles ou d'armes nucléaires tactiques, ou d'un petit nombre d'armes stratégiques.

« Première tentation » : elle est évidemment insensée et hors de portée aujourd'hui. Pourtant, quelques milieux extrêmes en rêvent encore lorsque des développements techniques nouveaux permettent d'augmenter la portée, la quantité et la précision des armements. La seconde tentation, par contre, est plus précise, plus réelle : elle inspire les plans à moyen terme, conditionne une bonne partie du comportement des négociateurs américains dans les négociations, comme nous l'avons déjà vu.

Ces deux tentations ne sont nullement contradictoires. Elles ne représentent pas deux pôles entre lesquels alternerait la politique militaire des Etats-Unis. Toutes deux concourent à continuer la course aux armements : c'est par un haut potentiel d'armements stratégiques, doté de la capacité antirusses, que peut se fonder la menace d'employer les armes sur le champ de bataille, pour réaliser des objectifs de politique internationale. Exemple de ces menaces nous a été donné par M. Kissinger, à l'encontre des dirigeants des pays producteurs de pétrole. Exemple nous en est donné encore par l'aveu délibéré de M. Ford de s'intéresser au développement de la situation en Angola et d'y intervenir. Quant à la course aux armements, les programmes américains démontrent combien ils y sont engagés, en remplaçant leurs sous-marins stratégiques nucléaires par le *Trident* (coût unitaire 10 à 12 milliards de francs — le double avec l'armement embarqué —, soit un cinquième du budget militaire français) et les bombardiers B 52 par le nouvel appareil B 1 (coût unitaire 200 millions de francs).

La notion d'équilibre de la terreur a en tout cas commencé à disparaître du vocabulaire des observateurs compétents et sérieux. Ainsi le général Méry, le 4 septembre 1975, notait<sup>14</sup> que l'armement nucléaire avait introduit un tel changement d'échelle que certains y voyaient l'impossibilité même de la guerre, « idée qu'il faut accepter avec beaucoup de réserve ». Le phénomène nucléaire n'est pas figé : il a donné lieu à la notion d'équilibre de la terreur, « notion qui semble faire place maintenant à celle, plus concrète et peut-être plus dangereuse, d'un équilibre des moyens ».

11. Revue *Défense nationale*, décembre 1975.

12. De M. I. R. V. multiple independently targetable re-entry vehicles, fusées à têtes multiples indépendantes.

13. Revue de *défense nationale*, septembre 1966, p. 1379.

14. Revue *Défense nationale*, décembre 1975.

Le général Méry note également cette possibilité d'utiliser l'armement nucléaire comme un moyen de mener des conflits limités : « Il est apparu de plus en plus clairement que la possession d'un arsenal nucléaire et des capacités de riposte qu'il offre n'avait pas seulement un rôle passif et d'inhibition, mais devenait de plus en plus nécessaire pour permettre l'action par d'autres moyens et que seule sans doute la possession d'un tel arsenal était capable de garantir une telle possibilité d'action dans les situations les plus diverses. »

Mais si la paix ne résulte pas aujourd'hui de cet équilibre de la terreur, doit-on penser qu'elle est fragile, mal assurée ? Qu'elle n'est de nouveau que l'absence de guerre, que « non-guerre » comme écrivent quelques-uns ? Qu'elle ne constitue en somme qu'un nouvel entracte avant un nouveau cataclysme mondial ? Non ! La paix nous apparaît possible, solide, mais elle a d'autres fondements — et c'est heureux — que ce fragile équilibre de la terreur.

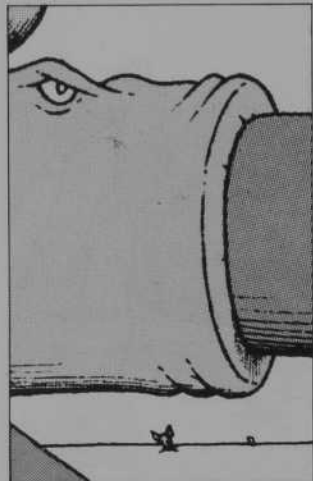
C'est sans doute ici une évidence que de marquer que l'événement le plus important de ce siècle est l'avènement du socialisme au pouvoir dans un pays, puis la place de plus en plus importante tenue par les pays socialistes dans les affaires mondiales. Cet élément compte infiniment plus pour comprendre les changements que l'existence de l'armement nucléaire. C'est le fait que l'impérialisme n'est plus seul qui change non seulement le rapport des forces mais la manière même dont se règlent les affaires mondiales. L'avènement de dizaines de pays à l'indépendance a encore réduit ce champ d'action de l'impérialisme. N'est-il pas vrai d'ailleurs que, sans la puissance des pays socialistes, le plus clair de ces indépendances nouvelles aurait été remis en cause. Tout au plus les formes de la domination coloniale auraient pu évoluer vers des situations néo-colonialistes, auxquelles d'ailleurs l'impérialisme ne renonce pas.

C'est dans l'existence de cette nouvelle situation internationale que réside pour l'essentiel la possibilité de mettre fin à la guerre, comme phénomène mondial d'abord, comme possibilité de régler tout rapport entre Etats ensuite. La solidité des pays socialistes, la volonté d'indépendance de nombreux pays hier colonisés représentent un phénomène objectif autrement durable que l'existence d'armes, qualitativement sans rapports avec les armes du passé certes, mais qui donnent lieu à une course également sans rapport avec l'antique course aux armements. Or, c'est l'argument le plus couramment utilisé par les adversaires du désarmement que de prétendre que si l'on supprimait les armes nucléaires il serait possible de nouveau de recourir à la guerre. Il est possible techniquement de recourir à la guerre avec les armes nucléaires, en les utilisant ou sans les utiliser. Le recours à la guerre impérialiste généralisée est maintenant difficile sinon impossible. Le

recours à des conflits limités devient de plus en plus difficile : l'exemple de la guerre du Viêt-nam en a apporté une éclatante démonstration. L'impérialisme n'en est pas convaincu. Il peut l'être, il le sera. La volonté de bénéficier des fruits de la détente que constituerait essentiellement le désarmement peut être un facteur pesant en faveur du désarmement.

### Le désarmement et les rapports entre l'Union soviétique et les Etats-Unis

Il est un second argument utilisé non seulement pour prétendre que le désarmement est impossible, mais plus encore pour s'opposer à tous les efforts en faveur du désarmement. Cet argument, c'est la prétendue collusion entre les Etats-Unis et l'Union soviétique qui ne seraient d'accord que pour limiter les armements des



autres pays et, ainsi, se partager le monde en zones d'influence mutuellement garanties et respectées. Cet argument ne résiste pas à l'analyse. La fiction du partage du monde organisée à Yalta est démentie par l'histoire et par le développement des relations internationales depuis 1945. Les journalistes, commentateurs et hommes politiques qui répètent sans fin « Yalta, partage du monde » multiplient les incohérences, les contradictions. En février dernier, *Le Monde*, à l'occasion du trentième anniversaire des accords de Yalta, publiait deux articles d'André Fontaine qui concluait : « Comme tous les mythes, celui du "partage de Yalta" a la vie dure. » Mais le même mois *Le Monde diplomatique* titrait son numéro « Vers un Yalta nouvelle manière<sup>15</sup> ». Le général Gallois a publié, sous le titre *La Grande Berne*, un ouvrage tout entier consacré aux négociations S.A.L.T. et au désarmement nucléaire et s'efforçant de dé-

montrer que ces conversations ne pouvaient avoir pour objectif et pour objet que le maintien de ce partage du monde laissant « à chacun son continent ».

Certes, la possession de l'arsenal différencié d'armes nucléaires par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. leur donne une responsabilité singulière. Mais le refus par les Etats-Unis des propositions concrètes et répétées de désarmement substantiel, et avant tout le désarmement nucléaire, n'est pas une position responsable. En effet, il y a aujourd'hui un nombre croissant d'Etats qui accèdent aux matières et aux technologies de l'armement nucléaire. S'il n'y avait pas un désarmement réel, comportant des réductions puis une suppression de ces armements, un jour ou l'autre ces Etats se doteront à leur tour de l'armement nucléaire. Peut-on estimer qu'un monde où une dizaine ou plus d'Etats posséderaient l'arme nucléaire aurait vu sa sécurité s'accroître ? Le général Gallois le prétend qui écrit : « Aujourd'hui, à l'âge de l'atome, les Etats sont donc seuls. C'est cette solitude, ce "chacun pour soi" après tout légitime, qui leur impose de pouvoir — seuls — à leur sincérité. Et comment le faire autrement que par l'atome<sup>16</sup> ? » Il est vrai que le général Gallois estime que la course aux armements n'est pas nécessaire pour des pays qui possèdent l'arme nucléaire, que « la course à la supériorité numérique — et même qualitative — n'a aucune signification ». Nous avons vu ce qu'il en était dans les faits. Loin de conduire au partage du monde, la situation impose (et permet) une évolution allant dans le sens d'une indépendance réelle et d'une égalité en droit des nations, des Etats.

Cette égalité n'a nulle raison de déboucher sur un repli sur soi de chaque pays. Elle suppose au contraire les plus larges coopérations régionales et internationales, sur tous les plans et notamment pour résoudre les questions techniques les plus complexes, pour venir à bout de la misère, du sous-développement. La course aux armements entre les pays, à travers tous les continents, ne peut que s'opposer à un tel développement politique. Elle s'oppose notamment à l'établissement de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler un « nouvel ordre économique mondial » en prenant bien garde cependant que sous le même vocable se masquent des réalités différentes et des intentions contradictoires. Substituer à la « rivalité Est-Ouest » une « rivalité Nord-Sud » ou même envisager une « coopération Nord-Sud », c'est en fin de compte continuer à avoir du monde une conception dépassée, celle de pays destinés à rester éternellement inégaux en droit. Le XX<sup>e</sup> siècle

15. Roger Mayer, « Une fiction dangereuse : la notion de super-puissance », *Cahiers du communisme*, mars 1975.

16. *Revue de politique étrangère*, n° 3, 1975.

n'est pas celui de l'établissement encore à réaliser, mais inscrit dans les faits, d'une véritable démocratie des Etats. Le désarmement et non la course aux armements est un des éléments de cette nouvelle définition des rapports entre les Etats.

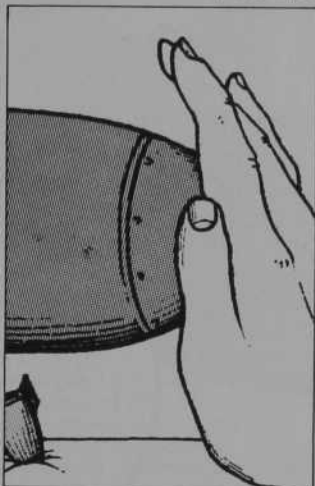
Pas de désarmement parce que l'arme nucléaire garantit la paix ! Pas de désarmement parce que les grandes puissances — les Super-Grands — font de cet armement l'instrument de leur connivence et le moyen de leur domination sur le monde ! Il est d'autres thèses utilisées pour écarter l'opinion publique de l'action en faveur du désarmement qui pourrait devenir une réalité de ce temps. L'armement, nous dit-on, est un des moyens essentiels du progrès. Des siècles ont prouvé qu'au contraire la guerre faisait reculer le développement économique. Et même si des développements techniques ont pu voir le jour au cours des guerres, ou pour développer les moyens de la guerre, les progrès les plus importants ne sont pas le fruit des recherches militaires, génératrices de secret et de gâchis. Aujourd'hui l'homme collectif est conscient des vertus de la recherche, du besoin de développement scientifique. Si le monde capitaliste mesure plus chichement les moyens à la recherche fondamentale qu'à la recherche militaire, c'est en raison de son pessimisme fondamental. Le résultat n'est pas favorable au progrès. Aux Etats-Unis, lieu privilégié de la recherche militaire, des retards majeurs sont constatés dans les domaines essentiels de recherche fondamentale et de recherche appliquée. Ce n'est pas aux Etats-Unis qu'a été développé, mis au point et réussi le développement de l'aviation civile à vitesse supersonique...

### Qu'espérer en 1976 en matière de désarmement ?

Avant d'être de nature technique, le désarmement est un problème politique. Démontez les arguments par lesquels on s'efforce d'ôter toute crédibilité à l'entreprise du désarmement est donc une tâche majeure. Il y a lieu également de s'efforcer de répondre à la question : que pouvons nous attendre, concrètement, en matière de désarmement ? Mais est-on certain de bien discerner seulement ce que recouvre ce terme ? Il peut en fait avoir beaucoup d'acceptions, non seulement en théorie, mais dans la pratique du droit international et des traités. Le désarmement peut viser une certaine limitation des budgets militaires, ou des effectifs, de l'aire de leur déploiement, du nombre ou de la quantité d'un armement déterminé, du tonnage de la marine militaire ou du nombre des unités. Mais « limitation » même est un terme ambigu : on peut limiter à une valeur qui n'est pas encore atteinte, ou dont on ne sait pas si elle est atteinte. Il y a dans ce cas fixation d'un plafond.

Un pas de plus serait le domaine non plus seulement de la limitation mais de la réduction des armements, ou des budgets, ou des effectifs. Ainsi ont été signés plusieurs accords portant sur l'interdiction des armes biologiques, sur l'engagement de ne pas utiliser certains domaines — le fond des mers, l'espace extra-atmosphérique, l'Antarctique... Les expériences d'armes nucléaires ont été interdites par un traité (que la France n'a pas signé) à l'exclusion des expériences souterraines inférieures à 150 kilotonnes. Etats-Unis et U.R.S.S. sont convenus de limiter certains armements stratégiques et ont réduit à un le nombre de leurs sites respectifs d'armes antimissiles.

Le mot désarmement n'aurait évidemment tout son sens que s'il s'appliquait à des actes internationaux complexes visant par étapes à une véritable interdiction contrôlée des armements de guerre. De tels projets existent, bien construits, technique-



ment fondés. C'est l'avantage de bien des débats qui ont eu lieu depuis 1945 — mais principalement au cours des dix dernières années — que d'avoir permis de dégager un langage commun, bien compris des experts des différents pays. Beaucoup de temps pourra être gagné pour réaliser un accord, le jour où existera la volonté politique d'aboutir. Mais c'est là évidemment l'essentiel, et le plus difficile.

Un terme nouveau est apparu en premier lieu dans la littérature anglo-saxonne, depuis plusieurs années, celui d'*arms control*. Nous l'avons utilisé plusieurs fois ici sous la traduction de « contrôle des armements ». En fait, cette traduction rend mal la signification de cette formule<sup>17</sup>. Elle serait mieux traduite par « maîtrise des armements ». Des mesures d'*arms control* sont destinées en effet à maîtriser le développement ou l'usage des armes, et en premier lieu des armes de destruction massive,

des armes nucléaires stratégiques. C'est de cette technique que relève le traité de non-prolifération des armes nucléaires, la liaison entre Moscou et Washington d'un « téléphone rouge » (en fait un télétype) et d'autres moyens de prévention d'une guerre nucléaire accidentelle pris dans le cadre des S.A.L.T. Actuellement, tous les résultats des S.A.L.T. relèvent de cette technique.

A Vladivostok, Ford et Brejnev étaient convenus de passer dès 1981 à l'étude de mesures de réduction des armes stratégiques.

Que peut-on attendre aujourd'hui ? Il y a des difficultés, comme nous l'avons souligné, pour étendre la détente au domaine militaire. Il est cependant vraisemblable que tant à Vienne qu'à Helsinki et Genève les négociations M.F.R. et S.A.L.T. déboucheront sur quelques accords. Il s'agira encore vraisemblablement d'accords de maîtrise des armements. On ne peut cependant pas exclure que s'établissent également dans le monde, sous les auspices de l'O.N.U. ou par d'autres formes de négociations, de véritables zones où il serait interdit d'essayer, stocker, transporter ou produire des armes nucléaires. De telles zones dénucléarisées auraient l'avantage de créer quelques zones de détente, mais, en même temps, de permettre l'expérimentation, sur des échelles assez importantes, de méthodes de vérification, de contrôle et de coopération. Une telle coopération entre personnels civils et militaires a d'ailleurs lieu déjà dans l'océan Antarctique où les armes nucléaires sont interdites.

Depuis plusieurs années, l'idée d'une Conférence mondiale sur le désarmement a été lancée à l'O.N.U. Cette proposition a fait l'objet de votes dans les réunions de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a fait l'objet de commentaires favorables dans divers communiqués, notamment lors de la dernière visite du président de la République française en U.R.S.S. La Chine lui est actuellement hostile. Pourtant une telle conférence, même si elle ne pouvait aboutir à des décisions importantes, permettrait de relancer l'intérêt de l'opinion publique. La vigueur avec laquelle un gouvernement favorise l'intérêt de sa propre opinion publique à l'égard du désarmement est sans doute le meilleur instrument permettant de mesurer l'engagement de ce gouvernement en faveur du désarmement et sa franchise lorsqu'il se déclare en parole favorable à l'entreprise.

La recherche de mesures d'*arms control* et celles qui ont été prises jusqu'ici nous semblent positives. Elles sont nécessaires et susceptibles de déboucher sur des actes concrets favorables à la paix et à la détente. Cependant, ces mesures ne nous

<sup>17</sup> Jean Klein, « Désarmement et arms control », *Etudes polymorphiques*, avril 1974.

semblent devoir être durables et irréversibles (et universelles) que si elles s'inscrivent dans un processus continu, débouchant sur de véritables réductions d'armements et tendant au désarmement général sous contrôle international. Il ne sera guère possible d'empêcher la prolifération inquiétante des armes nucléaires si les puissances nucléaires ne prennent pas rapidement de véritables mesures de réduction de cet armement<sup>18</sup>.

### La France et le désarmement

En ce domaine le gouvernement français ne fait pas preuve de beaucoup d'audace et d'imagination. Le désarmement ne fait pas partie de ses perspectives réelles. Cela se traduit de deux façons. D'une part, il y a une augmentation relative et absolue des dépenses militaires de la France. D'autre part, un refus de participer aux discussions sur le désarmement où la France aurait sa place.

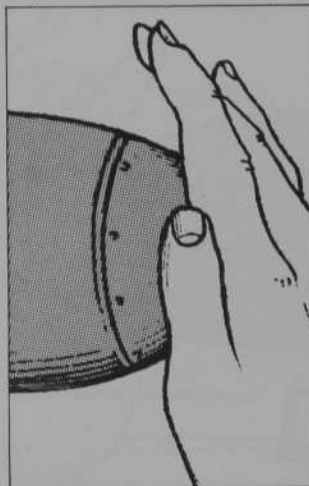
Les dépenses militaires croissent plus que la moyenne du budget français : pour 1976, augmentation du budget général : 13 % pour l'ensemble du budget, 14,02 % pour le budget militaire en prenant pour base le budget initial voté par le Parlement, pour 1975. Si l'on compare le budget voté pour 1976 au budget corrigé par diverses mesures pour 1975 on aboutit à une augmentation de 7,9 % pour les dépenses ordinaires civiles et de 10,9 % pour les dépenses militaires, alors qu'il y a une baisse de 19,3 % pour les dépenses civiles en capital ou dépenses d'équipement. Et l'augmentation touche à la fois la production des armements nucléaires différenciés dont se dote notre pays et les dépenses pour les autres types d'armements. A noter toutefois que l'ampleur des dépenses pour l'armement nucléaire a été gravement sous-estimée au départ et a conduit à sacrifier les matériels qui auraient été nécessaires pour que notre pays, tant que n'ont pas été prises des mesures de désarmement, reste doté de moyens de défense adaptés à sa situation. Le retard est plus grand encore en ce qui concerne « les personnels », non seulement les prêts et soldes, mais les conditions matérielles, les casernes, les conditions de vie et d'instruction des appelés : « Le coût de ces armements est allé non pas en se stabilisant, mais en s'accroissant, et comme une priorité absolue leur était donnée, jointe à une priorité assez grande pour les autres équipements, il en résulte un déséquilibre profond au détriment des hommes, déséquilibre qui a atteint ces dernières années un degré insupportable » (général Méry, *Défense nationale*, novembre 1975, p. 22).

Le pouvoir a décidé de façon délibérée de ne participer à aucune des discussions où il aurait sa place et de ne faire aucune proposition concrète pour d'autres méthodes éventuelles d'approche du désarmement. Aucun des accords déjà conclus, sur les expériences nucléaires, le traité

de non-prolifération, l'espace extra-atmosphérique, les armes biologiques, n'a été signé par la France, même si elle a décidé de se comporter pour quelques-uns comme si elle les avait signés.

Les arguments utilisés pour justifier cette politique militaire — dont la situation dans l'armée et les propos du général Méry montrent la nocivité globale et même la faillite — est qu'elle est nécessaire pour assurer la sécurité de notre pays, pour lui donner la paix et garantir son indépendance.

Or nous avons vu ce qu'il fallait penser du caractère dissuasif de l'armement nucléaire. Il n'assure la paix que parce qu'il n'y a pas de crise majeure grave affectant notre pays. Dans le cas contraire, les éléments bien connus et discernables de l'armement nucléaire français pourraient être détruits dans des délais brefs. Ils attireraient la foudre comme un paratonnerre imprudemment placé.



Quant à l'indépendance, on constate dans les faits les actes de ralliement de plus en plus évidents aux structures militaires du pacte atlantique, notamment dans le domaine de la détection et de la construction des armements. Dans un article du 24 décembre 1975, le professeur Duverger notait les « petits pas » accomplis dans le renforcement des liens militaires de la France avec l'O.T.A.N. Il posait cette question : « Est-il vrai que depuis dix-huit mois des officiers gaullistes et nationaux sont écartés des postes clés au profit d'officiers atlantistes et européens (les deux termes étant pratiquement synonymes...) ? »

La politique militaire menée dans notre pays n'a pas forgé l'instrument de défense nationale adapté à la situation nationale et internationale de notre pays. Cet instrument a été au contraire altéré, dégradé. Loin d'être l'instrument de l'indépendance, la force nucléaire telle que la réalise et

l'envisage le pouvoir ne peut qu'être un complément aux forces atlantiques ou européennes. Elle ne peut qu'être accrochée au train d'une force qui échapperait à la souveraineté nationale.

Au contraire, une politique résolument tournée vers la paix passerait par la recherche de mesures de désarmement négociées. Il ne s'agit pas pour notre pays de décréter des actes unilatéraux de désarmement, mais de s'engager sur des négociations, voire de proposer d'autres formes, d'autres approches que sa situation particulière lui permettrait. Ce serait là un grand débat, mais, en refusant la discussion publique au Parlement tant des questions de l'armée que de ces problèmes du désarmement, le pouvoir apporte la démonstration qu'il conduit une orientation qui ne correspond pas à l'intérêt national profond.

Pourtant, puisque la question est avant tout de nature politique, c'est au niveau de l'opinion publique qu'elle doit être posée avec force. C'est difficile lorsque la tradition et les habitudes font de ces problèmes des domaines où ne s'exerce pas la compétence des citoyens, où la propagande officielle abreuve de contre-faits, étouffe les dossiers tout en développant une masse d'informations et de commentaires quotidiennement assésés. En même temps, en dénonçant toute prise de position comme mal fondée du fait de la « non-connaissance des dossiers », « S'abriter en ce domaine derrière le secret militaire est fallacieux. Le dossier qui doit être ouvert est le dossier politique de la défense nationale et du désarmement. Les mesures dont la France a besoin pour assurer sa sécurité et contribuer à la paix sont le renforcement réel de sa capacité d'indépendance, c'est-à-dire un développement de ses capacités économiques et techniques, le rayonnement de sa politique extérieure, le renforcement de sa volonté d'indépendance.

C'est à ces fins qu'œuvrent depuis beaucoup d'années les communistes français et tout ceux qui, avec des vues parfois différentes, voient dans le désarmement une des dimensions d'une politique extérieure française correspondant le mieux à son intérêt national, à son existence nationale.

<sup>18</sup> Roger Mayer, « Armes nucléaires : renonciation ou prolifération ? » *L'Humanité*, 14 novembre 1975.

Aux Éditions sociales  
Roger Mayer  
Vers le désarmement

Collection « Notre temps »  
Prix : 10 F

# Cinéma, culture ou profit

102 pages, 16 illustrations, 15 francs.



Comment le pouvoir gère-t-il la pénurie dans le cinéma ? Que recouvre la campagne contre « les films pornographiques et de violence » ? Que signifie le foisonnement des « multi-salles » ? Quel est le rôle de la Société française de production (S. F. P.) dans la politique de redéploiement capitaliste ? Comment l'application du Programme commun de gouvernement rendra-t-elle au cinéma sa vocation culturelle ?

Au moment où le capital, avec le pouvoir complice, étend son emprise sur le cinéma, imposant ses standards de fabrication et restreignant toujours plus la liberté de création, un collectif de cinéastes communistes vous propose cette étude.

## BON DE COMMANDE :

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

Nombre d'exemplaires : ..... à 15 F franco ; ci-joint le règlement de ..... x 15 F = .....

Retournez ce bon de commande avec votre chèque à *La N. C.*, 168, rue du Temple, 75003 Paris.



# Cinéma soviétique

VOX

## Compléments à une semaine en Avignon

Marianne Chaternikova, Vitali Jdan, Marlen Khoutseev,  
Lev Koulidjanov, Rezo Tchkhedzé

Avignon et notre « semaine soviétique », au festival, sont maintenant loin. Quelques-uns des trente films que nous y avions présentés, ont, au cours de semaines ou cycles organisés par notre revue, rencontré des publics très divers, de Nanterre à Valence, Ivry, Besançon, Arles, La Rochelle. Partout on retrouvera les mêmes réactions : l'indifférence à l'annonce de la « semaine » ou du « cycle », la curiosité alléchée dès les premières projections. Réactions d'une certaine façon mesurables : de la salle aux deux tiers pleine du premier jour à Avignon aux queues et à la salle comble des derniers jours se marquait l'efficacité du « bouche à oreille ». Et de même à Valence, ou ailleurs. C'est dire qu'une partie de notre but était atteinte : rompre enfin le silence. Et ceci qui n'est pas moins important : partout où ils furent projetés, ces films ont suscité des débats passionnés, sur cet « autre monde » pour lequel ils livraient quelques clés. Certes, nous n'avons pu — et pour cause — retrouver cela même, irremplaçable, qui se passa en quelques jours de débats au « Verger » en Avignon : la rencontre d'un public avide et de cinéastes soviétiques, ce temps qu'il fallut pour que chacun comprenne les questions ou les réponses de l'autre, et cette chaleur dans l'échange dès lors que commencèrent à tomber quelques barrières. De cela, nous fûmes pour beaucoup redevables à la passion que nos hôtes — Marianne Chaternikova, de l'Institut de théorie du cinéma, Eléna Zabriova, critique, Vitali Jdan, directeur de l'Institut cinématographique (V.G.I.K.) de Moscou, Rezo Tchkhedzé, réalisateur, directeur des studios de Géorgie, et Marlen Khoutseev, réalisateur — mirent à parler de leur métier, de leur pays. Mais dans tous les débats de cet automne, où les réalisateurs soviétiques n'étaient pas présents, ce furent les films qui « parlèrent » avec cette passion-là, et nous voudrions que se poursuive ce fructueux échange. Aussi, les extraits d'interviews avec les réalisateurs présents en Avignon et les textes de Vitali Jdan et Lev Koulidjanov que nous publions ici n'ont qu'un but : essayer de faire entrevoir pourquoi ces films parlent si haut et si clair sur une société en profonde mutation.

## Les films et les débats : des surprises surprenantes

Emile Breton

*La Prime*, film de 1975 de Serguei Mikhaelian, appelle une lecture d'une évidente clarté : c'est, dans les conditions soviétiques de la démocratie politique à enrichir, à élargir, avec, comme instrument, un parti unique, l'appel fait aux com-

munistes, à quelque niveau qu'ils se trouvent, à écouter — et à entendre — la voix « d'en bas », alors que tant de pesanteurs font courir à cette écoute le risque d'être fortement brouillée. *La Prime*, c'est en même temps un film — donc un spectacle — de masse : trois mille copies en ont été tirées et *L'Huma-*

*nité* du 10 novembre s'est fait l'écho des discussions qu'il soulève dans le pays tout entier.

*Andrei Roublev*, film de 1967 de Tarkovsky, est un film contre la « commande » en art, et pour une conception démiurgique, fortement teintée de mysticisme, du créateur.

*Brille mon étoile, brille*, film de 1972 d'Alexandre Mitta, est quelque chose comme *l'anti-Roublev* : un film pour la « commande » et pour la réflexion sur la réception de cette commande. Comme l'est aussi, sur le ton de la comédie, le film géorgien d'Eldar Chenguelaia, *L'Exposition extraordinaire*.



« La Prime » (Sergueï Mikhaïlian).

*J'ai vingt ans*, film de 1961 de Marlen Khoutseev, malmène assez vigoureusement l'image héroïsée jusqu'alors dominante donnée de la jeunesse et se donne à lire dans le même temps comme un essai d'inscription des doutes mêmes de cette jeunesse des lendemains du XX<sup>e</sup> congrès dans le droit fil des luttes révolutionnaires de 1917. L'ouverture du film — qui d'abord s'appelait *Aux avant-postes d'Illitch* — sur une symbolique « relève de générations » pose sans détours cette problématique.

*Il était une fois un gars*, de 1968, premier film de Vassili Choukchine, croque à vif une sorte d'« anti-héros positif » (un jeune camionneur sauve un convoi de la catastrophe, manque y laisser sa peau, et, à la journaliste venue obtenir de lui l'interview stéréotypée, répond qu'il a fait ça « par bêtise ») et parallèlement, de façon parfois maladroite dans cette première œuvre, esquisse un thème qui sera le sujet profond du meilleur film sans doute de ce même Choukchine, *A bâtons rompus* (Pietchki lavotchki) : celui de la mobilité sociale dans une société sans classes antagoniques. Ce qui est aussi le propos d'*Il était une fois un merle chanteur* du Géorgien Otar Iosseliani.

*Les Trois Jours de Victor Tchernichev*, film de 1966 de Mark Ossepijan, dans les grises tonalités d'un récit très littéraire, conduit à l'interrogation sur les raisons d'une certaine « dépolitisation » de la jeunesse et *Point, point virgule*, pour adolescents, film de 1973 d'Alexandre Mitta, est la mise en représentation délibérée de ce qu'il faut bien appeler une morale sociale, par chansons « pop » et comédie flâneuse interposées.

Dans les ellipses même d'une

construction abruptement montée, *Toi et moi*, film de 1972, de Larissa Chepitko, a pour sujet aussi la « morale sociale » : à qui, à quoi se doit un chercheur ?

Ces films (et l'énumération qui précède est loin d'être limitative : n'y figurent, entre autres, que quelques-uns des films que *La Nouvelle Critique* présente à l'été dernier au festival d'Avignon) entretiennent entre eux un véritable dialogue en même temps qu'ils sont, du fait de leur diffusion de masse, le reflet, certes, mais plus encore le ferment d'un dialogue en cours dans toute l'Union soviétique. Apparent paradoxe à assumer, qui fut ressenti comme tel par de nombreux spectateurs : ces films « problématiques » sont tous financés, produits, diffusés — et largement — par l'« autorité centrale », le cinéma étant nationalisé en U. R. S. S. depuis la révolution d'Octobre.

D'où quelque désarroi chez des spectateurs français (communistes parfois, tant il est difficile de secouer les idées reçues). Ainsi, par quel bout prendre ce Choukchine qui sent décidément un peu fort le fagot avec ses paysans arriérés, sa mère nature nourricière, ses « taulards » et que les « officiels » soviétiques tiennent pourtant pour un grand cinéaste communiste. Ou ceci encore, entendu au cours du débat qui suivit à Nanterre la projection de *La Prime* : « Si je ne savais pas que ce film a été produit et sort en U. R. S. S., je croirais que c'est un film anticommuniste... »

C'est qu'il faut décidément essayer de bousculer nos idées reçues, et prendre en compte du même mouvement et cette diversité de problématique du cinéma soviétique et ce sur quoi précisément elle se fonde :

la « mission » d'un cinéma nationalisé en U. R. S. S. Même si d'abord ce mot de « mission » fait hurler. Ainsi donc, voir les films et lire cette résolution du comité central du P. C. U. S. intitulée « Mesures pour le développement ultérieur du cinéma soviétique », résolution dont il sera question dans les interviews qui suivent et qui note sans détours : « L'art cinématographique est appelé à contribuer activement à la formation, dans les masses les plus larges, de la conception marxiste-léniniste, à l'éducation des hommes dans l'esprit d'un dévouement sans réserve à notre patrie socialiste multinationale, du patriotisme soviétique et de l'internationalisme socialiste, afin de consolider les principes de la morale communiste, une attitude intransigeante à l'égard de l'idéologie et de la morale bourgeoises, des survivances petites-bourgeoises, à l'égard de tout ce qui empêche notre profession. Le devoir et l'honneur des metteurs en scène, des scénaristes, des opérateurs, des acteurs, de tous les hommes de cinéma est de créer des œuvres cinématographiques de grande valeur artistique, variées dans la thématique, les genres et les styles, de nature à développer les meilleures traditions de l'art du réalisme socialiste. »

On voit bien la lecture qu'en son temps put faire de ce texte un « kremlinologue », disons du *Monde* pour faire une moyenne : « éducation... dévouement... patriotisme... morale... intransigeance... devoir... honneur... réalisme socialiste... ». Ce ne peut être bien évidemment que la « mise au pas » des cinéastes, l'éteignoir sur le cinéma, la main de fer du parti dans la culotte du caméraman.





« Sans peur » (Alli Khamraïev).

Démonstration imparable qui, si elle tenait pour rien la quasi-totalité des films tournés en U. R. S. S. ces dernières années, redoublait ses effets de cela même qu'elle retenait du cinéma soviétique ainsi « filtré » : l'image du « génie créateur en butte à la société répressive ». Ainsi l'*Andrei Roublev*, déjà cité, de Tarkovsky était-il « génial » parce que tenu deux ans sous le boisseau avant sa sortie en U. R. S. S. Ainsi le cinéaste soviétique dont on a le plus entendu parler chez nous est-il Paradjanov, récemment emprisonné « pour délit de droit commun », disent les Soviétiques<sup>1</sup>.

C'est dire que toute approche un tant soit peu sérieuse passe, ici comme ailleurs, par la vision et l'étude du maximum de ces films soviétiques vus par les Soviétiques mêmes. Et dès lors apparaît cette évidence : que l'idéologie dominante qui, en régime capitaliste, s'avance masquée (parler de « cinéma d'art » ou de « cinéma de divertissement » et définir tout un système de critères à partir de ces notions « allant de soi », c'est bien masquer la « fonction sociale » du cinéma, en même temps que la désigner : machine à jouer en solitaire ou à anathémiser) annonce, en U. R. S. S., pays socialiste depuis 1917, comme on dit, « la couleur », revendique hautement la fonction sociale du cinéma, et l'assume au maximum (non sans problèmes certes, et retards divers, le « vernissage », ou « laquage », de la réalité, et son contraire absolu le « tirage au noir » étant ici la ligne du moindre effort) dans son acception formatrice et critique. C'est ainsi, dans la continuité du si fameux et si bref texte de Lénine sur « Le cinéma, l'art le plus important... », qu'il faut lire cette

résolution du comité central du P. C. U. S. plus haut citée. Ce qui permet du même coup de prendre en compte aussi la richesse de la problématique des films eux-mêmes à partir de cette « directive ».

Et d'en venir à une remarque peut-être plus importante : assigner au cinéma cette fonction-là, d'agent dans la transformation des rapports sociaux, ne signifie pas les réduire

« coups de théâtre » pour faire avancer une réflexion politique. Pas hasard, ni « géniale » intuition, mais avancée d'une démarche théorique-pratique, encore une fois, sur la « fonction sociale » du cinéma et le meilleur accomplissement possible de cette fonction-là.

Qu'on réfléchisse un instant à ceci : dans un ouvrage<sup>2</sup> issu de la réflexion collective de cinéastes communistes, est dégagée (ce n'est pas le lieu de reprendre ici la longue démonstration qui en est faite) la tendance à la standardisation à tous ses niveaux à quoi est conduit, par les contraintes économico-sociales, le cinéma en régime capitaliste, dans ce cas en France. La « directive » du comité central du P. C. U. S. sur le cinéma implique en elle-même, et l'impliquera de plus en plus dans une échéance proche, une diversification dans la thématique et dans les formes mêmes de son expression. Cela n'étant pas dit pour proposer quelque « modèle soviétique » de l'organisation à venir du cinéma français, mais pour susciter une lecture peut-être plus attentive des interviews que nous publions ici, où des Soviétiques parlent de leur cinéma, et surtout pour faire qu'enfin les grilles de référence que si paresseusement nous appliquons à la lecture de films venus d'un « ailleurs » désormais aussi évident qu'un pays socialiste depuis plus de cinquante ans soient enfin soumises par nous à un examen critique.



Au verger d'Urbain V

à leur message explicite — et leur message explicite politique — comme la première partie de ces mots consacrés à quelques films peut en donner l'impression. Cette démarche appelle au contraire, dans son fondement, une recherche qu'on pourrait nommer pratique, à voir les films qui en sont issus, sur les formes d'expression de ces contenus : ce n'est évidemment pas hasard si la fluidité de narration des films de Choukchine n'a rien à voir avec la rigueur de construction dramaturgique d'un film comme *La Prime* agaçant les

1. Nous pensons bien sûr que, s'il devait avoir lieu, le procès au terme duquel il fut condamné aurait dû avoir le caractère public qui seul pouvait mettre toutes choses au clair.

2. *Cinéma : culture ou profit*, qui vient de paraître aux éditions de *La Nouvelle Critique*.

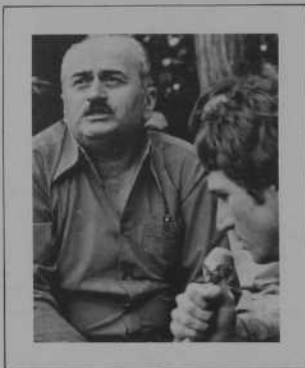


« Il était une fois un gars » (Vassill Choukchine).

## Ce qui bouge dans le cinéma soviétique

**Rezo Tchkhéidzé** : Après la résolution de 1972 du comité central du P. C. U. S. sur la création artistique qui nous demandait d'élever la qualité de notre production cinématographique et de produire le moins possible de films médiocres, nous avons pris toute une série de mesures ; ces mesures visent à l'amélioration du travail dans les studios, à l'amélioration du travail critique et théorique dans les revues et journaux. L'une d'entre elles a été, par exemple, la création de l'Institut de la théorie du cinéma ; une autre, la mise en application d'un nouveau système de contrat avec les réalisateurs. Ainsi, par ces contrats passés entre le studio d'un côté et le réalisateur de l'autre, le contrôle se fait dans les deux sens. Le studio s'engage à créer des conditions matérielles, technologiques et de créativité permettant une préparation et un tournage de films dans les meilleurs délais. Auparavant, même si formellement le studio avait des obligations face aux réalisateurs, dans les faits c'était toujours le studio qui demandait aux réalisateurs d'aller plus vite, de prendre moins de temps pour faire ceci ou cela, alors qu'actuellement, de façon beaucoup plus organisée, la responsabilité est partagée et ce n'est pas le studio seul qui a des exigences vis-à-vis du réalisateur. De manière pratique : autrefois, lorsque se posait un problème quelconque qui nécessitait de retourner une partie du film, le studio se débrouillait toujours pour

démontrer que le réalisateur avait mal préparé son affaire ; maintenant, les choses sont claires et nettes, la répartition des responsabilités est évidente et on peut savoir qui, du réalisateur ou du studio, est respon-



Rezo Tchkhéidzé

sable d'une mauvaise prise. Ainsi pour les délais : si pour une raison quelconque le studio n'a pas pu assurer l'apport du matériel, la mise en place des décors, etc., c'est lui qui porte la responsabilité, y compris la responsabilité financière. Or, concrètement, le studio a intérêt à ce qu'il n'y ait pas de ces retards.

Dans le même sens a été mis au point un système de commandes d'Etat auprès des studios. On com-

mande à l'avance, au scénariste, au réalisateur, un film sur tel ou tel thème qui peut très bien, d'ailleurs, avoir été proposé par un artiste. En général, il s'agit de thèmes contemporains, mais ça peut aussi être des thèmes classiques. Pour ces thèmes, les conditions de travail, de paiement et de production sont plus intéressantes. Ce procédé permet aux créateurs de travailler sur des thèmes qui leur plaisent, de les approfondir.

Concrètement, pour notre studio (Grouzia Films, en Géorgie), après ce texte du comité central de 1972, nous avons fait des pas importants et utiles ; ainsi, nous avons une section de dramaturgie, de scénaristes, où travaillent presque uniquement de jeunes scénaristes. C'est, en quelque sorte, la forge où se préparent les scénarios. Ainsi, un jeune qui a publié dans les journaux ou les revues des textes de prose, ou dont le premier ouvrage a été publié, est invité par nous, nous lui versons un salaire et lui demandons de terminer un scénario avant la fin de l'année. Cette « forge » — puisque je l'ai appelée ainsi — est en même temps une sorte d'institut d'études où de jeunes écrivains peuvent faire leurs premières armes de dramaturges de cinéma, de scénaristes.

L'autre avantage de ce système est que l'on peut ainsi fournir au studio les scénarios dont il a besoin. Cela est une des premières décisions prises en application de cette résolution de 1972.

La deuxième mesure est la suivante : vous savez que tous les cadres du cinéma soviétique sont formés par le V. G. I. K., l'Institut du cinéma de Moscou. Or, en 1973, à l'Institut du théâtre de Tbilissi, nous avons créé une faculté de réalisateurs de cinéma, de critiques cinématogra-



« La Jeune Garde » (Sergueï Guerassimov).

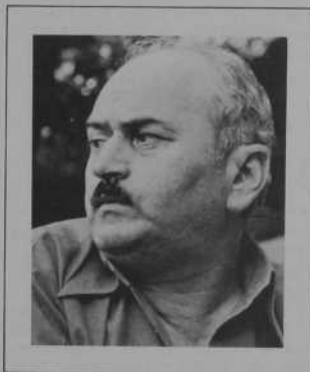
priques, d'acteurs de cinéma et l'an prochain sera créée une faculté de scénaristes. La création de ces différentes facultés permettra, permet déjà à de jeunes Géorgiens de faire leurs études dans le cadre de notre république, et de passer outre, en un premier temps, aux obstacles (financiers, d'éloignement) qui pourraient s'opposer à leur entrée directe au V. G. I. K. Ce qui n'exclut pas que certains d'entre eux, d'ailleurs, puissent ensuite aller à Moscou.

**Marlen Khoutseev :** Et le cinéma géorgien de ces dernières années a d'ailleurs montré que la Géorgie était fort capable de créer, d'éduquer ses propres cinéastes dans le cadre de sa république. Le cinéma géorgien, ces dernières années, s'est développé de façon très positive, ce qui montre le bien-fondé des décisions dont vient de parler Rezo. Le niveau des études cinématographiques à Tbilissi ne le cède en rien à celui du V. G. I. K., et ce qu'on peut dire, c'est qu'existe déjà un courant d'échanges entre l'Institut de Tbilissi et le V. G. I. K. avec la venue d'étudiants géorgiens à Moscou, où évidemment le brassage culturel à partir des différentes nationalités fait qu'il y a beaucoup à apprendre.

**Rezo Tchkhéidzé :** J'ai vu les travaux réalisés par les étudiants pour les examens de fin des premier et second semestres et je puis vous assurer que c'étaient des courts métrages qui nous procureraient, si nous pouvions les voir ici, un très grand plaisir esthétique et artistique.

Je voudrais maintenant revenir à toute la série de mesures qui ont été prises pour élever le niveau de la création artistique cinématographique. Ainsi, il n'y avait pas jusqu'ici

en Géorgie de revue cinématographique spécialisée, et l'on vient d'en créer une ; le premier numéro devrait sortir à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre. Dans le but d'impulser l'initiative artistique, on a mis en place des sections artistiques à l'intérieur du studio. La chose avait d'ailleurs déjà été faite à Moscou, au studio Gorki, mais de façon, si l'on peut dire, « organisa-



Rezo Tchkhéidzé

tionnelle », pour créer des unités de production plus petites. Chez nous, ces sections sont moins administratives que créatrices ; ainsi, s'il y a dans un studio quelques réalisateurs dont les goûts artistiques, la vision du monde, la façon de travailler sont proches, ils se regroupent en une section, à l'intérieur même du studio. Nous avons ainsi une section qui est dirigée par Ambouladzé, qui a fait le film *L'Incantation* ; une autre par Guéorgui Chenguéliaïa, l'auteur de *Pirosmani*, et cela a donné des résultats immédiats. Tout d'abord parce

que sont apparus très vite de très nombreux scénarios, et de qualité.

En effet, dans le cadre de ces sections, les écrivains et les scénaristes se retrouvent beaucoup plus facilement. De façon générale, on remarque que les écrivains n'ont pas tellement envie de travailler pour le cinéma. Vraisemblablement parce que souvent les écrivains se disent : « Oui, il va falloir que j'écrive un texte avec des variantes nombreuses, et puis, si ça se trouve, ce ne sera même pas mis en scène. » Ils ont tendance à préférer écrire un roman qui sera publié comme ça, ou en tout cas sans passer par toutes ces médiations, alors que, pour eux, le cinéma, ça signifie des progressions diverses, donc des nécessités de modifier souvent le texte. Il apparaît que la mise en place de ces sections a créé, chez les écrivains, une plus grande confiance ; le « courant » passe beaucoup mieux entre eux et le cinéma. A l'heure actuelle, un très grand nombre de jeunes écrivains, de jeunes littérateurs viennent vers le cinéma, en tant que scénaristes. Et ils apportent avec eux un flot d'idées intéressantes de scénarios.

Toujours au sujet des conséquences de cette résolution de 1972, j'ajouterais que nous avons créé une sorte de théâtre d'acteurs de cinéma. A la différence des théâtres de Moscou, ce ne sera pas une troupe permanente (nous avons de toute façon déjà une troupe d'acteurs de cinéma permanente). Ici, nous avons pris des gens très jeunes, possédant une formation artistique professionnelle ou n'en possédant pas, et qui ont tous en commun une énorme envie de « faire » du cinéma. Nous attendons beaucoup de cette expérience.

Conséquence, donc, de toutes ces mesures découlant de la résolution



« Le Ciel de notre enfance » (Tolomoush Okeev).

du comité central de 1972 et que je viens d'énumérer — peut-être un peu en vrac et je vous prie de m'excuser —, nous avons pu augmenter de façon sensible le nombre de films tournés en Géorgie. Ainsi, par exemple, Grouzia Films avait produit en 1973 dix films de fiction de long métrage (et bien entendu des courts métrages de fiction, documentaires, films d'animation, des films de vulgarisation scientifique, etc.). En 1974, nous en avons réalisé douze.

Si l'on considère ce que représen-

tent deux films sur le plan financier, sur le plan organisationnel, sur le plan artistique, c'est pour un studio comme le nôtre quelque chose d'assez important. Donc, globalement et pour conclure, si l'on prend l'exemple précis des studios de Géorgie, cette résolution de 1972 emporte déjà un bilan largement positif. De plus, il faut ajouter que dans cette pratique créatrice les résultats n'apparaissent pas forcément immédiatement. Et l'on peut penser que l'avenir nous réserve encore bien des surprises agréables.

réalisateur au talent douteux (et ce n'est pas une question d'âge, ce peut être tout simplement parce qu'il n'a fait que de mauvais films) arrive avec le même scénario, personnellement je demanderais à voir de plus près. Un scénario, en effet, n'est pas porteur de qualités en soi. Ce qui est porteur de qualités, c'est le scénario plus le réalisateur. Je prends un exemple, celui de *L'Enfance d'Yvan* de Tarkovski, qui avait été commencé par un autre réalisateur et était plutôt mauvais. Tarkovski a pris le scénario et cela a donné l'un des meilleurs films soviétiques. Il est bien évident que personne ne nie, chez nous, l'importance de la base littéraire d'un scénario, mais, pour nous, ce qui compte, c'est la « littérature » plus la mise en scène. Lorsqu'il nous arrive d'avoir à discuter en conseil artistique un scénario, nous aimons savoir qui va être le réalisateur, ce qui nous donne une idée beaucoup plus précise de ce que sera le résultat, le film.

A cette séance, donc, du conseil artistique, nous avons un scénario, nous savons qui le réalisera, on en discute et on décide de le prendre. A partir de ce moment-là commence la réalisation. Un groupe est mis en place et on commence à mettre au point ce qui s'appelle chez nous le « scénario de mise en scène », autrement dit découpage, scénario de travail. Ce scénario porte mention du directeur de production, de l'opérateur, du metteur en scène, etc. Il faut préciser que l'opérateur participe toujours à ce stade du travail au scénario.

**Marianne Chaternikova :** Le « découpage », chez vous, est une chose purement technique. Chez nous, ce que nous appelons le « scénario de

## Ceux qui font le cinéma et comment ils le font

**La N. C. :** Etant donné qu'en Union soviétique le cinéma est nationalisé, et que donc les choses sont tout à fait différentes de ce qui se passe chez nous, nous aimerions savoir quel est le statut des réalisateurs et des scénaristes ? Les réalisateurs sont-ils indépendants, dépendent-ils du studio ? Comment sont-ils payés ?

**Rezo Tchkhaidzé :** Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord rejeter une idée reçue. On pourrait s'imaginer que le scénariste écrit son scénario chez lui et que, quand il a terminé, il le donne, en se disant : « Qui est-ce qui va le mettre en scène ? » Ça ne se passe pas du tout comme ça, en tout cas très rarement. Dans la réalité, la plupart du temps, ce qui arrive, c'est ceci : vous êtes, mettons, scénariste. Marlen, qui est assis à côté de vous, est réalisateur. Vous avez discuté, vous vous êtes mis d'accord sur une idée (et ça

peut très bien être le réalisateur qui a proposé cette idée).

Dans ce cas, on sait à l'avance que pour tel scénario de tel scénariste il y a tel réalisateur. Ce n'est là ni une loi ni une règle, mais il en va ainsi dans la plupart des cas et les directions de studio encouragent cette pratique. On évite ainsi en effet qu'il y ait des scénarios écrits qui se « baladent » sans que personne en veuille, sans qu'ils soient mis en scène un jour ou l'autre. Par ailleurs, il est important que le scénario ait été senti, assimilé par le metteur en scène. C'est seulement, d'ailleurs, quand le scénariste et le réalisateur ont tous les deux vu le scénario qu'on peut avoir une idée de ce qu'il deviendra lorsqu'il sera enfin filmé. Si, par exemple, Marlen Khoutseev venait me trouver avec un annuaire sous le bras, me disant : « Avec ça, je vais faire un scénario », je serais d'accord pour le prendre. Par contre, si un



« L'Oblier rouge » (Vassili Choukchine).

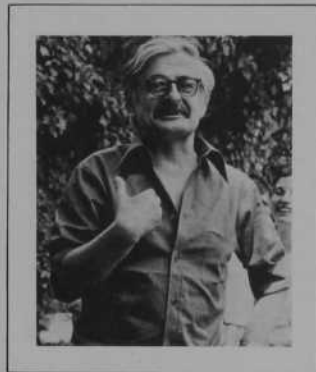
mise en scène » ou scénario de travail est quelque chose de complètement différent. D'après nos règles, même si un scénario n'est pas accepté, et que par exemple on demande au scénariste de retravailler son scénario, et qu'on lui donne trois mois, à ce moment-là le studio peut déjà adjoindre au scénariste un opérateur, un metteur en scène, un conseiller artistique et doter le film d'un budget, ce qui crée une sorte de micro-équipe pour ce futur scénario et ce futur film. Lorsqu'un scénario passe devant le conseil artistique, celui-ci n'a pas le droit de refuser l'opérateur, le metteur en scène, le conseiller artistique et le directeur de production du film qui lui sont proposés, car l'équipe est souvent formée en entier avant le passage devant le conseil artistique. En général, l'équipe travaille un mois et demi — c'est un délai légal — sur le scénario (premier stade) et ensuite elle travaille de nouveau sur le « scénario de mise en scène » trois ou quatre mois, selon le genre du film. C'est ce que nous appelons la période de préparation. On choisit les acteurs, les lieux de tournage, on fait des esquisses des décors, et ensuite seulement commence le tournage.

**La N. C. :** Ça donne un tableau plutôt idyllique cette démarche...

**Rezo Tchkhaidzé :** C'est vraiment comme ça que ça se passe. Cela dit, quand on travaille, on n'a pas du tout l'impression de vivre une idylle. Bien au contraire : on est toujours persuadé que cela ne peut être pire.

**Marlen Khoutseev :** A ce que dit Rezo, je voudrais ajouter quelques précisions. Le scénariste ne termine pas toujours le scénario et il n'a pas

toujours un réalisateur associé à son scénario. Il arrive que deux personnes se rencontrent, qui ont les mêmes vues sur un problème, ou bien qui sympathisent et qui décident de travailler ensemble. Ce genre de rencontre peut se faire n'importe où, et même au restaurant ; souvent, d'ailleurs, c'est au restaurant que ça se passe... « Tiens, il y a longtemps



Marlen Khoutseev

qu'on ne s'est pas vu... » Bon. Et la fantaisie aidant, on trouve une idée, on en discute à table et cela prend forme de projet. A ce moment-là, on fait une « annonce » pour traduire mot à mot ce qui correspond, en France, à un synopsis. Le conseil artistique de la section du studio dont font partie les deux « annonceurs » se réunit pour examiner ce synopsis, et fait ses recommandations. Le sujet peut être plus ou moins intéressant, les deux auteurs peuvent avoir changé d'avis en cours de route, mais au conseil artistique il peut se trouver des gens qui le

jugent tout de même digne d'être travaillé. Bref, il peut se présenter des situations très différentes les unes des autres. Très souvent, il arrive que le réalisateur soit déjà partie prenante au départ, mais il arrive aussi que ce ne soit pas le cas.

A ce moment-là, il est possible que le studio retienne le sujet, mais qu'il n'y ait pas chez lui, concrètement, de réalisateur pour le prendre en main. Malgré cela, le conseil artistique, la direction du studio, les différents rédacteurs pensent que ce sujet doit être réalisé. A ce moment-là, ils le proposent à un autre studio avec qui ils signent un contrat, et le travail peut commencer. Bien évidemment, dans un cas comme ça, le contrat est signé avec un réalisateur d'un autre studio qui a pris connaissance du scénario et les choses peuvent suivre leur cours. Il arrive aussi que rien n'aboutisse, c'est ce qu'on appelle chez nous, d'un terme industriel, le rebut de la création. Cela dit, le scénariste touche quand même son salaire pour ce scénario, même si le scénario n'aboutit pas à un film. Bien évidemment, lorsque le scénario aboutit à un film, le scénariste touche plus d'argent, il touche ce qu'il doit toucher à cent pour cent.

Quant au statut du réalisateur, c'est une question extrêmement complexe. Le réalisateur est payé par le studio, il a un salaire mensuel qui dépend de sa qualification, de ses diplômes, de sa catégorie, de son « rang » de metteur en scène, etc. En outre, lorsqu'il termine un film, il touche des honoraires qui sont fonction de ce qui a été stipulé dans le contrat. Ces honoraires ne sont absolument pas liés au salaire. Si le salaire, en effet, est lié à son temps de travail, par contre les honoraires



« Sans peur » (Ali Khamraïev).

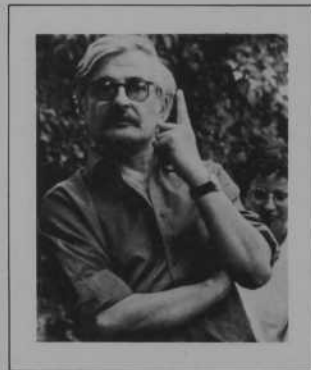
sont liés au film achevé. Lorsqu'il a terminé un film, il a droit à des congés payés, c'est normal, pendant les trois mois qui suivent la fin du film et touche son salaire à cent pour cent. Ensuite, il gagne un peu moins, mais de toute façon il a droit à une période de neuf mois pendant laquelle il encaisse un salaire. Bien sûr, la plupart du temps, il a, avant que ces neuf mois ne soient écoulés, un nouveau scénario prêt à démarrer. Et à partir du moment où commence le travail préparatoire dont a parlé tout à l'heure Rezo, à nouveau il touche son salaire à cent pour cent. Ce que gagne un réalisateur dépend de deux facteurs : de la qualité et de la fréquence de ses films. Il peut arriver qu'un bon réalisateur qui fait de bons films touche moins qu'un autre réalisateur qui tourne plus souvent.

**La N. C. :** Vous dites que les honoraires encaissés pour un metteur en scène sont fonction de la qualité du film. Nous voudrions savoir qui juge de cette qualité, de la classification en telle ou telle catégorie, puisque c'est ainsi que les choses sont nommées ?

**Marlen Khoustseï :** Le jugement vient du conseil artistique du studio. Lorsqu'un film est fini, le conseil artistique du studio se réunit au grand complet pour une projection et analyse le film très en détail. Il fait des propositions de classement dans une des trois catégories. Il ne s'agit pas seulement d'un classement « expéditif » dans une de ces catégories, mais d'une analyse détaillée, complète, tenant compte de tous les facteurs de composition du film, y compris les aspects techniques, le jeu des acteurs, etc. Une fois que

la discussion arrive à son terme, on distribue à tous les membres du conseil artistique un petit bulletin et ensuite on procède à un vote à bulletin secret.

**Rezo Tchkhéidzé :** Précisons d'ailleurs que cela ne se fait pas forcément à bulletin secret : ça dépend du studio, et parfois, dans un même



Marlen Khoustseï

studio, les choses ne se passent pas toujours de la même manière.

**Marlen Khoustseï :** Une fois le vote émis, on dépouille, et le résultat est transmis au Goskino qui, en général, confirme la classification. Parfois, il peut arriver que l'opinion du Goskino soit différente de celle du studio. Le Goskino peut estimer que le film devrait être classé dans une catégorie supérieure ou inférieure. Cela dit, il lui est plus difficile de rétrograder un film que de le proposer pour une catégorie plus haute. Lorsqu'il y a un litige entre le Gos-

kino et le studio, la décision définitive ne peut être prise qu'après vérification auprès du public et examen des critiques de presse.

**La N. C. :** Est-ce que le classement en telle ou telle catégorie a une incidence sur la diffusion du film, le nombre de copies tirées, etc. ?

**Marianne Chaternikova :** Non, il n'y a pas de lien direct entre la catégorie dans laquelle est classé le film et le nombre de copies tirées (et donc sa diffusion). Il peut arriver qu'un film soit très hautement apprécié mais qu'en même temps on estime qu'il ne pourra pas passer partout (en général on se livre à une estimation préalable du type de diffusion que le film pourra avoir). Le tirage des copies correspondra donc à ce type de diffusion estimé. Mais on peut aussi avoir, je prends ici un exemple, une bonne comédie dont on pense qu'elle aura un très grand succès de salle : on prévoit donc une diffusion très large et on va tirer un très grand nombre de copies, sans qu'il s'agisse forcément d'un film classé en première catégorie. Ensuite intervient, dans l'estimation du nombre de copies, la notion d'aire de diffusion sur l'ensemble ou non de l'U. R. S. S. Il n'est pas obligatoire qu'un film fait, par exemple, à Moscou, soit pris par toutes les républiques. Chaque république décide elle-même des films qu'elle va projeter : de même pour un film qui a été réalisé dans une autre république.

**La N. C. :** Une autre question importante. Marlen est directeur d'une section dans un studio. Cette section groupe un certain nombre de réalisateurs, de scénaristes, tous les gens qui participent à la création d'un



« Toi et moi » (Larissa Chepitko).

film. Est-ce que cette section de studio a son mot à dire sur la diffusion d'un de ses films, ou bien est-ce que ce sont seulement les organismes de diffusion qui ont voix au chapitre en ce domaine ?

**Marlen Khoutsev :** Quand la section a terminé son film, c'est elle qui propose la catégorie et le choix se fait, doit se faire suivant des critères objectifs, c'est-à-dire que la section a sur sa propre production une vision critique, et elle ne doit pas proposer pour la première catégorie un film qui décevrait ne peut être mis qu'en troisième catégorie ; en ce qui concerne la diffusion elle-même, la section n'a pas directement son mot à dire, ne serait-ce que parce qu'elle n'a pas en main tous les tenants et aboutissants du très complexe système de distribution à l'échelle de l'Etat tout entier. Par contre, le studio, lui, a voix au chapitre. Les studios sont en liaison directe avec la distribution et ce sont eux qui défendent auprès des distri-

buteurs leurs propres intérêts et les intérêts des sections qui font partie du studio. Par ailleurs, toujours parmi les conséquences de la résolution de 1972, on est en train d'essayer de mettre au point un système beaucoup plus souple de distribution des films, impliquant de façon beaucoup plus étroite les sections, les studios dans la distribution ; il y a même en l'air un projet de faire distribuer les films directement par les studios et les sections. Ces projets, entre autres, prévoient des salles de cinéma qui seraient directement liées aux studios et aux sections et dans lesquelles passeraient, en distribution directe, leurs films. Ces salles, qui appartiendraient, en quelque sorte, aux studios, permettraient une régulation de la distribution des films. Ce ne sont encore que des projets, mais il existe déjà des salles où se font les « premières » des films de tel ou tel studio, et cela de façon très organisée. Ainsi, à Moscou, le « Kosmos » pour les studios Gorki.

mes, travaillant dans le cinéma, nous essayons, à l'occasion de rencontres avec les écoliers, de leur apporter ces éléments, par le biais des rencontres en été dans les camps de pionniers, et régulièrement dans les palais de pionniers pendant toute l'année. Mais que cela se fasse sous la forme de la création d'une nouvelle discipline dans les programmes des écoles me paraît délicat à décider.

**Marianne Chaternikova :** Il y a quand même déjà quelque chose qui va en ce sens : il existe sous les auspices de l'Union des cinéastes une sorte de conseil de l'éducation cinématographique auquel participent non seulement des cinéastes, mais aussi des pédagogues, des professeurs, des psychologues, et ce conseil, justement, étudie actuellement le problème de l'introduction du cinéma dans les écoles. Ce conseil, évidemment, comporte aussi des collaborateurs du ministère de l'Education. Rezo a raison quant à la surcharge des programmes, mais cependant il existe dans un certain nombre d'écoles des enseignants enthousiastes, amoureux du cinéma, qui essayent de donner aux enfants cette formation cinématographique, cette culture cinématographique, et la chose se fait remarquablement bien, les enfants aiment beaucoup et « mordent » à ce genre de formation. J'ai récemment, avec des collègues, mis au point un programme d'instruction du cinéma, d'éducation cinématographique, à mener pendant les trois dernières années d'études, en classes de huitième, neuvième et dixième. Ce programme porte sur l'histoire du cinéma et il a reçu l'avis favorable du ministère de l'Education. Il ne sera pas obligatoire, mais facultatif. Cela se fera sous forme expéri-

## Le cinéma soviétique, l'enseignement et la vie

**La N. C. :** Vous avez, Rezo, au cours d'un des débats au Verger, à Avignon, noté que l'on n'accorde pas assez de place à l'enseignement du cinéma à l'école. Pensez-vous que des mesures seront prises, allant dans ce sens ?

**Rezo Tchkeidzé :** Il m'est très difficile de vous répondre parce que nos enfants, dans les écoles, ont des programmes déjà surchargés. Cette

surcharge est encore aggravée dans les républiques non russes par l'étude de la langue natale et de la littérature de la langue natale ; personnellement, je ne vois pas très bien comment le ministère de l'Education parviendra ou parviendrait à rajouter dans ces programmes des heures permettant d'aborder l'histoire du cinéma, l'expression artistique cinématographique. Cela me semble assez difficilement concevable. Nous-mê-



« Ces gens étranges » (Vassili Choukchine).

mentale et nous permettra de voir le succès remporté et les mesures à prendre à l'avenir. L'application de ce programme pose évidemment plusieurs problèmes, d'abord celui des cadres, des pédagogues connaissant eux-mêmes l'histoire du cinéma, et ensuite des problèmes techniques ; il y a, bien entendu, dans chaque école des projecteurs de cinéma, mais il est nécessaire de leur faire parvenir les copies servant de support à la mise en application d'un tel programme. Or, nous avons des millions d'écoles et assurer à ces millions d'écoles la fourniture en copies, supports de ce programme d'histoire du cinéma, pose évidemment de gros problèmes. Les premiers pas ont été faits dans cette direction, il reste à voir leur succès et leur élargissement.

**Marlen Khoutseev** : Il est évident, en outre, que, dans la mesure où l'on n'étudie pas, dans nos écoles, l'histoire de la musique, l'histoire de la peinture, faire étudier l'histoire du cinéma, qui est le plus jeune des arts, pose un certain nombre de problèmes. C'est pourquoi nous pensons que nos efforts, outre qu'ils peuvent aboutir à introduire sous forme facultative l'étude de l'histoire du cinéma, auront aussi pour résultat d'aider à introduire dans l'étude de l'histoire, avec un grand H, outre les rois, les périodes, etc., l'étude de l'histoire de l'art en général. Cela permettrait aux enfants de savoir, en même temps qu'ils étudient telle ou telle période historique, quels sont les artistes qui ont vécu, quelles ont été leurs activités, etc. C'est-à-dire que nous pensons que l'introduction de l'étude de l'histoire du cinéma aidera à l'introduction de l'étude de l'art en général, dans les programmes d'histoire, dans les écoles.

**La N. C.** : Et dans les facultés, est-ce qu'il existe un enseignement de l'histoire du cinéma ?

**Marlen Khoutseev** : Dans certaines universités, oui : par exemple, à Kiev, il y a un Institut de l'art, du théâtre, du cinéma. A Leningrad, il y a un Institut du théâtre, de la musique, du cinéma.

**Marianne Chaternikova** : Notre Ins-



Marianne Chaternikova

titut de l'histoire et de la théorie du cinéma effectue de très importantes recherches sociologiques et le Goskino nous a demandé, non seulement d'enregistrer les réactions du public, mais aussi de faire des études prospectives sur les genres cinématographiques. A la section du cinéma soviétique, nous sommes en train d'achever la préparation avant publication d'une histoire du cinéma soviétique en quatre volumes ; les deux premiers tomes sont déjà en librairie, le troisième va sortir. Notre section

prépare actuellement un tome supplémentaire sur l'histoire du cinéma soviétique contemporain. En outre, notre section prépare un volume sur l'héritage culturel dans le cinéma, volume qui traitera des grands cinéastes comme Koulechov, Piriev ; la section de la théorie du cinéma a préparé, sur la base d'un colloque sur le réalisme et le socialisme, un recueil, travail collectif sur ce problème ; enfin, à la section du cinéma non soviétique, du cinéma étranger où je travaille, nous préparons un recueil d'articles sur les cinématographies des divers pays du monde ; c'est un travail préparatoire à la publication d'une histoire mondiale du cinéma.

**La N. C.** : Puisque nous laissons délibérément de côté, dans cette partie de l'entretien, ce qui concerne l'Institut du cinéma, le V. G. I. K., nous aimerions savoir s'il existe d'autres voies que les écoles, facultés et instituts pour accéder aux métiers du cinéma, et, par exemple, quel est le statut et le rôle des amateurs ?

**Marianne Chaternikova** : La cinématographie amateur a, chez nous, une très grande importance. Dans chaque université, dans chaque institut supérieur, dans chaque usine existent des groupes d'amateurs dont l'activité est coordonnée non par le Goskino, mais par une section amateur de l'Union des cinéastes. Cette section est présidée par Rochalk, qui est un ancien réalisateur.

**La N. C.** : Est-ce que les studios aident les amateurs, en leur fournissant du matériel, des prestations ?

**Rezo Tchkhedzé** : Bien sûr. Mais je voudrais vous parler d'une forme d'éducation des cadres du cinéma





« Toi et moi » (Larissa Chepitko).

qui me semble très intéressante. Vous êtes étudiant en faculté de chimie, et le cinéma vous passionne. Vous vous êtes mis dans la tête que vous feriez un bon réalisateur. Il existe dans les facultés une section cinéma qui vous permet, alors que de jour vous êtes chimiste, ou physicien, ou historien, d'être, le soir, cinéaste ou apprenti-cinéaste, trois fois par semaine. Ces études durent quatre ans. Vous pouvez ainsi recevoir une formation spécialisée de metteur en scène, d'opérateur, de scénariste (il y a même des facultés similaires pour les peintres, les compositeurs) et de cette manière-là vous pouvez terminer vos études et être physicien, tout en ayant comme profession secondaire celle de scénariste, de metteur en scène. C'est un phénomène très intéressant. Pas seulement parce qu'il vous permet de vérifier vos capacités dans deux directions différentes, mais aussi parce que cela peut donner des choses très intéressantes, et d'abord l'apport au cinéma des nouvelles connaissances techniques de diverses professions.

**La N. C. :** Le metteur en scène de *La Prime*, dont on dit qu'il était ingénieur, avant d'avoir fait du cinéma, a-t-il suivi ce processus ?

**Rezo Tchkhedzé :** Non, là, c'est encore un autre cas. Il avait d'abord été ingénieur dans la production et ensuite il a fait des études de metteur en scène au V. G. I. K. Cette possibilité de formation parallèle dont je parlais auparavant existe pour la Géorgie depuis sept ans seulement. Et cela a donné déjà des résultats. Il y a un certain nombre de réalisateurs qui ont suivi cette filière. Cela dit, il y a pas mal de ces « fanatiques », de ces gens qui sont possédés,

qui font de la physique ou de la chimie huit heures par jour et qui, trois soirs par semaine, vont encore se farcir la tête de cinéma.

**Marianne Chaternikova :** Je voulais ajouter qu'il y a à Moscou un institut qui s'appelle l'Institut de la culture, qui s'occupe des amateurs, quel que soit leur domaine culturel. Dans le cadre de cet institut, on a commencé, il y a déjà un certain temps,



Marlen Khoutseev

à mettre en place une faculté de cinéma, qui va former des cadres pour le cinéma amateur, dans le pays tout entier.

**Marlen Khoutseev :** Au moment du XX<sup>e</sup> congrès, pour augmenter la quantité et la qualité des films en U. R. S. S., considérant que les cinéastes formés par le V. G. I. K. étaient en nombre insuffisant, on a créé des cours pour ceux qui avaient déjà une instruction supérieure et dont la durée d'études était très courte. Alors

qu'au V. G. I. K. les études durent pratiquement cinq ans, la durée de ces cours était de deux ans et quelques mois : une année de cours théoriques, suivie d'un travail pratique, et l'année suivante le diplôme pratique, c'est-à-dire un film. Ces cours ne comportaient aucune discipline de formation générale. Seulement l'enseignement de la spécialité cinématographique : scénario (aspect littéraire et aspect mise en scène), dramaturgie et histoire du cinéma, celle-ci se faisant à partir de très nombreuses « lectures » de films.

Cette méthode avait ses côtés positifs ; ces cours ont touché surtout des gens provenant de professions qu'on peut appeler parallèles (théâtre, peinture, etc.), mais ils touchaient aussi des gens venant de professions techniques. On a ainsi un exemple intéressant de quelqu'un qui est passé par les cours supérieurs de cinéma, c'est celui de Tchoukhraï, qui était ingénieur, qui a travaillé dans un studio d'amateurs, a passé ses examens de cours supérieurs de mise en scène et est devenu ce que vous savez. On peut dire la même chose des scénaristes qui sont très nombreux à être passés par ces cours supérieurs du cinéma. Une particularité de ces cours supérieurs est qu'ils sont dispensés sur une période de deux ans, suivant des profils différents. Par exemple, une promotion va être formée pour le cinéma pour enfants, une promotion pour le cinéma documentaire. Actuellement, on forme dans ces cours des assistants metteurs en scène.

**Interview recueillie en juillet 1975 par Emile Breton, Bernard Eisen-schitz, Jean-Patrick Lebel et Jean-Louis Libois.**



« Le Féroce » (Tolomoush Okeev).

## La formation des cinéastes soviétiques

Vitali Jdan

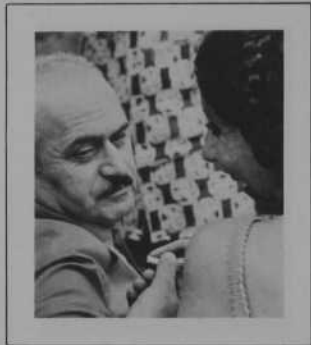
Il existe en U. R. S. S. deux grandes écoles du cinéma chargées de la formation des cadres dans ce domaine : l'Institut national de la cinématographie (V. G. I. K.), dont la tâche est de préparer des spécialistes pour les activités se rapportant à la *création artistique*, et l'Institut des ingénieurs de cinéma à Leningrad (L. I. K. I.), formant des *techniciens* de la cinématographie.

L'Institut national de cinématographie est né en 1919. Depuis déjà cinquante ans, il forme des spécialistes de toutes les professions artistiques du cinéma, scénaristes, réalisateurs (de grands films, films documentaires, de vulgarisation scientifique, d'enseignement, d'animation, de films pour la télévision), directeurs de la photographie, acteurs, décorateurs, esthéticiens (historiens et critiques de cinéma, rédacteurs de scénarios de films), économistes (organiseurs de la production des films et de la distribution).

Parmi les chaires pilotes<sup>1</sup> du V. G. I. K. chargées de l'enseignement, de la création et de la recherche, il faut noter les suivantes : réalisation de grand film et interprétation ; réalisation de film documentaire, d'enseignement et de vulgarisation ; art de l'opérateur ; art de la composition dramatique dans le cinéma ; art du décorateur de cinéma ; critique de cinéma ; économie et organisation de la production du

film ; techniques cinématographiques ; télévision.

Généralement, les chaires ont une double fonction : enseignement et généralisation, recherche scientifi-



Rezo Tchkhcheidze

que. Or, ce dédoublement acquiert une importance toute particulière pour une école de cinéma étroitement liée à la création, à d'autres écoles artistiques et aux centres d'études théoriques dans le domaine des arts. Le caractère synthétique du cinéma ne fait que souligner l'importance de tels contacts.

Le film, cette manifestation du génie créateur, ne peut être créé par un artiste isolé ; on le fait « en équipe ». La nature même de l'art cinématographique exige que de futurs cinéastes, quelle que soit leur

spécialité, soient formés tous ensemble. Nous croyons fermement que dans une école de cinéma de futurs adaptateurs, metteurs en scène, acteurs, opérateurs de prise de vues, décorateurs, critiques, économistes et techniciens doivent se côtoyer dans les salles d'études. Les structures pédagogiques du V. G. I. K., les plans et les programmes d'études permettent des interpénétrations continues et directes de la pratique et de l'expérience d'une part et de la théorie de l'autre, au cours de toute la présence de l'étudiant à l'institut (de 4 à 5 ans).

Il est impossible de séparer dans l'art l'éducation et la formation de la pensée créatrice et du goût artistique du processus d'acquisition des secrets de la maîtrise. Aujourd'hui, la production cinématographique et par conséquent le spectateur donnent priorité à un artiste pensant, conscient de ses responsabilités dans la société, profondément intéressé à tout ce qui se fait. Un artiste de talent, mais privé de don de réflexion et dépassé par les grands courants sociopolitiques de son temps, perd rapidement de son originalité et retombe dans les thèmes et les procédés déjà ressassés. Toute notre expérience est là pour le prouver.

L'unité inséparable de la théorie et de la pratique s'est affirmée dans les structures de l'école de cinéma contemporaine. Seul un enseignement s'appuyant à la fois sur l'explication et sur l'action est susceptible de former un talent artistique.

La partie théorique du cours est appelée à contribuer à l'épanouissement des dons artistiques de l'étudiant, à former sa conception du

1. Correspondant à des « sections », mais non cloisonnées (N. D. L. R.).



« Les Trois Jours de Victor Tchernichev » (Mark Ossepiant).

monde, à lui faire connaître les lois de l'évolution sociale. Pour élargir les horizons des étudiants, faire déborder le cadre du cinéma seul et les initier au patrimoine culturel, pour faire comprendre aux jeunes esprits les lois générales du développement de la culture mondiale, nous enseignons à nos élèves l'histoire et les principes théoriques des arts connexes, notamment du théâtre, des belles-lettres, de la musique et de la peinture. La philosophie, l'histoire, l'esthétique, la psychologie et l'éthique sont des disciplines qui jouent un rôle important dans la formation de la conception du monde du jeune cinéaste, et du jeune réalisateur en particulier.

L'assimilation réfléchie des réalisations du cinéma mondial et des arts connexes permet à nos jeunes de faire la part des dogmes périmés et des découvertes impérisables dans l'art de rechercher consciemment de nouvelles formes d'expression. En dépit de toutes les variations de structures pédagogiques de l'école de cinéma (des différences sont prévisibles dans l'organisation de l'enseignement), on doit former un artiste pensant et intègre pouvant aborder d'une manière créatrice et hardie la solution des problèmes artistiques et idéologiques qui surgissent à une époque donnée.

Actuellement, le V.G.I.K. compte cinq facultés : réalisation (avec des sections pour la mise en scène et l'interprétation), art de la photographie, de la peinture (décorateur de cinéma), du scénario et de la « cinématologie » (avec des sections d'auteurs de scénarios et d'études théoriques dans le domaine du cinéma) et économie. Chaque faculté a, bien sûr, ses particularités, déterminées

par celles de la spécialité cinématographique donnée<sup>2</sup>.

Deux sections de la faculté de réalisation (mise en scène et interprétation) ont chacune leurs propres programmes.

Le réalisateur du film, on le sait, est en quelque sorte le moteur des efforts de l'équipe, c'est lui qui donne un dernier tour de manivelle, en définissant la composition du film. Il est, en plus, l'organisateur du processus complexe de la production cinématographique. Outre les qualités artistiques et idéologiques de l'œuvre, il est préoccupé par les résultats économiques. La tâche de l'enseignement est donc de former un réalisateur hautement instruit, possédant de multiples qualités professionnelles, un dirigeant sûr des équipes artistiques et techniques.

L'élève de la section de réalisation, se spécialisant dans la mise en scène du grand film, étudie l'art de la prise de vues, les décors de cinéma, la musique et le son du film, l'art de la composition dramatique, l'interprétation et le montage, bref, tout ce qui se rapporte à la réalisation d'un film. La composition dramatique (qui vient après un cours de théorie de la composition) fait partie intégrale des leçons pratiques de réalisation durant toute la période d'études, à commencer par les compositions scéniques pour les mises en scène de futurs réalisateurs. Il importe également que le réalisateur en voie de formation fasse sien l'art de travailler avec un comédien. A cet effet, la faculté de réalisation du V. G. I. K. procède ces derniers temps à la formation des étudiants au sein des ateliers réunissant les futurs metteurs en scène et comédiens où, tous ensemble, ils étudient l'art de l'interprétation. Des morceaux de litté-

rature, des études sont montés par les étudiants sous la direction des pédagogues. Le montage, élément du stage de la réalisation, fait l'objet d'études dès la première année, et cela pendant quatre ans. A la tête des ateliers, on peut voir de grands maîtres du cinéma qui s'occupent des étudiants de la première à la dernière année<sup>3</sup>.

Dans les ateliers réunis dont il était question plus haut, les étudiants suivent :

— les conférences qui traitent, d'après un système déterminé, des problèmes théoriques se rapportant à l'art de la mise en scène et de l'interprétation, ces « lois de la création » au sujet desquelles Stanislavski devait dire : « Notre nature artistique a ses propres lois de la création. Elles sont valables pour tous les individus, pour toutes les nations. Ces lois doivent être comprises. Elles doivent constituer la base de nos programmes d'enseignement ; on les étudie dans tous leurs détails. Il n'y a pas d'autres possibilités de former de grands talents » ;

— les séminaires (où les étudiants présentent des rapports portant sur

2. Outre le V. G. I. K., la formation des réalisateurs, adaptateurs, opérateurs et acteurs s'effectue à la faculté du cinéma de l'Institut du théâtre portant le nom de Karpenko-Kary, à Kiev. Cette faculté travaille d'après les plans et les programmes du V. G. I. K.

3. Dans cet ordre d'idées, il convient de mentionner les noms de L. Koulechov, S. Eisenstein, V. Poudovkine, A. Dovjenko, I. Savtchenko, S. Youtkevitch. Tous, à différentes époques, ont travaillé au V. G. I. K., comme le font aujourd'hui S. Guerassimov, E. Dsiguane, A. Stolper, G. Tchoukhraï, I. Talankino et d'autres.



« A bâtons rompus » (« Pletchki Lavotchki », Vassili Choukchine).

les principaux sujets de la théorie et où l'on analyse des films projetés) ;

— les classes pratiques de réalisation et d'interprétation sur scène ;

— les classes individuelles (consultations) consacrées aux travaux pratiques de chaque étudiant au cours de toutes les années d'études, le travail de diplôme y compris ; nous insistons sur l'importance des tournages, réalisés dans les équipes étudiantes de diverses facultés et sections.

Diverses étapes de la production cinématographique (scénario littéraire, période préparatoire, scénario d'adaptation, projet de réalisation, tournage d'extérieur et d'intérieur, découpage) réunissent les élèves des sections de réalisation, d'adaptation, d'interprétation, de prise de vues et de peinture, ce qui fait valoir non seulement les qualités propres du futur réalisateur, mais lui inculque aussi le sens de la collectivité, si nécessaire dans la production d'un film.

Le tournage se fait dans les studios d'études appartenant à l'institut. Tout étudiant de la section de réalisation s'y exerce dès la deuxième année ; les tâches deviennent toujours plus compliquées, de même que la longueur des bandes augmente : les études muettes de 200 mètres cèdent la place aux courts métrages de 300 à 900 mètres (il arrive que les étudiants de l'année terminale soient invités à tourner des longs métrages dans les studios professionnels). Le film de fin d'études couronne le séjour de l'étudiant à l'institut ; il doit satisfaire aux exigences qu'on présente habituellement aux courts métrages sortant des studios.

Le comédien est au centre de la production cinématographique. Qu'on

discute sur la priorité à donner au dramaturge ou au metteur en scène, c'est l'acteur qui, pour le spectateur moyen, incarne toujours le personnage du film. Indépendamment du style de l'œuvre, l'homme qui paraît sur l'écran captive le spectateur, il est le véhicule des idées que renferme l'œuvre. Le cinéma a mis le comédien devant la nécessité de repenser et de reproduire toute la gamme complexe des liens et des rapports humains, de se débrouiller dans les dédales de l'existence. Aussi paradoxal que cela puisse paraître,

le comédien — on le sait bien — est à la fois un créateur et un instrument. Rattacher ces deux aspects d'un talent aussi spécifique, voilà un besoin et un impératif pour la pédagogie de l'interprétation<sup>4</sup>...

4. Vitali Jdan étudie ensuite le problème de la formation du comédien et les programmes de chacune des sections. Mais il n'est pas pour nous question de décrire le fonctionnement du V. G. I. K., simplement de montrer sur quel principe de base : l'interdisciplinarité, il fonctionne (N. D. L. R.).

## Dramaturgie : des thèmes contemporains

Lev Koulidjanov

Je doute qu'il soit nécessaire, dans une réunion aussi sérieuse, de démontrer pour la n-ième fois que ce sont les films traitant de notre époque qui donnent le ton du cinéma soviétique, ceux précisément à propos desquels on discute le plus souvent, ceux qui constituent l'élément principal de l'influence quotidienne du cinéma sur le monde intellectuel et émotionnel de l'homme. Et justement, il s'agit de la nouveauté du cinéma soviétique au cours des dernières années, il faut signaler ce tournant décisif et net vers l'étude de thèmes de l'époque contemporaine [...] Sur les écrans soviétiques apparaissent de plus en plus souvent des personnages tels que l'ouvrier, le savant, l'ingénieur qui solutionnent des problèmes pratiques de la révolution scientifique et technique. [...] Des débats animés envahissent

l'écran : le rapport de la création et du travail, les méthodes modernes de direction, le style de l'administration, l'élévation du sens des responsabilités pour tout ce qui se passe autour de soi à l'atelier, à l'usine, dans la ville et les pays.

Nous nous en souvenons bien ; celui qui apparaissait habituellement comme le héros dans les films des années trente, quarante et cinquante, c'était le stakhanoviste, le novateur qui battait les normes techniques établies, qui combattait les individus « bornés », les « spécialistes », celui qui maîtrisait et surmontait les difficultés de la technique. Les héros des films tels que *Les Mineurs*, *L'Honneur*, *Une grande vie* s'attaquaient aux records, produisaient des bouleversements, atteignaient leur but à n'importe quel prix. Ceux qui se hâtent d'ironiser à leur sujet et qui en plus les jugent à partir de leur expérience moderne devraient



« Brille mon étoile, brille » (Alexandre Mitta).

se rappeler les particularités de l'époque du premier bond, du début des débuts de l'industrialisation ; lorsque nous n'avions pas nos intellectuels de la technique, pas les bases de production nécessaires pour progresser à une rapidité fantastique, lorsque l'essentiel, si ce n'est tout, dépendait de l'enthousiasme des pionniers du socialisme. [...] Cela signifie-t-il que le nouveau héros soit dépourvu de l'enthousiasme, de l'initiative personnelle qui distinguaient le héros des années trente, et que cet enthousiasme n'a, en général, pas de place dans l'entreprise moderne ? Evidemment non. Seulement, l'enthousiasme aujourd'hui ne consiste pas à produire des bouleversements et à essayer fiévreusement d'attaquer de nouveaux sommets de la technique de production. [...]

Et ici je voudrais me reporter à l'exemple des derniers travaux de Vassili Choukchine, *A bâtons rompus* et *L'Obier rouge*. Je le fais non seulement par un sentiment naturel de respect et d'amour pour le grand artiste qui nous a quittés prématurément, mais aussi parce que je suis sûr que l'héritage de son œuvre et de son expérience sont aujourd'hui et seront demain d'une nécessité vitale pour notre art.

Je désire avant tout souligner ce qui rapproche ses personnages de ceux des classiques russes : l'inquiétude intellectuelle, une recherche obstinée de réponses à des questions que font naître sans cesse leur œil scrutateur et leur intelligence. Prenons Ivan dans *A bâtons rompus* ou Egor dans *L'Obier rouge*. Ce sont des hommes inquiets, exigeant la vérité, ce sont des hommes qui ne s'inscrivent pas facilement dans des schémas sociaux qu'ils récuse. Et

c'est compréhensible. Ce sont des individus chez qui il y a quelque chose de particulier qui n'appartient qu'à eux.

En effet, il ne s'agit pas du fait qu'Egor soit un repris de justice. L'important, c'est sa quête de la « fête » qu'il cherche et ne trouve ni dans la « nouba », ni même chez la femme qui lui est proche. Le héros de Choukchine apparaît comme le continuateur d'une grande tradition classique qu'il introduit dans notre cinéma en mettant au jour des couches importantes de la vie spirituelle du peuple. Les héros s'op-

posent aux personnages frustes de nombreux films dont le trait principal est la paresse de l'esprit, la banalité des actes, l'attention à des choses tellement insignifiantes qu'il y a de quoi s'étonner, de même que lorsqu'il s'agit de personnages qui se servent du principe : je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu.

Il faut aimer, aimer et respecter l'homme. Cette tradition humaniste a toujours caractérisé notre art multinationnel. On a remporté dans cette voie d'importantes victoires qui ont déterminé la place du cinéma soviétique dans la culture mondiale.

## Les fiches de quelques films récents

### La Prime

1975. PR Lenfilm, RÉ Serguei Mikhaélian, SCÉ Alexandre Guelman, INT Evgueni Leonov, Vladimir Samoilov, Oleg Iankovski, Mikhaïl Gloudski, Armen Djigarkhanian.

Le chantier de construction d'un complexe sidérurgique. Une équipe (17 hommes), seule parmi les nombreuses équipes du chantier, refuse la prime de « dépassement du plan ». Têtu, fermé, le chef d'équipe refuse de donner la moindre explication. Il ne s'expliquera, dit-il, que devant le comité de parti de l'entreprise. Presque tout le film donc est consacré à cette réunion qui se tient dans un baraquement du chantier : un « huis clos » ouvert, par de larges fenêtres, sur la vie du chantier. Sa forte dramaturgie, en un « suspense » qui dose savamment les coups de théâtre, amène le spectateur à parti-

ciper au débat de fond : qu'est-ce qui ne va pas, sur ce chantier et bien au-delà du chantier ?

Ce film a obtenu en 1975 le grand prix du cinéma soviétique. Il sortira dans le secteur commercial (diffusion UNI/CI/TE) en France à la fin du mois de février 1976.

### Sans peur

1972. PR Ouzbekfilm, RÉ Ali Khamraev, SCÉ Kamill Yachen, INT R. Sagdilaev, T. Chakirova, Kh. Latypov, Bolot Beïchenaliev.

Un thème historique : le dévoilement des femmes en Ouzbekistan dans les années vingt. L'histoire d'une dure bataille, avec ses crimes (la première jeune femme à se dévoiler sera assassinée), ses incompréhensions (le volontarisme de responsables communistes). Mais aussi beaucoup plus que cela : dans sa démarche même, théâ-



« L'Obier rouge » (Vassili Choukchine).

tralisée, les protagonistes s'adressant au public, *Sans peur* est un film qui pose plus de questions qu'il ne donne de réponses. Dont celle-ci, centrale et d'aujourd'hui : quelle place faire aux cultures ancestrales dans la marche de la révolution ? Et la réponse est ici « filmique », par l'intégration au cinéma de traits culturels préexistants : théâtre de rue, monologues d'acteurs.

#### L'Obier rouge

1973. PR Mosfilm, RÉ scé Vassili Choukchine, INT V. Choukchine, Lydia Fedosseieva, Alexei Vanine, Ivan Pyjov.

Un voleur, récidiviste, sort de prison, et aux premières images du film, bien alignés sur une scène, les détenus chantent, chœur impressionnant de têtes rasées pour une mélancolique mélodie populaire. Accueilli à la campagne (en Sibérie méridionale) par sa « marraine », il retrouve peu à peu ses liens avec la terre, avec le travail. Il est tué par des voleurs qui n'avaient pas perdu l'espoir de le réintégrer dans leur bande. Choukchine a dit, à propos de ce film : « Ce n'est pas le fait qu'un homme s'est égaré, et ce n'est pas l'homme en général qui m'intéresse dans ce film. C'est le paysan qui m'intéresse, celui qui a perdu le lien avec la terre, le travail, les racines de la vie. »

#### Toi et moi

1972. PR Mosfilm, RÉ Larissa Chepitko, scé Larissa Chepitko, Guennadi Chpabkov, INT Leonid Dyachkov, Allo Demidova, Iouri Visbor, Natalia Bondartchouk.

Générique traité en farce caricaturale : un homme, à Moscou,

déguisé en cow-boy, accueille chez lui un ami. Musique stridente, parodie de film « occidental ». Cet homme est un chirurgien, de retour d'une longue mission en Suède. Malade (raté ?), il va s'enfuir vers la « Russie profonde » des chantiers, des campagnes, pour se retrouver lui-même, se remettre en question. Le film est à l'image de cette quête : haché, tendu, passionnant pour ce qu'il dit du rapport complexe de ces intellectuels inquiets à une société qui attend beaucoup d'eux.

#### A bâtons rompus

1972. PR Studios Gorki, RÉ scé Vassili Choukchine, INT Lydia Fedosseieva, Vassili Choukchine, Vsevolod Sanaev, Gueorgui Bourkov.

Un couple de paysans sibériens part en vacances au bord de la mer Noire. C'est l'occasion d'une fête au village pour arroser ce départ, mais surtout d'une traversée en train de toute l'U. R. S. S., avec arrêt à Moscou et découverte d'un autre monde. Et donc, des rencontres, des contacts qui se créent sur un mot, un sourire, dans ces trains où l'on vit : un escroc « baratineur », un savant linguiste qui noircit des calepins sur le parler populaire, des pionniers, un monsieur irascible. Voyage à la découverte du pays, de sa langue. Et ce n'est pas un hasard si l'on pense à Pagnol, à Renoir.

#### Les Trois Jours de Victor Tchernychev

1966. PR Studios Gorki, RÉ Marc Ossepian, scé Evgueni Grigoriev, INT G. Korolkov, V. Vladimirova, A. Tchémov, G. Saïfouline, Vassili Choukchine.

Trois journées d'un jeune garçon

à Moscou : un vendredi au travail, commentaires sur le match de football de la veille, réunion de cellule plutôt déprimante ; un samedi à traîner dans les rues ; un dimanche matin de « travail communiste », à ramasser des pommes de terre à la campagne ; un dimanche soir qui se termine, après bagarre, au poste de police, à entendre un discours moralisateur complètement « déphasé » quant à l'exigence que révèle en creux tout le film (typique en cela des années soixante et de « l'après-XX\* congrès ») d'une vie autre : plus profondément — et non formellement — « politisée ».

#### Brille mon étoile, brille

1970. PR Mosfilm, RÉ Alexandre Mitta, scé Iouli Dounski, Valeri Frid, A. Mitta, INT Oleg Tabakov, Oleg Efremov, Evgueni Leonov, Elena Proklova, Leonid Kouravlev.

Dans les années vingt, en Ukraine, un village est pris, abandonné et repris tour à tour par les « blancs », les « rouges », et les « bandits ». Un jeune homme y débarque, est charrié dans ce tourbillon. Il n'a, lui, qu'une idée en tête : intéresser les paysans au « théâtre révolutionnaire expérimental ». Comédie douce-amère, le film avance, comme sans y toucher, quelques idées sur la spécificité de la création artistique, et sa démarche picaresque, toute en rupture de tons, de la poésie à la farce, est affirmation de liberté.

Le texte de Vitali Idan sur la formation des cinéastes est extrait d'une étude sur le fonctionnement du V. G. I. K. et celui de Lev Koulidjanov d'un rapport devant le plénum de l'Union des cinéastes en 1974.

# NC ACTUELLES

## Mouvement d'idées

- Sur quelques dictionnaires récents ..... 83  
Louis Guespin

## La N. C. a lu

- Christian Metz, cinéma et psychanalyse ..... 84  
A propos de « Communications », n° 23. et « Ça-Cinéma »,  
n° 7-8, par Jean-Louis Libois

- Poesia erótica del siglo de Oro ..... 85  
de Pierre Alzieu, Yvan Lissorgues et Robert Jammes,  
par Françoise Barthélémy-Fébrer

- Capital terrestre ..... 86  
de Charles Dobzynski, par Bernard Vargaftig

- Une nouvelle étape ..... 86  
Quand la poésie vietnamienne entre dans la langue française,  
par Elise Zung

- Le Choix mongol : de la féodalité au socialisme ..... 87  
de Jacques Legrand, par Christiane Marcie

- Les Entreprises et la gauche ..... 88  
de « Socialisme et Entreprise », par Bernard di Crescenzo

- Souvenirs de militants ..... 88  
Aux Editions sociales, par François Hincker

## Art présent

- Roger Somville ..... 89  
Au musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis,  
par Jean-Philippe Chimot

- Contrejour ..... 89  
Une revue pour la photo, par Arnaud Claass

- La N. C. signale ..... 91

- La N. C. sciences ..... 92



Mouvements d'idées

## Sur quelques dictionnaires récents

La lexicographie de Littré est morte. Faut-il le regretter ?

Nous ne refusons pas par-là l'engagement total dans une unique direction de la recherche linguistique ; ce que nous disons de Littré, nous ne le dirions ni de Ferdinand Brunot ni de Marcel Cohen ; ce qui rend Littré caduc à notre époque, c'est le manque de souci des réalités matérielles du langage, de la pratique quotidienne de la parole, et par-là, le confinement et l'élitisme.

Nous ne parlerons pas ici de dictionnaires encyclopédiques. Après l'événement qu'ont été la parution du *Dictionnaire du français contemporain* (D.F.C.) et sa réédition à finalité pédagogique, l'entreprise de longue haleine du *Grand Larousse de la langue française* (G.L.L.F.) de Louis Guilbert et son équipe, et maintenant, toujours chez Larousse, la parution du *Lexis* de l'équipe de Jean Dubois méritent d'être signalées à nos lecteurs.

Il faut d'abord constater le courage de ces entreprises, qui toutes choisissent la voie ardue de la scientificité, par appui sur la linguistique. Or le courage se mesure aux tentations refusées ; nous en voyons deux principales : l'exploitation des vieilles recettes, et le recours au gadget.

On sait quelles signatures ont servi à la publicité des rééditions du vrai Littré : celles d'écrivains ou d'hommes politiques essentiellement traditionalistes dans leur maniement de l'écriture. Exploiter les vieilles recettes, en

faisant appel au marché exclusif des gens « cultivés », c'était faire un Littré du XX<sup>e</sup> siècle, un « nouveau Littré » ; l'opération s'est faite, avec succès : il s'agit du « grand Robert » et de ses multiples sous-produits.

Recourir au gadget, c'était, grâce aux sortilèges de l'informatique, faire plus gros, quasi exhaustif, en mettant l'esprit novateur dans la technologie. L'opération s'est faite également : c'est le *Trésor de la langue française*. On nous pardonnera de ne pouvoir évoquer cet énorme ouvrage sans quelque amertume, dans l'état actuel de dénuement financier de la recherche scientifique ; car il s'agit d'un ouvrage édité par le C.N.R.S., comme le rappelle sa publicité.

Mais les trois dictionnaires qui nous concernent ici, *D.F.C.*, *G.L.L.F.* et *Lexis*, ont en commun d'abandonner le discours de la complexité culturelle pour dire ce qu'ils font. Il s'agit d'outils qui ne laissent jamais l'utilisateur oublier que la pratique lexicographique est une pratique socialement et historiquement déterminée, oublier que la langue ne s'étudie que selon un point de vue théorique, bref, oublier que le dictionnaire n'est pas le monde, et que la culture française n'est que la culture française et doit être toute la culture française. Est-ce un hasard si les auteurs, Louis Guilbert, Jean Dubois, sont tous deux linguistes marxistes ?

Nous ne nous étendrons pas sur le *D.F.C.* : neuf ans d'usage ont fait comprendre son audace et son intérêt. C'est à lui que nous recourons préférentiellement pour nos exercices lexicologiques en licence, et c'est lui que nous voyons utiliser par les collègues instituteurs ou professeurs que nous rencontrons dans le cadre de la formation permanente. Neuf ans après, le *D.F.C.* nous semble encore enregistrer au mieux les aspects « pédagogiques » de la lexicologie structurale.

L'originalité du *Lexis* est, en moins de 2 000 pages, d'appliquer les principes structuraux rigoureux qui ont fait l'originalité du *D.F.C.* à une masse lexicale beaucoup plus vaste — plus de 70 000 termes. À côté du « vocabulaire courant » des quelque 30 000 termes représentant le « stock disponible du locuteur moyennement cultivé », le désir de Jean Dubois a été de faire figurer suffisamment d'unités des vocabulaires scientifiques et techniques, des vocabulaires classiques et littéraires, et suffisamment de néologismes, pour répondre à la majorité des besoins courants en matière de dictionnaire. Un dictionnaire de langue qui s'ouvre à l'encyclopédie : il nous semble que c'est là un compromis original et heureux. Là où le dictionnaire encyclopédique postule la transparence du sens, c'est-à-dire le rapport sans problèmes des mots aux choses, la décision de Jean Dubois étend aux vocabulaires particuliers (qu'il s'agisse de mots techniques, d'archaïsmes ou de néologismes) la nécessité, pour l'utilisateur, de prendre conscience des contraintes linguistiques, et du fait que le mot n'est qu'une abstraction, dès lors qu'on le considère hors de son fonctionnement, hors du discours qui lui donne valeur.

Avec le *Grand Larousse de la langue française*, Louis Guilbert jouit de plus d'espace : quelque 3 700 pages à la fin du tome IV ; on peut s'attendre à 5 000 pages environ, de grand format. Aussi les deux outils que sont *Lexis* et *G.L.L.F.* ne sont-ils pas concurrents, mais pleinement complémentaires. En particulier, on trouve dans le Guilbert une remarquable introduction lexicologique, véritable traité de la dérivation et de la composition des mots en français. Par ailleurs, partant du principe qu'un usager des dictionnaires de langue était nécessairement sensibilisé aux problèmes linguistiques, Louis Guilbert a introduit, à leur place alphabétique, de remarquables synthèses sur les différentes unités terminologiques de la grammaire et de la linguistique ; le dictionnaire se trouve ainsi amené à traiter sous tous ses aspects la théorie du langage ; encore une occasion donnée au lecteur de se convaincre du caractère social et historique de toute pratique linguistique, et donc de la lexicographie elle-même ; la présence d'une réflexion claire et complète sur la notion de champ sémantique, par exemple, ne saurait manquer d'éclairer l'utilisateur sur le caractère relatif de la « vérité » du dictionnaire ; en faisant œuvre de grand lexicographe, L. Guilbert contribue du même pas à démystifier « le » dictionnaire, et à interdire ainsi une sacralisation malsaine et trop répandue ; en formulant clairement les problèmes de la créativité lexicale, et en montrant les limites du linguistique, il rend plus difficiles les éternelles condamnations d'un mot comme n'étant « pas dans le dictionnaire ».

Comme le précise la préface du *G.L.L.F.*, sont retenus ici « tous les aspects de la langue, et rien que la langue ». Mais il s'agissait d'échapper au piège de la langue d'élite, et les auteurs en ont pris les moyens ; dès la préface, ils précisent quel « franco-phone cultivé » leur a servi de référence. Qu'un dictionnaire comme le Robert fonctionne entièrement à l'implicite, il suffit de lire sa préface pour s'en rendre compte : ne rien dire des usagers qu'on vise, de leurs intérêts, de leur mode de vie, c'est s'engager forcément dans une entreprise de reproduction ; un gros travail, mais un travail d'épave. Ici, L. Guilbert et son équipe nous disent pour qui ils écrivent ; nous ne pouvons tout citer ; retenons simplement que, ce franco-phone cultivé, « il est celui qui assiste à des spectacles, télévisés ou sur scène, va au cinéma ; il est celui qui assiste à des congrès, suit de près ou de loin les multiples réunions ou activités où s'exprime la vie sociale, en un mot celui qui est intégré à la vie active de notre époque. »

*G.L.L.F.*, *Lexis* : deux hommes, deux équipes, des pratiques différentes, des objectifs distincts. Et pourtant, une évidente communauté entre les deux ouvrages, un air de famille. Nous ne nous en étonnerons pas : être marxiste, c'est avoir une ligne directrice pour l'analyse et pour l'action. On ne risque plus, dès lors, de refaire au XX<sup>e</sup> siècle le dictionnaire du XIX<sup>e</sup>, parce qu'on

comprend ce qu'on fait et pour qui on le fait. Un marxiste sait que la langue, la culture sont des réalités, toujours en mouvement ; admettant que « l'homme cultivé » n'est ni un idéal défini une fois pour toutes ni une moyenne, mais l'abstraction nécessaire à certaines pratiques pédagogiques ou normatives qu'il faudra toujours définir clairement, il part du principe que jamais la recherche ne saisira la totalité du réel, et que le niveau de réalité atteint par le chercheur ne peut se juger sans référence à la théorie, forcément transitoire, qui sous-tend ses travaux.

Dès lors, au lieu de prétendre fixer la langue, on travaille à rendre ses processus accessibles à tous. Deux dictionnaires : non pas des monuments, mais des outils pour notre époque.

L. G.



La N. C. : a lu

## À propos d'une rencontre

### Christian Metz, cinéma et psychanalyse

Avant de revenir plus en détail, dans un prochain numéro, sur les problèmes qui touchent cette articulation entre la psychanalyse et le cinéma, nous voudrions attirer l'attention des lecteurs sur l'intérêt des travaux publiés dans deux revues : « *Psychanalyse et cinéma* », *Communications*, n° 23, 1975, et « *Christian Metz* », *Ça-Cinéma*, n° 7-8, mai 1975.

Le rapport entre un numéro consacré à la psychanalyse et au cinéma et l'autre à Christian Metz ? Il est dans ce que ce dernier, après avoir été le véritable fondateur de la sémiologie du cinéma en France, ouvre la revue *Communications* par un très long texte de plus de cinquante pages sur le « signifiant imaginaire », c'est-à-dire sur les rapports de la machine cinématographique et sur son interiorisation par le sujet-spectateur, ou si l'on préfère sur l'empreinte de cette première machine sur la machine mentale du sujet. Plus généralement l'ensemble des interventions<sup>1</sup> renvoie à



un effort de théorisation de la position du spectateur dans l'ensemble de l'industrie cinématographique, d'une part, et d'autre part à une analyse des effets produits par certaines fictions sur ce même sujet.

Alors qu'il a été depuis longtemps déjà question des rapports qu'entretenaient la psychanalyse et la littérature et qu'en ce domaine de nombreuses avancées restent à faire, pourquoi cette tentative à retardement, et pourquoi seraient-ils plus productifs ? diront certains. Cela revient en fait à nier le retard, concrètement vérifiable, du cinéma sur les autres pratiques artistiques, ce qui ne pouvait pas du même coup ne pas retarder tout effort de théorisation, déjà entrepris dans la littérature où l'apport de la linguistique semblait offrir moins de résistances. Il n'est qu'à se souvenir des différents snobismes, passant du mépris à l'égard d'un art mineur à l'euphorie devant ce théâtre d'ombres, pour en arriver à la cinéphilie provoquée par le septième art, qui jalonnent l'histoire du cinéma et qui ont constitué autant d'obstacles à toute recherche. On se rappellera également les discours répressifs tenus par la plupart des critiques et théoriciens lorsque Christian Metz décidait de combler cette absence de théorisation, et cela même si auparavant des percées sémiologiques se profilaient chez certains auteurs tels que Bazin, Mitry...

Premier point, donc, historique.

Second point, qui concerne plus directement la « nature » du signifiant lui-même.

Sans vouloir redonner la redistribution des différentes pratiques artistiques qui découle de ce double point de vue matérialiste et psychanalytique, nous pouvons dire que c'est bien dans le cinéma — et nous visons là l'ensemble du dispositif déployé par l'industrie cinématographique — qu'est le plus impliqué le sujet-spectateur ; et ce, premièrement, de par les différentes pulsions mises en jeu, dont la pulsion scopique — ainsi que les phénomènes de voyeurisme qui lui sont liés — et, deuxièmement, plus fondamentalement encore, en ce que le cinéma est, selon Christian Metz, « une technique de l'imaginaire ». Au sens premier du terme, précise-t-il, c'est-à-dire en tant que le film est souvent de fiction et au sens lacanien où l'imaginaire est le lieu du *leurre du moi* ? La tâche réside dès lors à saisir « l'articulation intimement ramifiée de cet imaginaire avec les tours du signifiant, avec l'empreinte sémiotique de la loi (ici les codes cinématographiques) qui marque tout autant l'inconscient, et donc les productions de l'homme dont les films ». Ou, en d'autres termes, il s'agit de « parler du rêve cinématographique en termes de code : du code de ce rêve ».

Il en découle, d'un côté, que l'inconscient, ce n'est pas l'indicible, cette sorte de couche qui résiste à l'analyse et qui serait laissée aux fantasmes individuels du spectateur, puisque l'on peut en parler en termes de code ; de l'autre côté, que cette

recherche ne saurait consister en une sorte de va-et-vient interprétatif entre une partie manifeste (l'image donnée à voir sur l'écran) et une autre latente (où se situerait en définitive, après déchiffrement ou décalque, le sens du film), puisqu'il s'agit de maintenir dans une certaine mesure ce rêve, un signifié globalisant ne pouvant jamais subsumer un film — ce que Christian Metz désigne sous les termes d'« infinie poursuite du symbolique qui en un sens (comme l'imaginaire dont il se tisse) est tout entier dans sa fuite ».

Inutile, donc, de préciser qu'il n'y a pas place dans ces interventions pour le délire interprétatif en même temps que s'y trouve exclu, pensons-nous, tout discours abstrait sur la légitimité de cette reconquête entre la psychanalyse et le cinéma : elle est posée d'emblée comme légitime, comme l'est celle de la linguistique et du cinéma (c'est à ce que les deux champs ne se recouvrent jamais totalement que doit s'exercer la vigilance du sémiologue), et c'est donc à en comprendre les effets dans tout ce qui touche l'énorme machine cinématographique et son empreinte sur le sujet-machine mentale et au travail du film que nous convient ces textes.

J.-L. L.

1. Dans *Communications*, on peut notamment lire : « En sortant du cinéma » (R. Barthes), « Le dispositif » (J.-L. Baudry), « Le blocage symbolique » (R. Bellour), « Les charlatans et les hystériques » (C. Clément), « Le divan du pauvre » (F. Guattari)... Dans *Ça-Cinéma* : « En marge d'une sémiologie de l'image » (J.-L. Schefer), « Savoir, pouvoir, voir » (Th. Kuntzel), « Description/Analyse » (M. Marie), un très dense entretien de Ch. Metz réalisé par D. Percheron et M. Vernet.

2. Nous ne pouvons ici que renvoyer aux travaux de Lacan sur ce point ainsi qu'aux explications données par Ch. Metz pour le domaine cinématographique et donc renvoyer à son texte « Le signifiant imaginaire » (*op. cit.*).

Pierre Alzieu, Yvan Lissorgues, Robert Jammes

### Poesia erótica del siglo de Oro

Aux étudiants, aux lecteurs qui entendent la langue de Cervantès et ont eu la chance de pénétrer un jour dans cette forêt admirable et touffue qu'est la littérature espagnole du siècle d'Or, trois chercheurs de l'université de Toulouse-Le Mirail offrent une occasion, tout à fait excitante comme on verra, d'enrichir leur aventure en découvrant un terrain peu ou pas connu : celui — une fois mises à part les riches

œuvres de créateurs de premier plan tels que Góngora ou Lope de Vega — de l'érotisme dans la poésie de l'époque. C'est en effet l'érotisme, conçu au meilleur sens du terme comme cette jouissance sans pareille, cœur et sens accordés, qu'apporte aux êtres humains l'exercice de l'amour, qui donne son unité thématique à cette anthologie, *floresta* où sont rassemblés des textes anonymes, pour la plupart inédits, et situés, *grosso modo*, entre 1580 et 1620.

Pour mieux comprendre l'originalité de l'entreprise, et ce qu'elle ouvre d'horizons aux esprits curieux, il faut rappeler la réflexion que suscite généralement la floraison intellectuelle et artistique qui s'épanouit dans cette période. Cette floraison traduit, dit-on, l'aspiration profonde non seulement des élites mais de tout un peuple à s'évader — que ce soit dans l'idéal chevaleresque, le mysticisme, le rêve pastoral ou le cynisme picaresque — d'une réalité douloureuse, celle du déclin de l'empire de Philippe II puis de ses successeurs, miné derrière sa façade rutilante. Dans un tel cadre, fortement marqué par une conception chrétienne de l'existence qui identifie le plaisir charnel au péché, l'amour, dans la poésie, celle du moins que la sévère censure du temps a laissée publier, tend à osciller entre deux pôles extrêmes et également deshumanisés : l'extase platonique et pétrarquaisante ou la misogynie furieuse et dévastatrice d'un Quevedo, pour qui tout commence

## MONORY

### Opéras glacés



Jusqu'au 29 février

Galerie Maeght

13, rue de Téhéran,

Paris-VIII<sup>e</sup>

entre un homme et une femme est pré-texte à sarcasme.

Entre ces deux tendances, il y avait place cependant pour une autre production, que les éternels censeurs ont rendue clandestine : ces vers alertes, tendres et malicieux, où apparaissent sans fard, sans éclairage grotesque, mais au contraire dans toute leur plénitude les délices que procurent les jeux de l'amour.

Le mérite des trois auteurs de cette anthologie, qui ont dû plonger dans la poussière des bibliothèques pour nous restituer des trésors de fraîcheur, est donc double : d'une part, leur ouvrage introduit à la connaissance de la langue du siècle d'Or, d'une prodigieuse fécondité (chaque texte est éclairé, commenté, accompagné de ses variantes, et le livre se termine par un lexique très complet) ; d'autre part, il ouvre la voie à des recherches qui

devraient, sinon modifier, du moins élargir la compréhension de cette époque charnière de l'histoire du peuple espagnol. C'est à quoi vous invitent les derniers mots du prologue : « Si l'on s'attache à l'impression d'ensemble, comme il est humain, sain et souriant le profil de l'Espagne du siècle d'Or que nous découvrons dans ces poésies ! Ce n'est pas la silhouette éplorée d'un berger mélancolique, ni celle, décharnée, d'un ermite solitaire. Ce n'est pas la figure fiévreuse d'une nonne en transe... Ce sont, simplement, les visages d'hommes et de femmes qui, malgré leurs quatre siècles d'âge, nous ressemblent beaucoup plus que nous ne l'imaginons. »

F. B.-F.

(France-Ibérie Recherche, université de Toulouse-Le Mirail.)

Charles Dobzynski

## Capital terrestre

Bienvenue au nouveau livre de Charles Dobzynski ! Bienvenue à ce *Capital terrestre* daté d'un peu partout au monde, mais nous savions déjà que pour ce poète, le perpétuel est espace, que c'est le monde qui chante, hélas ! encore faux. J'aime le chalumeau de Dobzynski, et ces gros trous qu'il fait dans l'or. Non seulement avec le vocabulaire étincelant qui est le sien, mais avec la petite étincelle qui se balade près de la fusée, et celle, l'autre, qui se promène, elle aussi, entre la lumière. « Suis-je venu faire le tri ? » dit-elle. Et les vrombissements, sifflements, les vers comptés, déchantés, français, tout ce qui se range, qui la bouche, qui la lèvre, la main, qui l'ardente mesure du monde. Comment dire autrement ?

Lui, sait :

le sac crevé de la lumière  
disperse un maïs

Alors que la poésie d'aujourd'hui nous aura accoutumés à quelquelourd frémissement, il y a, chez Charles Dobzynski, hardiesse à côté de ce qui tremble :

pour reprendre  
au temps son bien  
tuer dans l'œuf  
tout ce qui vous dépossède

J'aime ce chant dans l'insupportable qui s'égosille : « écrasant sous ses talons de fer » (p. 37), « petit panache atomique » (p. 53), « la moisson du gouffre / battue d'avance » (p. 83), « exclus de vous-mêmes » (p. 103), mais il faudrait citer un vers sur deux. Ici, c'est à qui, de l'avenir ou du présent, à qui parlera le plus fort. C'est de tout, de nous, des choses, et de la poésie qu'il s'agit : « l'état du temps », ou « ce ciel bleu qu'il prend pour l'avenir », ou « la vérité née mongolienne ».

la nouvelle critique

Ce livre est rond, comme son titre, comme la Terre et son ombre, et le poète est partout et à côté, comme on croit trop souvent qu'il ne faut pas se tenir. Comme un amant :

si je ne t'aimais pas  
douceur qui survit à l'ordure  
cœur qui occupe tout mon corps  
que connaîtrais-je de l'amour ?

Il y a, avec Charles Dobzynski, derrière la tempête, le torrent des mots, derrière la fragilité où « L'homme et sa langue / ne font qu'un fil », cette tendresse grave, invincible sans doute.

Et ce n'est pas comme vous voudrez qu'il faut comprendre cela !

B. V.

(Éditeurs français réunis, collection « La petite sirène ».)

## Quand la poésie vietnamienne entre dans la langue française

### Une nouvelle étape

Le fervent de poésie qui, en vain, depuis tant d'années fouillait les librairies pour trouver des poèmes vietnamiens, va enfin se réjouir. Un premier et grand pas avait déjà été accompli par des éditeurs et écrivains français pour faire connaître à la France la poésie de ce peuple vietnamien qui, depuis 1954, n'était plus « sa colonie ». Il s'agit d'une part des deux premiers numéros spéciaux que la revue *Europe* consacra à la culture vietnamienne (n° 387-388, 1961, et n° 450, 1966), et du troisième « Vietnam libre », paru en octobre 1975, d'autre part de l'anthologie de la poésie vietnamienne que les Éditeurs français réunis publièrent en collaboration avec la Chambre des écrivains vietnamiens.

Et maintenant, c'est une nouvelle étape. Tout d'abord avec le commence-

ment d'une vaste publication en français, les premiers tomes de l'*Anthologie de la littérature vietnamienne*, immense monument que préparent et présentent les Editions en langues étrangères de Hanoi. Le premier tome a paru en 1972, au plus dur de l'escalade américaine. Il renferme les plus belles pages de la littérature vietnamienne des origines au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les chercheurs ramassèrent les documents et mirent au point les premières traductions du tome suivant (du XVIII<sup>e</sup> siècle à la première moitié du XIX<sup>e</sup>) sous les bombes des B52. Et cet automne, au moment de la célébration du trentième anniversaire de la proclamation de l'indépendance, sortait le tome III, énorme ensemble regroupant les plus importants des textes parus depuis le début de la colonisation française jusqu'à la révolution d'août 1945.

Cette anthologie ouvre un immense champ de méditations, de découvertes, de recherches. Pour celui qui veut mieux comprendre l'histoire de ce pays. Mieux comprendre sa lutte millénaire contre les envahisseurs, lutte militaire et culturelle, résistance politique et poétique. Savoir ce que c'est qu'un mandarin de cour et un lettré de village. Approcher l'éthique d'un peuple, son humour, sa sagesse, et bien de ses traditions. Celui qui souhaite, modestement, textes en main, appréhender un peu cet Orient dont tout le monde parle si facilement. Et le troisième tome montre sous un jour inattendu, parce qu'ignoré à ce jour, ce qu'au fond représente l'apport de la culture et en particulier de la poésie française pour les plus grands poètes de la révolution vietnamienne alors qu'ils étaient encore collégiés. Le tome IV, qui est en préparation, apportera témoignage sur la création littéraire vietnamienne depuis 1945. Suivront encore un tome sur les littératures des minorités montagnardes, un autre sur les chants, contes et légendes des paysans du delta.

Un seul problème pour le fervent de poésie : tous ces livres sont encore difficiles à trouver en France ; quelques trop rares librairies spécialisées en assurent la diffusion (Amitiés franco-vietnamiennes, 37, rue Ballu, Paris-IX<sup>e</sup> ; librairie Sud-Est-Asie, 17, rue du Cardinal-Lemoine, Paris V<sup>e</sup>). Mais il est à espérer qu'un jour un éditeur français soit en reprenant la publication pour en assurer une large diffusion, soit, à partir de tous ces volumes, éditera un volume unique, « anthologie d'anthologie ». Ce serait une « dette d'honneur » à l'égard de cet éblouissant héritage culturel et de ces grands poètes, dont nombre de vers virent le jour dans les prisons du colonialisme français. Cette expression, « dette d'honneur », nous arrive de Hanoi, de la bouche même de ces poètes, lors d'une réunion, l'hiver dernier à la maison des Editions littéraires où ils choisissaient les poèmes qui figureraient dans la première anthologie de la poésie française à paraître à Hanoi depuis 1954. Ils disaient : « Pour nous, c'est une dette d'honneur à l'égard de la poésie française à qui nous devons tant. »

Cette anthologie marque aussi une importante étape au niveau de la concep-

tion de l'art de la traduction, et à travers cela de la conception de la rencontre, du respect, de la découverte des deux cultures qui vont au-devant l'une de l'autre dans tout travail de traduction. La pierre angulaire de cette réflexion novatrice est la traduction du *Kieu*, publié à Hanoi (Édition en langues étrangères) en 1965, pour le bicentenaire de son poète Nguyen Du. 1965, en pleine escalade américaine. Ce chef-d'œuvre de la littérature vietnamienne est populaire entre tous. Tant de paysans, de vieilles mères qui hier encore ne savaient pas lire peuvent vous en réciter d'un trait des centaines de vers.

Donner alors au monde occidental ce poème si profondément enraciné dans la tradition et l'histoire du peuple, c'est un acte d'indépendance, un acte de résistance culturelle contre l'envahisseur, contre le génocide. L'artisan de cette traduction, si audacieuse en ces temps historiques, est Nguyen Khac Vien. Il est aussi le maître d'œuvre de cette vaste anthologie traduite en français. Une même résistance, une même victoire de l'indépendance, de la conscience culturelle et historique. Et tout comme cette édition française est la pierre angulaire idéologique et politique de l'anthologie, de même les principes de traduction sur lesquels repose ce splendide texte français du long chant de Nguyen Du posent les bases d'une nouvelle méthode, d'une autre dynamique de la pensée et de la sensibilité allant d'une culture à l'autre.

Dans la préface que Vien a écrite à cette édition française, quelques phrases montrent ces idées pleines d'audace féconde : « Toute grande œuvre est à la fois universelle et spécifiquement nationale, enracinée dans le terroir d'où elle est née, mais détachée de toute contingence. Toute traduction se nourrit de cette contradiction à chaque pas renouvelée, dans une danse parfois harassante entre deux exigences, devant dévoiler des mers inconnues, des rives étrangères tout en ne faisant pas perdre pied, en ne noyant pas le lecteur sous une marée de choses insolites. [...] A force de vouloir lui donner un cachet "oriental", on défigure une grande œuvre de qualité universelle, d'une profonde humanité. Rester fidèle, c'est chercher d'abord à recréer cette humanité, cette universalité de l'œuvre. »

Un des premiers corollaires de ces pensées est que la majeure partie des poèmes de la grande anthologie, dont les auteurs sont encore vivants, sont traduits en étroite collaboration avec eux. Cela est valable pour le dernier tiers du tome III et la presque totalité du tome IV. Cette collaboration est le chemin de la découverte, du partage, des ponts.

La seconde découverte de notre fervent de poésie sera un livre facile à trouver en librairie puisque édité en France. Il s'agit de *Sang et fleurs* publié cet automne par les Éditions français réunis. Ce sont des entretiens de To Huu avec Mireille Gansel, accompagnés d'une cinquantaine de ses poèmes qu'elle a traduits, d'un disque-document et d'une préface par laquelle Pierre Emmanuel a tenu à saluer la venue dans notre langue d'un des plus grands poètes et

révolutionnaires du Viêt-nam d'aujourd'hui.

Un poète raconte sa vie, tissée dans celle de son peuple. Au sortir de l'enfance, ses premiers pas dans la résistance, vers la prise de conscience politique. Les souvenirs de la lutte clandestine, des prisons, des solidarités. Les tâtonnements vers un art à la fois enraciné dans le peuple et son parler, sa sensibilité, et, ce faisant, porteur d'une force révolutionnaire.

Il nous dit aussi ce qu'il sent être l'âme de son peuple, le secret de cette poésie diffuse dans la vie de chaque jour, les sourires, l'histoire d'une si longue marche.

Et tout cela, To Huu, qui est en même temps secrétaire du comité central du parti des travailleurs du Viêt-nam, le raconte pour la première fois. Pour la première fois, à la veille de la grande victoire de son peuple, ce révolutionnaire des premières heures est venu s'asseoir, et nous parler comme un frère, un compagnon, un conteur au pouvoir éblouissant... et simple comme une vie authentique et tournée vers l'essentiel. A preuve qu'il raconte bien cela pour la première fois, c'est que ces entretiens sont en ce moment en train d'être traduits en vietnamien et font l'objet d'une série de quatre émissions à Hanoi.

Jacques Legrand

## Le Choix mongol. De la féodalité au socialisme

Dès la première ligne de l'introduction, Jacques Legrand rapproche ces deux dates : « 18 mars 1871, 18 mars 1921 ». Les hasards de l'histoire ont fait coïncider, à un demi-siècle de distance, le déclenchement de la Commune de Paris et le déclenchement de l'insurrection nationale qui allait conduire à la création de la République populaire de Mongolie et à la renaissance du peuple mongol.

Ce rapprochement n'est en rien fortuit et, pour des Occidentaux toujours quelque peu enclins à un certain eurocentrisme, il souligne combien le combat de la nation mongole pour sa survie et pour son développement s'inscrivait en toute logique dans la tradition ouverte par les Communistes de Paris.

C'est à retracer les efforts déployés par les révolutionnaires mongols que Jacques Legrand s'est employé, et le livre qu'il nous présente justifie tout à fait son ambition. Dans une écriture à la fois simple et précise, sans céder à la facilité d'un exotisme inutile, il nous fait appréhender l'ampleur du chemin parcouru dans ce demi-siècle d'histoire : le passage d'une société où 40 % des hommes, en 1920, étaient voués à la vie monacale, vers une société socialiste créant les conditions matérielles et intellectuelles d'une véritable résurrection de la nation mongole.

La portée poétique et politique de ces importantes parutions en langue française, d'une certaine manière, dépasse largement la France. Elles sont en fait une plaque tournante vers le monde. C'est le cas de bien des adaptations en français d'œuvres de « petits pays », entendons par là de pays dont la langue n'a pas une portée internationale : tel par exemple le hongrois pour les vers de Petöfi, d'Attila Jozsef, le turc pour les poèmes de Nazim Hikmet... *Sang et fleurs* est en cours de traduction en anglais, en espagnol et en arabe, s'ouvrant par là, d'un coup, à tous les poètes et jeunes des peuples qui luttent pour leur libération. Car To Huu montre bien comment la prise de conscience révolutionnaire de la poésie est née dans ce creuset culturel d'une poésie traditionnelle, des recherches de l'intelligentsia de la petite bourgeoisie, et d'une culture imposée par la colonisation. Et ce problème dépasse le seul Viêt-nam. Et puis il montre à chaque mot, à chaque pas, que la poésie aussi est « une forme, une arme de combat »... Et cela non plus ne reste pas sans écho parmi les générations qui montent, dans ces pays dont on dit qu'ils sont du « tiers monde ».

E. Z.

C'est à cette résurrection que nous assistons : résurrection démographique d'abord puisque la Mongolie, qui comptait moins de 700 000 personnes en 1921, a dépassé au milieu de l'année 1974 le chiffre de 1 400 000 ; résurrection sociale assurée autour du travail productif comme fondement de la société aux lieux et places des idéaux lamaïques ; résurrection nationale, la Mongolie socialiste s'étant dotée des attributs de sa souveraineté par la création d'un Etat moderne, par le développement d'une base industrielle en expansion rapide, par l'avènement d'une agriculture où l'élevage n'occupe plus la place unique, par la réalisation d'une révolution culturelle effective qui voit actuellement le passage à l'école obligatoire de onze ans alors que 98 % de la population étaient analphabètes en 1921.

Cette transformation a été rendue possible et largement facilitée par la coopération étroite entretenue avec l'Union soviétique dès la création de la République populaire de Mongolie, puis après 1945 avec tous les pays socialistes. Mais cette transformation a été effectuée, et Jacques Legrand y insiste à juste raison, par le peuple mongol lui-même sous la direction du parti populaire révolutionnaire de Mongolie. Souligner le rôle irremplaçable du parti dans la conduite du processus révolutionnaire, ce n'est en rien céder au triomphalisme. Si les difficultés considérables de la tâche sont bien retracées, les erreurs que le parti a commises ne sont non plus en rien escamotées.

La question la plus passionnante que nous posent la révolution en Mongolie et son succès désormais indéniable tient à cette possibilité d'avoir fait

passer un peuple misérable, en voie de disparition accélérée, à un niveau moderne de développement. Cette victoire, en son principe même, confère à l'expérience de la Mongolie la valeur d'un exemple et fournit la preuve de la validité théorique du choix effectué en 1921.

Avec cet ouvrage Jacques Legrand nous a apporté un ensemble d'informations de première main et de réflexions. Souhaitons maintenant qu'il poursuive et nous fournisse d'autres études sur cette expérience exemplaire.

C. M.

(Editions sociales, 1975, 287 pages.)

## « Socialisme et Entreprise »

### Les entreprises et la gauche

En 1972, une demi-douzaine de dirigeants d'entreprises, privées surtout, rencontrent François Mitterrand pour lui offrir leur expérience de gestionnaire de grands groupes industriels ou bancaires. Il naît de cette rencontre « Socialisme et Entreprise », groupe indépendant mais très proche du parti socialiste, un satellite en somme, où se retrouvent ces dirigeants qui vont offrir leur service, pendant la campagne présidentielle de 1974, à l'état-major du P.S. installé dans la tour Montparnasse. L'un est P.-D.G. d'une filiale de Schlumberger, groupe multinational, l'autre directeur commercial d'une entreprise de 2 000 salariés, les uns et les autres s'estiment cadres salariés. Après avoir, selon eux, « renforcé la crédibilité du parti socialiste sur le plan de la gestion de l'entreprise », leur démarche fut ensuite de réfléchir sur la phase transitoire où, alors que la gauche est au pouvoir, subsiste un nombre certain d'entreprises privées; de réfléchir sur leur gestion et en fin de compte sur le rôle que les cadres peuvent y jouer. Il est sorti de cette réflexion un ouvrage, *Les Entreprises et la gauche*, préfacé par François Mitterrand.

Incontestablement transpire le malaise des cadres au travers des quatre confessions, préambule de l'ouvrage. Déception à l'égard d'un système capitaliste qui pourrait leur avoir concédé les plus hautes responsabilités, à l'égard des partis qui organisent l'influence politique de ce système en France, du centre à la droite; double déception par conséquent lorsqu'on cherche un changement en estimant que les privilèges des cadres sont davantage tissés de « mythes » que de « réalités », et que la crise est là. Toutefois, reconnaître la réalité de la crise et lui chercher une issue nécessite d'éviter un écueil que les auteurs n'ont pas évité, et qui les amène à écrire que « la crise n'est pas une "crise" économique, mais une crise de pouvoir ».

La crise serait, dans ce cas, due au

dérèglement d'un mécanisme à rénover parvenu en des mains simplement inexpertes. Et Michel Field, dans l'introduction, précise pour que nul ne s'y trompe que « les membres de "Socialisme et Entreprise" ne préconisent aucunement un transfert brutal des responsabilités de gestion aux travailleurs. Puisque le pouvoir ne se partage pas — ou alors si inégalement que sa répartition est un faux-semblant — ils proposent logiquement de le laisser pour l'essentiel aux détenteurs du capital ». C'est le tout ou rien... Malheureuse dialectique !

Alors, comment mieux gérer ces entreprises qui demeurent capitalistes ? L'autogestion ? Non, il s'agit simplement de préparer un avenir autogestionnaire, sans tenir beaucoup compte du Programme commun; ni pour rappeler le rôle de la nationalisation étendue, ni celui des comités d'entreprise, ni la nouvelle intervention des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Bref, en mettant de côté les traits essentiels du Programme commun de réformes en profondeur des structures économiques, sociales et démocratiques du pays.

Mais oublier que la crise est aussi

économique s'accompagne d'un autre oubli, l'idée de « pouvoir » poussée un peu plus avant aurait permis, peut-être, d'éviter. Oubli que la crise est aussi le résultat d'une lutte, entre ceux qui détiennent ces puissantes entreprises privées — telle Schlumberger — et les salariés qui, par leur travail, en ont constitué la richesse. Lutte pour dénouer cette contradiction, lutte entreprise par la classe ouvrière et dont la réflexion même des hommes de « Socialisme et Entreprise » est le produit, qu'ils en aient ou non conscience. Mais sans doute leur reste-t-il à en prendre conscience. Et cela serait sans doute souhaitable pour leur éviter de penser qu'ils « préparent la fin du règne capitaliste » simplement parce qu'ils connaissent l'entreprise telle qu'elle est.

L'heure n'est pas tout à fait à la technocratie éclairée, même sous des rayons de gauche, qui ferait bénéficier de ses effets la classe ouvrière. Sans doute les cadres ont-ils à jouer un rôle d'une plus grande ampleur.

B. di C.

(Editions Stock, collection « Lutter ».)

## Aux Editions sociales

### Souvenirs de militants

Ce sont désormais plus d'une trentaine de livres qui constituent, avant bien d'autres, les premiers maillons d'un long enregistrement de la mémoire collective du mouvement ouvrier révolutionnaire français au XX<sup>e</sup> siècle. Quel historien ne s'est pas confronté, avec un respect agacé, à la réaction de tel ou tel militant ouvrier sollicité de dire ce qu'il avait fait, ce qu'il avait vu : « Mais ce que j'ai fait personnellement, ce n'est pas intéressant. Je ne compte pas. Ce qui compte, c'est la C.G.T., c'est le parti, c'est les F.T.P. » Cette réserve, cette modestie, cette personnalité qui ne se conçoit que dans sa classe, ça fait partie de la culture ouvrière. Je me souviens de la fermeté du refus de Benoît Frachon d'écrire ses Mémoires chaque fois que la circonstance, repas fraternel d'une fête fédérale, par exemple, pouvait laisser penser que sa vigilance en ce domaine serait enfin surprise...

C'est pourquoi il est hautement précieux que l'existence de structures favorables à la conservation des souvenirs de militants — Institut Maurice-Thorez, Editions sociales, fréquence désormais habituelle des contacts entre militants ouvriers et militants historiens — ait permis d'amasser cette première moisson que depuis six à sept ans les Editions sociales ont commencé à fournir. C'est pourquoi aussi il est hautement souhaitable que ce ne soit pas seulement un de ces livres, mais le plus possible, tous pourquoi pas, qui soient lus par les diverses générations de militants et par les historiens.

Et que de lectures peuvent en être faites : lecture pour l'information ; de ce point de vue, comment ne pas faire un sort à part aux livres de Fernand Grenier, extraordinaires témoignages sur, pour citer en vrac et par exemple, les premières écoles centrales du parti, la bataille contre Doriot à Saint-Denis, la bataille pour la place du parti dans la France libre de Londres et d'Alger. Lecture pour la compréhension de la conscience des militants ouvriers, pour la compréhension du rôle national de la classe ouvrière et du parti, pour la compréhension de ce que signifient les formules comme « liens avec les masses » ou comme les « traditions démocratiques de notre pays ». Lecture pour l'enrichissement, par conséquent, de l'histoire du syndicalisme, du mouvement communiste, de la Résistance. Lecture humaniste pour aimer des héros d'aujourd'hui le mot n'est pas trop fort, lecture pour vivre une tragédie optimiste.

Il faut citer tous ces titres : Florimond Bonte, *Le Chemin de l'honneur* (les prisons des députés communistes de 1939 à 1942); Fernand Grenier, *C'était ainsi* (les communistes, Londres, Alger, la Résistance sur le sol national); *Ce bonheur-là* (itinéraire d'un jeune ouvrier du Nord jusqu'aux plus hautes responsabilités dans son parti); *Ceux de Châteaubriant*, *Journal de la Drôle de guerre*; Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse* (les J.C. pendant la guerre et la Résistance, l'Amicale des anciens d'Essyes, l'insurrection d'Essyes — la « centrale » du Lot-et-Garonne —, un des plus extraordinaires épisodes de la Résistance).

Et dans la collection portant pieusement le titre « Souvenirs », des autobiographies par Virgile Barel (*Cinquante Années de lutte*), Auguste et

Simone Gillot (*Un couple dans la Résistance*), Jacques Kahn (*Persiste et signe*), Lucien Midol (*La Voie que j'ai suivie*), Laurent Naves (*Mon chemin*); des biographies (*Max Barel* par Charles Carson; *Venise Gosnat* par Jean Chaumeil, *Jean-Pierre Timbaud* par Lucien Monjaud); des témoignages sur la Résistance (M. Cherrier, M. Pigenet, *La Résistance dans le Cher*; Auguste Copin, *L'Aurore se lève au pays noir* ou la grève des mineurs de mai 1941; Louis Gazagnaire, *Ce peuple héros de la Résistance* et *Dans la nuit des prisons* ou la Résistance de Provence; Georgette Gueguen-Dreyfus et Bernard Lehou, *Résistance Indre et vallée du Cher*; Jean Laffite, *Une nuit sous l'occupation*, ou le passage de Marcel Cachin à la clandestinité; André Moine, *Déportation et Résistance en Afrique du Nord*; Roger Pestourie, *La Résistance, c'était cela aussi*; Joseph Sanguedolce, *La Résistance à Saint-Etienne et Dachau*; André Tollet, *La classe ouvrière dans la Résistance* et *Le Souterrain*, ou la célèbre évasion du début 1942 à Compiègne; par un collectif *Maquis de Corrèze*); d'autres sur les grands moments du mouvement ouvrier (Léo Figuères, *Jeunesse militante* ou la formation d'un jeune communiste avant guerre; Jean Le Ramet et Paul Vottero : *Parlons de la mer Noire*).

F. H.



Art Présent

Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis

## Roger Somville

Le musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis a depuis de nombreuses années une activité régulière d'expositions et d'animation. Citons pour mémoire, dans les dernières années, des expositions d'œuvres de Mattia (1968), Collamarini (1974), Steinlen (1973), Desnoyer (1972), Guerrier (1972), Roger Parent (1971). Cette année, c'est le tour du peintre belge Roger Somville. L'activité de Somville, né en 1923, est vigoureuse et complète; il peint, il écrit, il polémique et réfléchit sur toutes les impli-

cations de sa pratique sans se laisser abattre par les phénomènes de mode, par l'in vraisemblable charabia idéologique qui obscurcit la situation de l'art aujourd'hui. Deux recueils de textes de Somville ont été publiés, qui dans leurs titres déjà annoncent la couleur: *Pour le réalisme. Un peintre s'interroge* (Le Pavillon, Roger Maria éditeur, 1970) et *Hop là! les pompiers les revold* (éditions du Cercle d'éducation populaire, Bruxelles, 1975).

Il y a, dans la peinture et les écrits de Somville, tout un ensemble de points qui rappellent les années de l'après-guerre: combat pour la figuration, « une nouvelle figuration », pour un réalisme socialiste<sup>1</sup> (donc contre le naturalisme), contre l'abstraction, pour une grande peinture murale, pour une attention exigeante portée à l'héritage culturel et aux responsabilités multiples des artistes dans la lutte sociale, la lutte politique et idéologique. Les lecteurs sont priés, à ce stade de l'exposé, de faire l'économie de deux attitudes périmées: a) penser que ce rappel est une perfidie pour Somville et le musée de Saint-Denis; b) flairer un retour au « sectarisme » d'avant Argenteuil par le détour d'un éloge non critique des années 1945-1950. Mon propos est sérieux, comme celui de Somville. Les critiques qu'il développe sur le fonctionnement dominant de l'art aujourd'hui sont saines et nécessaires, ce qui ne veut pas dire qu'il faille toutes les prendre pour argent comptant. La ligne qu'il tient n'apparaît que rarement aujourd'hui chez les communistes (Somville est communiste belge), qui consiste à pousser la critique de certaines formes esthétiques en les reliant aux conditions générales d'une société en crise profonde. Ainsi, ce n'est pas porter atteinte à la liberté de création que d'essayer de dire de quoi le succès de l'« hyper-réalisme » est le signe dans nos sociétés capitalistes. Etablir un rapport n'est pas obligatoirement fournir un ukase esthétique. En faisant cela, Somville n'engage pas son parti, ni un autre parti communiste, mais sa réflexion est telle parce qu'il essaie de la mener en marxiste, en communiste. Somville ne croit pas que les débordements de bonne volonté — et volontaristes — des intentions « réalistes-socialistes » des années cinquante soient à reprendre. Il ne le croit pas notamment parce qu'il sait qu'on n'instaura pas, sur un désir légitime, un développement artistique qui ne se ferait qu'en relation avec un changement politique profond. Mais il se refuse à baisser les bras, se bat avec les outils de l'écriture et de la peinture pour que les choix esthétiques qui lui paraissent justes ne soient pas évacués par la mode appuyée sur des intérêts économiques et idéologiques puissants et bien en cour. Ecouter ses arguments, regarder sa peinture, c'est la bonne manière d'encourager la libre confrontation des tendances et courants artistiques.

La peinture montrée à Saint-Denis évolue à partir de références variées: Goya, Picasso, Lorjou, les muralistes mexicains (surtout Siqueiros). Cela suffirait pour qu'elle soit *a priori* révoquée par la cohorte des spécialistes de l'art

contemporain: Somville est-il un épigone? C'est le mot qui paraît pour évacuer une peinture qui ne jouit pas des privilèges momentanés de la mode. Sans préjuger de sa réussite, Somville prétend maintenir toujours un niveau de travail plastique, en utilisant les acquis de la peinture du XX<sup>e</sup> siècle: touches larges, couleur pure contrastée, manie-ment à la fois lourd et enlevé de la matière picturale, qui permet à Somville de figurer grand, avec des éclairages souvent violents.

La lignée principale dont il hérite est celle de l'expressionnisme flamand (Ensor, Permeke), en donnant à ses personnages une allure de gravité élégante, de dignité. C'est peut-être la peinture murale qui permettra vraiment à Somville de déployer ses moyens, tout en les transformant. Admirateur enthousiaste des muralistes mexicains, il peint actuellement une station du métro de Bruxelles aux accents noirs et rouges, où il semble avoir réussi à reprendre la mise en page dynamique de Siqueiros. La référence à Siqueiros ne signifie pas que Somville soit tombé dans une autre imitation; il semble plutôt qu'il sorte d'une excessive familiarité avec ses références préférées et que le lieu, la fonction, les dimensions le mettent enfin sur les grands chemins de la trouvaille plastique.

J.-P. C.

1. Prudemment, Somville parle de réalisme présocialiste ou révolutionnaire.

Une revue pour la photo

## Contrejour

Les rencontres internationales de la photographie, en Arles, prennent une dimension que nul n'aurait pu soupçonner voilà six ans. Sous l'impulsion dynamique de Lucien Clergue et de son équipe, le festival, qui fait venir des personnalités du monde entier, est en train de devenir un véritable « Cannes de la photographie », sans aucun équivalent dans les autres pays.

Les galeries se multiplient, de grands photographes, dont on n'aurait jamais pu imaginer — eux les derniers — qu'ils se prêteraient un jour à cette valorisation du tirage-objet, cèdent à leurs prières insistantes, et mettent en circulation des images signées, quelquefois numérotées. Michel Guy accroche une lanterne rouge budgétaire, prévoit la création d'un Centre national de la photographie, d'un département photo au plateau Beaumont, et fait miroiter la perspective de quelques bourses qui permettraient à de jeunes photographes de poursuivre leurs recherches (selon quels critères seront-elles accordées?...). Ainsi peut se résumer la situation de la photographie en France aujourd'hui.

Cependant, en marge de ce tardif « anoblissement », dont personne ne conteste le bien-fondé, de jeunes artis-

tes se demandent si l'on n'est pas en train, sous le prétexte de donner à cette discipline la place qu'elle mérite dans le champ culturel, de tisser autour d'elle la toile que l'idéologie dominante a mise en place autour de la culture en général; s'il n'y a pas là une opération visant à ouvrir à la photographie le royaume de la légitimité culturelle, mais pour en refermer les portes derrière elle; bref d'opacifier aussi la photo, tout contact du peuple avec la culture étant une menace.

Toutes les revues françaises, à l'exception de *Zoom*, jouent sur l'ambiguïté suivante: la photo y est reconnue comme phénomène de masse (les amateurs), et en même temps proclamée domaine de création (les « grands photographes »); mais l'un sert de faire-valoir à l'autre. Les valeurs, à l'imprécision cultivée, de don, génie, talent y foisonnent, mais d'un autre côté la formidable masse de publicité permet au lecteur consommateur d'imaginer que le matériel le plus sophistiqué lui permettra d'en faire autant. La trivalité publicitaire se révèle ainsi comme l'autre face des concepts distingués de la culture bourgeoise.

*Contrejour* se place d'emblée contre cela. Le journal se veut avant tout « parallèle »; c'est une feuille tirée à quelques milliers d'exemplaires, dont l'impossibilité de passer par les grands moyens de diffusion renforce le caractère « militant », qui refuse l'impeccabilité glacée de la « belle revue », dont même le pliage déconcertant s'affirme comme désir de secouer les habitudes. Le groupe formé autour du photographe et critique Claude Nori, avec Dominique Cahier, Jacques Marchais, Didier Romand, Caroline Bureau, veut que *Contrejour* soit un forum, un lieu de rencontres. Un lieu de rencontres entre tous ceux qui savent, ou ressentent confusément, que la photographie créatrice, comme toute production artistique, est traversée par l'idéologie. Cette agora, c'est la place de la photographie dans les luttes

d'idées; art de masse, seul moyen d'expression directement lié au réel, la photo, débarrassée des mythes de l'Art pour l'Art, pourrait contribuer, par l'affinement du sens visuel, à l'éveil de la conscience politique. Aucune ligne politique concrète n'est imposée par la revue. Il s'agit avant tout d'ouvrir ses pages à tous ceux que rejette le mur du capital, sous la forme de l'absence de politique culturelle, ou de l'esthétisme technocratique des revues photographiques. *Contrejour* se place sur le croisement des contradictions dont souffre la photographie créatrice, images des contradictions insolubles de la culture dans la phase actuelle du capitalisme: tout y est en fait problèmes de statut,

comme précisément dans l'inextricable problème du tirage: simple bout de papier, il continue d'être considéré comme bien de consommation; signé et numéroté, il se valorise culturellement, mais nie la spécificité photographique (la reproductibilité) et redevient un bien commercial-culturel, pour perpétuer un art de classe. *Contrejour* aborde, à travers de tels problèmes, le fabuleux retard qui sépare le système politico-économique capitaliste des possibilités ouvertes par la technique, en art comme partout.

La revue est également lieu de réflexions diverses sur la manière dont fonctionne l'idéologie dans la pratique visuelle au sein des œuvres existantes, depuis le choix des thèmes et leur traitement, jusqu'à la réception finale, et sur l'articulation dialectique reliant ces différents stades (la thématique d'un Ralph Gibson — qui est son propre éditeur, ne se soumet à aucune autre contrainte que celle de ses propres fantasmies, et dont les œuvres se vendent très bien dans les galeries et les musées — est largement déterminée par cette autonomie exceptionnelle).

Abordant ainsi le plan de la critique et celui des luttes immédiates, *Contrejour* est une réponse spontanée (qui se refuse néanmoins aux mythes spontanistes, sauf dans des expériences comme celle des romans-photos lycéens, et tombe quelquefois dans les trappes de la propagande bourgeoise, du style « à l'Est comme à l'Ouest » sous la plume d'André Laude). Réponse à l'étouffante oppression des revues photographiques rentabilisées par la formule magique: cul-technologie. A signaler: *Contrejour* se lance également dans l'édition de livres à « prix populaires » et vient d'ouvrir son local, qui sera lieu d'animation de la rue de l'Ouest.

A. C.

(En vente dans les librairies spécialisées et par abonnement: 19, rue de l'Ouest, 75014 Paris.)

**LES LIVRES  
DONT IL EST  
QUESTION  
DANS CETTE  
RUBRIQUE  
PEUVENT  
ÊTRE  
COMMANDÉS  
AU  
N.C. SERVICE  
LIVRES**

(p. 95)

**MASSON  
DROIT  
SCIENCES  
ÉCONOMIQUES  
2<sup>e</sup> cycle**

- Droit du Travail**  
*H. Groutel. 324 pages, 58 F*
- La fonction publique**  
*E. Ayoub. 304 pages, 56 F*
- Analyse financière**  
*M. Glais. 216 pages, 58 F*

- Droits de l'homme et libertés publiques**  
*Y. Madiot (sous presse)*
- Droit fiscal**  
*M. Dran. 320 pages, 52 F*

Pour commander\* les titres de la collection « Droit - Sciences économiques, 2<sup>e</sup> cycle » ou recevoir une documentation, adressez-vous à votre libraire ou retournez ce bon accompagné, s'il y a lieu, de votre règlement aux Editions Masson - 120, bd Saint-Germain - 75280 Paris cedex 06. Cochez le(s) titre(s) choisi(s).

\* Commande par correspondance: joindre 3 F de participation aux frais de port.  
Nom et adresse \_\_\_\_\_

MASSON 

# LA NC SIGNALE

**Le Théâtre libéré** d'Alexandre Taïrov dans la collection « Théâtre Années vingt » dirigée par Denis Babel. Pour la connaissance du théâtre soviétique, et pour tous ceux qui aujourd'hui pratiquent le théâtre. (La Cité-L'Age d'homme).

**Eugène Varlin** : une biographie du grand communiste par Jean Bruhat. (Livres-Club Didierot, 32 F.)

**Vivre à gauche** : une enquête, six mois après, parmi les électeurs et les militants qui ont voté à gauche en mai 1974 : communistes, socialistes, sans-parti, travailleurs, paysans, commerçants, officiers, juges, chanteurs ou écrivains. Un travail très intelligent et attachant, indispensable pour comprendre l'opinion française actuelle ; un travail aussi trop négligé par la presse ou la télévision : silence qui n'est pas sans signification sur l'intérêt de cette entreprise de Patrick Pesnot et Philippe Alfonsi. (Albin Michel, 45 F.)

**Francesca Solleville** chante une anthologie : *Aujourd'hui les femmes* (Chant du monde) et rappelle cette autre d'Hélène Martin, *Liberté, femmes* (Disques du Cavalier).

**Sport et développement humain**. Une série de textes fondamentaux de spécialistes français et des pays socialistes : après la petite enfance, la psychanalyse, le droit, l'école, les Editions sociales couvrent un nouveau champ. (20 F.)

**Jean Ristat**, dont on sait l'important travail pour l'édition de *L'Œuvre poétique*

d'Aragon (Livres-Club Didierot), vient de publier un recueil d'articles et d'entretiens sur le thème : qu'est-ce que l'avant-garde aujourd'hui ? Réflexion littéraire et politique dont on ne peut se passer. Titre : *Qui sont les contemporains ?* (Gallimard.)

**Le tome II des Ecrits politiques** de Gramsci (1921-1922). On connaît nos réserves

sur la présentation et les commentaires du tome I. Mais les textes de Gramsci sont là, heureusement. (Gallimard.)

**Les deux premiers tomes** de la correspondance de Freud et de Jung, de 1906 à 1913. (Gallimard.)

**« Montailou, village oc-citan »** : ce titre un peu raccrocheur d'Emmanuel Le Roy Ladurie ne doit pas masquer l'intérêt considérable que présente l'étude minutieuse de ce microcosme villageois de haute-Ariège entre 1294 et 1324. Une enquête passionnante. (Gallimard, « Bibliothèque des histoires ».)

**Des poèmes inédits** de Saint-John Perse, *Chant pour un équinoxe*. (Gallimard.)

**Un roman roumain**, de Mario Pargus Llosa, *Pantaleon et les visiteuses*, traduit par Albert Jansoussan. (Gallimard.)

**Un essai** du chercheur hongrois Peter Nagy, *Libertinage et Révolution*. (Gallimard, collection « Idées », n° 335, 6 F.)

**Un « classique »** longtemps refoulé par l'idéologie dominante, Mably, dont l'essai *Sur la théorie du pouvoir politique* reparaît, avec une introduction de Peter Friedmann. (Editions sociales, coll. « Classiques du peuple », 13 F.)

**Le tome V** de la correspondance Marx-Engels a paru. Il couvre la période qui va de novembre 1845 à décembre 1846. (Editions sociales, 40 F., relié 50 F.)

**« Voies idéologiques de la Révolution française »** : c'est là un sujet de grand intérêt, traité par Elisabeth Guibert dans un ouvrage préfacé par le « dix-huitième » Yvon Béval. (Editions sociales, coll. « Problèmes/Histoire », 20 F.)

**La théorie de l'Etat et le marxisme** au centre du cycle de conférences du C. E. R. M. en 1976. Prochaines interventions : Albert Soboul : De la Révolution Française à la Commune de 1871 ; problèmes de l'Etat révolutionnaire (10 février) ; Guy Besse : Marx, Proudhon et le politique (24 février) ; Georges Labica : L'Etat dans *Le Capital* (2 mars) ; Jean Bruhat : Révolution et dictature du prolétariat chez Marx (9 mars) ; Gilbert Badia : Nation et nationalité (16 mars) ; Jacques Texier : Observations sur l'analyse de l'Etat par Marx et Engels (6 avril) ; Jean-Pierre Delilez : *L'Etat et la Révolution* de Lénine (13 avril) ; Etienne Balibar : Lénine et la dictature du prolétariat (20 avril) ; Jean Elleinstein : Etat et démocratie chez Lénine (27 avril) ; Lucien Sève : Lénine et le passage pacifique au socialisme (4 mai). Toutes ces conférences ont lieu au C. E. R. M., 64, boulevard Auguste-Blanqui, Paris 13<sup>e</sup>, le mardi à 20 heures, exception celle du mercredi 21 janvier.

**La guerre des paysans**, célébrée par Engels dans un « classique » fameux, a eu l'un de ses foyers en Alsace et en Moselle. Gautier Heumann a étudié ce foyer dans le volume n° 5 de la collection « Problèmes/Histoire » des Editions sociales. (20 F.)

**L'agriculture** dans les pays socialistes : question importante, où le brouillage idéologique atteint des sommets.

Un collectif dirigé par Jean Flavien et André Lajoinie étudie *L'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe* et rectifie beaucoup de préjugés et d'idées fausses. (Editions sociales, coll. « Socialisme », 20 F.)

**Les « media »** de la bourgeoisie n'ont guère fait de publicité sur le texte final de la Conférence d'Helsinki. Eh bien ! les communistes le publient intégralement, comme cela fut fait dans les pays socialistes. L'édition française est préfacée par Jacques Denis. (Editions sociales, « Notre Temps/Monde », 10 F.)

**« Inflation et crise monétaire »**, une étude de Philippe Zarihan publiée sous l'égide du comité économique et social de la Fédération syndicale mondiale. (Editions sociales, 40 F.)

**« Les Etats-Désunis »** : le grand livre de Vladimir Pozner sur les U.S.A., est heureusement réédité en format de poche (10/18).

**« La Bataille du livre »** : Pourquoi lire ? Que devient la lecture en France ? Comment le livre aujourd'hui joue-t-il son rôle dans la lutte des idées ? Deux « praticiens » et spécialistes de la question, Antoine Spire et Jean-Pierre Viala, l'exposent dans ce petit livre dense et bien informé. (Editions sociales, « Notre Temps », 13 F.)

**« Miroir du sujet »** : un essai sur le fantasme, sa fonction et ses discours, par notre collaboratrice Catherine Clément. Quelques semaines auparavant, elle avait un autre essai qui résume bien son titre : *La Jeune Née*. (Deux livres en 10-18, 15 F.)

**Buonarroti** et les révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle. Une somme sur l'articulation entre babouvisme et mouvement ouvrier par le grand historien italien Alessandro Giallante Garrone. (Editions Champ Libre, 58 F.)

**Les Quarante-Huitards** : méritent-ils leur suffixe péjoratif ? Maurice Agulhon pour permettre au lecteur de juger, les laisse parler. (Collection « Archives », 15,40 F.)

**Maiakovski** : le catalogue de l'exposition qui, après Paris, tourne en France est en vente en librairie. Plus qu'un catalogue, c'est un grand livre. (30 F.)

**Une question** que beaucoup de Français peu fortunés se posent (les autres n'ont pas à se la poser !) : *Pourquoi nous payons trop d'impôts* Jean Rodrigue et Michel Redjah, en y répondant, éclairent vivement la fiscalité giscardienne. (Editions sociales, « Notre Temps », 8 F.)

**Le tout et la partie.** La Hongrie a publié récemment la traduction en anglais d'un livre du professeur I.M. Szabo : *Microbial Communities in a Forest-Rendina Ecosystem : the Pattern of Microbial Communities* (415 p., Akademiai Kiado, Budapest, 1974). Cet ouvrage fait le point sur l'apport original des travaux du professeur Szabo à la compréhension de l'écologie microbienne des sols. Les études publiées jusqu'à présent dans ce domaine portent sur diverses communautés microbiennes des sols, leurs fonctions, leur microhabitat, sans permettre une généralisation écologique de base. Les diverses parties du système microbien, quoique bien connues, ne permettent pas la compréhension de l'ensemble. Le professeur Szabo a fait ses recherches avec une philosophie différente. Il a étudié en détail toute la microflore et la microfaune dans leur ensemble, dans un endroit limité d'une forêt de chênes et de charmes de l'ouest de la Hongrie. Cette méthode lui a permis de connaître et comprendre certains principes généraux contrôlant l'activité de ces communautés saprophytes complexes. L'ouvrage publié fait le point de plus de quinze ans de travaux et permet d'apprécier la valeur de cette méthodologie.

**Biélorussie :** Dans le cadre de l'étude et de la conservation de la flore et de la faune prévues dans le plan quinquennal en cours, la république de Biélorussie fait paraître, en biélorusse, un journal de vulgarisation scientifique, *Ronava Pryroda* (Notre nature). Ce périodique popularise les problèmes et programmes concernant la défense de la nature répartis en divers thèmes. La protection des réserves piscicoles de la république a notamment été le sujet d'une vaste campagne contre la pêche « sauvage » au moment du frai, campagne qui a mobilisé de nombreux organismes officiels et organisations tels les « Pionniers ».

**La Drug and Food Administration** contrôle sévèrement les indications portées sur les emballages des médicaments américains. Les trusts pharmaceutiques considèrent que cette réglementation est inutile et onéreuse, ce qui explique sans doute pourquoi dans certains cas ils préfèrent retirer un produit du marché plutôt que de l'assortir des recommandations adéquates. Mais cela ne veut pas dire qu'ils se refusent à les commercialiser. R.J. Ledogan, dans son livre *Hunger and Profit : U.S. Food and Drug Multinationals in Latin America and Caribbean*, montre comment ces trusts vendent des produits dont ils minimisent les risques et exagèrent les bienfaits grâce à une légis-

lation moins contraignante. Dans ces pays où l'automédication est courante, la recherche du profit met en cause la santé de populations entières. (D'après *New Scientist*, 28 août 1975.)

## L'étude de la structure temporelle des organismes vivants

a suscité, au cours des vingt dernières années, de nombreux travaux dont les principales orientations sont reprises dans deux ouvrages récents : *Des rythmes biologiques à la chronobiologie*, de Reinberg (Gautier-Villars), et *Chronogénétique. L'hérédité du temps biologique*, de L. Gedda et G. Brenci (Hermann). L'étude des phénomènes biopériodiques, qui existent aussi bien chez les êtres unicellulaires que chez l'homme, a conduit à l'individualisation d'une nouvelle discipline scientifique : la chronobiologie. Les rythmes d'environ 24 heures dits « circadiens », les rythmes d'environ une année dits « circannuels ». Ils se caractérisent plus particulièrement par le fait qu'ils sont intrinsèques et héréditaires. Bien qu'endogènes, ils sont soumis à l'action des facteurs rythmiques extérieurs (exemple : l'alternance lumière-obscurité) qui jouent le rôle de « synchroniseurs » et toute modification de cette synchronisation est suivie de perturbations plus ou moins longues des variables physiologiques du sujet. Les applications de la chronologie s'avèrent d'une grande importance dans les domaines de la nutrition, de la physiologie du travail et de la pharmacologie. Ainsi, la mise en évidence des variations rythmiques de la susceptibilité de l'organisme à de nombreux agents toxiques et médicamenteux; leur étude systématique doit permettre de revoir l'heure d'administration des traitements pour en améliorer l'efficacité, en réduire la posologie et les effets secondaires non désirés. La chronogénétique étudie les bases héréditaires de cette structure temporelle de l'organisme. Alors que l'étude de l'organisation spatiale de l'organisme et de ses relations avec les processus vivants a été menée depuis longtemps et s'est enrichie de nouvelles approches (biochimie, biophysique, biologie nucléaire), on peut s'étonner du retard pris par l'étude de la structure temporelle. Pour Reinberg, la biologie classique, qui ne prend en considération qu'un temps linéaire (la durée de l'expérience, d'un processus et l'âge du sujet, sa chronobiologie), s'est développée en partie grâce à l'hypothèse de Claude Bernard relative à la constance du milieu intérieur et à son maintien par un système de régulation. Malheureusement, cette hypothèse dynamique s'est figée dans une recherche systématique des constantes, ce qui a masqué les phénomènes périodiques qui s'y superposent. Si les obstacles actuels au développement de la chronobiologie (et de ses applica-

tions au niveau des recherches pharmaceutiques) sont principalement d'ordre économique, Reinberg rappelle que l'émergence de cette discipline nouvelle a été entravée par des difficultés d'ordres culturels et méthodologiques puisque le souci majeur des biologistes est la quantification des résultats obtenus par une méthode analytique. Il reprend les distinctions de Dobzhansky et de Boesiger, et de Grassé dans la préface à leurs *Essais sur l'évolution* : le courant de pensée prédominant en biologie est « cartésien et analytique », les succès de ce courant ont tendance à faire oublier le courant « darwinien et synthétique » dont procède la chronobiologie. Ces deux courants de pensée qui s'opposent n'en sont pas moins inséparables. Privilégier l'un plutôt que l'autre est pour le moins contraire à la méthode d'analyse dialectique et conduirait à opposer irrémédiablement l'organisation spatiale à l'organisation temporelle, les rythmes exogènes et leur maintien aux rythmes endogènes, la dégradation de ces rythmes au cours de la vie de l'individu à leur maintien de génération en génération suivant les lois de la génétique.

**La revue « Science »** du 11 avril 1975 nous apprend que les scientifiques américains ont obtenu le droit de poursuivre en justice le National Institute of Health (N.I.H.). Ainsi, tout chercheur à qui le N.I.H. a refusé une subvention, et qui ne peut prouver qu'il a donc été lésé « économiquement et professionnellement » par cet organisme, peut individuellement porter plainte. Ce droit n'était accordé auparavant qu'aux institutions. La revue signale le cas de Julia T. Apter, professeur de chirurgie dans un centre médical de Chicago, qui reproche au N.I.H. de lui avoir refusé une subvention pour des raisons de discrimination sexuelle. La plaignante a mis en évidence les dommages économiques et professionnels « subis, tels que perte du prestige professionnel et manque de moyens pour former des étudiants. Cette victoire des savants est importante théoriquement, mais reste mineure pratiquement, car si la porte est ouverte à un certain contrôle des subventions scientifiques, il n'en reste pas moins que les conditions permettant de porter plainte et le coût d'un procès limitent considérablement la portée de cette mesure. En tout cas, cela ne saurait compenser, pour les scientifiques, l'absence d'un syndicalisme actif. D'autre part, cette mesure fait partie d'une série de décisions ayant pour but de supprimer le secret qui entoure jusqu'à présent l'utilisation des fonds publics, notamment en matière de recherche pour la santé. Mais tout cela ne remet pas en cause le problème de savoir par qui et au profit de qui les décisions sont prises.



# Échecs

## Problème n° 28

Edgard Lävchitz

1<sup>er</sup> prix, « Suomen Shaki », 1959



Les Blancs jouent et font mat en deux coups.

## Étude n° 21

A. Gourvitch

« Sovetsky Flot » 1960

Blancs : Rg7, Ta6, Tc6, P : d6.

Noirs : Re8, Db7, P : d7.

Les Blancs jouent et gagnent.

## 43<sup>e</sup> championnat de l'U.R.S.S.

La plupart des compétitions mondiales depuis 1946 sont dominées par des Soviétiques. Par conséquent les échéphiles suivent les championnats de l'U.R.S.S. avec un intérêt considérable. En effet chaque année sortent de nouveaux champions de leur immense réservoir.

Au championnat de 1975 les plus grands « Ténors » disputaient la finale à Erevan à l'exception du champion du monde Anatole Karpov, de l'ex-champion du monde Boris Spasski et du finaliste des candidats Victor Kortchnoi.

Le 43<sup>e</sup> championnat confirma la poussée des jeunes qui, dans les années à venir, établiront sur des bases solides leur domination dans les forts tournois internationaux.

Tigran Petrossian, ex-champion du monde (1963-1969), grâce à son expérience dans le finish a réussi à coiffer tous ses concurrents.

Petrossian (46 ans) remporte pour la quatrième fois le titre national.

Les suivants, quatre ex aequo, sont d'abord Rafael Vaganian (24 ans) et Oleg Romanichin (23 ans) remarquables tacticiens. Ce dernier a réussi l'exploit de remporter la seule victoire

contre le vainqueur du tournoi dans une partie d'attaque de toute beauté.

Boris Gouliko (28 ans) qui fut longtemps en tête, rata la première place dans les quatre dernières rondes en ne réalisant que deux nulles.

Michél Tahl (39 ans), ex-champion du monde, joueur génial est incontestablement le plus grand tacticien de notre époque. Son jeu hardi a été couronné de succès dans les cinq dernières rondes par 3 gains et 2 nulles : de remarquable performance.

Voici le classement complet :  
1<sup>er</sup> Petrossian, 10 points (sur 15) ;  
2-5<sup>e</sup> Vaganian, Gouliko, Romanichin et Tahl, 9 1/2 ; 6-8<sup>e</sup> Balachov, Geller et Polugaevski, 8 1/2 ; 9-10<sup>e</sup> Beliavski et Bronstein 7 1/2 ; 11<sup>e</sup> Dvoretzki, 6 1/2 ; 12<sup>e</sup> Aliburt, 6 ; 13<sup>e</sup> Dorfman, 5 1/2 ; 14<sup>e</sup> Furman, 5 ; 15<sup>e</sup> Doroskevich, 4 1/2 ; 16<sup>e</sup> Klovian, 4.

## Partie n° 27

43<sup>e</sup> championnat de l'U.R.S.S., décembre 1975.

Blancs : Gouliko

Noirs : Romanichin

1. e2 — e4, c7 — e5 ; 2. Cg1 — f3, Cb8 — c6 ; 3. Ff1 — b5 (Partie Espagnole).

3... Cg8 — f6 (dans la pratique moderne cette suite ancienne est adoptée rarement. Plus courante est 3... a6 ; 4. Fa4, ou 4. Fx c6).

4. 0 — 0, Cj6 × e4 (les Noirs optent pour le jeu ouvert).

5. d2 — d4, Ce4 — d5 (bien jouable 5... Fe7 ; par contre 5... exd4 ; 6. Te1, d5 ; 7. C × d4, est une continuation risquée et peu recommandable).  
6. Fb5 × c6 ; d7 × c6 ; 7. d4 × e5, Cd6 — f5 ; 8. Dd1 × d8 +, Re8 × d8.

9. Cb1 — c3, h7 — h6 (dans la partie Kouzmine-Keres, au championnat de l'U.R.S.S. 1973, on adopta la suite 9... Re8 ; 10. Ce2, Ce7 ; 11. h3, Cg6 ; 12. Ce — d4, Fe7).

10. b2 — b3, Fc8 — e6 (à présent commence une lutte stratégique longue et pleine de finesse).

11. Fe1 — b2, Rd8 — c8 ; 12. h2 — h3, e6 — e5 ; 13. Ta1 — d1, b7 — b6 ; 14. Cc3 — e2, g7 — g5.

15. Cf3 — d2, Ff8 — g7 ; 16. g2 — g4, Cf5 — h4 ; 17. f2 — f4, h6 — h5 (les deux antagonistes cherchent à créer des complications).

18. Ce2 — g3 ! (sur 18. f5, la réplique sera Fd5, et sur 18. f × g5, Cg6, ou 18... h × g4).

18... h5 × g4 ; 19. f4 — f5, Fe6 — d5 ; 20. h3 × g4 (malgré la faiblesse de roque, les Blancs dominent sur l'aile Roi).

20... Fd5 — g2 ; 21. Cg3 — h5 ! (le sacrifice de qualité assure aux Blancs un bon jeu stratégique. Les pions g5 et f7 sont faibles et attaquables).

21... Fg2 × f1 ; 22. Td1 × f1, Th8 — d8 ; 23. Cd2 — e4 (et non

23. C × g7, car T × d2 ; et les Noirs sont bien).

23... Fg7 — h6 ; 24. Fb2 — c1, Re8 — b7 (si 24... Td4 ; 25. Ch — f6, suivi par la prise sur g5, comme dans la partie).

25. Ch5 — f6, Td8 — d4 ; 26. Fcl × g5, Fh6 × g5 ; 27. Ce4 × g5, Ta8 — f8.

28. Rg1 — h2 ! ! (la menace de la capture de cavalier force les Noirs à changer leur Tour active).

28... Td4 — d2 +, 29. Rh2 — g3, Ch4 — g2, 30. Tj1 — f2, Cg2 — e3 (Romanichin a réussi à garder son Cavalier).

31. Tf2 × d2, Ce3 — f1 +, 32. Rg3 — f4 (le Roi blanc bien placé force la décision).

32... Cf1 × d2 ; 33. Cf6 — h7, Tf8 — h8 ; 34. f5 — f6 ! (Gouliko joue cette finale avec une remarquable précision).

34... e5 — e4 ; 35. e5 — e6, f7 × e6 ; 36. f6 — f7, e4 × b3 ; 37. c2 × b3, e6 — e5 +, 38. Rf4 × e5 les Noirs abandonnent.

Car f8D gagne la Tour et les Blancs ont encore un atout majeur : le pion passé sur la colonne g.

## Solution du problème n° 26

E. Bethge

Blancs : Rh4, Db6, Cb8, Cf5, Fh8, P : g7.

Noirs : Rf7.

Mat en deux coups.

Rex solus.

Dans le jeu apparent — avant la clé — le Roi noir a deux cases de fuite.

La clé est 1. Dh1 ! — Blocus. L'inattendu premier coup des Blancs donne trois nouvelles cases (2 + 3, de fuite au Roi).

C'est un blocus incomplet, car au jeu apparent il n'y a pas de mat préparé sur 1... Rg8.

Sur 1... Re6, ou Re8, ou Rf6, ou Rg6 ; 2. g8D mat.

Si 1... Rg8 ; 2. Ch6 mat.

## Solution de l'étude n° 20

Dr. J. Fritz

Blancs : Rh5, Fa8, P : a6, a7.

Noirs : Ra5, Ta1, P : h2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Sur 1. Fb7 ?, c'est les Noirs qui gagnent facilement :

1... h1D +, 2. F × h1, T × h1 +, et 3. R joue, Th8 gagne.

Sur 1. Fb7 ?, h1D +, 2. Rg4, Tg1 +, 3. Rf4, Dh4 + gagne.

Le chemin de la victoire est astucieux.

1. Fh1 !, T × h1 ; 2. a8D (menace 3. Dd5 +).

2. Td1 (menace 3... h1D +).

3. Dh1 !, T × h1 ; 4. a7, Td1 ; 5. a8D +, Rh5.

6. Dd8 +, Re4 ; 7. D × h2 et les Blancs gagnent.

Car dans la finale R-D, contre R-T gagne sans histoire.

F. Molnar

### Les cendres de l'été

Abdëjamil Nourpëissof

Le dernier volume de la trilogie de l'écrivain kazakh. Du premier publié (*Crépuscule*) Aragon avait dit : « Ce roman-ci, noir et profond comme un puits d'eaux amères, peut se comparer aux grands romans du monde moderne. » Il n'est pas nécessaire d'avoir lu les deux premiers pour « suivre » ce troisième volet de l'œuvre, mais la lecture de l'un d'entre eux donne fort envie de mieux connaître Nourpëissof.

Gallimard, collection « Littératures soviétiques », 55 F.

### Correspondance

Marx et Engels

Ce cinquième volume de la « correspondance » couvre la période de juillet 1857 à décembre 1859 : c'est le temps où Marx travaille aux *Grundrisse*, le temps où une crise

économique secoue les Etats-Unis, le temps où Engels se lance dans l'étude systématique des sciences de la nature...

Editions sociales, 40 F.

### Qui sont les contemporains ?

Jean Ristat

Des portraits, des articles, des entretiens. S'y rencontrent Roland Barthes, Jean Pierre Faye, Denis Roche, Philippe Sollers, Jean Thibaudeau, Tsvëtan Todorov, et Aragon, pour une longue interview. Un ouvrage indispensable pour baliser les « chemins de la création ».

Gallimard, 45 F.

### Inflation et crise monétaire

Philippe Zarijian

Cet ouvrage, qui traite de la crise du système monétaire capitaliste, est le fruit d'une réflexion collective développée au sein du centre confédéral d'études économiques et sociales de la C. G. T. C'est dire que, étude approfondie des mécanismes et structures, il est aussi appel à développer la lutte antimonopoliste.

Editions sociales, 40 F.

(Bon de commande ci-contre.)

### Voies idéologiques de la Révolution française

Elisabeth Guibert-Sledziewski

C'est le délicat rapport entre la fonction objective d'une classe et ce qu'on peut appeler son projet qu'examine le présent essai sur les *Voies idéologiques de la Révolution française*. Il tend à montrer que l'idéologie n'est ni un alibi trompeur, ni un reflet inconsistant, mais une dimension spécifique du processus réel de l'histoire.

Editions sociales, 20 F.

### Lexis

Ouvrage collectif

Voir la note de Louis Guespin dans notre rubrique « Actuelles ».

Larousse, 148 F.

### Sang et Fleurs

To Huu

Un livre-poème-entretien avec un grand poète vietnamien (voir la note d'Elise Zung dans notre rubrique « Actuelles »).

Editions français réunis, 45 F.



**SMITH-CORONA MARCHANT**

Les photocopieurs et les machines à écrire

**SMITH-CORONA MARCHANT**

leader mondial de l'équipement de bureau

ONT PRÊTÉ LEUR CONCOURS  
A L'ORGANISATION  
DU XXII<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS  
Les produits SMITH-CORONA MARCHANT sont distribués  
dans toute la France

Tous renseignements : SMITH-CORONA MARCHANT, 86, avenue de la République  
94700 MAISONS-ALFORT - Tél. 368.49.03

**Attention**, il vous suffit d'inscrire une croix dans la case correspondant aux livres et aux disques que vous désirez recevoir, d'indiquer le nombre de volumes que vous commanderez, et la somme que cette commande représente.

Précisons que cette liste n'est pas limitative : vous pouvez, en inscrivant leurs titres, les noms de l'auteur, et, si possible, de l'éditeur, commander d'autres volumes que vous n'auriez pas trouvés.

Vous devez adresser le bon de commande figurant sur l'encart ci-contre à :

Librairie Club-Diderot, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (X).

Vous pouvez :

— joindre chèque bancaire ou postal à votre bulletin de commande.

— (C. C. P. - C. D. L. P., 7641 47 Paris.)

Pour toute commande supérieure à 50 F, les frais de port sont à notre charge. Pour une commande inférieure à 50 F, nous vous serions reconnaissants d'ajouter à votre versement 3 F pour le port.

Abdélajmil Nourpéïssov  
Les Cendres de l'été

55 F

Marx, Engels  
Correspondance, tome V

40 F

Jean Ristat  
Qui sont les contemporains ?

45 F

Philippe Zarifian  
Inflation et crise monétaire

40 F

Elisabeth Guibert-Sledziewski  
Voies idéologiques de la Révolution française

20 F

Lexis  148 F

To Huu  45 F  
Sang et Fleurs

Retournez ce bulletin à : Librairie Club Diderot,  
146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10<sup>e</sup>

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

Je joins à ce bon de commande,

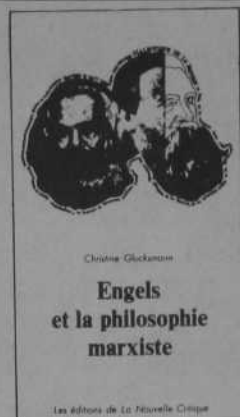
Chèque bancaire

Chèque postal au nom du C. D. L. P.

(C. C. P. 7641 47 Paris)



Prix : 3 F.



Prix : 3 F.



Prix : 10 F.



Prix : 6 F.



Prix : 10 F.



Prix : 7 F.

Passer vos commandes à l'aide du bon récapitulatif se trouvant au verso.

## 3 raisons de vous abonner

pour vous, une économie importante

pour la N.C., une aide politique et financière indispensable

la réception régulière de tous les numéros



Nom - Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

### Je commande :

Nombre d'ex.	Titres	Prix d'un ex.	Prix total
<b>Piaquettes :</b>			
<input type="checkbox"/>	Langage, sciences et histoire	5 F	
<input type="checkbox"/>	Engels et la philosophie marxiste	5 F	
<input type="checkbox"/>	Une science du littéraire est-elle possible	5 F	
<input type="checkbox"/>	La démocratie socialiste en U. R. S. S.	5 F	
<input type="checkbox"/>	Crise de la Société, Eglises et Union populaire	5 F	
<input type="checkbox"/>	Romans, politique	8 F	
<input type="checkbox"/>	Une psychiatrie différente, dites-vous...	10 F	ou 15 F
<input type="checkbox"/>	Psychiatrie, questions actuelles	10 F	les 2 ex.
<input type="checkbox"/>	L'analyse du discours : problèmes et perspectives	7 F	
<input type="checkbox"/>	Cinéma, culture ou profit	15 F	
<b>N° Spéciaux N. C.</b>			
<input type="checkbox"/>	Littérature et idéologies (15 F pour les abonnés N. C.)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Linguistique et littérature (15 F pour les abonnés N. C.)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Expériences et langage de la Commune de Paris	20 F	
<input type="checkbox"/>	Arthur Adamov (8 F pour les abonnés N. C.)	12 F	
<input type="checkbox"/>	Dance. Les Voies de la création	10 F	
<input type="checkbox"/>	Pour un Urbanisme	50 F	
<b>Collection N. C.</b>			
<input type="checkbox"/>	N° 79-80	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 81	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 82	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 83	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 84	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 85	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 86	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 87	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 88	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 89	8 F	
<b>Collection R. I. :</b>			
<input type="checkbox"/>	N° 57-58 Premières Sociétés de classe	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 61 Du socialisme en Chine	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 62 Voies de la révolution bourgeoise	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 63/64 Le deuxième sergare	18 F	
<input type="checkbox"/>	N° 67 La propriété socialiste	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 69/70 Le Fascisme hitlérien	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 76 Epopée et roman	5 F	
<input type="checkbox"/>	N° 77/78 L'homme et l'environnement	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 79 Féodalisme à Byzance	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 80 L'intégration économique socialiste	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 81 Sémiotique	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 82 Travaux philosophiques en pays socialistes	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 83 Problèmes urbanistiques et socialistes	20 F	
	<b>Total</b>		

Pour les commandes à destination de l'étranger, ajoutez 10 % aux prix indiqués.

Expédition franco, par retour.  
Retournez ce bon de commande d'un montant de : F  
à La N. C., 168, rue du Temple, 75003 Paris.

Je joins à ce bon de commande  Chèque bancaire   
 Chèque postal   
(C. C. P. 6956 23 Paris)

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Qualité ou profession \_\_\_\_\_

Comment avez-vous connu la N. C. ? \_\_\_\_\_

Retournez ce bulletin avec votre chèque à  
La N. C., 168, rue du Temple,  
75003 Paris  
(C. C. P. 6956-23 Paris)

Nos lecteurs d'Algérie qui souhaiteraient s'abonner peuvent s'adresser à la S. N. E. O. J. bd Zirout-Youcef, Alger

Tarif Abonnements		1 an	2 ans	6 mois
FRANCE	Normal	155 F	285 F	90 F
	Etudiants	75 F	140 F	45 F
Marché Commun et Afrique du Nord	Normal	200 F	385 F	90 F
	Etudiants	100 F	180 F	45 F
Autres pays	Normal	230 F	420 F	90 F
	Etudiants	110 F	200 F	45 F

# PASTIS 51

ANISETTE



Heureux comme un 51 dans l'eau.

**GIFCO**

Groupement d'Intérêt Économique

DES SOCIÉTÉS spécialisées —  
— A VOTRE SERVICE:

**A.G.P.P.**  
Arts Graphiques  
Paris-Provence

Matériel et fournitures d'imprimerie offset et typo.  
Etude d'implantation offset pour imprimerie intégrée.

**SOCOPAP**  
Société Commerciale  
Paris-Provence

Fournitures pour duplicateurs,  
photocopieurs et machines de bureau.

**O.P.P.**  
Office Parisien  
des Papiers

Tous les papiers offset, typo  
et pour imprimeries intégrées.

**CEMAB**  
Centrale des Machines  
de Bureau

Duplicateurs Graveurs électroniques, Photocopieurs  
et toutes Machines de Bureau

INFORMATIONS - ECHANTILLONS - DOCUMENTATION

28, Rue Pasteur - 94800 Villejuif - 677.22.60

# Loisirs et Vacances de la Jeunesse



L. V. J. est heureux d'inviter dans son village de vacances de Jibacoa, à Cuba, le gagnant du concours d'abonnement de « La Nouvelle Critique ».

L. V. J., association à but non lucratif, a pour objectif d'organiser dans vingt pays, en particulier dans les pays socialistes, des vacances de découverte, de rencontres et d'amitié.

## Cuba

### Une prodigieuse expérience de l'amitié

Voyager à Cuba, c'est avant tout rencontrer un peuple dont l'hospitalité n'est pas légende. Cuba, le « premier Etat libre des Amériques ». L'analphabétisme, le chômage, la misère ont été vaincus en un temps record. Aujourd'hui Cuba sort du sous-développement. Tout le pays discute d'une nouvelle Constitution, du prochain plan de développement économique, le sourire aux lèvres, tranquille et déterminé. L'enthousiasme imprègne toute l'île. Tout est prétexte au chant et à la danse. Quelques heures vous suffiront pour prendre le rythme de la conga, découvrir Cuba.

Riche d'une expérience de plusieurs années de voyages à Cuba, L. V. J.

vous invite au village de vacances de Jibacoa.

Jibacoa, à 60 km de La Havane, vous accueillera à l'abri d'une abondante flore tropicale.

Vous pourrez y pratiquer la plongée et les sports nautiques. Un programme de rencontres, conférences, visites vous fera connaître Cuba, son histoire, ses réalisations. Jibacoa sera aussi le point de départ de nombreuses excursions en direction des points essentiels du pays (avec supplément). Cette année, dès votre inscription à Paris, vous pourrez choisir de consacrer une semaine de votre séjour à Cuba pour effectuer un circuit de La Havane à Santiago de Cuba, qui vous permettra de parcourir toute l'île (avec supplément de 475 F).

### DATES ET PRIX

En bungalows : 5 au 28 juin : 3 150 F ; 12 juin au 4 juillet : 3 150 F ; 3 au 25 juillet : 3 550 F ;

10 juillet au 1<sup>er</sup> août : 3 550 F ; 31 juillet au 22 août : 3 550 F ; 7 août au 29 août : 3 550 F ; 28 août au 19 septembre : 3 150 F ; 4 au 27 septembre : 3 150 F.

Sous tente, aux mêmes dates : 2 750 F.

Séjour spécial 2 semaines du 24 juillet au 9 août : 2 950 F.

En supplément l'assurance-adhésion L. V. J. : 35 F. Assurance rapatriement : 45 F (obligatoire).

### FORMALITÉS

Pour les adhérents de nationalité française, passeport en cours de validité. Pour les autres nationalités, les adhérents doivent se procurer eux-mêmes le visa, en faisant la demande 35 jours avant le départ à l'ambassade de Cuba, rue de la Faisanderie, 75016 Paris. Carnet international de vaccination : antivaricelle datant de moins de 3 ans.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez nous contacter à :

**LOISIRS ET VACANCES DE LA JEUNESSE**

4 et 6, rue de Château-Landon, 75010 Paris, tél. : 203.20.50.